



DC 1011
M 221 F. 5
v. 75

REVUE HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU MAINE

TOME LXXV. — PREMIÈRE LIVRAISON

ANNÉE 1914. — PREMIER SEMESTRE



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE,
AU MANS

MAMERS	LE MANS
IMPRIMERIE FLEURY	A. DE SAINT-DENIS
28, Place de la République.	Libraire, Place Saint-Nicolas.

1914

Afin de simplifier les recouvrements et d'éviter les frais supplémentaires, les Membres de la Société sont *instamment* priés de vouloir bien remettre ou adresser par mandat-poste le montant de leur cotisation 1914 (15 fr.) à M. de Saint-Denis, libraire de la Société, rue Saint-Jacques, au Mans.

SOMMAIRE
DE LA
PREMIÈRE LIVRAISON DE 1914

- 1^o LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ. Page 5
- 2^o UN RHINOCÉROS GALLO-ROMAIN AU MANS, par M. Robert TRIGER. Page 29
- 3^o LA PAROISSE DE PIRMIL, par MM. le chanoine FROGER et l'abbé H. DEVAUX. Page 35
- 4^o GUILLAUME DE SAINT-CALAIS, ÉVÊQUE DE DURHAM, (*fin*), par le R. P. dom GUILLOREAU, bénédictin de Solesmes. Page 64
- 5^o LES ŒUVRES DE VÉRON DE FORTBONNAIS (*suite*), par M. Gabriel FLEURY. Page 80
- 6^o LIONEL LE COUTEUX ET SON ŒUVRE ARTISTIQUE (1847-1909), par M. D. MALLET. Page 109
- 7^o CHRONIQUE : Admission de nouveaux Membres. — Nécrologie : M. Paul Héry ; M. Adrien de Vaublanc. — Le nouveau Musée de la Reine Bérengère et la réorganisation des collections artistiques de la ville du Mans. — Un dernier mot sur la Croisade Mayennaise en 1158. — Les batailles du Mans (1871), conférence sur le terrain, par M. le capitaine Assollant. — Découverte de vases funéraires gallo-romains, au Mans. — Mort du général de Verdière. Page 131
-

R E V U E
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
D U M A I N E

REVUE
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU MAINE

TOME SOIXANTE-QUINZIÈME

ANNÉE 1914. — PREMIER SEMESTRE



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE,
AU MANS



MAMERS	LE MANS
IMPRIMERIE FLEURY	A. DE SAINT-DENIS
28, Place de la République.	Libraire, Place Saint-Nicolas.

1914






LISTE DES MEMBRES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU MAINE


Membres du Bureau



MM. ROBERT TRIGER, C , PRÉSIDENT.
Marquis de BEAUCHESNE, VICE-PRÉSIDENT.
PAUL BRINDEAU, , }
Dom B. HEURTEBIZE, } SECRÉTAIRES HONORAIRES.
ÉDOUARD DE LORIÈRE, }
RAOUL DE LINIÈRE, } SECRÉTAIRES.
ALBERT MAUTOUCHET, TRÉSORIER.
ABBÉ PATARD, }
XAVIER GASNOS, } BIBLIOTHÉCAIRES-ARCHIVISTES.





Membres d'Honneur


MM. le général de BOISDEFFRE, ancien chef d'État-major de l'armée, ancien ambassadeur extraordinaire en Russie, grand officier de la Légion d'honneur, au château de Boisdeffre, par Oisseau-le-Petit (Sarthe), et 5, quai Voltaire, à Paris, 7^e A.
De LASTEYRIE (le comte Robert), O , , membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, ancien député, rue du Pré-aux-Clercs, 10 bis, à Paris, 7^e A., et château du Saillant, par Allasac (Corrèze).

MM. HÉRON DE VILLEFOSSE, O , membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, conservateur au Musée du Louvre, président de la section d'archéologie du Comité des travaux historiques, rue Washington, 16, Paris, 8^e A.


JULLIAN (Camille), , membre de l'Institut, professeur au Collège de France, rue du Luxembourg, 30, Paris, 6^e A.


LEFÈVRE-PONTALIS (Eugène), ,  I, archiviste-paléographe, professeur à l'Ecole nationale des Chartes, directeur de la Société française d'archéologie, membre du Comité des Travaux historiques, rue de Phalsbourg, 13, Paris, 17^e A., et à Vieux-Moulin (Oise).

LE VAYER (Paul), ,  I, , , conservateur honoraire de la Bibliothèque de la ville de Paris, inspecteur des Travaux historiques, à La Porte d'Orne, à Ballon (Sarthe).

De GHELLINCK-VAERNEWYCK (le vicomte), , président de l'Académie royale d'archéologie de Belgique, château d'Elseghem, par Peteghem, et rue de l'Industrie, 15, à Bruxelles (Belgique).

Membres Honoraires

MM. ALLARD (Paul), C , ancien magistrat, directeur de la *Revue des Questions historiques*, à Senneville, par Fécamp (Seine-Inférieure).

BÉTHUNE (le baron Joseph), , vice-président de la Gilde de Saint-Thomas et de Saint-Luc, conseiller provincial de la Flandre occidentale, conservateur du Musée archéologique, chalet de Rouxhove, à Courtrai (Belgique).

MM. BILSON (John), vice-président de l'Institut royal archéologique de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, architecte, à Hessle, Yorkshire (Angleterre).

DUBOIS (Marcel), 𐌆, ancien élève de l'École Normale supérieure et de l'École d'Athènes, docteur ès-lettres, professeur à la Sorbonne, 76, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris, 6^e A.

GENTIL (Ambroise), 𐌆 I, professeur de l'Université en retraite, président de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, rue de Flore, 86, au Mans.

De GRANDMAISON (Louis), 𐌆 I, archiviste-paléographe, président honoraire de la Société archéologique de Touraine, ancienne rue de l'Archevêché, 13, à Tours.

KNIGHT, bibliophile et collectionneur, High Street, à Ventnor, Ile de Wight (Angleterre).

LECESNE (Henri), président de la Société Dunoise, à Châteaudun (Eure-et-Loir).


PERCY GODDARD STONE, membre de l'Institut royal des architectes anglais, secrétaire particulier de la Société des Antiquaires de Londres pour le Hampshire et l'île de Wight, Merston cottage, Ile de Wight (Angleterre).


POTTIER (le chanoine), 𐌆 I, président de la Société d'archéologie de Tarn-et-Garonne, inspecteur de la Société française d'archéologie, correspondant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, à Montauban (Tarn-et-Garonne).

SEPET (Marius), 𐌆, archiviste paléographe, conservateur honoraire à la Bibliothèque Nationale, rue Vaneau, 23, Paris, 7^e A.


Membres Fondateurs (1)

MM. De BEAUCHESNE (le marquis), licencié ès-lettres, correspondant de l'Académie Royale d'archéologie de Belgique, membre titulaire de la Commission historique et archéologique de la Mayenne, maire de Souvigné-sur-Sarthe, au château de la Roche-Talbot, par Sablé (Sarthe), au château de Lassay (Mayenne), et 8, avenue Marceau, Paris, 8^e A.

Des CARS (le duc), , conseiller général de la Sarthe, au château de Sourches, par Bernay (Sarthe), et 80, rue de Lille, Paris, 7^e A.

FLEURY (Gabriel),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, inspecteur de la Société française d'archéologie, lauréat de l'Institut, place de la République, 28, à Mamers.

De LA ROCHEFOUCAULD, duc de DOUDEAUVILLE (comte), maire de Bonnétable, conseiller général de la Sarthe, rue de Varenne, 47, Paris, 7^e A., et château de Bonnétable (Sarthe).


TRIGER (Robert), G , docteur en droit, ancien conseiller d'arrondissement, inspecteur général de la Société française d'archéologie, correspondant du ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, de l'Académie Royale d'archéologie de Belgique et de la Société des Antiquaires de France, rue de l'Ancien-Évêché, 5, au Mans.

Membres Titulaires

S. G. M^{gr} de LA PORTE, évêque du Mans.

S. G. M^{gr} DUBOIS, archevêque de Bourges (Cher).

(1) Sont membres fondateurs tous les membres qui veulent bien seconder généreusement les efforts de la Société par le versement, en plus de leur abonnement à la *Revue*, d'une cotisation annuelle de 50 francs.


S. G. M^{sr} MÉLISSON,  (M. 1870-71), évêque de Blois.
S. G. M^{sr} de DURFORT, évêque de Langres (Haute-Marne).
S. G. M^{sr} CHAROST, évêque de Lille (Nord).

M^{mes} D'ACHON, au château de la Roche-de-Gennes, par Gennes (Maine-et-Loire).

D'AILLIÈRES (Fernand), au château d'Aillières, par Mamers (Sarthe), et rue Bayard, 16, Paris, 8^e A.



D'ANGÉLY-SÉRILLAC (la comtesse), au château de Sérillac, par Beaumont-le-Vicomte (Sarthe).


MM. ANGOT (l'abbé), à Sainte-Gemme-le-Robert (Mayenne).

AUBURTIN (Albert), , président du Tribunal, place Girard, 8, au Mans.


AVENEAU DE LA GRANCIÈRE (Paul), au château de Beaulieu, en Bignan (Morbihan), et rue Pasteur, à Vannes.



BARBIER (Joseph), ancien procureur de la République, avocat, square de Luynes, 1, Paris, 7^e A.

De BASTARD D'ESTANG (le comte), , , maire d'Avoise, ancien sous-préfet, ancien président de la Société, au château de Dobert, par Avoise (Sarthe), et 21, rue Saint-Dominique, à Paris, 7^e A.

De BEAUMONT (le comte Charles), , au château de Chatigny, par Fondettes (Indre-et-Loire).

BÉLIN (l'abbé), missionnaire diocésain, à La Chapelle-du-Chêne, par Sablé (Sarthe).

BELLEVILLE (Charles), , chef d'escadron d'artillerie territoriale, château de Méhoncourt, par Le Mans.

BERTRAND DE BROUSSILLON (le comte Arthur), , , archiviste-paléographe, ancien conseiller de préfecture de la Sarthe, président de la Société des Archives du Maine, rue de Tascher, 15, au Mans, et à Pont-sur-Yonne (Yonne).


BIENAIMÉ (Amédée), rue Marchande, 15, au Mans.

MM. De LA BOUILLERIE (le baron), ancien vice-président de la Société, château de la Bouillerie, par Crosnières (Sarthe).

BOULAY DE LA MEURTHE (le comte), ancien président de la Société d'Histoire contemporaine, rue de Villersexel, 7, à Paris, 7^e A.

BRANCHU (Georges), rue Saint-Charles, 11, au Mans.


BRIÈRE (l'abbé), curé de Voivres, par Louplande (Sarthe).

BRINDEAU (Paul), , ancien archiviste, rue Victor Hugo, 54, au Mans.

BRUNEAU (le chanoine), aumônier des Petites Sœurs des Pauvres, rue des Maillets, 53, au Mans.

CALENDINI (l'abbé), président de la Société d'histoire, lettres et sciences de La Flèche, directeur des *Annales fléchoises*, curé de Saint-Mars-d'Outille (Sarthe).

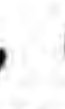
CALENDINI (l'abbé), curé de Chassillé, par Épineu-le-Chevreuil (Sarthe).

CANDÉ (le docteur), , ancien médecin de la marine, lauréat des Sociétés de Géographie, au Lude (Sarthe).

De CARINI (le prince Philippe), avenue Emile-Augier, 50, Paris, 16^e A.

M^{me} CARTERET, rue Crossardière, à Laval.

MM. De CASTILLA (Charles), rue de Sarthe, 35, à Alençon (Orne).





CELIER (Alexandre), , avocat, ancien secrétaire de la Société, boulevard des Invalides, 40, à Paris, 7^e A., et aux Mortrais, par Coulans (Sarthe).



De CHAMILLART DE LA SUZE (le marquis), au château du Plessis de Vaiges, par Noyen (Sarthe).

CHARDON (Charles), à Marolles-les-Braults (Sarthe).

De CHARENCEY (le vicomte), ancien conseiller général, maire de Nauvay, par Moncé-en-Saosnois (Sarthe), et 6, avenue Marceau, Paris, 8^e A.

- MM. CHAROY (Maurice), notaire, rue Gougéard, 10, au Mans.
De CLÉRIC (le général, comte), C ✱, ☼, avenue de Paris, 77, au Mans.
CLOUET (le baron), château du Grand-Logis, à Mayenne (Mayenne).
COTTEREAU (Marcel), sculpteur, rue du Clos-Margot, 3, au Mans.
CORBIN (l'abbé), professeur au collège Sainte-Croix, rue Sainte-Hélène, 9, au Mans.
CORMAILLE (Victor), ☼, à Fresnay-sur-Sarthe (Sarthe).
M^{me} De COURCIVAL (la marquise), rue de Bellechasse, 46, Paris, 7^e A., et château de Courcival, par Bonnétable (Sarthe).
M. De COURDOUX (André), ancien conseiller municipal, rue Albert-Maignan, 10, au Mans, et au château de la Bretonnière, par Domfront-en-Champagne (Sarthe).
M^{me} De COURTILOLES, au château de Courtilloles (Sarthe), par Alençon.
MM. DEBAINS (le Commandant), ✱, chef d'escadron de cavalerie en retraite, rue de la Mariette, 34, Le Mans.
DEGOULET (Paul), rue Berthelot, 22, au Mans.
DELAUNAY (le docteur), ancien interne des hôpitaux de Paris, rue de la Préfecture, 14, au Mans.
DENIS (l'abbé), curé de Saint-Pierre-de-Chevillé, par Château-du-Loir.
M^{gr} DESHAYES, ☼, prélat de la Maison de Sa Sainteté, vicaire général honoraire, sous-supérieur de l'Ecole de théologie, avenue de Paris, 158, au Mans.
MM. DESORMEAUX (le commandant), ✱, rue Julien-Bodereau, 101, au Mans.
DESVIGNES (l'abbé), curé-doyen de La Suze (Sarthe).

- MM. DEVAUX** (l'abbé), , curé de Pirmil, par Noyen (Sarthe).
- DUGUÉ** (Albert), , ancien conseiller général, rue du Bourg-d'Anguy, 24 bis, au Mans.
- DUTREIL**, ancien officier, député de la Mayenne, avenue Kléber, 87, à Paris, 16^e A.
- DUVAL** (Ambroise), propriétaire-expert, à Sillé-le-Guillaume (Sarthe).
- D'ELVA** (le comte Olivier), au château de Coulans (Sarthe).
- ERARD** (Denis), , ancien sous-officier au 33^e Mobiles, rue des Fontaines, 11, au Mans.
- EYNAUD** (Pierre), au château de Coudreuse, à Chantenay (Sarthe).
- De FARCY** (Paul), vice-président de la Commission historique de la Mayenne, rue de l'Emulation, 5, à Alençon (Orne).
- FOUCHÉ** (Ernest), ingénieur des Arts et Manufactures, maire de Saint-Saturnin, ancien député et conseiller général de la Sarthe, aux Roches, par Le Mans, et rue de la Pompe, 85, à Paris.
- FRANÇOIS** (Pierre), architecte diplômé, rue de la Mariette, 4, au Mans.
- FROGER** (le chanoine), aumônier des Marianites, rue Jeanne d'Arc, 17, au Mans.
- De FROMONT de BOUAILLES** (André), rue Chanzy, 74, au Mans.
- GALPIN** (Gaston), , député et conseiller général de la Sarthe, au château de Fontaine, par Fresnay (Sarthe), et 61, rue la Boétie, Paris, 8^e A.
- GARNIER** (Louis), architecte des monuments historiques, rue de Nantes, 35, à Laval.
- GASNOS** (Xavier), docteur en droit, rue de l'Herberie, 1, au Mans.

MM. GASSELIN (Robert), O , , lieutenant-colonel d'artillerie en retraite, ancien conseiller général, château de Courtangis, par Lamnay (Sarthe), et rue de Paris, 13, au Mans.



De **GASTINES** (le comte Charles), maire de Chaufour, château de la Denisière, par Coulans (Sarthe).


GAUDINEAU (Léon), ancien maire de La Flèche, rue des Capucins, 4, La Flèche (Sarthe).

GIRARD (l'abbé), professeur d'histoire à l'École Supérieure de théologie, avenue de Paris, 158, au Mans.

GIRAUD (Pierre), avenue de Paris, 70, au Mans.

GOUVRION (Émile), rue Volney, 21, à Mayenne (Mayenne).

M^{re} GRAFFIN, , , professeur à l'Institut catholique de Paris, rue d'Assas, 47, Paris, 6^e A.

MM. GROSSE-DUPERON,  I, juge de paix, vice-président de la Commission historique et archéologique de la Mayenne, à Mayenne.

GUERRIER (Louis), architecte, ancien élève de l'École des Beaux-Arts, rue Berthelot, 20, au Mans.

GUERRIER (M.), ancien professeur au collège Saint-Louis, rue du Père-Mersenne, 10, au Mans, (et **M^{me} GUERRIER**, née **FOUQUÉ**).

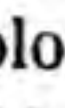
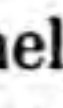
GUILLOREAU (le R. P. dom), sous-prieur de l'abbaye des Bénédictins de Solesmes, Quarr'Abbey, Ryde, Ile de Wight (Angleterre).

HEURTEBIZE (le R.-P. dom Benjamin), bénédictin de Solesmes, Quarr'Abbey, Ryde, Ile de Wight (Angleterre).


De **JUIGNÉ** (le marquis), député, conseiller général, au château de Juigné (Sarthe), et 137, faubourg Saint-Honoré, Paris.

De **LA BARRE** de **NANTEUIL** (le vicomte), château de Moire, par Fresnay (Sarthe), et rue de l'Asile, à Alençon (Orne).

M^{me} De LA BARRE de NANTEUIL (la baronne), château de la Chevalerie-Hautéclair, par Alençon (Orne).

MM. LABICHE (colonel), O  , colonel d'artillerie en retraite, président de la Société des officiers en retraite, rue des Fontaines, 80, au Mans.

De LA TOUANNE (le vicomte), directeur général de la Compagnie d'Assurance mutuelle immobilière, rue Gougéard, au Mans.

LAURAIN (Ernest), , archiviste de la Mayenne, rue du Lycée, 7, à Laval (Mayenne).

M^{me} LEBLANC (Edmond), à Mayenne (Mayenne).

MM. LECOINTRE (Georges), au château de l'Isle, par Alençon (Orne).

LE FAUCHEUX (Louis), rue Berthelot, 27, au Mans.

L'ELEU (André), avocat, docteur en droit, rue Berthelot, 31, au Mans.


LEGROS (l'abbé), curé d'Arçonnay (Sarthe), par Alençon.

LEMERCIER (l'abbé), curé de Noyen (Sarthe).

LERET D'AUBIGNY (le baron), ancien député et conseiller général de la Sarthe, château de Rive-sarthe, par Malicorne (Sarthe).

LERET D'AUBIGNY (le baron), château de Boisdoublé, par Torcé (Sarthe).

LE ROUX (l'abbé), docteur en droit, professeur à l'Université Catholique, rue La Fontaine, 10, à Angers.

LE SASSIER-BOISAUNÉ (le commandant), , au château de la Roche, par Brûlon (Sarthe).

De LINIÈRE (Raoul), ancien officier, chef de bataillon au 28^e régiment territorial, secrétaire de la Société d'histoire, lettres et sciences de La Flèche, château du Maurier, par Foulletourte (Sarthe), et rue de Tascher, 23, au Mans.

MM. De LORIÈRE (Édouard), ancien capitaine de cavalerie, maire d'Asnières, au château de Moulin-Vieux, par Avoise, et rue Saint-André, 10, au Mans.


LOUDIÈRE (l'abbé), ancien élève de l'École St-Aubin, curé de Coulaines, par Le Mans.

LOUVEL (Albert), quai Louis Blanc, 138, au Mans.

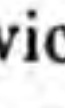

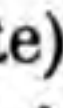
LUZU (Roger), archiviste-paléographe, rue de Commaille, 8, à Paris, 7^e A.

M^{me} MAIGNAN (Albert), rue La Bruyère, 1, Paris, 9^e A., et à Saint-Prix (Seine-et-Oise).

MM. De MAISONNEUVE (le marquis Ed.), ancien inspecteur des Forêts, rue de Lorraine, 40, à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise) et au château de la Jaille, à Chahaignes (Sarthe).

MALLET (Dominique), , ancien élève de l'École normale supérieure, ancien officier au 33^e Mobiles, ancien rédacteur en chef de *la Sarthe*, villa Poirier, 9, Paris, 15^e A., et à Ribarbeau, à Beaufay (Sarthe).


















MAUTOUCHET (Albert), villa Belle - Montée, rue François-Augis, au Mans.

MENJOT D'ELBENNE (le vicomte), , , , secrétaire d'ambassade, ancien sous-chef du bureau historique aux Affaires Étrangères, vice-président de la Société des Archives du Maine, ancien conseiller d'arrondissement, au château de Couléon, par La Chapelle-Saint-Rémy (Sarthe).

De MONHOUDOU (le vicomte), chef d'escadron de cavalerie territoriale, ancien conseiller d'arrondissement, château de Monhoudou, par Marolles-les-Braults.

MONNOYER (Charles), imprimeur, 12, place des Jacobins, au Mans.



De MONTESSON (le marquis René), ancien capitaine de cavalerie, ancien conseiller général de la Sarthe, rue Pierre-Belon, 11, au Mans, et au château de Maquillé, par Louplande (Sarthe).


- MM. De MONTESSON (le vicomte Charles), , , chef de bataillon en retraite, rue Sainte-Croix, 8, au Mans, et au château de Montauban, par Le Mans.
- MORANCÉ (le chanoine), , , , , , ancien aumônier du 4^e Corps d'armée, curé de Saint-Louis du Prytanée, à La Flèche (Sarthe).
- MOREAU (Émile), , , , président de la Commission historique et archéologique de la Mayenne, rue du Lieutenant, 8, à Laval.
- MOULLÉ (Amédée), rue Maupertuis, 1, Le Mans.
- De NICOLAY (le comte), , , ancien conseiller général, au château de Montfort-le-Rotrou (Sarthe).
- NIVERT (Henri), notaire honoraire, rue Hauréau, 7 bis, au Mans.
- De NOAILLES (le vicomte), ancien capitaine au 8^e bataillon de chasseurs à pied, chef de bataillon au 26^e régiment territorial d'infanterie, au château de Saint-Aubin-de-Loquenay, par Fresnay-s-Sarthe (Sarthe), et 43, rue de l'Université, Paris, 7^e A.
- NOUTON (le colonel), , , colonel d'artillerie en retraite, rue de l'Étoile, 19, au Mans.
- NUTT (David), 57, Longacre, Londres, *Maison Hachette*, boulevard Saint-Germain, Paris, 5^e.
- PALLU du BELLAY (Joseph), ancien officier, rue du Pont-Neuf, 2, à Poitiers (Vienne).
- PATARD (l'abbé), curé de Villaines-sous-Malicorne, (Sarthe).
- POIX (le docteur), rue Chanzy, 36, au Mans.
- PRALON (l'abbé), chanoine titulaire, ancien archiprêtre de la Cathédrale, rue Saint-Vincent, 23, au Mans.
- REBUT (Didier), , I, ancien professeur agrégé de l'Université, rue des Châlets, 15, au Mans.
- REICHERT (Charles), , , intendant militaire du cadre de réserve, président de la Société de géographie, avenue de Paris, 54, au Mans.

MM. RICORDEAU (Auguste), architecte, place du Château, 18, au Mans.

ROMET (Adrien), rue du 33^e Mobiles, 1, au Mans.



ROMET (Paul), négociant, conseiller général de l'Orne, rue du Pont-Neuf, 24, Alençon, et château de Saint-Denis-sur-Sarthon (Orne).



ROMMÉ (Édouard),  , villa Jeanne d'Arc, à Sougé-le-Ganelon (Sarthe).




ROQUET (Henri), , à Laigné, par Saint-Gervais-en-Belin (Sarthe).


De ROUGÉ (le vicomte Jacques), lauréat de l'Institut, ancien auditeur au Conseil d'État, au château de Bois-Dauphin, par Précigné (Sarthe), et rue de l'Université, 35, à Paris, 7^e A.


De SAINT-DENIS (Albert), libraire-éditeur, rue Saint-Jacques, 1, au Mans.

De SAINT-LAURENT (le baron),  , lieutenant-colonel d'artillerie en retraite, rue Édouard-Char-ton, 13, à Versailles, et château de la Bouverie, à Saint-Mars-la-Bruyère (Sarthe).



SAVARE (Joseph), O  , lieutenant-colonel d'artillerie en retraite, au château de la Ménarderie, par Beaumont-sur-Sarthe (Sarthe).


SÉGUIN (Léon), O   I, , directeur de la Compagnie du gaz, rue Hémon, 15, au Mans.


SENART (Émile), , membre de l'Institut, conseiller général de la Sarthe, au château de la Pelice, par La Ferté-Bernard (Sarthe), et rue François I^{er}, 18, à Paris, 8^e A.



SINGHER (Gustave), , directeur des Assurances Mutuelles mobilières, président de la Société de Tir, rue Chanzy, 37, au Mans.

De SOUANCÉ (le comte), château de Mondoucet, par Souancé (Eure-et-Loir).


MM. SURMONT (Armand), C , , avocat, ancien conseiller municipal, rue Robert-Garnier, 15, au Mans.

De TALHOUET (le marquis), C , ancien conseiller général, maire du Lude, au château du Lude (Sarthe), et 2, avenue Bosquet, à Paris, 7^e A.

TOUCHARD (Léon), O , rue Nicolo, 67, Paris, 16^e A., (et M^{me} Léon TOUCHARD, née DOBREMER).

TOURNOUER (Henri), , , président de la Société historique et archéologique de l'Orne, conseiller général, château de Saint-Hilaire, par Nocé, (Orne), et 5, boulevard Raspail, à Paris, 7^e A.




M^{me} TRENTESAUX (Paul), avenue de Paris, 8, au Mans.

MM. URSEAU (le chanoine), , I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, rue du parvis Saint-Maurice, 4, Angers.

VAVASSEUR (l'abbé Joseph), curé de Crannes-en-Champagne, par Vallon (Sarthe).

De VERCLY (Xavier), ancien inspecteur des Forêts, place Girard, 5, au Mans.

VERDIER (Paul), ancien élève de l'École des Beaux-Arts, rue Mozart, 9, à Paris, 16^e A., et au château de la Coussaye, par Bressuire (Deux-Sèvres).

De VERDIÈRE (le général de division, baron), G. O , , , place de la République, 33, au Mans.

VÉRITÉ (Pierre), architecte des Monuments historiques, rue des Bas-Fossés, 15, au Mans.

De VÉZINS (le marquis), conseiller d'arrondissement, au château de Malicorne (Sarthe).


De VIENNAY (le comte), au château de Saint-Christophe, par Ségrie (Sarthe).

VINCENT (le docteur), ancien président de la Société de Médecine, rue Sainte-Croix, 45, au Mans.

De WARESQUIEL (le comte), au château de Poligny, par Laval (Mayenne), et place du Palais-Bourbon, 7, à Paris, 7^e A.

M. YZEUX (Octave), rue d'Hauteville, 8, au Mans, et au
château de la Blanchardière, à Sargé, près Le Mans.
BIBLIOTHÈQUE de la ville du Mans.
CERCLE DE L'UNION, place de l'Étoile, au Mans.

Membres Associés

- MM. ASHER, Behrenstrasse, 17, à Berlin.
AUBURTIN (Georges), ingénieur civil, place Girard,
8, au Mans.
AVICE (Gustave), rue Montoise, 89, au Mans.
- M^{mes} BACHELIER (René), rue Sainte-Croix, 2, au Mans.
BARRIER, au château de Chantenay (Sarthe).
De BEAUREPOS (la comtesse), au château de Cerisay,
à Assé-le-Boisne, par Fresnay-sur-Sarthe (Sarthe),
et rue de Fougères, 31, Rennes.
- MM. BELLANGER (l'abbé), curé de Saint-Antoine-de-
Rocheport, à La Ferté-Bernard (Sarthe).
BERTHELOT (Eugène), architecte, 7, rue Andrieux,
à Paris, 8^e A.
BESNARD (l'abbé), , curé-doyen de Beaumont-sur-
Sarthe.
BESZARD (Alexandre), rue Charles-Martel, 18, à Nancy
(Meurthe-et-Moselle).
BLANC (Maurice), entrepreneur, juge au Tribunal de
Commerce, Quai de l'Amiral-Lalande, 30, au Mans.
BLANCHARD (Henri), rue Balny-d'Avricourt, 3, Paris,
17^e A.
BLÉTRY (René), au château de la Freslonnière,
(Sarthe), à Souigné-sous-Ballon, et rue Chanzy,
13, au Mans.
BLOUÈRE (Raphaël), docteur en droit, ancien magis-
trat, à Ecommoy (Sarthe).

- MM. BONY (Henri), **Q**, professeur d'histoire au Lycée, boulevard Négrier, 21, au Mans.
- BORDEAUX (Albert), maire de Rouessé-Fontaine, château de Brestels, par Bourg-le-Roi, (Sarthe).
- M^{me} BOUCHET, château de la Boisardière, à Bazouges (Sarthe).
- MM. BOUDET (l'abbé), chanoine honoraire, rue de Flore, 68, au Mans.
- BOUVERET (Joseph), **Q**, **+**, rue Dumas, 11, au Mans.
- BOUVIER (l'abbé), rue de Tascher, 12, au Mans.
- M^{me} De BREUIL (la comtesse), au château de Pescheseul, par Parcé (Sarthe).
- MM. CAMBUZAT (le commandant), **✠**, chef d'escadron d'artillerie en retraite, au château des Epichelières, par Louplande (Sarthe).
- CARTEREAU (Emile), agent-voyer cantonal à Montfort-le-Rotrou (Sarthe).
- CHAPPE D'AUTEROCHE (le baron François), quai d'Orsay, 11, Paris, 7^e A., et château de Vert, par Brûlon (Sarthe).
- CHARDON (Charles), avocat à la Cour d'Appel de Paris, capitaine au 25^e régiment territorial, rue de Villersexel, 6, Paris, 7^e A., et à Fresnay-sur-Sarthe.
- De CHASTEIGNER (le comte), maire de Rouillon, au château de Rouillon, par Le Mans.
- De CHAUVIGNY (René), **Q**, 32, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, à Paris, 7^e A., et au château de Chauvigny, par Savigny-sur-Braye (Loir-et-Cher).
- CHAUVIN (Henri), **✠**, **Q**, ingénieur des Arts et Manufactures, président de la Chambre de Commerce, à Poncé (Sarthe), et rue de la Planche, 11 bis, Paris, 7^e A.
- M^{me} CORNU (Henri), à Joué-en-Charnie (Sarthe), et rue Montauban, 4, au Mans.

MM. DAMOISEAU (Paul), géomètre-expert, rue Gougeard, 6, Le Mans.

DAVID (Félix), place Girard, 6, au Mans.

DAVID (l'abbé), curé de Vallon-sur-Gée (Sarthe).

DEROME (le commandant), 槩, rue Boileau, 8, La Roche-sur-Yon (Vendée).

DESCARS (Amédée), 槩, rue Pierre-Belon, 8, au Mans.

DESCHAMPS LA RIVIÈRE (Robert), avocat, rue Pierre Belon, 47, au Mans, et à Dollon (Sarthe).

DIDION (l'abbé), curé-doyen de Fresnay (Sarthe).

DOLBEAU (Marcel), 槩, antiquaire, rue de l'Ile, 5, à Sablé (Sarthe).

DULAU, 3, Soho Square, à Londres, chez M. Le Soudier, 174 - 176, boulevard Saint - Germain, Paris, 6^e A.

DUMAINE (l'abbé), vicaire général honoraire, vice-président de la Société historique de l'Orne, à Sées (Orne).

DUPONT (le chanoine), inspecteur de l'enseignement chrétien libre, place Saint-Michel, 2, au Mans.

DURAND (Georges), secrétaire général de l'Automobile-Club de la Sarthe et de l'Ouest, rue de Fleurus, 1, au Mans.


ECHIVARD (Albert), peintre verrier, rue de Courthardy, 23, au Mans.


De L'ESTOILE (le baron), 槩, 槩, officier supérieur en retraite, château de Corbohay, à Conflans (Sarthe), et rue Dubignon, 25, au Mans.

De FOLLIN (le comte), château de l'Épine, au Mans.

M^{me} FOUCHARD (Marcel), place de la Préfecture, 12, au Mans.

M. FOUCHARD (André), avocat, docteur en droit, rue Chanzy, 25, au Mans.

- MM. FOURNIER (Jacques), docteur en droit, président de l'Association de la Jeunesse Catholique, rue de Prémartine, 19, au Mans.
- FRAIN DE LA GAULAIRIE (Édouard), conservateur adjoint de la bibliothèque de Vitré (Ille-et-Vilaine).
- De FRESNAY (le marquis), château de Montcorbeau, par Ambrières (Mayenne).
- De GASTINES (le vicomte Emmanuel), maire d'Ardenay, par Le Breil (Sarthe).
- De GASTINES (Jean), élève de l'Ecole nationale des Chartes, rue Coëtlogon, 6, 6^e A., à Paris.
- GAULIER (Robert), sculpteur, rue de Flore, 112, au Mans.
- GIRAUD (l'abbé), à La Chapelle-Gaugain (Sarthe).
- GIRAULT (l'abbé), curé de la Milesse (Sarthe).
- GOUGAUD (le docteur), ancien médecin de la Marine, avenue de Paris, 36, au Mans.
- M^{re} GOUIN, , prélat de la Maison de Sa Sainteté, vicaire général honoraire, chanoine titulaire, place du Château, 23, au Mans
- MM. GOUPIL (Albert), licencié ès-lettres, libraire-imprimeur, quai Jehan Fouquet, 2, à Laval.
- GRAFFIN (Roger), au château de Belval, par Nouart (Ardennes), et rue du Petit-Roland, 15, à Reims, (Marne).
- Des GRAVIERS (Albert), notaire honoraire, rue Champgarreau, 7, au Mans, et rue du Four, 46, à Paris.
- GREVEL, King-Street, 33, Covent garden, Londres (Angleterre).
- GRIFFATON, (Julien), rue Béclard, 14, à Angers (Maine-et-Loire).
- GUILLOTIN (V.), négociant, rue de Prémartine, 57, au Mans.
- HAMEL (le docteur), ancien interne des hôpitaux de Paris, rue Robert-Garnier, 8, au Mans.

MM. HARDOUIN DU PARC (André), , rue Robert-Garnier, 21, au Mans, et au château de Chemouteau, par Mauprevoir, (Vienne).

De **LA HAUGRENIÈRE**, au château de Marigné, par Bazouges (Sarthe).

HÉBERT (Georges), avoué, rue de Paris, 21, au Mans.


M^{me} HÉRY (Paul), rue Saint-Vincent, 35, au Mans.


MM. HOUDET (l'abbé), rue Desportes, 1, au Mans.

HUPIER (Charles), ancien maire d'Ancinnes (Sarthe).

JANVIER (Anatole), industriel, au Val-de-l'Huisne, à Pontlieue, au Mans.

JAUNEAU (Maurice), rue Saint-Bertrand, 1, au Mans.

JOUIN (le docteur), , cité Trévise, 11 *bis*, Paris, 9^e A., et aux Tilleuls, à Bourg-le-Roi (Sarthe).

LACROIX (l'abbé), , boulevard Négrier, 40, Le Mans.

De **LA CROIX** (Auguste), rue Guichard, 3, 16^e A., et rue Turbigo, 16, 2^e A., à Paris.

LAINÉ (Marcel), ancien notaire, avenue Thiers, 63, au Mans.

LA MACHE (Charles), avocat, docteur en droit, maire du Tronchet, au château du Tronchet, par Beaumont-sur-Sarthe, et rue Baudin, 6, à Paris, 9^e A.

LAMBERT du CHENAY (Marcel), rue Littré, 14, Paris, 6^e A.

LAMOUREUX (l'abbé), curé d'Etival-lès-Le Mans, par Louplande (Sarthe).

De **LANDEVOISIN** (le baron Armand), château des Places, à Daon (Mayenne).

De **LANTIVY de TRÉDION** (René), rue Georges-Le Chevalier, à Mamers (Sarthe).





De **LA SELLE** (le comte Paul), au château de la Barbée, par Bazouges (Sarthe).

LE BRETON (Paul), sénateur de la Mayenne, à Saint-Mélaine, près Laval (Mayenne).

LE BRUN (Marcel), boulevard Lamartine, 45, au Mans.

- MM. LÉCUREUIL (l'abbé), professeur à l'Institution Saint-Paul, à Maimers (Sarthe).
- LÉCUREUX (Lucien), archiviste-paléographe, professeur agrégé des Lettres au Lycée, rue du Beau-verger, 8, au Mans.
- LEFEBVRE (l'abbé), chanoine titulaire, vicaire général, place du Château, 4 bis, au Mans.
- M^{sr} LEGENDRE, Prélat de la Maison de S. S., chanoine honoraire du Mans, professeur d'archéologie biblique et d'hébreu, doyen de la Faculté de théologie, rue Rabelais, 3, à Angers.
- MM. LEGOUÉ (l'abbé), ☿, curé de Maresché, par Beaumont-sur-Sarthe (Sarthe).
- LEGUY (René), expert, rue d'Hauteville, 18, au Mans.
- LE MORE (le comte), au château de la Fougeraie, à Saint-Paterne (Indre-et-Loire).
- LENOBLE (Albert), avenue Rapp, 12, Paris, 7^e A.
- LE PARC (le chanoine), ancien archiprêtre de Bonnétable, boulevard Négrier, 24, au Mans.
- LE RÉVÉREND (l'abbé), curé de Saint-Christophe-du-Jambet, par Ségrie (Sarthe).
- LEROUX (Joseph), architecte diplômé, rue Berthelot, 25, au Mans.
- De LESTAPIS (le colonel), ☿, ☿, colonel de cavalerie en retraite, château d'Amenon, à Saint-Germain-d'Arcé (Sarthe), et rue François-I^{er}, 7, à Paris, 7^e A.
- LUSSON (le colonel), O ☿, ☿, colonel d'artillerie en retraite, avenue de Paris, 29, au Mans.
- MAILLET (Joseph), directeur de la Banque de France, en retraite, rue de Tascher, 13, au Mans.
- MAUDUIT (Roger), licencié en philosophie, docteur en droit, place du Panthéon, 5 bis, Paris, 5^e A.
- MIGNON (l'abbé), ☿, chanoine honoraire, curé de la Couture, rue Berthelot, 14, au Mans.

- M. Des MONSTIERS-MÉRINVILLE (Maxy), château de la Roche-Talbot, par Sablé (Sarthe).
- M^{me} De MONTALEMBERT (la comtesse), au château du Coudray, par Meslay (Mayenne), et 122, rue de Grenelle, à Paris, 7^e A.
- MM. De MONTÉCLERC (le marquis), au château de Montéclerc, par Évron (Mayenne).
- OLIVIER (l'abbé), ancien curé-doyen de Fresnay-sur-Sarthe, boulevard Négrier, 40, au Mans.
- ORY (Joseph), rue Sainte-Croix, 16, au Mans.
- OUDIETTE (le docteur), rue de la Mariette, 7, au Mans.
- PAIGNARD (Léopold), ancien conseiller général, maire de Savigné-l'Évêque (Sarthe).
- PARKER (J.), 27, Broad Street, Oxford, (Angleterre).
- PASSE (Maurice), à Évron (Mayenne), et rue Rosa-Bonheur, 2, à Paris.
- PAUGOUÉ (Louis-Alphonse), docteur en droit, à Neuvy-le-Roi (Indre-et-Loire), et rue de Quatre-Roues, 16, au Mans.
- PAVIE (René), avocat, rue Saint-Bertrand, 17, au Mans.
- PICHEREAU (Louis), rue Colbert, 9, à Versailles.
- POIRIER-BÉALU, ancien président du Tribunal de Commerce, à Mayenne.
- POTTIER (l'abbé), 3, à Neuville-sur-Sarthe (Sarthe).
- QUERUAU-LAMERIE (E.), rue des Arènes, 6 *bis*, à Angers.
- RAGUENET de SAINT-ALBIN (Olivier), au château des Arcis, par Meslay (Mayenne), et rue Étienne Dolet, 3, à Orléans (Loiret).
- RENAULT (Georges), conservateur du Musée de Vendôme, Les Capucins, à Vendôme (Loir-et-Cher).
- RÉVEILLANT (André), 6, rue de l'Ancien-Evêché, au Mans.

- MM. RICHARD (Jules-Marie), , ancien archiviste du Pas-de-Calais, place du Gast, à Laval.
Du RIVAU, château de Brusson, à Soultré, par le Breil (Sarthe), et rue de Tascher, 17, au Mans.
ROBVEILLE (l'abbé), rue du Château, 3, au Mans.
De ROMANET (le vicomte Olivier), rue St^e-Croix, 7, au Mans, et au château des Guillels, par Mortagne (Orne).
RONDEAU du NOYER (Marc), rue du Saint-Gothard, 6, Paris, 14^e A.
ROYER (Lionel), peintre, C , , rue Chézy, 24, Neuilly-sur-Seine.
- M^{mes} De SAINT-RÉMY, rue de Tascher, 25, au Mans.
De SAINTE-PREUVE (la baronne), rue de Bretagne, 3, Alençon (Orne).
- MM. SALMON, architecte, rue Sieyès, 21, au Mans.
De SARS (le vicomte Albert), conseiller d'arrondissement, château de Bellebranche, par les Agets-Saint-Brice (Mayenne), et 31, avenue de Saxe, Paris, 7^e A.
De SEMALLÉ (le comte), au château de Frébourg, près Mamers, et 16 bis, avenue Bosquet, Paris, 7^e A.
SERGENT (l'abbé), vicaire à Yvré-l'Évêque (Sarthe).
STECHELT (G. E.), 76, rue de Rennes, à Paris, 6^e A.
SURMONT (Georges), , ancien capitaine du génie, aux Hattonnières, par Saint-Gervais-en-Belin (Sarthe), et 7, rue d'Assas, à Paris, 6^e A.
TABOUELT, à La Palisse (Allier).
- M^{me} THORÉ (Henri), rue des Plantes, 38, et aux Cerisiers, route de Bonnétable, au Mans.
- MM. THORÉ (Stéphane), ingénieur des chemins de fer de l'État, impasse Le Roi, 6, à Nantes (Loire-Inférieure).
TISON (Henri), licencié en droit, Ker Alice, à Saint-Briac (Ille-et-Vilaine).
TOUBLET (l'abbé), curé d'Auvers-le-Hamon (Sarthe).

- MM. TRICONNET (Paul), à Coulongé, par Le Lude (Sarthe).
TUAL (Henri), ✱, ☼, ancien capitaine au 33^e Mobiles,
au château de la Futaye, par Le Mans, et rue de
la Tour, 72, Paris, 16^e A.
UZUREAU (l'abbé), directeur de l'*Anjou historique*,
103, faubourg Saint-Michel, Angers.
De VAISSIÈRE (Georges), au château de Vassé, par
Sillé-le-Guillaume (Sarthe), et 50, rue de l'Univer-
sité, Paris, 7^e A.
VALLÉE (Eugène), rue des Bergers, 6, Paris.
M^{mes} De VANNOISE (la vicomtesse), château de Saint-Mars-
la-Bruyère (Sarthe).
De VAUBLANC, rue du 33^e Mobiles, 2, au Mans.
MM. VAVASSEUR (l'abbé Émilien), curé-doyen de Pont-
vallain (Sarthe).
VÉTILLART (Michel), rue Delambre, 1, Paris, 14^e A.,
et 11, rue Montauban, au Mans.
M^{me} VÉTILLART (Joseph), Château-Lavallière (Indre-et-
Loire).
MM. VICAIRE (Georges), directeur du *Bulletin des Biblio-*
philes, 51, rue Scheffer, à Paris, 16^e A.
VIELLE (Ludovic), à Sablé-sur-Sarthe (Sarthe).
VOISIN, au bourg des Aulneaux, par La Fresnaye-
sur-Chédouet (Sarthe).
ABBAYE BÉNÉDICTINE DE CLERVAUX, Grand
Duché de Luxembourg.
ARCHIVES NATIONALES, rue des Francs-Bourgeois,
à Paris.
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA SARTHE,
au Mans.
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'ORNE, à
Alençon.
BIBLIOTHÈQUE de la ville d'Alençon.
— — d'Angers.
— — de Laval.

BIBLIOTHÈQUE de la ville de Mayenne.

- de l'Institution Saint - Louis, rue
Auvray, au Mans.
- de l'Institution Notre-Dame, à La
Flèche (Sarthe).
- du Prytanée militaire, à La Flèche
(Sarthe) (1).

(1) L'abondance des matières nous empêche, par exception cette année de réimprimer la liste des 105 Sociétés correspondantes.

UN RHINOCÉROS GALLO-ROMAIN

AU MANS

Lors de son récent passage au Mans où il venait donner l'importante conférence que cette revue publiera prochainement, M. Camille Jullian, membre de l'Institut, professeur au Collège de France, a bien voulu appeler notre attention sur un petit bronze du Musée archéologique, non remarqué jusqu'ici et qui lui a paru d'un intérêt tout particulier.

Classé dans la collection de bronzes gallo-romains sous le n° 734, ce bronze, de quatre centimètres seulement de hauteur, était inscrit au catalogue de 1895 sous la simple et banale mention : « *Sanglier en bronze* ». Or, à peine M. Camille Jullian l'avait-il examiné, qu'il constatait l'existence, sur le nez de l'animal, d'une corne très apparente, transformant sans doute possible le prétendu sanglier en *rhinocéros*.

La transformation était flatteuse pour le Musée archéologique du Mans. Si les sangliers, en effet, sont nombreux dans les collections de bronzes gallo-romains, les rhinocéros, paraît-il, y sont de toute rareté. Le Musée de Saint-Germain, lui-même, n'en possède qu'un exemplaire qui provient, croit-on, du département de l'Yonne (n° 50867).

Du coup, le rhinocéros du Mans devenait une notabilité archéologique et méritait d'être signalé.

Le dessin, scrupuleusement exact, que nous devons au

talent de notre confrère et ami, M. Paul Verdier, et que nous publions aujourd'hui sur les bienveillants encouragements de M. Camille Jullian, fera connaître l'original mieux qu'une longue description.

Comme on peut s'en convaincre à première vue, la corne,



RHINOCÉROS EN BRONZE

Musée archéologique du Mans, 734

(Dessin de M. Paul Verdier.)

les oreilles droites, les jambes courtes et massives, les larges pieds sont si nettement caractéristiques que Buffon n'eut pas désavoué l'auteur de ce rhinocéros (1). Par contre, l'espèce de ceinture ou de *sous-ventrière* que porte l'animal et les losanges dessinés sur sa carapace ne ren-

(1) Buffon, *Histoire naturelle*. Paris, Imp. Royale, édit. in-4°, 1749-1788, t. XI, 1754, pages 174 à 210, *Le Rhinocéros*.

trent pas dans les données de l'histoire naturelle : l'archéologie, peut-être, les expliquera.

De la pointe du museau à la naissance de la queue, qui paraît supprimée, le bronze a environ quatre centimètres et demi de longueur, la hauteur du socle est d'un centimètre et demi, celle de l'animal de trois centimètres à peine.

Malheureusement, la provenance est inconnue. Le registre des entrées au Musée se borne à nous apprendre que l'objet a été acheté en 1889, par M. E. Hucher, pour la modique somme de 25 francs, en même temps — coïncidence curieuse — que la douille en bronze (*timon de char* ou *porte-guides*) étudiée par M. Héron de Villefosse et considérée elle aussi comme une pièce très rare, qui fut payée 200 francs (1).

Si la coïncidence des deux acquisitions autorise à penser qu'au dernier jour de sa fructueuse carrière, M. E. Hucher eut la main singulièrement heureuse (2), elle n'autorise aucune conjecture sur la provenance du rhinocéros. A-t-il été trouvé dans la région, ainsi qu'on l'a présumé pour la douille ? Est-il venu d'une collection étrangère au pays ? M. Hucher a emporté le secret dans sa tombe.

Quelques hypothèses, au moins, sont permises quant aux faits et aux usages qui ont donné naissance à notre rhinocéros.

(1) Héron de Villefosse, *Douille en bronze, gallo-romaine, du Musée archéologique du Mans*, dans le *Bulletin de la Société des Antiquaires de France*, 1909, et la *Revue arch. du Maine*, t. LXVI, 1909, p. 97.

(2) M. Eugène Hucher, justement renommé dans le monde savant pour ses belles études d'archéologie et de numismatique, avait été l'un des créateurs du Musée archéologique du Mans et en avait beaucoup augmenté l'importance. Il est mort au Mans, à l'âge de 75 ans, le 22 mars 1889, quelques semaines sans doute après l'acquisition du rhinocéros dont la mention sur le registre du Musée nous semble encore de son écriture. Son fils et successeur comme conservateur du Musée, M. Fernand Hucher, est mort lui-même au Mans en 1903.

C'est à Pompée, de célèbre mémoire, que revient l'honneur d'avoir exhibé à Rome le premier rhinocéros, l'an 55 avant J.-C., à l'occasion des grandes fêtes d'inauguration de son théâtre. Jusqu'alors, les Romains ne connaissaient cet animal que par le poète Lucilius qui écrivait au deuxième siècle avant l'ère chrétienne (1). Dans la suite, ils le revirent à plusieurs reprises : en l'an 29 avant J.-C., au clos des *Septa*, sous le règne d'Auguste ; en l'an 5 après J.-C., date d'un mémorable combat entre un éléphant et un rhinocéros ; sous le règne de Caligula ; en l'an 80, lors des jeux célèbres de Titus qui furent marqués par un autre combat d'un rhinocéros et d'un taureau, que nous a décrit Martial (2). Ces premiers rhinocéros, au dire de Pline le naturaliste, n'avaient qu'une corne, et le combat fameux de l'an 5 les avait fait prendre — contrairement à l'opinion moderne de Buffon, — pour des ennemis-nés des éléphants (3).

Du temps de Domitien parut le premier rhinocéros à deux cornes. Plus tard, Commode abattit de sa propre main plusieurs rhinocéros ; Héliogabale et Gordien III en possédèrent au moins chacun un (4).

Toutefois, les rhinocéros ne furent jamais nombreux à Rome ; ils y restèrent, par comparaison avec les autres animaux, des spécimens rares, alors que dans l'Inde ils

(1) *Sat.* 3, 21. — Le rhinocéros a certainement existé dès les temps préhistoriques. On en a trouvé des restes avec ceux de mammouths, de rennes, d'ours des cavernes, et même dans les glaciers sibériens ; mais il ne fut connu, en Grèce, qu'à l'époque de Ptolémée Philadelphe qui y exhiba le premier rhinocéros éthiopien. Otto Keller, *Die Antike Tierwelt*, I. *Saugetiere*, Leipzig, 1909.

(2) Pline, *Hist. nat.*, VIII, 20 ; Dion Cassius, LV, 27, LI, 23 ; Suétone, *Auguste*, ch. XLIII ; Dion Cassius, LXXVII, 6 ; Martial, *De Spect.* — Dans son excellent ouvrage qui ne vieillit pas, *Rome au siècle d'Auguste*, Dezobry a reconstitué, avec de curieux détails, le combat du rhinocéros et du taureau, tome III, 490, *Les Chasses*.

(3) Pline, *Hist. nat.*, VIII, 20 ; Buffon, *Hist. nat.*, tome XI (1754).

(4) Friedländer, *Mœurs romaines du règne d'Auguste à la fin des Antonins*, trad. Ch. Vogel. Paris, 1867, tome II.

étaient considérés comme les emblèmes de la vertu.

A ce double titre, sans doute, l'exhibition d'un rhinocéros était pour les Romains un spectacle quelque peu sensationnel. En tout cas, à l'exemple des Assyriens qui avaient représenté un rhinocéros indien sur l'obélisque de Salmanassar II, les artistes romains ne manquèrent pas de reproduire, sous maintes formes, l'image du rhinocéros. On la trouve notamment dans des mosaïques, des bas-reliefs, sur des lampes en terre, des monnaies, des gemmes. Une tête de rhinocéros, remarquablement sculptée, formait l'un des jets d'eau du forum de Trajan ; un rhinocéros indien se voit sur un bas-relief en marbre blanc de Pompéï ; des rhinocéros à deux cornes sur les monnaies de Domitien et les fresques du palais de Marissa (1). Dès lors, les modèles ne firent pas défaut et il est fort possible que l'art industriel, à son tour, se soit emparé du rhinocéros.

D'autre part, pendant l'époque impériale, beaucoup des animaux exhibés dans les amphithéâtres, spécialement les animaux rares, furent parés, ou pour mieux dire harnachés, à la mode du jour. On les orna de plaques en métal, de feuilles d'or, d'écharpes et de housses aux dessins variés, appelées *dorsualia* ; parfois même on les peignit en couleurs (2).

Si les losanges figurés sur la carapace de notre rhinocéros ne prétendent pas représenter — sous une forme assurément trop régulière et trop conventionnelle — les tubérosités naturelles, ils peuvent plus exactement représenter les dessins d'une écharpe ou d'une housse, du genre des

(1) Otto Keller, *Die Antike Tierwelt*, I. *Saugetiere*, Leipzig, 1909. — Nos confrères, M. le commandant Debains et M. R. de Linière ont bien voulu nous traduire le chapitre du rhinocéros dans cet important ouvrage qui n'existe pas au Mans et que M. Camille Jullian a eu l'extrême obligeance de nous communiquer. Nous leur adressons nos meilleurs remerciements.

(2) Friedlænder, *Mœurs romaines*, etc., tome II.

dorsualia. Mieux encore, la sous-ventrière ou plutôt la *fascia* qui entoure le corps semble bien *une pièce de harnais d'amphithéâtre*.

Toutes réserves faites, nous serions porté à penser que le petit rhinocéros en bronze du Musée du Mans a été édité, par quelque industriel ingénieux, en souvenir de l'exhibition mémorable de l'un de ces animaux et adroitement vendu, par les camelots du temps, aux amateurs d'actualités. A toutes les époques, les instincts de la nature humaine sont les mêmes : A Rome, il y a deux mille ans, de même qu'aujourd'hui à Paris et au Mans, les collectionneurs romains devaient aimer à garder un souvenir des actualités « originales ».

Nous disons les collectionneurs romains, car si l'on accepte l'attribution à l'époque romaine du bronze du Musée du Mans, il est bien difficile d'admettre qu'il provienne de notre région. Aucune des villes de la Gaule ne semble avoir pu se donner le luxe d'un rhinocéros vivant, et il est plus plausible de présumer que l'exhibition — par suite la mise en vente de notre rhinocéros — aura eu lieu en Italie ou dans une contrée plus riche que la nôtre, d'où le bronze aura été rapporté par quelque fonctionnaire ou quelque voyageur.

Qu'il nous soit permis, pour terminer, de bien spécifier qu'en rédigeant cette note, nous n'avons eu en vue que de témoigner notre respectueuse gratitude à M. Camille Jullian et de mettre une fois de plus en relief l'intérêt du Musée archéologique du Mans, sans prétendre nullement donner à nos hypothèses le caractère affirmatif que pourraient seuls autoriser une compétence très spéciale et des renseignements plus complets sur l'origine de l'objet.

ROBERT TRIGER.

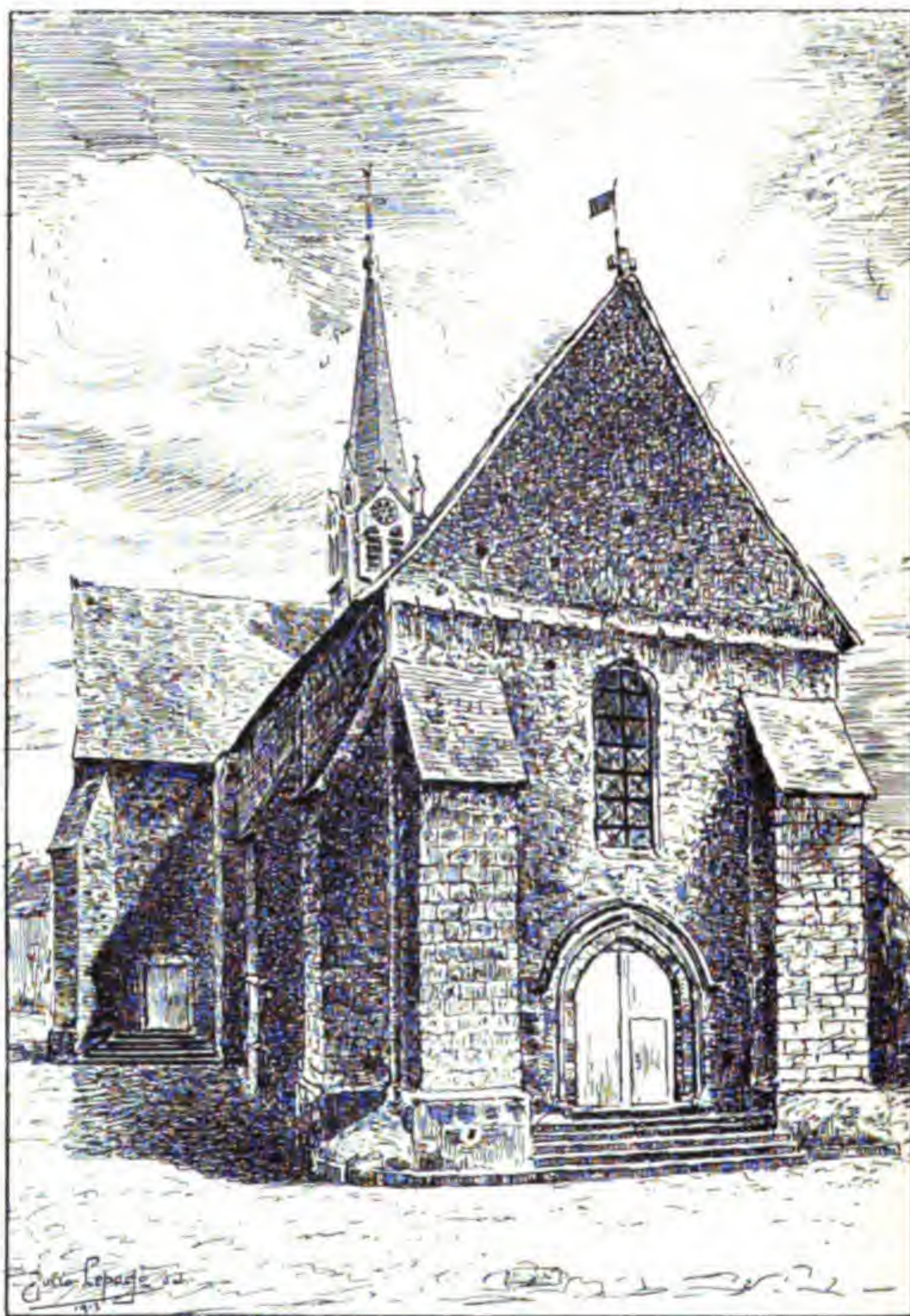


Fig. 1. — VUE DE L'ÉGLISE DE PIRMIL

LA PAROISSE DE PIRMIL

Quand, parlant de La Suze, vous vous rendez à Pirmil (1), après avoir traversé de maigres sapinières, vous arrivez sur le bord de la Sarthe. Vous la franchissez sur un pont large à peu près comme le bac sur lequel, il y a quelques années encore, le passeur emportait attelages et passagers. Puis, après avoir gravi le raidillon à l'extrémité duquel se rangent les quelques maisons du bourg de Fercé et son église, vous vous engagez sur un plateau où la route décrit des courbes incessantes, respectueuses d'anciennes délimitations, bordée qu'elle est par des haies épaisses et fournies, qui s'élèvent à la hauteur des poiriers et des pommiers qui l'avoisinent. Un petit ruisseau, la Sionnerie, la force à descendre dans une étroite vallée verdoyante au-delà de laquelle vous apercevez le ressaut sur lequel ont été bâties les vieilles demeures du bourg de Pirmil. Malgré les modifications qu'elles ont subies et en dépit des devantures nouvelles que

(1) Pirmil, commune et paroisse du canton et du doyenné de Brûlon. Le dernier recensement qui ait été fait de la population accuse un chiffre de 745 habitants. C'est pour nous un devoir, en même temps qu'un plaisir, de remercier M. l'abbé H. Devaux, actuellement curé de cette paroisse, de l'obligeance parfaite avec laquelle il nous a permis de consulter les précieuses archives de sa fabrique paroissiale. Il ne trouvera pas mauvais que, en signant les articles qui vont suivre, nous joignons son nom au nôtre, d'autant mieux qu'il a bien voulu nous communiquer diverses notes prises par lui.

le menuisier de l'endroit y a appliquées, elles n'arrivent pas à cacher leur âge. C'est une tourelle à pans coupés et servant de cage d'escalier (1) qui en décèle très heureusement le cachet artistique, ou encore les hauts pignons des maisons du XV^e et du XVI^e siècle. Pour les atteindre, il faut encore monter par une côte assez abrupte au haut de laquelle on aperçoit, à gauche de la route, la motte féodale, artificiellement établie, et sur laquelle se dressait jadis un château fort dont il ne reste pas la moindre trace, *Etiam perierunt ruinæ*, et dont il n'est pas fait mention, depuis que, au XIV^e siècle, les Anglais s'en sont emparés.

Dans un précédent travail (2), on a cherché à montrer comment, au cours d'une période aussi troublée que le fut celle qui s'écoula de 1425 à 1435, se comportaient et pouvaient y vivre les habitants de cette paroisse. Il y avait là quelques pages détachées d'une étude plus considérable et qui, englobant l'histoire de cette agglomération rurale, — histoire toujours incomplète d'ailleurs, — ne saurait intéresser que ceux-là qui, par amour du clocher, aiment à savoir comment et à quel moment précis les pierres en ont été assemblées. Ceux-là qui, curieux de tout connaître de leur coin particulier, liront ces quelques feuillets, ne nous en voudront pas d'entrer dans de menus détails. Mais ceux aussi qui n'ont d'yeux ou d'oreilles que pour l'histoire générale ne perdront pas tout leur temps, en suivant cette nouvelle étude. Ils y verront comment, au XV^e siècle, après l'ouragan, je veux dire l'invasion anglaise passée, un petit groupe paroissial reprenait vie, comment, au cours du XVI^e siècle, le pouvoir royal arrivait à y exercer son influence. Quand on songe que, dans l'Ouest de la France tout au moins, l'histoire des villes a, seule, piqué la curiosité et que, seule,

(1) Sur le linteau de la porte de l'une des maisons de la principale rue du bourg, on voit encore inscrite cette date : 1540.

(2) Cf. *Revue hist. et archéol. du Maine*, t. XLI, p. 281-295.

leur organisation a été étudiée, ce n'est point un travail inutile, s'il est ingrat, et je m'y suis attaché à plus d'une reprise, de reconnaître comment, dans cette région qui comprend tout au moins ces trois provinces, Maine, Touraine et Anjou, les paroisses, c'est-à-dire toutes nos communes rurales actuelles, se gouvernaient, s'administraient, et quels rapports elles entretenaient avec la royauté.

I.

On en pourrait dire autant de la totalité de nos paroisses actuelles, on ignore à quelle date celle de Pirmil se constitua, mais cela eut lieu avant le XI^e siècle. A cette dernière époque, l'église où se réunissaient les fidèles, et les redevances, droits ou dîmes, dont elle avait été pourvue, étaient devenues propriété privée. Ceux qui les possédaient, en l'espèce c'était Hugues de Malicorne et Guy de Vaux, et nous ne savons quelle était la part respective exacte de chacun d'eux, les cédèrent aux moines de l'abbaye de Saint-Vincent, le premier, le 25 décembre 1097, jour où l'évêque du Mans, Hildebert, devint archevêque de Tours, le second, à telle date que l'on ne saurait préciser, mais alors que le même prélat gouvernait encore l'Église du Mans. Hugues de Malicorne, pour mettre fin à un différend survenu entre lui et un seigneur nommé « Sangalus de Tilo », dont il avait tué le frère, trouva bon, sur le conseil que lui suggérèrent le nouvel archevêque et son prédécesseur, Raoul, de céder l'église de Pirmil aux religieux que nous venons de désigner, et de faire célébrer mille messes pour le repos de l'âme de sa victime. Ayant, peu de temps après, perdu son épouse, Julienne, pour témoigner sa reconnaissance aux moines qui étaient venus, leur abbé Ranulfe à leur tête, en honorer les obsèques, au don de l'église il ajouta celui du presbytère, du cimetière, et de la part des dîmes qui lui revenait, du

consentement de sa mère, Agnès. Il leur octroya en plus une dime à Noyen, et les redevances qui lui étaient dues pour la partie de ce bourg, placée sous le patronage de saint Germain, la moitié d'un domaine, appelé Musarth, et un bordage situé sur la rive gauche de la Sarthe (1).

Guy de Vaux, non moins généreux, encouragé par l'évêque Hildebert et par les chanoines de ce dernier, désireux aussi de s'assurer pour lui et pour ses proches les suffrages des moines de Saint-Vincent, leur abandonna également tout ce qu'il possédait de l'église, du cimetière et des dimes de Pirmil. Il leur vendit une portion de terre située près du bourg du même nom et deux arpents de terre s'étendant devant le château, les autorisant à créer dans l'enceinte de ce manoir un bourg où ils percevraient les droits féodaux dont ce seigneur avait joui jusque-là. Il se réserva uniquement le service militaire de ses hommes. Il permit aux religieux et à leurs serviteurs de faire paître leurs troupeaux de porcs dans ses bois, et d'y prendre le merrain dont ils auraient besoin pour édifier les maisons qu'ils désireraient construire. Les religieux lui offrirent, en retour, un superbe palefroi et une somme de dix livres de mansais (2). Ils s'engagèrent en plus à construire, dans l'enceinte de son château (3), une chapelle qui, placée depuis sous le patro-

(1) Cf. *Cartulaire de Saint-Vincent du Mans*, publié par MM. Robert Charles et S. Menjot d'Elbenne, col. 209, n° 350, et Introduction au *Cartulaire*, p. XLIX.

(2) Même cartulaire, col. 210, n° 351.

(3) Bien que nous ne nous occupions pas ici de l'histoire féodale de Pirmil, nous indiquerons en passant quels en furent les seigneurs. Après avoir appartenu, selon toute vraisemblance, à Hugues de Malicorne qui, en 1097, céda l'église et les dimes de la paroisse aux moines de Saint-Vincent, la seigneurie qui, portant le titre de baronnie, relevait nuement de la comté du Maine, passa aux mains d'une famille de Pirmil. Elle fut possédée ensuite par des membres de la famille Chamaillard, puis devint la propriété de Jean de Vendôme qui, le 3 novembre 1379, la vendit à Jean du Fou, avec celles de Courcelles, Noyen et la Plesse-Chamaillard, pour la somme de 4.700 francs d'or. Elle était,

nage de saint Étienne, subsiste encore, mais non plus telle, sans doute, qu'elle fut édifiée. (Fig. 2.)



Fig. 2. — VUE DE LA CHAPELLE SAINT-ÉTIENNE

On y voit encore un modeste retable surmonté d'un baldaquin en bois, tel qu'on en trouvait autrefois dans mainte

en 1508, possédée par H. de Labrègement, qui, de ce chef, parut aux États du Maine en 1508. Un peu plus tard, elle redevint propriété de Jean II du Fou, dont la fille, Suzanne, l'apporta en dot à Georges de Kerveno auquel elle fut unie par contrat en date du 5 janvier 1584. La famille de Launay en devint ensuite propriétaire, après quoi elle échut, à titre d'héritage, à Charles de Lorraine qui la laissa à la famille de

église de campagne. (Fig. 3.) Bien que l'on ait dû, par suite de l'état de délabrement dans lequel se trouve cette chapelle,



Fig. 3. — RETABLE DE LA CHAPELLE SAINT-ÉTIENNE

cesser d'y célébrer la sainte messe, les fidèles y viennent encore prier et y demander à Dieu la guérison des jeunes

La Rochefoucauld. A la fin du XVIII^e siècle, M. de Chamillard, seigneur de La Suze, en devint acquéreur. Le titulaire de la seigneurie de Pirmil était l'un des huit seigneurs qui, le jour de l'entrée de l'évêque dans sa ville épiscopale, l'y portaient sur leurs épaules. Le baron de Pirmil lui présentait, avant le repas solennel qui suivait cette entrée, la serviette avec laquelle le prélat s'essuyait les doigts sur lesquels le seigneur de Montfort avait versé l'eau d'une aiguière, et, pour cet office, le seigneur de Pirmil avait droit d'emporter le linge étendu sur la table où l'évêque avait diné. Cf. dom Piolin, *Histoire de l'Église du Mans*, t. V, p. 274.

enfants dont le développement est tardif et qui ne savent pas suffisamment s'observer (1).

On pourrait s'étonner de voir de telles largesses aller aux bénédictins de Saint-Vincent si l'on ne savait que ces religieux avaient, à une date que l'on ignore, établi à Pirmil un prieuré où quelques-uns d'entre eux célébraient l'office conventuel. Il y a lieu de croire que, durant une période plus ou moins longue, ils furent chargés d'administrer la paroisse. Mais ils finirent par abandonner ce ministère, et, vers le milieu du XII^e siècle, nous voyons déjà l'évêque du Mans, Guillaume, pourvoir de la cure de Pirmil le clerc Payen de Maresché, sur la présentation qui lui en avait été faite par Robert, abbé de Saint-Vincent (2). Bouchard de Pilemil, successeur sans doute de Guy de Vaux, leur contesta vainement ce droit, qu'il se résigna, de concert avec son fils Hugues, à leur reconnaître ; ils en jouirent jusqu'en 1789.

De ce qu'ils avaient cessé de remplir les fonctions curiales, il ne faudrait pas, pourtant, conclure que les bénédictins,

(1) Les fidèles, au XVIII^e siècle, y laissaient des oblations qui servaient à l'entretien de l'édifice, c'est ce qui résulte du document suivant : « Nous, curé de Pirmil, soussigné, confesse et promets ne rien prendre dans toutes les oblations qui seront données à la chapelle de Saint-Etienne et consent que le sieur Rocher les emploie pour la réparation et réfection de la dite chappelle jusqu'à ce qu'il en soit entièrement remboursé. A Pirmil, ce vingt-cinq aoust mil sept cent vingt. Chaussière ». Titre papier, archives de la fabrique. Les deux dessins que l'on donne ici, de la chapelle et du retable que l'on y voit encore, sont l'œuvre de M. J. Lepage. Il les a reproduits d'après deux photographies que M. P. Giraud, de Parcé, a bien voulu en prendre pour nous.

(2) Cf. *Liber Controversiarum*, conservé aux Archives départementales de la Sarthe, f^o 18, les lettres de Guillaume, évêque du Mans, par lesquelles il confère, sur la présentation de Robert, abbé de Saint-Vincent, l'église vacante « Sancti Jovini de Pilemil », à Payen de Maresché. Voir sur Hugues de Pilemil, *Liber Albus capituli*, p. 87, ch. CLVII. Antérieurement à Payen de Maresché, un autre curé de Pirmil, Geoffroy, figure dans un acte non daté mais qui remonte au commencement du XII^e siècle. Cf. *Cartulaire de Saint-Vincent*, col. 212, n^o 353. Voir Archives dép. de la Sarthe, H 91.

renfermés dans leur cloître, ne s'intéressaient plus aux affaires de la paroisse. On ne saurait supposer que, à l'époque où l'église paroissiale fut construite, les habitants de Pirmil disposassent de ressources suffisantes pour élever un tel édifice ; c'est donc aux moines qu'ils en furent redevables.

Il se compose d'une nef large de 8^m 10^c (Fig. 4.) et longue de 19 mètres, divisée en deux travées dont les voûtes, de style angevin, (Fig. 5.) viennent s'appuyer sur des faisceaux de colonnes dont les chapiteaux ont été curieusement sculptés. (Fig. 6.) La forme de ces chapiteaux, aussi bien que la disposition des voûtes, ne permet pas de supposer que cette nef ait été élevée après le XII^e siècle. On y pénètre par une porte que des travaux postérieurs n'ont pas trop défigurée, et elle est éclairée par cinq fenêtres de style roman, dont l'une s'ouvre dans la façade. Elle se prolonge par une travée également voûtée, de forme carrée, ayant 6^m 60^c sur chaque côté, et au-dessus de laquelle s'élève une flèche recouverte d'ardoise et qui sert de clocher. En arrière de cette travée, s'arrondit une abside de moindre hauteur, large de 5^m 60^c et profonde de 6^m 75^c, voûtée en cul de four, et qui clôt l'église (1).

(1) Voir plus loin, page 60, (Fig. 7.) un dessin de cette abside.

« A l'origine, écrivait en 1906 M. Robert Triger dans son rapport inédit à l'administration des Beaux-Arts à l'appui de la demande de classement, l'église de Pirmil ne comportait qu'une nef et un chœur terminé en hémicycle, comme les églises de Fresnay, Saint-Christophe-du-Jambet, Ségrie et Pringé qui, elles aussi, datent du XII^e siècle. — A l'intérieur, la nef présente deux travées égales, voûtées sur croisées d'ogives, avec doubleaux, nervures et formerets en arc légèrement brisé. Ces ossatures portent sur de fortes piles à plusieurs rentrants, flanquées de demi-colonnes et de colonnettes angulaires. Les chapiteaux sont particulièrement intéressants ; leur sculpture, d'une richesse exubérante et d'une exécution remarquable, emprunte ses motifs tantôt à une flore d'un galbe exquis, tantôt à des scènes à figurines ; de plus, au-dessus des tailloirs, le départ des ogives est orné de statues d'évêques, d'abbés, d'anges, parfois de grotesques, d'une facture assez grossière. Les deux travées sont éclairées de chaque côté, en leur milieu, par une fenêtre en plein cintre encadrée

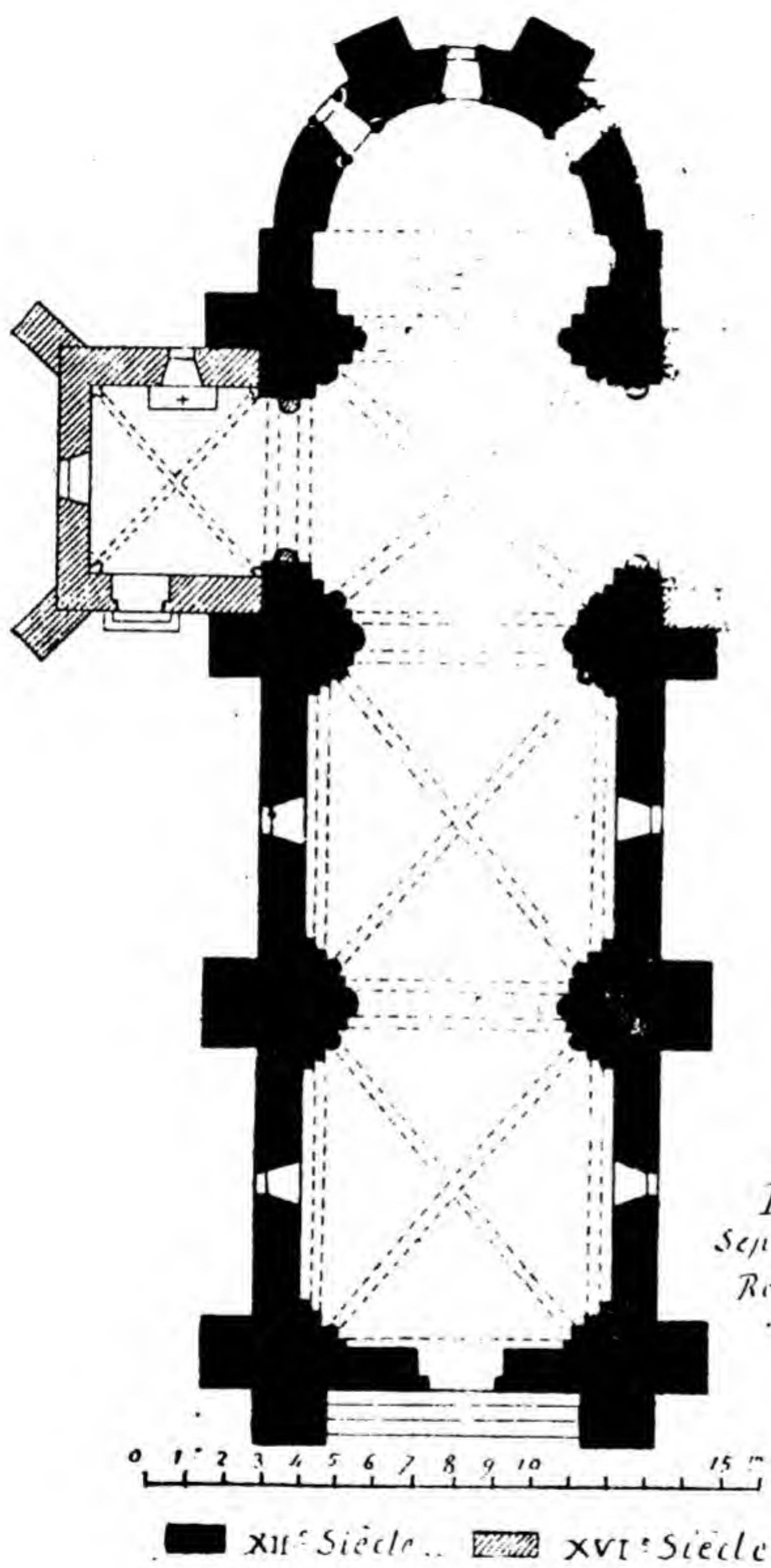


Fig. 4. — PLAN DE L'ÉGLISE

ceux-ci, des deux chœurs, ne se rattachaient plus aux colonnes de la portaise. On ne saurait supposer que, à l'époque où l'église paroissiale fut construite, les habitants de Pirnil disposassent de ressources suffisantes pour élever un tel édifice; c'est donc aux moines qu'ils en furent redevables.

Il se compose d'une nef large de 8^m 10^c (Fig. 4.) et longue de 19 mètres, divisée en deux travées dont les voûtes, de style roman, (Fig. 5.) viennent s'appuyer sur des fûts aux chapiteaux dont les chapiteaux ont été curieusement sculptés (Fig. 6.) La forme de ces chapiteaux, aussi la position des voûtes, ne permet pas de supposer que la nef ait été élevée après le XII^e siècle. L'entrée se fait par une porte que des travaux postérieurs ont agrandie et qui est éclairée par cinq vitres en mosaïque romane, dont l'une s'ouvre dans la façade. Elle est précédée par une travée également voûtée, de 6^m 60^c sur chaque côté, et au-dessus de laquelle se dresse une flèche recouverte d'ardoise et qui, en arrière de cette travée, s'arrondit avec une hauteur, large de 5^m 60^c et profonde de 4^m 50^c en de four, et qui clôt l'église à l'ouest.

Fig. 7. — Au dessus de cette alside.

En 1846 M. Robert Trizer dans son rapport au Conseil des Beaux-Arts à l'appui de la demande de classement de l'église comme monument historique, dit que l'église ne comportait qu'une nef et un chœur et qu'elle ressemblait aux églises de Fresnay, Saint-Gilles et d'Argentan, qu'elles aussi, d'ont du XII^e siècle. L'église présente deux travées égales, voûtées en ogive double vau, nervures et formets en ogive. Les nervures portent sur de fortes colonnes à plusieurs fois cannelées et de colonnettes angulaires, d'un développement intéressant; leur sculpture, quoiqu'un peu défectueuse, est d'une exécution remarquable, empruntée à l'école d'un maître expert, tantôt à des scènes à caractère religieux, le départ des évêques, les évêques, d'illies, d'anges, parties de grotesques, les deux travées sont éclairées de chaque côté par une fenêtre en plein cintre encadrée

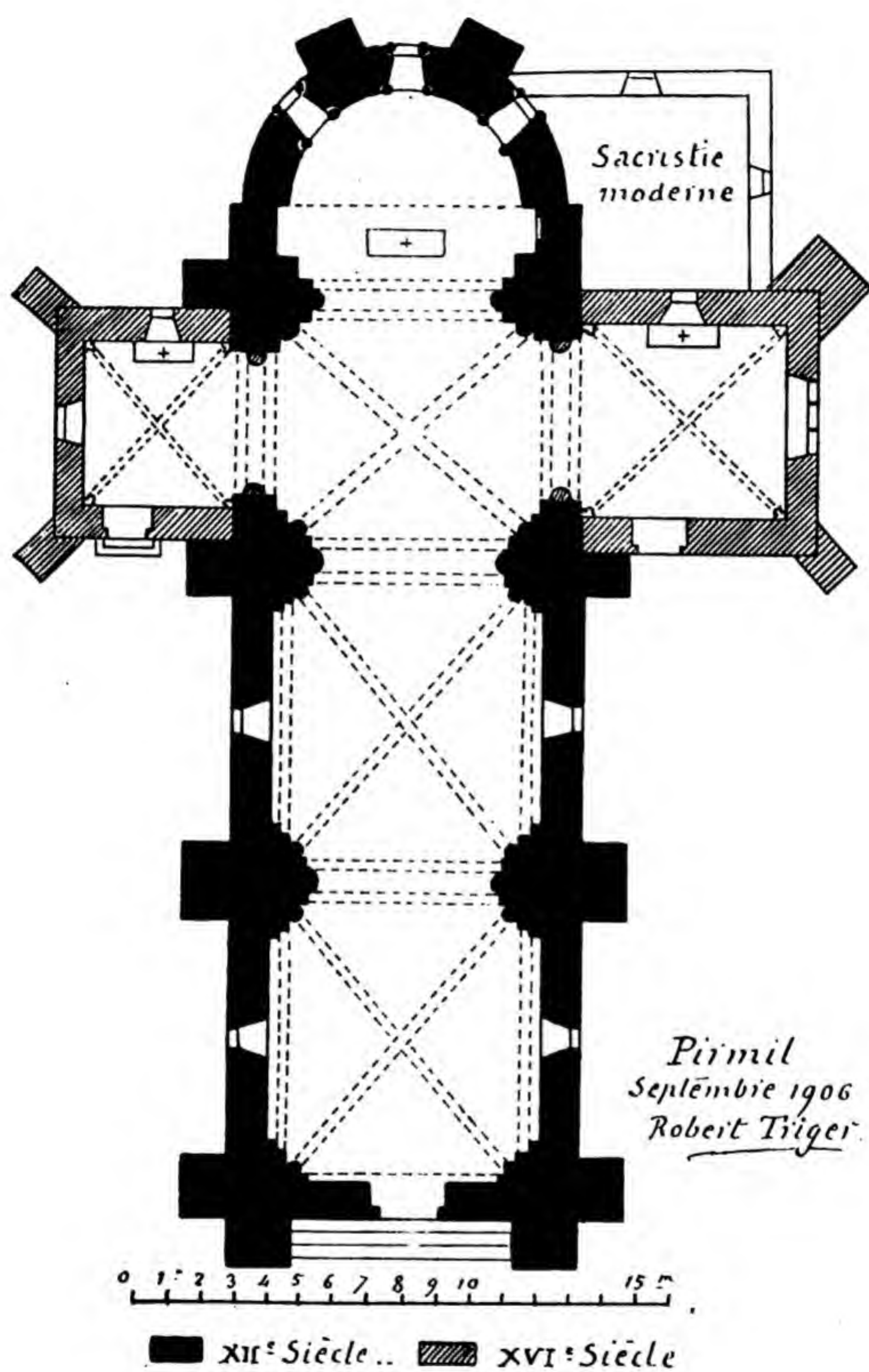


Fig. 4. — PLAN DE L'ÉGLISE

De chaque côté de cette même travée, deux chapelles ont été édifiées en 1534 (1), qui forment bras de croix ; toutes deux sont voûtées, et l'une d'elles, celle de gauche, ne l'a été qu'en 1548. Celle de droite, dédiée actuellement à la Sainte Vierge, forme un carré de 5^m 70^c sur 6^m 40^c, on y lit l'inscription suivante, encadrée dans l'un des murs :

CY . GIST . NOBLE . CHRISTOFLE . DE LAVNAY
VIVANT . SEIGNEVR . DE CHENNERV . LE CHIGNÉ.
ET LA VILLERIE . Q . TRESPASSA . LE . 13 IOVR . D'APRIL . 1578 . ET DAMOISELLE . RADEGONDE

d'une moulure torique ; au-dessous des fenêtres, règne un cordon formé de plusieurs moulures du même profil. Le carré actuel du transept est lui aussi voûté d'ogives. Le chœur, comme à Saint-Rémy de Sillé et à Tennie, comprend une travée droite voûtée en berceau et une abside voûtée en cul-de-four ; les trois fenêtres qui éclairent cette abside sont encadrées de colonnettes et d'un tore autour du cintre. — L'extérieur de la nef est sobre, sans ornement. De puissants contreforts contrebutent les voûtes et les encadrements des fenêtres sont simplement taillés en biseau ; toutefois, les murs sont couronnés d'une corniche à modillons. Tout le luxe de construction a été réservé pour le chœur, bâti en pierres d'appareil, du moins au-dessus du cordon d'appui des fenêtres. La décoration de ces fenêtres reproduit celle de l'intérieur, mais leur amortissement accuse une légère brisure, si peu accentuée qu'on peut y voir une déformation. Une corniche à modillons contourne l'abside comme la nef. Dans son ensemble, l'église de Pirmil offre un grand intérêt archéologique et mérite l'une des premières places parmi les églises rurales du Maine. » Robert Triger, *Rapports archéologiques mss. sur les Églises de la Sarthe*.

(1) Cette date est gravée au sommet de l'arc en arrière duquel a été édifiée la chapelle située à droite de la nef et qui est actuellement dédiée à la Sainte Vierge. Dans les deux piliers, à demi engagés, et qui, construits en 1534, sont les plus rapprochés de l'abside, on a ménagé deux jolies niches dont le sommet est orné d'une large coquille sculptée. Dans ces deux niches ont été placées, au XVII^e siècle probablement deux statues, l'une, en bois, représentant sainte Émémentienne et dont on verra plus loin une phototypie, (Fig. 8.) l'autre, en terre cuite, représentant saint Jean-Baptiste, et qui est de moindre importance.

DE LA CHAPPELLE . FILLE . DE . MESSIRE . FRANCS-
OIS DE LA CHAPPELLE . CHEVALLIER . DE L'ORDRE
DV ROY . BARON . DE VARENNES . SIEVR . DE LA
TROVSSIÈRE . ET DE DAME . RENÉE DE LAVNAY
FILLE . VNIQUE . ET HÉRITIÈRE DV DICT CHRISTOFLE .

DIEV LEVR

FACE

PARDON.

A l'angle inférieur droit de la pierre sur laquelle est gravée cette inscription, on voit des armoiries qui, quoique ayant été martelées, peuvent encore se lire ainsi : *D'or à deux aigles de sable.*

Le retable qui meuble l'un des côtés de cette chapelle est orné d'un tableau, signé : M^e Christophle Bellanger, ptre, et qui représente l'Assomption de la Vierge.

La chapelle de gauche, placée maintenant sous le patronage de sainte Anne, forme un carré de 5 mètres sur 4^m 65. On y trouve aussi un retable, orné d'un tableau, représentant le martyre de sainte Catherine (1), et au bas duquel on lit : Beaudoux pinxit 1640. La porte par laquelle on pénètre de l'extérieur dans cette chapelle y a été pratiquée au XVI^e siècle, et, sur le linteau, on a gravé à la même époque cette inscription, tirée de l'épître 1^e de saint Paul à Timothée : SOLI . DEO . HONOR . ET . GLORIA . THI 1^o 17.

D'épais et larges contreforts buttent la poussée de toutes les voûtes. L'édifice, placé sous le patronage de saint Jouin,

(1) On lit dans le *Dictionnaire des artistes et artisans manceaux*, par l'abbé G. Esnault, t. 1, p. 32, que ce tableau représente sainte Catherine et sainte Barbe. Cette dernière sainte n'y figure pas et le peintre n'a voulu représenter que sainte Catherine. Les armoiries qui sont peintes sur ce tableau se lisent ainsi : *Parti, au premier, d'or, à un arbre arraché de sinople, accosté de deux aigles de sable, becquées et membrées de gueules, le vol abaissé, qui est de Launay ; au deuxième, d'argent au chevron de . . . surmontant un lion de . . . et surmonté d'une croizette de . . .*

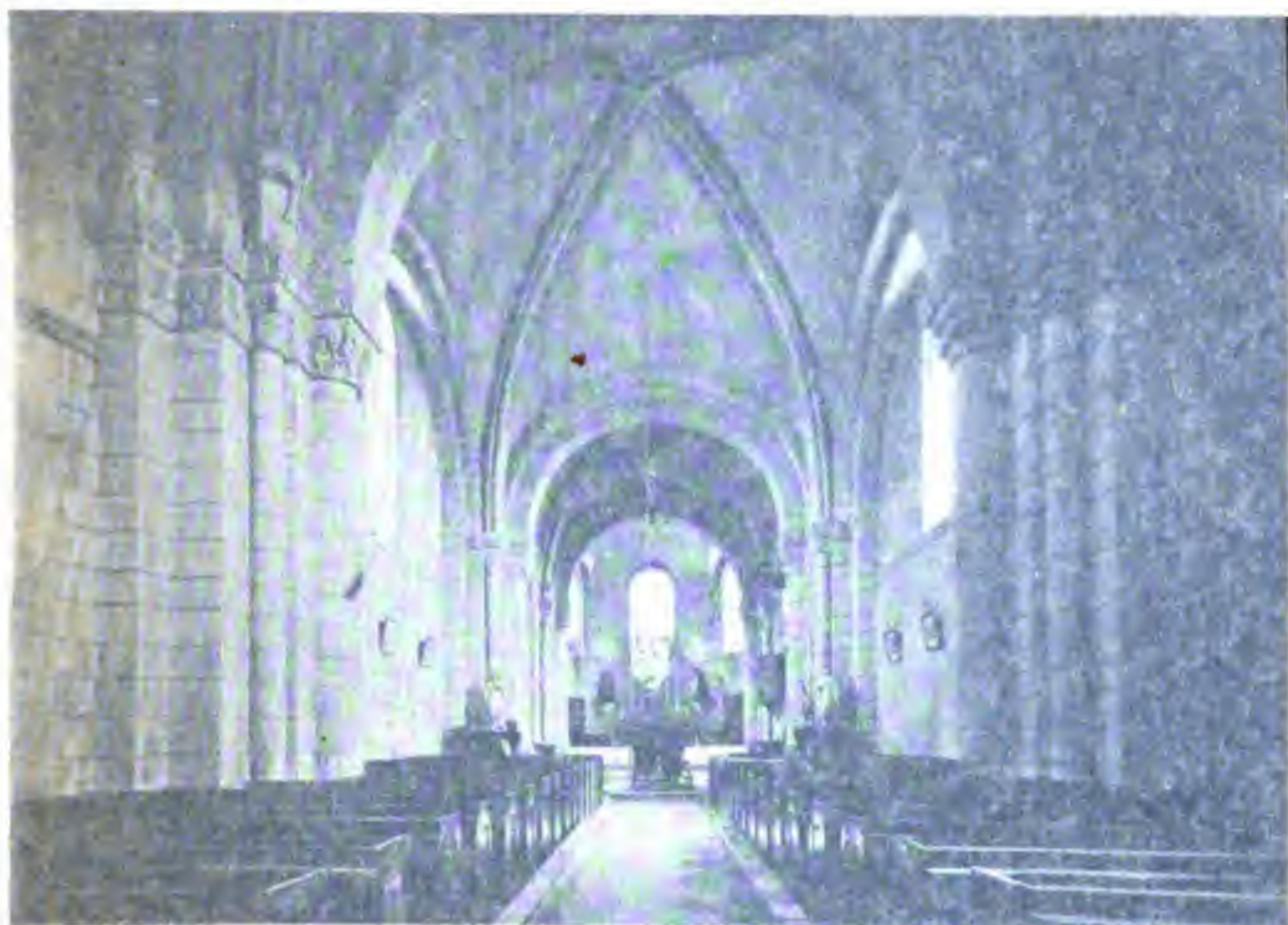
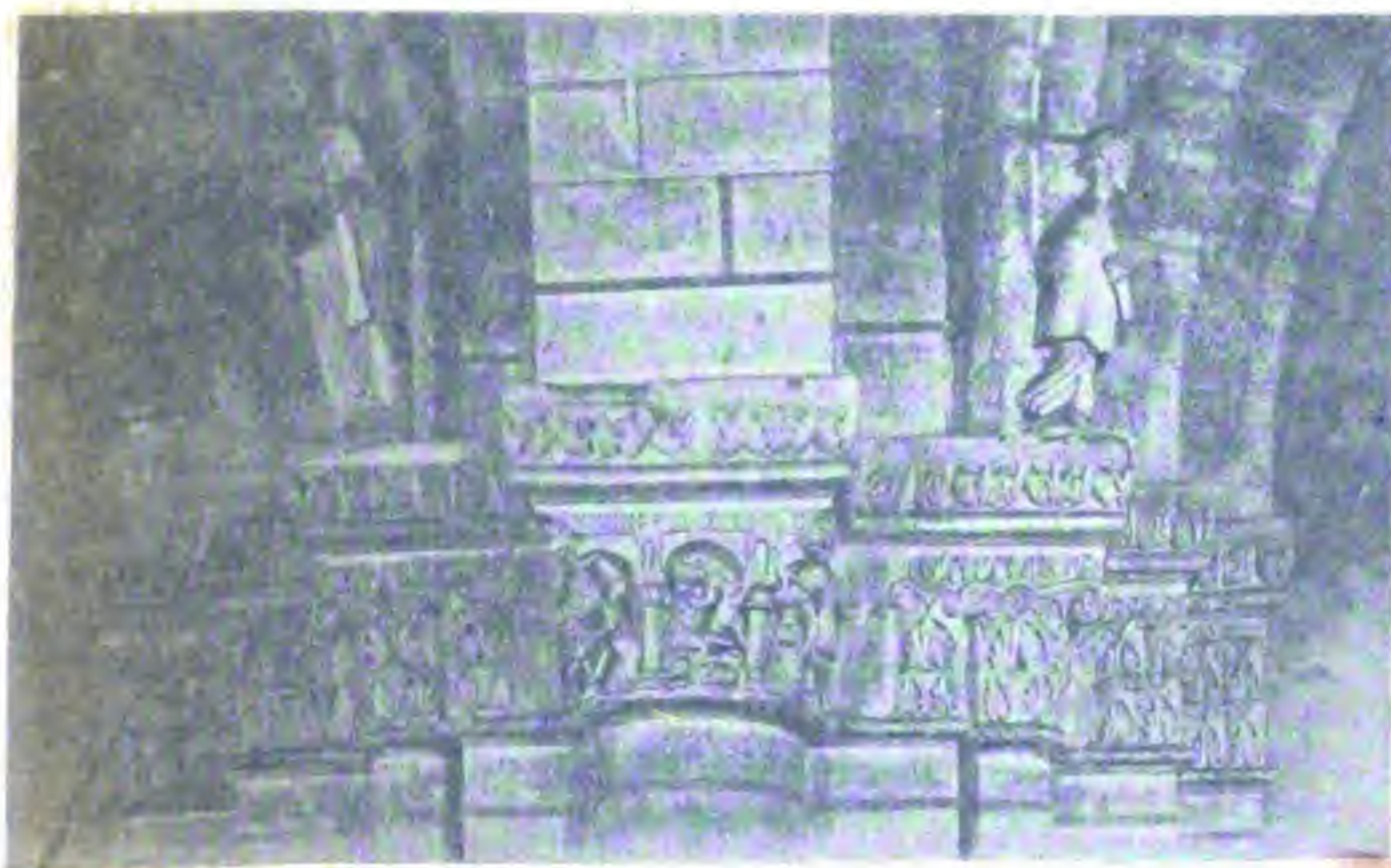


Fig. 5. — ÉGLISE DE PIRMIL (Sarthe)
Intérieur de l'église



Chef P. GIBAUD.

Fig. 6. — CHAPITEAUX DE LA NEF

DE LA CHAPELLE, FILLE DE MESSIRE, FRANÇOIS
DE LA CHAPELLE, CHEVALIER DE L'ORDRE
DU ROY, BARON DE VARENNES, SEIGNEUR DE LA
FROISSIERE, ET DU DAME, BENÉDICTIN DE LAVNAY
FRANÇOIS, VNIQUE ET HÉRITIÈRE DU DICT CHRISTOFLE.
DIEU LE VEUT
FACE
PARDON.

A l'angle intérieur droit de la pierre sur laquelle est gravée cette inscription, on voit des armoiries qui, quoique ayant été effacées, peuvent encore se lire ainsi : *D'or à deux aigles de sinople.*

Le tableau qui meuble l'un des côtés de cette chapelle est un tableau, signé : M^r Christophe Bellanger, p^{tr}e, qui représente l'Assomption de la Vierge.

Le tableau de gauche, placé maintenant sous le patronage de sainte Anne, forme un carré de 5 mètres sur 4 m 16. On y trouve aussi un retable, orné d'un tableau, représentant le martyre de sainte Catherine (1), et au bas duquel on lit : Beaudoux pinxit 1649. La porte par laquelle on communique de l'extérieur dans cette chapelle y a été pratiquée au XVIII^e siècle, et, sur le linteau, on a gravé à la même époque cette inscription, tirée de l'épître I^{re} de saint Paul aux romains : SOLI DEO GLORIA, ET GLORIA, TH^{us} 17.

Deux très larges contreforts buttent la poussée de toutes les voûtes. L'édifice, placé sous le patronage de saint Jean,

(1) On lit dans le *Dictionnaire des artistes et artisans normands*, par M. de Lamoignon, t. I, p. 12, que ce tableau représente sainte Catherine sur le barbe. Cette dernière sainte n'y figure pas et le peintre n'a pu se tromper que sainte Catherine. Les armoiries qui sont au-dessus du tableau se lisent ainsi : *Parti, au premier, d'or, à un aigle de sinople, accosté de deux aigles de sable, becquées et languées d'argent, le col abaissé, qui est de Comay ; au deuxième, d'or, à un lion de sinople, surmontant un lion de sable, et surmonté d'une croix de sable.*

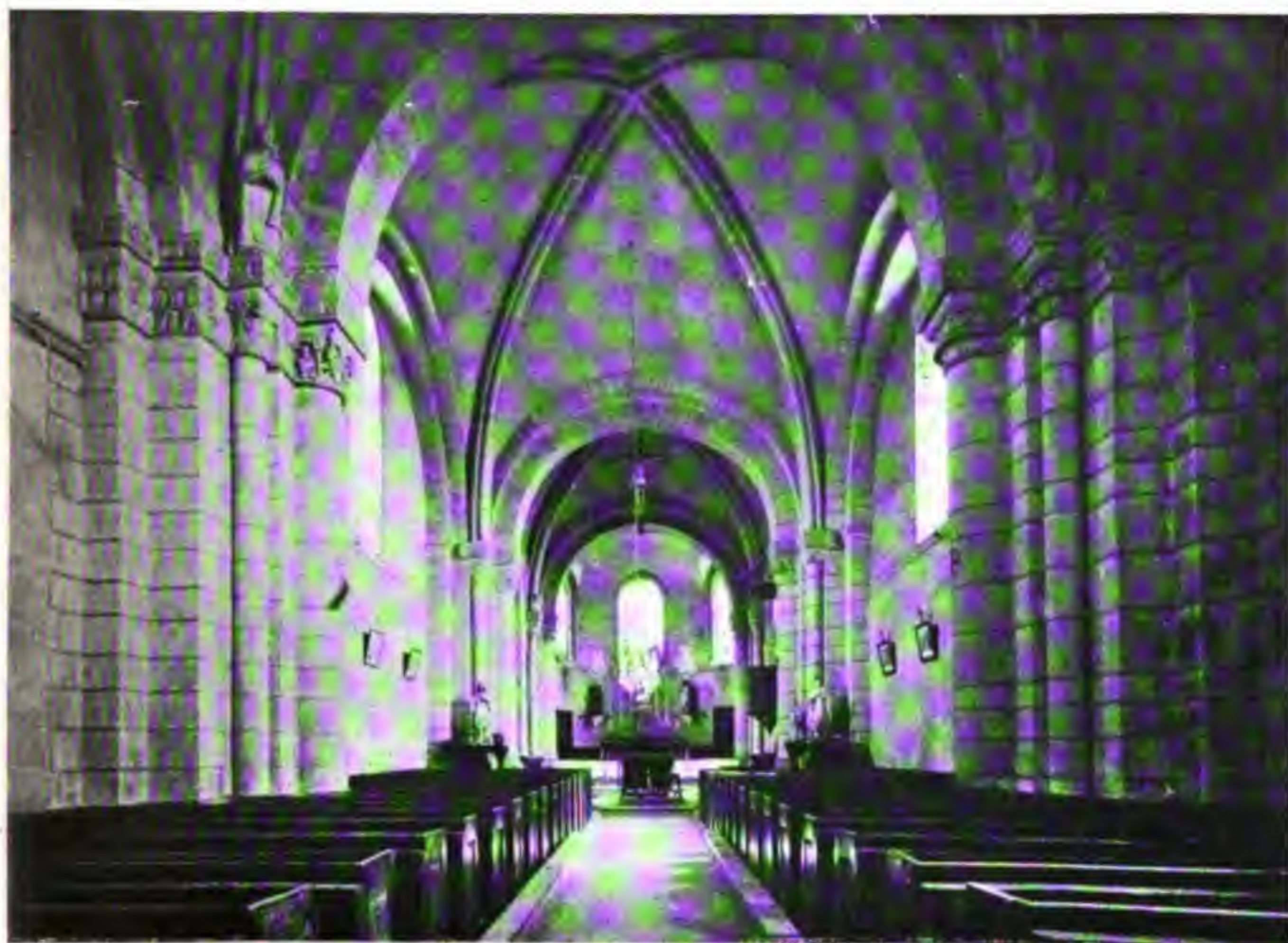


Fig. 5. — ÉGLISE DE PIRMIL (Sarthe)
Intérieur de l'église



Cliché P. GIRAUD,

Fig. 6. — CHAPITEAUX DE LA NEF

en posséda, jusqu'en 1790, des reliques enchâssées dans une main d'argent.

Le prieuré où demeuraient les religieux subsiste toujours, mais singulièrement modifié et aménagé en maison particulière. Il est situé à une dizaine de mètres du chevet de l'église.

De ceux-là qui y résidèrent, il y en eut qui, à force de fréquenter les rudes gens de la campagne et les petits seigneurs de la localité, en adoptèrent les habitudes vulgaires. Tel était ce prieur qui, en 1397, se trouva mêlé à des rixes amenant mort d'homme. Il s'était rendu, accompagné de son confrère, le prieur de Noyen, d'un religieux son compagnon, et d'un gentilhomme, Jouy ou Jouin de la Beziguère, à Champront (1), chez un propriétaire nommé Gervais Aubry. Tous étaient de joyeuse humeur. « Moine et gentilhomme chantoient et s'esbatoient », si bien que deux habitants de Chantenay, Robin Bodereau et Guillaume Fromont, passant fortuitement en cet endroit, « cuidant qu'il y eust feste et nopces », s'arrêtèrent et demandèrent : « Dieux gare la compagnie. Sont-ce noces céans. Nennil, mais nous esbatons ainsi », leur répondit-on, et on les invita à boire. Dans les bonnes années, elles deviennent rares, le vin de Pirmil n'est pas à dédaigner, mais il porte à la tête. Le soir venu, tous s'en aperçurent ; cependant, partis pour aller acheter à Noyen chausses et chaussures, Robin Bodereau et Guillaume Fromont se disposaient à gagner le gros bourg, quand, sur divers propos que le prieur de Noyen leur tint, ils se prirent de querelle avec lui. On en resta pourtant aux gros mots. Sur la route que les deux acheteurs parcouraient, ils rencontrèrent un écuyer, Guillaume de Chenevières, et un nommé Robin Bochery, avec lesquels, dès leur arrivée à Noyen, ils s'attablèrent de nouveau chez un hôtelier nommé Marcel. S'étant alors informés en quel hôtel ils

(1) Métairie de la paroisse de Pirmil.

seraient honnêtement hébergés, ils allèrent frapper à la porte de celui que tenaient Jehan Boisseau et Agnès, son épouse, et dont la porte, en raison de l'heure avancée à laquelle ils s'y présentaient, était déjà fermée. Le bruit qu'ils firent pour en obtenir l'ouverture appela malheureusement l'attention du prieur de Noyen, qui rentrait chez lui, suivi par Jouy ou Jouin de la Beziguère. « Vous mourrez, ribauds », cria ce dernier, s'adressant à Bodereau et à Fromont. Mais nous ne vous demandons rien, ne nous faites pas de mal, lui observaient-ils. Excité qu'il était par le prieur de Noyen, le seigneur de la Beziguère frappa Fromont jusqu'à l'effusion du sang. Egalemenent menacé et perdant patience, son compagnon, Robin Bodereau, « d'un billart de boiz qu'il avait », se mettait en mesure de le défendre, et, sans trop voir sur qui tombaient ses coups, en portait de tels au prieur de Noyen que celui-ci « alla assez tost après de vie à trespasement ». Cela rendait Bodereau justiciable de tribunaux auxquels vint le soustraire, très heureusement pour lui, une lettre de rémission que lui octroya le roi Charles VI, au mois de juin 1397 (1).

Le prieuré n'eut pas moins à souffrir que la paroisse de l'occupation anglaise. Lorsque l'église paroissiale fut recouverte en 1432, du surplus des tuiles qui n'avaient pas été employées, le prieur se servit, en les payant naturellement, pour faire réparer la toiture de son habitation (2). Il s'y tenait donc personnellement, mais un jour vint, et ce fut probablement quand la commende y eût été introduite, où les titulaires du bénéfice, n'en appréciant plus guère que les revenus, les perçurent ou mieux les firent percevoir par un fermier auquel ils les affermaient, quitte à assurer par

(1) Cf. *Archives historiques du Maine*, t. V, p. 473-476, *Documents inédits pour servir à l'histoire du Maine au XIV^e siècle*, publiés par M. le comte B. de Broussillon.

(2) Cf. *Revue hist. et arch. du Maine*, t. XLI, p. 293, note 2.

le locataire l'entretien de l'immeuble où les moines avaient jadis résidé (1). De service religieux il n'est plus alors question.

La paroisse, elle au contraire, prenait de plus en plus d'importance. Nous savons que, dès le début de la guerre de Cent-Ans, un parti d'Anglais, commandé par un chef de bande, du nom de Jacques Plantin, s'y établit. Retranchés dans le château dont le légitime possesseur était alors Guillaume Chamaillart, sire d'Anthenaise, ces pillards mettaient la région avoisinante en coupe réglée. Comme, aux termes du traité de Brétigny, ils auraient dû évacuer la forteresse et la rendre aux Français, le représentant de ces derniers, Amaury IV de Craon, lieutenant général du roi de France en Touraine, Anjou et Maine, intervint près de Jean Chandos, qui, au mois de novembre 1361, se trouvait à Thouars, en Poitou. Il lui demanda de faire restituer à qui de droit le château de Pirmil. L'Anglais reconnut le bien-fondé de cette réclamation, et, pour en procurer l'exécution,

(1) Nous n'avons pas à écrire l'histoire du prieuré ; aussi bien, nous n'en possédons pas les éléments. Mais, puisque l'occasion s'en présente, nous indiquerons du moins les quelques particularités que nous en connaissons. Le 30 mars 1457 (n. s.), sur une quittance donnée par les paroissiens de Pirmil aux procureurs de fabrique, figure, parmi les assistants, frère Jehan Meslier, prieur dud. lieu. En 1512, le 1^{er} mars, à propos de la ratification d'un échange de terres, on cite encore Guillaume Le Vayer, comme prieur de Pirmil. Il signe un reçu, le 6 juillet 1520. En 1535, Louis Leroy était fermier du prieuré ; Gilles Couriot, l'était, le 5 juin 1664 ; Louis Plard de la Bretèche, l'était en 1755 ; Joseph Blanche, en 1776. Le 12 décembre 1726, dans la déclaration des revenus des divers prieurés dépendant de l'abbaye de Saint-Vincent, on estime que le revenu de celui de Saint-Jouin monte à 649 l. 17 s. 9 d., sur lequel il faut déduire, comme charges 341 l. 18 s. 9 d. Reste, pour le revenu net, 307 l. 19 s. Cf. Arch. dép. de la Sarthe, H 140. Dans le pouillé du diocèse du Mans, dressé en 1772, on évalue à 1200 livres, le revenu du prieuré. Le fermier était chargé, au profit du curé de Pirmil, d'un gros de 100 boisseaux d'avoine, et de trois charges de mouture, mesure de Champagne, au profit des pauvres de la paroisse. Le prieur avait pour lui la moitié des dîmes.

il vint à Sablé, où il se trouvait le 14 novembre. Là il apprit que son intervention était devenue inutile, Ainaury IV de Craon ayant repris lui-même, les armes à la main, le donjon dont l'ennemi avait fait son repaire (1).

Nous ne saurions dire depuis combien de temps les paroissiens avaient réussi à faire administrer par un d'entre eux ou par plusieurs leurs intérêts tant séculiers que religieux. Ce ou ces mandataires, auxquels on donnait le nom de fabriciens et parfois de forgeurs, étaient élus par les habitants les plus influents et les plus considérés de la paroisse. L'organe administratif au nom duquel ces fabriciens agissaient, était apte à recevoir des legs. Ainsi voit-on dans un acte passé le 1^{er} juin 1394, Gilet Lemerancier se reconnaître, vis-à-vis de Michel Rabescheau, Juliot Lefebvre et Jehan Blondeau, procureurs fabriciens, redevable d'une rente de cinq sous tournois que N. Letenneur avait laissée de son vivant à la fabrique (2). Le 5 juin de l'année précitée, Jehan Salmon assurait au même établissement une rente d'une livre et demie de cire, payable tous les ans, à la Toussaint, et hypothéquée sur le lieu du Genetay où il habitait (3). « Le III^e jour du mois d'octobre l'an de grâce mil trois cents quatre vings et seize Pierre Besague, escuier, seigneur de la Besaguière » cédait « au retour et à la fabrice de l'église de Pirmil et aux clerks et secretain servant en icelle, vingt deulx soubz tournois, monnoie courante, de annuelle et perpétuelle rente, c'est assavoir aud. retour quinze soubz tournois et à lad. fabrice cinq soubz tournois et auxd. clerks et secretain deulx soubz tournois » « pour et affin que led. Pierre et sa femme ayent leur sépulture en la face de lad. église de Piremil » ; et pour être recommandés aux prières au prône de la messe paroiss-

(1) Cf. B. de Broussillon, *La Maison de Craon*, t. I, pp. 351, 352.

(2) Archives de la fabrique de Pirmil, titre parchemin.

(3) *Ibid.*, titre parchemin.

siale (1). En 1407, le 15 août, Philipot Ive ou Iue, confirmait de nouveau, en la cour de Bourgnouvel au Mans, le don d'un pain bénit que son père, Jehan, avait fait à l'église de Pirmil (2). C'est semblable fondation que réalisait, le 20 janvier 1408 (n. s.), Guillemette la Bésillorde, en présence de ces témoins, Denis Orri et Guillaume Aurillet (3). En 1413 (n. s.) le 12 mars, la veuve de Jehan Richeber, Tiéphaine, dans le testament qu'elle dictait, après avoir réglé les détails de sa sépulture, spécifiait que ses exécuteurs testamentaires, Guillaume Richeber, son fils, Gervais Aubri, son gendre, et Laurent Demontcimier, son frère, prendraient telles mesures qu'ils jugeraient utiles, pour que la rente de 2 s. 6 d. à elle due par Gillet Laubert fût à l'avenir servie à la fabrique et au curé de Pirmil, sauf une somme de 15 d.

(1) Arch. de la fab. de Pirmil, titre parch. « Le III^e jour de décembre l'an mil III^e et neuf, » le procureur de la fabrique de Pirmil assignait en paiement de cette rente le fils de Pierre de la Bezaguière, Jouyn, dont il a été question plus haut. On voit par cette assignation que la rente avait été assise par le donateur « sur ses tailles de Verdelles, c'est assavoir sur Philipot Trotin, sur Etienne Ruffèle et aultres ». Jouin de la Bezaguière fonda lui-même deux rentes, l'une de cinq sols, en faveur de la fabrique, l'autre, de deux sols six deniers, pour les clercs et pour le sacristain, afin que l'on chantât sur sa tombe un *Subvenite*. C'est ce que reconnut son fils Laurent, dans un acte passé en la cour de Bourgnouvel, au Mans, le 8 novembre 1459. Archives de la fabrique de Pirmil, titre parchemin. Anne de la Beziguère, fille probablement de Laurent, et épouse de Merry de Fay, fonda, le 10 août 1479, de concert avec son mari, « le nombre de six messes avec vigiles solennelles des trespasés à note l'une desdites messes qui sera de *Requiem* en l'église de Piremil, le jour de saint Lorens, et en la fin de lad. messe ung *Libera* sur la souce des prédécesseurs de la Bezaguière devant l'autel de Notre-Dame en lad. église de Piremil, et pour iceluy service et anniversaire faire, ont esleu et ordonné le curé dud. lieu de Piremil, le curé de Saint-Germain-de-Noyen, le curé de Fercé, le curé de Saint-Benoist-sur-Sarthe, le curé de Chemiré-le-Gaudin, le curé de Maigné ou leurs vicaires ». Ils laissent à chaque curé trois sous de rente, et douze deniers au sacristain de Piremil qui sonnera les « sains. » Titre parchemin.

(2) Archives de la fabrique, titre parchemin.

(3) *Ibid.*, titre parchemin.

LXXV. 4

que l'on prélèverait pour l'offrande d'un pain bénit, distribué aux fidèles le jour où l'Église fête saint Jouin. Elle voulait aussi que l'on fit pour elle un voyage à N.-D. de Rocamadour, au Mont-Saint-Michel, où l'on offrirait, en son nom, cinq deniers (1). En novembre 1414, Agaisse Fortin, dans l'expression qu'elle fit transcrire de ses dernières volontés, après avoir établi qu'elle laissait aux curés de diverses paroisses, cinq deniers, pour qu'ils la recommandassent au prône, aux prières de leurs fidèles, demandait aussi que l'on fit pour elle un pèlerinage à Saint-Julien du Mans et au Mont-Saint-Michel. Elle fonda dans l'église paroissiale de Pirmil, une messe annuelle, et, pour l'entretien du luminaire de l'autel dédié à Notre-Dame, elle créa une rente annuelle de douze deniers (2), que le procureur eut à toucher. En 1420, c'est un paroissien de Loué, Hervé Davy, dont la famille était originaire de Pirmil, qui, par ses dispositions testamentaires, établit que l'on y transporterait sa dépouille mortelle, pour y être inhumée dans l'église paroissiale, « soubz la tombe où chantent les clerks ou dimanche ». Il laissa à la fabrique soixante sous tournois ; au curé, une rente annuelle de 20 s., pour que celui-ci chantât tous les dimanches, à son intention, « ung *Introite* des trespasés » ; aux églises du Mont-Saint-Michel, de N.-D. de Doucé, à Saint-Julien du Mans, à N.-D. de Rocamadour, à la Maison-Dieu de Coëffort, à N.-D. de Sablé, à N.-D. de Torcé, vingt deniers, une fois payés. Il prescrivit que l'on fit à ses intentions un voyage à Saint-Jacques, en Galice (3). En 1425.

(1) Archives de la fabrique de Pirmil, testament de Tiephaine, déguerpie (veuve) de feu Jehan Richeber. Titre parchemin.

(2) Testament d'Agaisse Fortin, titre parchemin.

(3) Une reconnaissance donnée à Michel Girard, curé de Pirmil, en 1547, qualifie Hervé Davy de sieur de la Balluère. On conserve aux archives de la fabrique de Pirmil, un testament sur parchemin, non daté, de Gillete la Davye que nous estimons avoir été l'épouse de Hervé Davy. Elle demande à être inhumée dans l'église Saint-Jouin de Pirmil, où, le jour de sa sépulture, elle devra être entourée par treize

le 1^{er} mai, Jehannin Joyau, en son nom et au nom de ses neveux, fonda une messe annuelle, à célébrer le 1^{er} jeudi de la Quarantaine de Pâques, pour lui et pour leurs parents décédés, et pour les honoraires de laquelle il légua une rente de 10 s. t. pour le curé, et 2 s. 6 d. pour la fabrique de Pirmil, assise sur un quartier et demi de pré (1). En 1427, le 20 juillet, Jehan Fortin, de Pirmil, donna charge à ses exécuteurs testamentaires, Michel Fortin et Macé Psalmon, de faire célébrer, le jour de sa sépulture, trois messes à son intention, et il laissa « à la boueste Notre-Dame dud. lieu de Pirmil douze deniers tournois monnoie courante, de rente perpétuelle », plus « à la fabrice de Pirmil, dix deniers tournois une fois poyez pour aider à la réparation de l'église dud. lieu » (2). C'était le temps où les Anglais la mettaient à mal.

C'est, on peut l'observer, à la réalisation d'œuvres pies que ces divers legs sont consacrés et c'est de quoi aussi le procureur avait à s'occuper surtout, devant veiller à l'entretien de l'église, à ce qu'elle fût pourvue de tout ce que nécessitait l'exercice du culte, contrôlé qu'il était dans ces occupations non seulement par ses commettants, mais aussi par les supérieurs ecclésiastiques, le doyen de Vallon et

pauvres, portant des torches, dont sept de Pirmil et six de Loué. Elle lègue 12 s. 6 d. de rente au curé de Pirmil, pour qu'il la recommande chaque dimanche, au prône, et pour qu'il chante pour elle un *Subvenite*. Elle donne à Saint-Julien du Mans, 20 d. ; à la Maison-Dieu de Coëffort « une paire de draps de lit pour coucher les puvres » ; elle lègue 15 d. une fois payés, à partager entre les curés et les fabriques des églises de Noyen, Tassé, Notre-Dame-d'entre-les-Eaux, Saint-Pierre-des-Bois, Saint-Christophe, Saint-Martin-de-Joué, Notre-Dame de Chassillé, Saint-Martin-de-Tassillé, pour y être recommandée au prône ; tout autant à la chapelle de « mons^r saint Jacques de Bastains. » Elle lègue une rente annuelle de 5 s. au curé de Loué. Elle choisit pour exécuteurs testamentaires, Guillaume de Launoye, s^r de Launoy, Antoine de Feumusson et Jehan Pepin.

(1) Archives de la fabrique de Pirmil, titre parchemin.

(2) *Ibid.*, titre parchemin.

l'archidiacre de Sablé, titulaires des circonscriptions religieuses auxquelles se rattachait la paroisse de Pirmil.

Que des circonstances exceptionnelles vinssent à se produire, le même personnage, tout en continuant à remplir les devoirs ordinaires de sa charge, ne laissait pas d'en assumer d'autres, plus onéreux et d'une autre nature. Ces fabriciens s'en aperçurent, qui, de 1425 à 1435, eurent à répondre aux réquisitions les plus diverses, qu'elles leur vinssent, ou des représentants du roi de France, établis à Sablé et à La Flèche, ou des gouverneurs nommés par Henri VI, roi d'Angleterre, à La Suze et à Malicorne, tous aussi exigeants les uns que les autres.

Pour bien montrer à quelles horreurs les malheureuses populations du Maine étaient alors exposées, nous ne saurions mieux faire que de reproduire ici les comptes rendus aux paroissiens de Pirmil, par leur représentant, Colas de la Fousse (1). « Et premièrement, dit-il, pour estre allé quérir Gilet Fortin, Jehan Salmon, Macé Legez, Colin Le Prince et autres paroissiens qui estoient en prinson à la Suze, où Gry-Gry, clerc anglois, en garnison à la Suze, et ses compagnons, les avoint menez, et demandoit auxd. paroissiens la somme de xxv l. en vivres, qu'ils disaint leur avoir estez tournez sur lad. paroisse pour la taille premièrement mise après la redicion du Mans.

Premièrement, le vendredi par après Nouel l'an mil quatre cens vingt et cinq que le curé de Fercé et moy allasmes aud. lieu de la Suze à la requeste desd. paroissiens, et finames, pour les despens de ceux qui estoient en prinson, avecques le cappitaine et ledict Gry-Gry, clerc, et ses com-

(1) Nous avons déjà publié presque intégralement ces comptes dans le tome XXV de la *Revue hist. et arch. du Maine*, d'après une copie hâtivement prise par M. l'abbé Robert Charles, notre regretté confrère et ami. Mais, en la rapprochant des originaux, nous nous sommes aperçu qu'il y avait des lectures fautives, et nous sommes heureux de pouvoir les rectifier ici.

pagnons, à deux pippes de vin, ung lièvre, deux connins, deux douzaines d'oyseaux et dix soudées de païson (poisson), le tout rendu au chastel dud. lieu de la Suze et porté celuy jour aud. lieu de la Suze, à faire la composition de païson, au pris de x s.

Et mis en pain et vin à diner à faire lad. composition, vii s. iii d.

Item, aux portiers, pour ceulx qui avoient esté en prinson oud. lieu de la Suze et en oustage, pour ce qu'ilz demandent auxd. paroissiens, dont je finé avecques eulx que je leur poié, pour ce, xvii s. vi d. » Il achète deux pipes de vin pour quatre livres. Le lièvre, les deux connins ou lapins, les deux douzaines d'oiseaux et les dix soudées de poisson, lui coûtent vingt-cinq sols. Il paie « pour ceulx qui avoient porté et mené des vivres de lad. paroisse aud. Gry-Gry, clerc, à la Suze, par plusieurs foiz, pour ce qu'ilz avoient despendu sielx (chez) Perrot Fousil, et pour les despens d'un charretier qui a mené sept tours de faign et deux pippes de vin du port de Fercé aud. Gry-Gry, clerc, à la Suze, pour ce, xii s. vi d. » Le pontonnier, pour avoir passé ces denrées, touche dix sols; on en donne vingt à Colin Dyssé, pour les avoir charroyées au-delà de la rivière, et menées jusqu'à destination.

Encore devait-on s'assurer quel caractère avaient ces contributions. Ceux qui en avaient été frappés pouvaient-ils espérer qu'on leur en tiendrait compte et que, s'en étant acquittés, ils n'auraient pas à financer de nouveau. Voilà pourquoi, note le fabricien « environ l'Aparucion Notre Seigneur, c'est-à-dire vers le 6 janvier 1426, Geoffroy Salmon et moy fûmes envoyés au Mans par devers le consail, pour savoir [si] ce qui a esté et seroit baillé aux gens de la garnison de la Suze seroit descompté sur la taille qui estoit à poyer au moys de janvier l'an mil iii^e xxv (v. s.) » Ils ne purent être fixés sur ce point. •

Leur préoccupation s'explique d'autant mieux, qu'à la

même époque, un autre chef anglais, le célèbre Glasdall, et son lieutenant, Overton, établis tous deux à Malicorne, prétendaient tenir sous leur coupe les habitants de Pirmil et les obligeaient à leur fournir des vivres.

De leur côté, les Français ne s'étaient pas tellement éloignés de la région qu'ils ne voulussent y faire sentir leur autorité. Cela motive l'article suivant des comptes du procureur : « Item, pour une autre foiz que je fu envoyé à Sablé pour savoir sy les diz paroissiens obéiroint au contenu de ceux mandemens qui avoint esté envoyez à la paroisse, l'un de Chasteaugontier, et l'autre de la Flèche, et fut apoincté que les diz paroissiens ne obéiraint point à ceulx mandemens, et mis pour occasion de ce, v s. »

Mais, s'il leur était possible de ne pas répondre à ces réquisitions, ceux qui les adressaient n'étant pas en état d'atteindre les contribuables, il n'en était pas de même pour les Anglais qui tenaient garnison à Malicorne. Ces derniers avaient la force en main ; ils se montraient d'autant plus exigeants que défense venait d'être faite à ceux des leurs qui demeuraient à La Suze de s'abstenir de courir désormais sur la paroisse de Pirmil (1).

Le procureur, avec un autre paroissien, nommé Berthelot Bernier, alla donc à Noyen « le lundi après la Chandeleur », soit le 4 février 1426, s'aboucher avec « le recepvours de Malicorne pour avoir seureté d'allez parlez et compousez

(1) « Item, une autreffoiz que Laurens Maubertrier et moy fismes envoyez au Mans pour savoir (ce) qui seroit faict de deux mandemens qui avoint esté envoyez de par le cappitaine de Malicorne, faisant . . . mencion que led. procureur poient en vivres xxv l., nonobstant que ceulx de la garnison de La Suze eussent contrainct et faict poier auxd. paroissiens la plus grande partie d'icelle somme en vivres ; et fut appoincté que lesd. paroissiens poierent à Malicorne lad. somme de xxv l. en vivres, et fut deffendu au cappitaine de La Suze qu'il ne demande, lui ne ses gens de sa garnison, plus ryens aud. procureur de Pirmil, et, pour ce, ay poié à Guillaume Gasteau et à Jamet Franc-boucher, v s. »

o ceux qui avoint envoyé les mandemens ». Le surlendemain, 6 février, le même fabricien mène « audit lieu de Malicorne deux brotées de faign et huit boesseaux d'avaine aux archers qui avoint envoié ung des mandemens ». Le 8, il conduit une charretée de foin au lieutenant de Glasdall, Jennequin Overton, et, pour s'en faire bien voir, il lui offre « une perdrix et une douzaine d'oyseaulx », plus deux boisseaux d'avoine. Le lendemain, 9 février, une nouvelle charretée de fourrage va rejoindre la première.

Mais les vivres devenaient rares dans le pays. Aussi, ce même jour, nous dit le procureur, « Guillaume Richeber et moy nous partimes pour aller au pays de Courmenant (1) et de Rouez (2) pour essayer à trouver des blez et avaines et y fumes jusque au lundi ». Leur déplacement n'avait pas été infructueux. En échange de deux pipes de vin qu'ils charroyèrent jusqu'à Rouez, on leur livra deux pipes d'avoine qu'ils ramenèrent à Pirmil et de là à Malicorne. Cela ne les empêcha point d'y être jetés en prison, où ils prirent la place de deux des leurs qui étaient détenus depuis un mois. Ils y restèrent deux jours (3). Leurs geôliers leur rendirent la liberté afin de leur permettre de rentrer dans leur paroisse « pour cuider recouvrer de la finance

(1) Courmenant, château situé à Rouez-en-Champagne. Cf. *Revue hist. et arch. du Maine*, t. LII, p. 161-176, un article de M. Robert Trigger, intitulé : *Le donjon de Courmenant*.

(2) Rouez-en-Champagne, commune et paroisse du canton et du doyenné de Sillé-le-Guillaume (Sarthe).

(3) « Item, celui jour (18 février 1426), Guillaume Richeber et moy fumes aud. lieu de Malicorne pour faire passer lesd. deux pippes d'avoine la rivière, et pour les bailler et livrer aud. homme d'armes et aux archers Thoumelin Clerc, et fumes retenuz et mis en prinson sielx (chez) led. homme d'armes, et en furent envoiez Colas Thuffière et Jehan Garesein qui y estoient en prinson et y avoint esté environ ung mois, et y fumes led. Richeber et moy du lundi matin jusques au mardi soir, et batit led. homme d'armes led. Richeber pour compouser avecques lui, et mis en despens pour iceulx deux jours, et au soir à souper à Noyen pour led. Richeber et pour moy, vii s., vi d. »

pour acheter et quérir des vivres à mener aud. lieu de Malicorne ».

De tels sévices leur donnèrent la pensée de demander justice, et, du consentement des paroissiens, nous dit le fabricien, « le lundi et le mardi et le mercredi devant la mi caresme, soit du 4 au 6 mars 1426, Jehan Marays et moy fumes envoiez au Mans par devers le consail, pour savoir si nous pourrions trouver provision de justice des excès que les gens de la garnison de Malicorne font par chacun jour en lad. paroisse de Pirmil ». Il leur en coûta vingt sols, tant pour leurs dépenses que pour les honoraires des avocats et des clercs qu'ils consultèrent.

Cette démarche ne semble pas avoir été utile à ceux qui l'entreprirent, et, « le lundi après *Letare Iherusalem*, soit le 11 mars, constate le procureur, Laurent Maubertrier et moy fumes envoyez au Mans, pour savoir sy nous pourrions trouver de la chevance à emprunter pour quérir des vivres aux gens de la garnison de Malicorne ».

Mais les espèces sonnantes se cachaient. On prit donc le parti de troquer de nouveau denrées contre denrées, et, « le lundi après *Iudica* l'an dessus dit, soit le 18 mars 1426, Jehan Thuffiere, Jehan Thion, Jehan Phelipon, Pierre Simier, et le métaiier de la Belluère (Balluère) et moy, nous dit le fabricien, menames troys pipes de vin qui furent prinses, une pipe sielx (chez) Jehan Maubert, une pipe sielx Laurens Garnier et une pipe sielx les Legriez, et mis iceluy jour pour la despense des diz charretiers et de moy et pour la coustume (le péage) desd. troys pippes de vin à Vallon et à Saint-Symphorien », il paya sept sols six deniers. Ces trois pipes étaient conduites à Rouez-en-Champagne où « le mardi prochain ensuivant », soit le 19 mars, elles furent échangées contre deux pipes d'avoine qui leur furent livrées à Epineu-le-Chevreuil (1). C'est là que, le 20 mars, constate

(1) Epineu-le-Chevreuil, commune et paroisse du canton et du doyenné de Loué.

le fabricien, « Jehan Richeber, Michel Fortin et moy allames coucher avecques un harnoys pour cuidier aller quérir lesd. deux pippes d'avaine, et en nous en cuidant venir le jeudi prochain ensuivant, au matin, nous fumes prins et menez avec le harnoys et les deux pippes d'avaine par les Angloys de la garnison de l'Isle, et furent lesd. deux pippes d'avaine mises au chastel, et en furent envoiez lesd. Richeber et Fortin et le hernays, et je fu retenu aud. lieu de l'Isle par Nicholas Moulineaux pour six écus d'or et de pais d'escu (*sic*) qui lui estoit deuz sur lad. paroisse pour l'apatiz du moys d'aoust l'an mil III^e XXV et fu illec detenu jusques au dimanche que l'on chante en sainte Eglise *Cantate* (28 avril) sans estre délivré, et convint celui jour du dimenche lesser pleige desd. six escuz et aussi me convint tant comme je y fu détenu pour n'estre mis en fers, sep ne villaine prinson, comme je y veaye mettre, chacun jour, d'autres, pour ce, donné aux gens du cappitaine par plusieurs foiz jusques à la somme de xxx s. »

Entouré d'eau, perdu dans les terres, caché à tous les regards par les grands bois qui couvrent les bords escarpés de la Vègre, le château de l'Isle est un vrai repaire de bandits. Il ne défend d'ailleurs aucun point stratégique. Ce n'est pas néanmoins une forteresse sans importance. Plusieurs rangs concentriques de fossés remplis d'eau abritent une enceinte de hautes murailles, formant une cour irrégulière, dans laquelle on pénètre par une porte unique, munie d'une herse et d'un pont-levis. A l'une des extrémités, s'élève un château fort, dérivant plus ou moins de la bastille et flanqué de tours angulaires, percées à la partie inférieure pour l'usage du canon (1).

(1) Cf. Robert Charles, *L'Invasion anglaise dans le Maine*, in-8, p. 69. Le château de l'Isle dépend de la commune de Brûlon (Sarthe). On s'y rend en remontant le cours de la Vègre ; il est situé à environ deux kilomètres du gros bourg. On pourrait se demander, sans trop d'invraisemblance, si ce Nicolas Moulineaux que l'on y voit comman-

D'une telle résidence, le fabricant avait hâte de s'échapper. Le capitaine anglais, désireux de toucher ses six écus, lui permet donc de retourner à Pirmil où ses compatriotes, touchés du danger qu'il court, s'émeuvent et envoient quatre d'entre eux à Sillé-le-Guillaume, pour chercher à emprunter la somme exigée par le geôlier. Le prisonnier réintègre sa geôle où sa femme va le visiter et lui donner courage (1). Elle lui apprend que rien n'est négligé pour sa délivrance. L'un des soldats anglais, Pierre Basset, consent à se porter caution pour lui et il sort de prison. L'argent toutefois ne se trouva pas facilement, et, pour obtenir quelque répit, il revint peu après à la forteresse, offrir à la femme du capitaine un chapon et un faisan (2). Il finit par se libérer complètement (3). Après de telles aventures, on pourrait croire

der en 1426, ne serait autre que Nicolas Moulineur, qui, en 1433-34, était receveur du régent anglais, le duc de Bedford, à qui le Maine avait été adjugé par Henri VI, roi d'Angleterre. Cf. Robert Triger, *Sainte-Suzanne, son histoire et ses fortifications*, in-8, p. 24.

(1) « Item, quant Guillaume Richeber, Colas Metin, Guillaume de la Fousse et ma femme allèrent à Sillé, pour savoir s'ils pourroient trouver à emprunter lad. somme de six escuz pour me délivrer et mit ma femme, pour occasion de ce, III s. III d. »

« Item, quant la femme Jehan Tuffiere et ma femme vindrent parler pour moy aud. lieu de l'Isle, et me dirent que je seraye délivré bien brief, et que les paroissiens metaint peine de recouvrer de la chevance, poié pour leurs despens, x d. »

(2) « Item, le mercredi ensuivant (1^{er} mai 1426) après le dimanche de *Cantate* que je allé aud. lieu de l'Isle, et mené la femme feu Colin Leroy et une autre femme, et portamez à la femme du capitaine ung faisan et une poulle pour prendre terme de poier lesd. six escuz que je avoys promis recouvrer à celui jour . . . »

(3) « Item, le lundi après l'Ascension Notre-Seigneur vi^e jour du mois de may l'an mil III^e xxvi que je allé aud. lieu de l'Isle, pour poier le cappitaine dud. apatiz d'aoust III^e xxv, que Nicolas Moulineaux lui avoit tourné sur lad. paroisse de Pireuil, la somme de six escuz de pais d'escu, dont j'ay poié pour ce, d'escu de mise, vii escuz.

« Item, pour la quittance, 1 mouton d'or.

« Item, au clerc du cappitaine qui a escript la quittance, v s.

« Item, aux portiers dud. lieu de l'Isle pour leurs droiz, x s.

« Item, à ung anglois nommé Pierre Basset qui avoit pleigé envers

que le fabricien essaya, en résignant son mandat, de se soustraire désormais à pareilles avanies. Il n'en fut rien ; rendu à la liberté, il s'employa à procurer celle des autres. Il va à Sablé où quelques paroissiens, enlevés dans une course faite par les Français, avaient été emmenés (1) ; il retourne au château de l'Isle dont les cachots renfermaient l'un de ses compatriotes, Laurent Maubertrier, qui avait été saisi et emprisonné par un parti anglais (2).

Il semble que, à partir du mois d'août 1426, un régime plus régulier se soit établi dans le Maine. Les Français en ayant été définitivement évincés, ou du moins ayant été repoussés au-delà de la rive droite de la Sarthe et du Loir, les Anglais se résolurent à ne plus traiter la province comme un pays simplement occupé, et ils y installèrent une organisation régulière. De fait, on ne voit plus se produire à Pirmil, avant l'an 1429, en cette année où, par suite de la délivrance d'Orléans, l'espoir renaissait au cœur des patriotes, de ces attaques entre les divers partis où les non-combattants sont la plupart du temps les victimes. Moins pressurés, les habitants en profitèrent pour entreprendre sur leur église les réparations dont cet édifice avait besoin. En 1428, Colas Tuffière reçut 2 s. 6 d. « pour avoir fait une crouez à l'église » et « pour avoir aparillé le crucifix », Collin Chapuisel perçut vingt deniers. La charpente du chœur fut refaite par Etienne Halays, au cours de l'année

le cappitaine, quant je vins parler aux paroissiens, pour ce, en argent et en paisson, xv s. »

(1) « Item, pour deux jours que je fust à batre à la Jarraye où Jehan Marays estoit mestivier, pour aller led. Marays avecques Guillaume Richeber et Berthelet Bernier, pour exécuter par la paroisse pour délivrer ceulx qui estoient en prinson, à Sablé, pour le fait de la paroisse, pour chacun jour, xx deniers vallant iii s. iii d. ».

(2) « Item, le dimenche prochain ensuivant (11 août 1426) que je retourné aud. lieu de l'Isle quérir led. Maubertrier et porter la responce de la paroisse de ce que le cappitaine leur demandoit, et mis par occasion de ce, celui jour, ii s. vi d. »

1429, et, en 1432, Macé Maubertrier, le parent sans doute de celui qui avait accompagné souvent dans ses pérégrinations forcées le fabricien, répara la couverture de la nef (1).

Mais, dès le mois de juillet 1429, de nouveaux faits de guerre se produisaient qui montraient combien les garnisons



Fig. 7. — ABSIDE DE L'ÉGLISE DE PIRMIL

françaises reprenaient courage. Ainsi, celle de Sablé, où commandait Pierre Clément, courait deux fois sur Pirmil où les Anglais étaient encore les maîtres et y prélevait, d'abord, une contribution de six écus d'or, puis une seconde de seize moutonnets d'or. Il fallait solder à deux reprises à la garnison de la Flèche, et pour motif semblable, une

(1) Cf. sur ces travaux, *Revue hist. et arch. du Maine*, t. XLI, p. 281-295, l'article intitulé : *La paroisse de Pirmil pendant l'invasion anglaise*.

première fois, deux écus d'or, et trois la seconde (1). Et de faire sonner cet argent dans le creux de leurs mains, les soldats, sans s'inquiéter si leurs compatriotes en faisaient, ou non, les frais, recommençaient de plus belle à les pressurer.

Cela n'empêchait pas l'ennemi de percevoir les impôts dont il frappait les paroisses. Aussi en 1431, de janvier à mars, le fabricien range parmi ses déboursés ce qu'il a « poié à Jehân de Beauvoirs, clerç de Richart Guethin, cappitaine du Mans, à qui la paroisse estoit tournée de xvii livres tournois pour la taille d'un quartier d'an, commençant le premier jour de janvier l'an dessus dit et finissant le darnier jour de mars prochain ensuivant ; laquelle somme luy estoit tournée à poier en vivres ; pour laquelle chose j'ay finé avecques led. clerç que n'en poiast nulz vivres que je luy en poier sans en avoir ryens receu par taux ne autrement en nulle manière, et appert par double signature dudit clerç, pour ce, ii escuz d'or ». Divers particuliers du

(1) « Item, le lundi après la Saint-Martin d'esté (11 juillet 1429), pour cuider recouvrer de l'argent des paroissiens que Jehan Marays, Jehannin Jayan et moy fumes par la paroisse pour rendre six escuz d'or, qui avoint esté empruntez pour poier à Pierre Clémens, de la garnison de Sablé, pour une tournée qu'il avoit fait faire en lad. paroisse, poié pour nos despens de celui jour, ii s. vi d.

« Item, le vendredi prochain ensuivant (15 juillet 1429) que Laurens Maubertrier et moy fumez à Noyen pour cuider recouver Matherin Trouemant qui nous avoit presté deux escuz d'or à poier les gens de la garnison de La Flaiche, et mis celui jour pour les despens dud. Maubertrier et de moy pour occasion de ce, xx d.

« Item, j'ay poié à Pierre Clémens, pour son ordonnance de Sablé, des mois d'avril et de may l'an dessusd., la somme de xvi moutonnetz d'or et pour une cource qu'il avoit fait faire en lad. paroisse, pour défaut de luy avoir poié son ordonnance desd. mois, pour ce vi escuz d'or dont Laurens Maubertriers et moy furent prins et menez en prinson à Sablé, pour ce, xvi moutonnetz d'or.

« Item, j'ay poié à Henri Dutertre, pour la finaison que Laurens Maubertrier avoit faicte o led. Dutertre à La Flaiche, quant Jehan Marays y estoit en prinson, dont j'ay poié par deux poiements iii escuz d'or. »

Mans qui, à l'occasion, venaient en aide aux habitants de Pirmil, et parmi lesquels on remarque l'épouse du lieutenant du Mans, maître Pierre Bouju, étaient gracieusement hébergés par le procureur, trois jours après la fête de la Pentecôte, moins peut-être pour les services qu'ils avaient rendus que pour ceux qui en étaient encore attendus (1).

Ces pillages et ces courses se faisaient néanmoins plus rares. Les paroissiens de Pirmil en furent cependant deux fois victimes encore. En 1432 d'abord, le six septembre, quand un messenger qu'ils avaient envoyé à Etival-en-Charnie, y chercher du clou à lattes pour la réparation de la toiture de l'église, fut, à son retour, arrêté près de Loué, par un parti anglais qui le soulagea d'une somme de cinq sols qu'il portait sur lui (2). Puis comme, au premier quartier de l'année 1435, on avait négligé de payer la contribution dont la garnison française de Sablé avait frappé la paroisse, une chevauchée y eut lieu, au cours de laquelle les soldats — méritent-ils ce nom — s'emparèrent des fabriciens, pour la

(1) « Item, le mercredi des seriez de Penthecoste, que la femme mestre Pierre Bouju, lieutenant du Mans, Raoulet Martel et Michel Roussin, furent à Pirmil, et y couchèrent, pour ce que led. Raoulet Martel avait par plusieurs foiz presté de la chevance pour le faict de la paroisse et aussi pour espérance qu'ilz aidesent à faire aucun bien à la paroisse, par l'assentiment des plus suffisans de la paroisse leur fut donné en pain, vin, poullez, avaine et ung chevreau, poié pour ce, xxii s. »

(2) « Item, le mardi après Sainte-Croix de septembre que je envoié Gervaise Lambert à Etival-en-Charnie, pour quérir du clou pour l'église, et y fut deux jours, pour ce qu'il ne trouva pas assez de clou fait et en atendit à faire. Et en s'en venant, lui fut houté environ Loué, des Anglois de Sainte-Suzanne, de l'argent que je lui avois baillé, v sous, et ne aporta led. Lambert que troys milliers de clou, dont poié xx s. » Les Anglais occupaient Sainte-Suzanne depuis le mois de septembre 1425. En 1432, ils y avaient pour capitaine le sire de Scales, qui commandait aussi à Domfront (Orne). Il semble, à cause de cela, s'être fait suppléer par son fils. Cf. Robert Triger, *Sainte-Suzanne (Mayenne), son histoire et ses fortifications*, in-8, p. 15 à 17.

délivrance desquels il fallut verser trois salut d'or et demi (1).

La leçon ne leur ayant point servi, pareille aventure, mais ce fut la dernière, leur advint au mois de septembre de la même année (2).

L. FROGER. H. DEVAUX.

(A suivre.)

(1) Cf. Robert Charles, *L'Invasion anglaise dans le Maine*, in-8, p. 108.

(2) « Item, j'ay poié à Jehan Legiz qu'il avoit poié pour une cource pour deffaut que le procureur avoit fait de poier son ordonnance de Sablé, des moys de juillet, aoust et septembre l'an dessusd. (1435) dont Guillaume Richeber estoit collecteur, auquel led. Legiz avoit poié son taux pour lad. cource, comme il appert par quittance signée de la main de Guillaume de la Brunière, qui avoit fait la cource dont j'ai le droit dud. Legiz, parce que je l'y ai descompté sur ce qu'il me pavoit devoir, pour ce, il salus. »

GUILLAUME DE SAINT-CALAIS

ÉVÊQUE DE DURHAM

(Suite et fin)

LA CATHÉDRALE DE DURHAM

A peine débarqué en terre normande, Guillaume de Saint-Calais avait adressé à Rome un long exposé de ses griefs contre le roi d'Angleterre, démarche à la suite de laquelle Urbain II évoqua à lui toute cette affaire, invitant les parties à envoyer devant la curie leurs fondés de pouvoir (1). Il semble bien que les choses n'allèrent pas plus avant. L'évêque de Durham était trop avisé pour ne pas envisager l'avenir — et l'avenir, de ce côté, pouvait être lent à se dessiner. Au reste, un premier dédommagement existait déjà pour lui dans l'accueil reçu à la cour du duc Robert. Là on ne lui ménagea ni les attentions, ni les honneurs. « Robert, rapporte l'historien Siméon, eut pour l'exilé des attentions filiales » (2). D'autre part, là-haut dans son diocèse, les choses prenaient une tournure moins fâcheuse qu'on eût pu le craindre. Le 14 novembre 1088, Helpon, un des arbalétriers du roi, avait pris possession du château de Durham au nom de son maître, tandis que deux autres officiers de la couronne se partageaient l'administration des

(1) Jaffé-Wattenbach, *Regesta Romanor. Pontif.*, t. I, n° 5397.

(2) Siméon, *Hist. eccl. Dun.*, liv. IV, col. 8.

terres épiscopales (1). Mais au milieu de ce va-et-vient de personnes, les moines ne souffrirent aucun dommage. Ils continuèrent leurs constructions sans être inquiétés, achevèrent leur réfectoire — et, ce qui n'était pas dans ses habitudes vis-à-vis des autres monastères, Guillaume le Roux alla jusqu'à les aider de ses subsides.

Une circonstance fortuite devait fournir bientôt à l'évêque l'occasion de rentrer en grâce. Entre les deux fils aînés du Conquérant, la mésintelligence persistait, sans cesse avivée par des tiers et la Normandie demeurait comme l'enjeu de cette querelle. Le roi Roux y avait des partisans, des forteresses même et, entre les garnisons de ces forteresses et les chevaliers du duc, combats et assauts se succédaient furieux et meurtriers (2). Dans une rencontre de ce genre — il s'agissait de l'attaque d'un château dont le nom ne nous a pas été conservé — les gens du roi qui tenaient à l'intérieur, étaient sur le point de capituler, lorsque Guillaume de Saint-Calais intervenant comme médiateur, obtint la levée du siège et, de la sorte, épargna à cette troupe les humiliations et les conséquences d'une reddition à merci. Cela devait se passer dans le courant de l'année 1090.

En février 1091, Guillaume le Roux pénétrait en personne dans les états de Robert, avec un appareil militaire peu rassurant et l'on pouvait se demander quelle tournure allaient prendre les événements, lorsqu'à l'improviste les deux frères, après un rapprochement, réglèrent amicalement leurs prétentions réciproques (3). C'était la paix assurée, au moins pour plusieurs années. La réconciliation

(1) *De injusta vexat.*, p. 192.

(2) Orderic Vital, *op. cit.*, t. III, p. 332-366, a décrit avec sa verve coutumière ces luttes intestines, auxquelles les nobles dames elles-mêmes prenaient une part active.

(3) Florent de Worcester, *Chronicon*, t. II, p. 27.

entre le roi et l'évêque de Durham dut suivre d'assez près ; les voies étaient déjà frayées, nous venons de le voir. Guillaume le Roux prolongea son séjour en Normandie jusqu'au mois d'août suivant. Mais pendant ce temps, Malcolm III d'Écosse, jugeant l'occasion favorable, s'était jeté sur les comtés du Nord et avait pénétré dans le pays jusqu'à Chester-le-Street, à quelques lieues de Durham (1). De tels coups de main rapides et osés étaient assez dans ses habitudes. Prévenu un peu tardivement de cette agression, dont les débuts remontaient à huit ou neuf semaines en arrière, Guillaume se hâta de repasser la mer accompagné du duc Robert et aussi très probablement de Guillaume de Saint-Calais. Une armée fut réunie, tandis que s'équipait une flotte destinée à opérer une diversion sur les côtes d'Écosse. Vers la fin de l'été le roi était sur place, dirigeant lui-même les opérations qu'une suite de malchances — vents contraires et froids précoces — allait faire échouer en totalité (2). Par contre, il s'empressa durant un séjour à Durham, de restituer à l'évêque le temporel de son siège, comme gage d'une réconciliation complète. C'était le 11 septembre 1091, exactement le troisième anniversaire du jour où, contraint par les circonstances, le prélat avait dû s'éloigner de sa ville épiscopale (3).

Guillaume de Saint-Calais rapportait en Angleterre une véritable cargaison d'objets précieux. Il s'était procuré sur le continent de riches tissus pour ornements liturgiques, des vases sacrés d'or et d'argent (4) — et tout cela était destiné à son monastère de Durham. L'avenir et la prospé-

(1) Siméon, *Hist. regum* [continuatio], p. 104.

(2) Florent de Worcester, *Chronicon*, p. 28.

(3) Siméon, *Hist. regum* [continuatio], p. 103. — *De injusta vexat.*, p. 195 : « Tertio autem anno, repacificatus regi, recepit episcopatum suum, ipso rege cum fratre suo totoque Angliae exercitu, cum Scotiam contra Malcolmum tenderent, eum in sedem suam restituentibus, ipsa videlicet die qua inde pulsus fuerat. »

(4) Siméon, *Hist. eccles. Dun.*, liv. IV, chap. 7.

rité de cette maison demeuraient en effet l'un de ses soucis. Aussi, malgré l'éloignement des dernières années, n'avait-il jamais cessé d'entretenir rapports avec les moines. Ses dons leur étaient arrivés nombreux sous forme de manuscrits apportés par des messagers sûrs (1); ses lettres ne leur avaient pas manqué non plus, car la formation religieuse de cette jeune communauté lui tenait à cœur. Cette correspondance était jadis conservée dans les archives du prieuré; le seul débris qui en reste, dit assez quel ton caractérisait l'ensemble (2). Ce n'est pas tout. L'évêque avait assisté, en Normandie, à cet éveil artistique qui déjà à Caen, à Lessay et à Cerisy, s'essayait à des constructions dont la sévère beauté nous charme encore aujourd'hui. Il revint en Angleterre, hanté d'une idée qui ne le quitta plus,

(1) Voici, d'après un *Roll* conservé aux Archives du Chapitre de Durham, la liste des manuscrits donnés au prieuré par l'évêque :

« Ista sunt nomina Librorum quos Dominus Willielmus episcopus
« Sancto Cuthberto dedit : — BIBLIOTHECA, id est Vetus et Novum
« Testamentum in duobus libris *. Tres Libri AUGUSTINI super Psalte-
« rium *. I. de Civitate Dei *. I. Epistolarium ejusdem *. I. Super Evan-
« gelium Johannis *. JERONIMUS super XII. Prophetas *. Epistolae ejus-
« dem. Idem de Ebreis Nominibus *. Moralia GREGORII in duobus
« partibus. Liber Pastoralis. II. Registri. XL. Omeliæ *. BEDA super
« Marcum et Lucam. RABBANUS super Matthæum *. II. Libri Sermo-
« num et Omeliarum *. Decreta Pontificum. Historiæ POMPEII TROGI.
« PROSPER de contemplativa et activa Vita. ORIGINES (sic) super Vetus
« Testamentum *. JULIUS POMERIUS. TERTULLIANUS. SIDONIUS SOL-
« LIUS Panigericus. BREVIARIA. II. II. ANTIPHONARIA. I. GRADALE.
« II. Libri in quibus ad Matutinas legitur. Vitas PATRUM. Vita Ægyp-
« tiorum Monachorum. Diadema Monachi. Enchiridion AUGUSTINI.
« GREGORIUS super Ezechielem *. BEDA super Cantica Canticorum.
« Dialogus. Paradisus. Hystoria Anglorum *. AMBROSIUS de Josepho *.
« De Pœnitentia ; de Morte Fratris. Libri Confessionum Sancti AUGUS-
« TINI *. III. Missalia. Martyrologium et Regula *. » Les titres marqués
d'un astérisque indiquent que l'ouvrage se trouve encore sur les
rayons de la Bibliothèque capitulaire.

(2) Siméon, *Hist. eccles. Dun.*, liv. IV, chap. 6. Certaines expressions de cette lettre font allusion à la disgrâce du prélat. Les moines y sont exhortés à pratiquer leurs observances sans faiblir, à se confesser régulièrement au prieur, à ne pas vivre séparés les uns des autres.

celle de réaliser à son tour là-haut, à Durham, quelque chose de ce que l'architecture normande avait étalé sous ses yeux. La basilique qui, au sommet de la colline déboisée de *Dunholme*, abritait les ossements de saint Cuthbert, ne manquait cependant ni de grâce naïve, ni d'intérêt. C'était un vaste édifice en pierres blanches, d'où son nom de « Blanche Église », flanqué à chacune de ses extrémités d'une tour avec pinacle (1). L'évêque Aldhun en avait entamé la construction vers 995 et la population northumbrienne voulut en masse contribuer à la bâtisse par des corvées volontaires. Malgré ce bel élan, la tour occidentale terminant la nef n'était pas encore achevée en 1019 ; mais l'on n'avait pas attendu cette date pour consacrer le chœur et y installer la chässe du saint, auparavant abritée sous le toit de branchages d'un réduit aux murailles de torchis (4 septembre 998) (2).

Ce fut avec une sorte de hâte que Guillaume de Saint-Calais entama l'exécution du projet qui lui tenait si fort à cœur. Dès l'année qui suivit son retour en Angleterre, le pic des démolisseurs s'était attaqué au gros œuvre de la « Blanche Église » condamnée à disparaître totalement et, en moins de dix-huit mois, l'espace nécessaire pour la nouvelle construction se trouvait déblayé et nivelé. L'on commença à creuser les fondations le 29 juillet 1093, après que le sol eût été solennellement béni, et, dès le 11 du mois suivant, l'évêque assisté du prieur Turgot (3) et des moines,

(1) « Erant siquidem in Alba Ecclesia duae turres lapidae
« altius per aera prominentes, altera chorum continens, alia vero in
« fine ecclesiae occidentali subsistens ; quae mirae magnitudinis ærea
« pinacula in supremo erecta gestaverunt. » Reginaldi Dunelm., *Libellus de admirandis beati Cuthberti*, édit. Raine, p. 20.

(2) Siméon, *Hist. eccles. Dun.*, liv. IV, chap. 2, 4, 5.

(3) Turgot avait succédé à Aldwin en 1087 ; il devint plus tard évêque de Saint-Andre, en Ecosse, et, après huit ans d'épiscopat, il revint mourir à Wearmouth, où il avait débuté dans la vie monastique (31 mars 1115). Ses restes furent rapportés à Durham et déposés dans

scellait dans la tranchée les premières pierres de la future cathédrale (1). Les matériaux provenant de la démolition de l'église d'Aldhun furent les premiers employés dans les substructions, certains indices permettent de le supposer (2).

Les gens de Durham sont fiers de leur cathédrale, et c'est à juste titre, car il n'existe pas en Angleterre d'autre construction romane d'un style aussi achevé. Le site, il faut en convenir, rehausse lui-même merveilleusement l'aspect du monument. Cela est vrai surtout si, pour l'examiner, vous vous postez à distance dans la vallée du Wear. Aux pieds de la pente boisée coule la rivière ; puis plus haut, à cheval sur la cime rocheuse qui s'allonge du nord au sud, émerge la masse énorme du vaisseau, flanquée et dominée par trois hautes tours carrées dont les ombres, par les temps clairs, plongent dans l'onde tranquille et s'y mirent. Cette vision évoque alors en vous, subitement, le souvenir de tous ces pèlerins qui vinrent là, jadis, de tous les coins de l'Angleterre, se prosterner devant la châsse de saint Cuthbert et implorer l'aide du bienheureux. Dans son ensemble, l'édifice comprend une nef avec bas-côtés, deux transepts, le chœur et son déambulatoire autrefois terminés par une abside. Mais, en raison de son peu de solidité, cette dernière fut remplacée, en 1242, par un chevet carré — la chapelle des Neuf-Autels — et, sous l'épiscopat d'Hugues Pudsey (1153-1195), l'on ajouta à la nef la Galilée ou chapelle de Notre-Dame. A la croisée de la nef et des transepts s'élève une tour centrale dont le sommet atteint deux cent

le Chapitre, à côté de ceux de Walcher et de Guillaume de Saint-Calais. Siméon, *Hist. regum* [contin.], p. 97.

(1) Siméon, *Hist. eccles. Dun.*, liv. IV, chap. 8. — La châsse de saint Cuthbert fut déposée provisoirement dans le préau du cloître. J. Raine, *Rites of Durham*, t. I, p. 62.

(2) J. Bygate, *The Cathedral Church of Durham*, p. 57. — J. Raine, *Rites of Durham*, t. I, p. 57-58.

dix-huit pieds. Dans sa plus grande longueur, l'édifice mesure à l'intérieur quatre cent soixante-neuf pieds et, dans sa totalité, il couvre une superficie de quarante-quatre mille quatre cents pieds carrés. Ces chiffres donneront une idée du volume.

La part qu'il convient d'assigner à Guillaume de Saint-Calais dans cette construction se borne, semble-t-il, à ceci : il éleva l'abside, le chœur et le côté oriental du transept jusqu'au triforium. C'est ce qui paraît résulter de l'examen du caractère architectonique de l'édifice (1). Au reste, il n'aurait guère pu faire davantage ; les jours de son épiscopat étaient désormais comptés. Siméon rapporte que le prélat désireux de voir les moines poursuivre plus librement leurs propres bâtisses — car le monastère n'était pas encore achevé — voulut supporter seul les premiers frais de l'entreprise. Mais lui disparu, il en fut tout autrement et les religieux se virent contraints d'abandonner leur entreprise privée, pour consacrer leur temps et leurs ressources à la continuation de l'œuvre principale. C'est ainsi que furent terminés les transepts, pendant la vacance de trois ans qui suivit le décès de leur fondateur (2). Sous Raoul Flambard nommé en 1099, on acheva les voûtes du chœur, puis les murs de la nef surgirent du sol. Mais, à l'égard de cette dernière portion, il y eut des alternatives d'activité et de relâche parce que les ressources provenaient des oblations des fidèles et que ces oblations elles-mêmes étaient intermittentes (3). D'ailleurs Flambard s'occupa également de constructions civiles et militaires et il tint à pourvoir la

(1) John Bilson, *Les Origines de l'Architecture gothique*, *Revue de l'Art chrétien*, t. XLIV, 1901, p. 375.

(2) Siméon, *Hist. eccl. Dun.* [continuat^o prima], édit. cit., p. 139-140.

(3) *Ibid.*, p. 139. « Circa opus ecclesiae modo intentius, modo remissius agebatur, sicut illi ex oblatione altaris et cœmiterii vel suppetebat pecunia, vel deficiebat. »

sacristie de sa cathédrale de tentures, de chapes, de chasubles et autres vêtements liturgiques (1). Par contre, il suffit aux moines des cinq années qui s'écoulèrent entre la mort de Raoul et l'avènement de son successeur (1128-1133), pour voûter complètement cette nef qui avait mis si longtemps à monter (2). Somme toute, il suffit d'un demi-siècle à peine pour réaliser le plan de Guillaume de Saint-Calais dans la forme où il l'avait conçu et l'on est en droit de conclure, que les additions ou modifications ultérieures, inévitables à prévoir, n'en ont pas altéré sensiblement l'harmonie première (3).

DERNIÈRES ANNÉES

L'entreprise que je viens de raconter, n'absorbe cependant pas totalement l'activité de l'évêque de Durham ; la construction de sa cathédrale une fois entamée peut marcher sans lui. Bientôt on le voit reparaître à la cour et le voilà qui atteste, comme jadis, les privilèges ou autres actes royaux octroyés aux abbayes (4). Il est redevenu le familier

(1) *Ibid.*, p. 140.

(2) *Ibid.*, p. 141. « Vacavitque episcopatus per quinquennium. Eo tempore navis ecclesiae Dunelmensis, monachis operi instantibus, peracta est. »

(3) L'époque de la construction des voûtes de la cathédrale de Durham a été étudiée par M. John Bilson dans un travail intitulé : *Les premières croisées d'ogives en Angleterre*, dont la *Revue de l'Art chrétien* a donné une traduction avec planches [t. XLIV, 1901, p. 365-393 ; 463-480]. M. de Lasteyrie ayant présenté une série d'*Observations* à l'encontre de la thèse de M. Bilson, [*Ibid.*, t. XLV, 1902, p. 213-217], ce dernier a repris ses arguments et son exposition dans une courte *Réponse*, qu'on lira à la suite [p. 217-223].

(4) Dugdale, *Monasticon*, t. I, p. 105, n° XXI ; t. III, p. 246, n° XII ; t. VI/3, p. 1271, n° v. — *Historia Ramesiensis*, édit. Dunn. Macray, p. 207 (n° 178), p. 210 (n° 184-186), p. 211 (n° 188), p. 212 (n° 192), p. 213 (n° 194). Nous savons d'autre part que Guillaume de Saint-Calais assistait le 11 février 1095, à la consécration de Battle-Abbey.

de Guillaume le Roux, son conseiller intime. De leur brouille antérieure et des incidents qui en sont résultés, plus la moindre trace. Tout semble pardonné, oublié. L'heure est aux rêves ambitieux, aux grands projets. Sous cette bonace pourtant couve une tempête qui bouleversera tout. Mais avant d'arriver à ce dernier épisode, il me reste à mettre Guillaume de Saint-Calais en regard de saint Anselme et à dire quelle fut l'attitude de l'évêque de Durham vis-à-vis du nouvel archevêque de Cantorbéry. Ce n'est pas la plus belle page de l'histoire de notre héros.

Lanfranc était mort le 24 mai 1089. Après quatre années de vacance, son ancien disciple Anselme, abbé du Bec, lui fut donné comme remplaçant, à la suite d'une scène quasi tragique qui se déroula au chevet du roi malade (1). Très clairvoyant, Anselme pressentait les difficultés de l'avenir ; il cherchait à se dérober et on dut lui tenir de force dans la main la crosse qu'il se refusait à recevoir en signe d'investiture. Réelles, elles l'étaient en effet les difficultés avec un impulsif tel que Guillaume le Roux, préoccupé surtout de sauvegarder contre quiconque ses droits et prérogatives royales et n'écoutant que ses impressions ou ses caprices. Quantité d'abbayes étaient vacantes, afin de permettre au fisc d'en percevoir les revenus. Les biens du siège de Cantorbéry avaient été mis en régle et l'épiscopat tremblant d'encourir la disgrâce du maître, n'osait se permettre la moindre remarque, ni prendre une initiative quelconque. On en avait eu la preuve à l'occasion d'un fait récent : l'élection d'Urbain II. La France et la Normandie s'étaient rangées sous l'obédience de ce pontife, auquel l'empereur allemand Henri IV opposait son antipape, Guibert de Ravenne. En Angleterre, où les secrètes sympathies du roi allaient au simoniaque Guibert, les évêques s'étaient bien

(1) Eadmer, *Historia Novorum in Anglia*, Pat. lat., t. CLIX, col. 365-368.

gardés de prendre parti. A leur avis, la neutralité était préférable ; elle supprimait l'embarras de choisir et de se compromettre. Anselme, avant son sacre, voulut s'expliquer franchement avec le roi Roux sur la ligne de conduite qu'il entendait suivre comme archevêque. Il réclama le temporel de son Église, il exposa de quelle façon il comprenait l'exercice corrélatif des deux pouvoirs spirituel et temporel ; enfin il déclara qu'étant encore au Bec, il avait adressé son adhésion à Urbain II et que, devenant primat d'Angleterre, il n'avait pas de motifs de changer d'attitude. Cette conversation s'était échangée à Rochester, dans le courant de l'été 1093, et Guillaume de Saint-Calais y assistait. Le roi l'avait voulu expressément (1).

Aux débuts de l'année 1095, le conflit déjà latent éclate brusquement entre l'archevêque et le souverain. Anselme avait droit au pallium. Il veut aller à Rome recevoir en personne cet insigne des mains d'Urbain II. Cette démarche, à elle seule, indiquait tout un programme. Guillaume le Roux, pressenti au sujet de ce voyage, répond brutalement qu'il ne connaît pas Urbain II et que lui seul, dans son royaume, a le droit d'indiquer quel est le vrai pape ; que toute tentative à l'encontre constitue une atteinte aux privilèges de sa couronne. L'archevêque a beau rappeler les termes de leur précédent entretien à Rochester ; Guillaume se fâche tout rouge et déclare à son interlocuteur, que c'est peine perdue à lui de chercher à concilier ainsi son loyalisme avec un tel oubli de ses devoirs. Anselme, toujours conciliant, propose de soumettre la question à l'assemblée des prélats et des barons, ce qui est accepté.

On se réunit à Rockingham, le 25 février suivant (1095). Dans un discours très mesuré, Anselme fait à ses collègues l'historique de son élection — le roi et les seigneurs laïcs siégeaient à part — il retrace son attachement pour Urbain II,

(1) Eadmer, *loc. cit.*, col. 370-371.

il ajoute en manière de conclusion : « L'on m'objecte que
« je ne puis demeurer fidèle au pape sans désobéir au roi
« et cette pensée m'obsède ; vous, mes frères dans l'épisco-
« pat, dites-moi donc votre pensée là-dessus. » A cette
question si simple, personne n'a le courage de faire la
réponse qui convient. Chacun trouve que l'archevêque dis-
pose des lumières suffisantes pour voir clair dans son
propre cas. Et la séance est remise au lendemain. Le lende-
main, même scène et mêmes reculades de la part des pré-
lats. Tous ont la mine longue et voudraient bien être sortis
de cette impasse. Anselme en est réduit à porter lui-même
au roi cette fière réponse : « En ce qui concerne votre ser-
« vice et votre domaine temporel, vous n'aurez jamais de
« sujet plus soumis que moi ; au regard de Dieu, je ne dois
« obéissance qu'au successeur de Pierre. » Il attend vaine-
ment une réponse. Autour de lui ce sont les grincements
de la colère et les effarements de la peur ; rien autre chose.
Quelques officieux se risquent pourtant à l'entreprendre et
à lui démontrer qu'il fait fausse route en s'aliénant ainsi
l'esprit du prince, car cet Urbain II dont il se réclame ne
lui sera d'aucun secours, et, qu'à tout point de vue, mieux
vaut jouir en liberté du siège de Cantorbéry et ne dépendre
de personne (1).

Plus nombreux étaient les violents, décidés à faire céder
Anselme ou à lui arracher de force sa démission. Au pre-
mier rang de ceux-ci Guillaume de Saint-Calais s'agitait et
se démenait. Il n'était pas étranger à toute cette cabale,
nous affirme Eadmer (2), et il allait de l'un à l'autre, don-
nant le mot d'ordre, déversant un flux de paroles. Lui aussi,
il chercha à persuader doucereusement l'archevêque du

(1) Eadmer, *loc. cit.*, col. 379-383.

(2) « Erat autem [Willelmus] quasi primus et prolocutor regis in hoc
« negocio regique sponderat se facturum, ut Anselmus aut
« Romani pontificis funditus obedientiam abnegaret, aut archiepisco-
« patui abrenuntiaret . . . » Eadmer, *loc. cit.*, col. 384.

tort qu'il se faisait à soi-même et au roi, de la peine qu'il causait à tous ses amis en proclamant de sa propre autorité l'évêque d'Ostie pape en Angleterre. « Prouvez-moi que j'ai tort, se contenta de répondre Anselme, et je suis prêt à donner toutes les satisfactions que l'on voudra. » L'évêque de Durham n'insista pas. Dans une autre occasion il eut moins de retenue et on l'entendit s'écrier : « Nos arguments ne convertiront pas l'archevêque ; malons-le plutôt par la violence et, s'il persiste à tenir tête au roi, eh bien ! qu'on le dégrade et qu'on l'expulse du royaume. » Le bouillant prélat ne songeait plus guère alors à ses propres discours en une semblable occurrence à quelques années de là, et certes il était le moins qualifié de tous pour donner un pareil conseil. Les contemporains, au reste, ne s'y sont pas mépris et, dans cette animosité de l'évêque de Durham contre Anselme, ils ont vu l'intention à peine dissimulée de se substituer à ce dernier sur le siège primatial (1).

Mais tout cela était un vain rêve que les prochains événements allaient se charger de dissiper. Chacun était resté sur ses positions : Anselme, inébranlable dans sa résolution ; le roi et les évêques fort embarrassés de leur rôle. Aussi Guillaume le Roux s'ingéniait-il à sortir coûte que coûte de cette situation fausse et ridicule. Il eut l'idée de dépêcher secrètement deux clercs de sa chapelle vers Urbain II, qu'il prétendait ignorer la veille, avec mission de solliciter en son nom le pallium pour une personne qu'ils ne désigneraient pas autrement. Cette combinaison, calculait-il, lui permettrait de se débarrasser d'Anselme sans bruit ni peine, puisqu'une fois en possession de l'insigne sacré, il pourrait le remettre lui-même à qui il voudrait. Mais à Rome, cet excès de précautions mit en défiance. Le pallium fut accordé, seulement — au lieu de le

(1) Eadmer, *loc. cit.*, col. 384. — Guill. de Malmesbury, *De gestis Pontif. anglor.*, *loc. cit.*, col. 1585.

remettre aux deux chapelains — on le confia à l'évêque Gautier d'Albano, qui prit avec ces derniers le chemin de l'Angleterre (1). Gautier se comporta en diplomate. Il affecta d'ignorer Anselme et n'eut aucun rapport avec lui. En revanche, il vit beaucoup le roi, se fit bien venir de lui et réussit, par sa modération, à le rattacher, lui et son royaume, à l'obédience d'Urbain II. Guillaume le Roux, de son côté, cherchait par tous les moyens — d'ailleurs sans le moindre succès — à desservir l'archevêque auprès du légat. Finalement, vers le 10 mai, on était. — je l'ai déjà dit — en 1095, Anselme fut invité à se rendre à Windsor, où se tenait la cour. Prélats et barons épiaient anxieux l'issue de la première entrevue, qu'à certains indices on pouvait présager comme devant être orageuse, lorsque tout-à-coup ils aperçurent le roi et l'archevêque s'entretenant amicalement, et le légat qui venait se joindre à eux, l'air joyeux (2). La paix était faite. Guillaume Le Roux pouvait se déclarer satisfait, il avait empêché le voyage de Rome. Anselme non plus n'avait rien à regretter, puisque le pallium l'attendait à Cantorbéry (3) et que, résultat plus important, l'Angleterre — grâce à la diplomatie du légat, grâce à sa fermeté à lui — échappait aux éventualités d'un schisme.

Vers la fin de cette même année, d'autres scènes se déroulèrent à Windsor, mais celles-là poignantes et lugubres. Guillaume de Saint-Calais disgracié une seconde fois, s'y débattait contre les étreintes du mal qui allait l'enlever. Les causes de cette nouvelle brouille entre le roi et lui sont restées obscures. Tout au plus savons-nous, que Guillaume le Roux cita derechef son ancien favori et conseiller à com-

(1) « Walterus, Albinensis episcopus, S. Romanae ecclesiae legatus, ab Urbano papa missus, ante Pascha venit Angliam. . . » Florent de Worcester, *Chronicon*, t. II, p. 37.

(2) Eadmer, *loc. cit.*, col. 389-391.

(3) Ce fut le 10 juin 1095, qu'Anselme revêtit le pallium pour la première fois. Eadmer a décrit l'imposante cérémonie qui précéda.

paraître devant l'assemblée des barons (1). L'évêque déjà malade avait dû s'arrêter à Gloucester ; de là il implora un sursis, en faisant valoir son état. « Par le vout de Lucques, il se moque de nous ! » répartit le souverain. Et le malheureux prélat fut contraint de poursuivre le voyage, pour arriver à Windsor quelques jours avant Noël. Au moins eut-il la consolation de se voir entouré de la sympathie des évêques ses collègues. Anselme, notamment, le visita plusieurs fois et l'entoura de délicates attentions. Il était de la race des saints. Cependant le mal empirait et le 1^{er} janvier 1096, l'archevêque d'York assisté des évêques de Winchester et de Bath, administra au moribond les derniers sacrements. Le lendemain au point du jour, la mort avait fait son œuvre — tout était fini (2).

Mais avant de mourir, Guillaume de Saint-Calais avait pris soin de déterminer lui-même le lieu de son repos. Il ne lui paraissait pas séant que son cercueil prit place dans la cathédrale de Durham, à côté de celui de saint Cuthbert. « Déposez-moi, avait-il ajouté, dans le Chapitre des moines ; chaque jour les frères s'y réunissent. En voyant la tombe de leur père, ils auront l'occasion de se ressouvenir de moi. » Cette volonté suprême fut scrupuleusement exécutée et, le 16 janvier suivant, la bière renfermant la dépouille mortelle du prélat était confiée à la terre à l'endroit qu'il avait indiqué (3). Il n'avait pas fallu quinze jours aux moines pour opérer ce funèbre transfert (4).

(1) Guill. de Malmesbury, *De gestis Pontif. anglor.*, loc. cit., col. 1585.

(2) Siméon, *Hist. eccl. Dun.*, liv. IV, chap. 10. « Instante hora galli cantus, quarto nonas januarii, feria quarta, vitæ terminum habuit. »

(3) En 1795, lors de la démolition du Chapitre de Durham, par le doyen Kellawe, démolition qualifiée à juste titre de vandalisme inutile, on ouvrit le tombeau de notre évêque. Outre les ossements qui paraissaient avoir appartenu à un homme de haute taille, apparurent des débris de sandales et quelques fragments d'un riche tissu à ramages représentant des griffons passants et rehaussé de broderies d'or. J. Raine, *Auckland Castle*, p. 8, note 1.

(4) Le Roll renfermant la liste des manuscrits donnés par Guillaume

De tout ce qui vient d'être rapporté, l'on conclura sans trop de peine que Guillaume de Saint-Calais fut un homme de ressources, un administrateur entendu, un prélat vraiment libéral et ami des arts. Malgré cela, il n'approche que de fort loin de ses deux illustres contemporains, Lanfranc et saint Anselme, dont il n'eut ni les larges conceptions, ni la fermeté de caractère. Par tempérament, il était plutôt enclin au jeu varié de la diplomatie et à ses combinaisons parfois hasardeuses. Il fut peu heureux sur ce terrain, chaque fois qu'il s'y aventura trop loin ; témoin son manque de loyauté envers Guillaume le Roux et ses menées louches contre Anselme. Sa mémoire a souffert de ces faiblesses ; elle en demeure obscurcie.

Il y eut, par bonheur, dans le caractère de cet homme, des côtés plus attachants. Je n'en veux citer pour preuve, avant de terminer, que le fidèle souvenir gardé toujours au monastère qui l'avait accueilli jadis au sortir du monde. A peine installé à Durham, Guillaume songea en effet à procurer aux moines de Saint-Calais un établissement en Angleterre et, à cette fin, il leur fit attribuer par le Conquérant quelques terres que lui-même tenait de ce prince dans le Lindsey (1) (1082). Ce fut l'origine du prieuré de Covenham que l'abbaye de Saint-Calais conserva comme sien jusqu'en 1303. Non content de cette marque d'intérêt, le prélat voulut encore, qu'entre les moines manceaux et les siens de Durham, existât cet échange de prières connu sous le nom de fraternité. Après son décès, chaque reli-

de Saint-Calais aux moines de Durham, nous apprend de plus que la cathédrale recueillit de la succession du défunt, outre les chevaux et la litière qui avaient ramené sa bière : cinq chapes, dont trois blanches et deux noires ; deux chasubles blanches et une noire ; une étole et un manipule brodés à leurs extrémités ; un parement d'autel ; un petit encensoir d'argent, une aiguière et un bougeoir de même métal, deux chandeliers de cuivre doré. . . J. Raine, *Auckland Castle*, p. 8.

(1) Ce prieuré passa alors, à la suite d'une cession plus ou moins volontaire, à l'abbaye de Kirkstead. (Lincolnshire.)

gieux de Saint-Calais avait droit là-haut, de l'autre côté du détroit, à tout un ensemble de pieux suffrages : les moines prêtres célébraient chacun une messe pour le repos de son âme ; les clercs récitaient un Psautier à la même intention, et les frères convers cent cinquante *Pater noster*. De plus, chaque année à l'approche de la fête de saint Calais, c'est-à-dire aux débuts de juillet, le convent de Durham chantait trois messes pour les habitants de l'abbaye placée sous le vocable du saint, aux bords de l'Anille (1). Cette façon pratique de traduire l'« entente cordiale » inaugurée par notre évêque s'est perpétuée durant des siècles ; ne valait-elle pas bien celle dont on nous rebat les oreilles actuellement ?

Dom LÉON GUILLOREAU, m. b.

(1) Les moines de Saint-Calais étaient sur le même pied d'affiliation que ceux de Westminster : « Pro monachis de monasterio Sancti Carilefi fiet quantum pro monachis de Westmonasterio, et preterea tres missae in conventu celebrabuntur pro fratribus ejusdem ecclesiae post festum sancti Karilefi . . . » *Excerpta ex Obituario eccles. Dunelm.*, apud Stevenson, *Liber Vitæ* . . . , p. 136. — De même dans un Missel de l'église de Durham, conservé au British Museum [Harl. 5289, f° 334], se trouve une *Missa Sci Karilefi abb'is*, qui n'a pu être introduite là que par l'ancien prieur de Saint-Calais.

LES ŒUVRES

DE

VÉRON DE FORTBONNAIS

En cette même année 1756, Fortbonnais avait aussi pris part à une active polémique soulevée par la question de la noblesse commerçante ou non commerçante, qui occupait alors « tous les petits beaux esprits » ; à l'exception de Fortbonnais, lit-on dans la Correspondance de Grimm (1), aucun homme de mérite n'avait daigné s'en mêler. Il écrivit une *Lettre à M. F. ou Examen politique des prétendus inconvénients de la faculté de commercer en gros, sans déroger à sa noblesse*, qui fut imprimée en un petit volume in-12 de 87 pages, publié sans nom d'auteur, sans date et sans nom d'éditeur (2). « Dans cet écrit il réfute les observations que le Parlement de Grenoble doit avoir faites à M. le Contrôleur général sur les inconvénients d'une noblesse commerçante. Quels que soient les adversaires de M. de Fortbonnais, il faut convenir qu'ils lui ont donné beau jeu pour les battre, comme l'on dit, à plate couture. Cette brochure mérite, comme tout ce qui vient de M. de Fortbonnais, beaucoup d'éloges. Cependant l'auteur ne me fait pas changer d'opi-

(1) Tome III, p. 268, 15 août 1756.

(2) Bibl. nat., L/3 113. — Bibl. de l'Arsenal. n° 3.672. Sciences et arts.

nion sur cette matière » écrivait un de ses contemporains (1).

Fortbonnais est favorable à l'idée d'autoriser la noblesse à se livrer au commerce en gros, toutefois sans adopter toutes les libertés demandées par l'abbé Coyer, l'auteur de la *Noblesse commerçante*. Il se déclare surpris qu'on ait pu mettre en question « une chose déjà décidée solennellement, même pratiquée ; il s'agit tout au plus de renouveler d'une manière plus pressante d'anciens édits et non de statuer sur une chose nouvelle » (2). A l'appui de cette affirmation il rappelle, en effet, qu'en 1604, il fut permis à la noblesse de s'intéresser à la compagnie des Indes (3), en 1626 à la compagnie du Morbihan et dans toutes les compagnies qui se formèrent pour les établissements des Iles-sous-le-Vent. Un édit de 1669 invita même la noblesse à commercer en gros (4), et cette invitation fut encore renouvelée en 1701. De plus, pour réfuter les objections formulées contre la noblesse commerçante il analyse d'abord les diverses transformations de la noblesse (5). A l'origine elle est sortie des services militaires ; puis quand l'État a affermi son existence et sa puissance par la conquête, il reconnaît d'autres services ; « il les récompense par la distinction la plus flatteuse qu'il soit possible d'accorder, en faisant passer un sujet d'une classe inférieure dans une supérieure, par exemple en France, lorsque la noblesse abandonne aux légistes le soin de rendre la justice, les rois, contents de la police qu'ils introduisirent dans le royaume, et reconnaissant même qu'il leur était important d'opposer aux Grands peu dociles, le corps de ces mêmes magistrats qui délen-

(1) *Correspondance de Grimm*, t. III, p. 262. 15 juillet 1756.

(2) Page 86.

(3) Cette permission fut confirmée en 1664. Cf. Fortbonnais, *Considérations sur les Finances de France*, t. I, p. 322.

(4) Fortbonnais a publié cet édit dans ses *Considérations sur les Finances de France*, t. I, p. 436.

(5) Pages 13-22.

daient le peuple contre leur tyrannie, attachèrent à l'exercice de la justice le même honneur qu'au service militaire. Plus la fortune de notre état s'est affermie, plus on a reconnu de moyens de l'améliorer ; alors ceux qui en ont tracé la route, qui y ont contribué par des découvertes, ont reçu la récompense que l'État a regardée comme la plus considérable pour un homme qui n'est pas noble. C'est ainsi que les Arts ont été admis aux mêmes honneurs qu'avait mérités l'exercice de la justice, et qui avaient été institués pour le service militaire, dans un temps où lui seul remplissait les vues et les besoins du législateur ». Fortbonnais accepte la noblesse accordée pour des services rendus, mais il proteste contre la valeur pécuniaire qui lui a été donnée et qui permet de l'acquérir au bout de vingt ans par des prêts d'argent à l'État avec intérêt, car, dit-il, « c'est mettre les hommes dans le cas d'évaluer trop peu ce que l'État destine pour récompense à des services considérables » (1).

Comme conséquence de toutes ces transformations, il établit quatre classes dans la noblesse : le premier rang est conservé à la vertu militaire ; les magistrats occupent le second rang ; le troisième comprend ceux à qui des services moins éclatants ont mérité des lettres de noblesse ; et enfin la quatrième classe est celle des hommes qui se sont trouvés en état d'acheter la noblesse (2). De cette classification il tire cette conclusion en faveur du commerce : « Puisque l'État a reconnu d'autres services, que celui des armes, dignes de la noblesse, il serait de la dernière inconséquence d'imaginer qu'un Français ne peut plus exercer, dès qu'il

(1) Page 17. — Cependant, dans les *Éléments du Commerce*, il déclare qu'il faut bien tolérer la vénalité de la noblesse afin d'éviter que les gens riches quittent la France pour gagner d'autres pays où ils trouveraient ce qu'on leur refuse. Cf. *Éléments du Commerce*, t. II, chap. XII, p. 336-337.

(2) Page 20.

est annobli, l'emploi qui lui a mérité cette faveur de son prince ; on peut encore moins supposer que le Prince a entendu se priver des services d'un sujet utile en le récompensant » (1).

Après avoir réfuté les Observations du Parlement de Grenoble sur les questions de principes, Fortbonnais répond aux objections du même Parlement dans la discussion des faits. Ce Parlement prétendait que « la porte du commerce ouverte à la noblesse française amènera la confusion des ordres, parce que l'homme est naturellement porté vers les richesses ». Qu'appelle-t-on la confusion des ordres ? demande Fortbonnais. « Si l'on entend par la confusion des ordres, dit-il, ce mélange des nobles avec les Roturiers dans le courant de la vie civile, qui sera encore multiplié par les relations du Commerce, je pense que le ridicule d'une proposition aussi gothique me dispense d'y répondre. Si quelqu'un supposait cependant que la fréquentation des roturiers est un désordre dans la Noblesse, je lui demanderai s'il est temps d'y remédier. Pourquoi les Nobles ont-ils abandonné les campagnes pour devenir habitants des villes ? N'ont-ils pas senti qu'ils y seraient confondus avec les vilains ? Car telle était la signification du mot *villani*, habitants des villes. Pourquoi aucune loi n'a-t-elle prohibé les mélanges des familles par les alliances ? Ces objets infiniment plus capables dans ce sens de confondre les ordres, que la faculté de commercer accordée aux Nobles, ont-ils perverti la constitution ou la police du royaume, par l'union violente des principes contraires ? » (2).

Dans une autre objection le Parlement de Grenoble insinuait que la noblesse, si elle était autorisée à être commerçante, se laisserait entraîner par l'avidité du gain comme firent tous les agioteurs en 1720 ; le commerce général

(1) Page 22.

(2) Pages 33-34.

apporterait des richesses immenses, ces richesses produiraient un luxe effréné, « or le luxe est une situation stupide et paresseuse qui absorbe tous les principes d'honneur et de vertu ». Fortbonnais s'écrie d'abord : « O France malheureuse ! Nations rivales, enfin vous triomphez ! La France va posséder des richesses immenses ; sa marine tombe : ses nombreuses armées de terre s'anéantissent ; ses remparts s'écroulent ; ses campagnes sont dépeuplées, ses villes languissantes ; la France est riche, elle est perdue ! » (1). Après cette réponse ironique, il prouve que cette liberté de commercer n'a produit nulle part un tel résultat ; « chez les deux peuples les plus commerçants de l'Europe, en Angleterre et en Hollande, toute la société n'est pas composée de marchands ; plusieurs nobles y commercent, c'est-à-dire ceux qui ont besoin, mais un plus grand nombre ne trafique point. A Gènes, quoique la noblesse ait le droit de commercer, quoique plusieurs sénateurs y commercent, toute la république n'est pas composée de marchands, et elle voudrait bien que cela fût. En Toscane, la noblesse jouit du même droit, et même des places destinées au commerce y donnent la noblesse ; tout n'y est pas marchand cependant. » Il refuse de croire que la richesse plongera les hommes « dans cette situation stupide et paresseuse qui absorbe tous les principes de l'honneur ; elle ne peut jamais être l'effet d'une opulence nationale fondée sur le travail ». Il estime au contraire que les richesses ainsi gagnées se répartiront nécessairement entre toutes les mains ; le fabricant comme le laboureur y trouveront des bénéfices, tout le pays profitera des bénéfices du commerce. « Je vois, dit-il, la campagne plus peuplée ; j'y vois des hommes mieux nourris, mieux vêtus, plus sains, plus robustes, plus actifs ; j'y calcule une plus longue durée de leur vie, et dès lors un plus grand produit de leurs travaux dans l'État ; enfin j'y

(1) Page 36.

contemple le plus doux des spectacles pour l'humanité, des hommes plus contents de leur existence.

« Je vois les bourgs et les villes respirer l'aisance ; le mouvement et la joie y redoublent ; je vois le propriétaire des terres augmenter ses commodités ; ses enfants entourés de maîtres qui les occupent et les instruisent ; de jeunes filles que la pauvreté condamnait à pleurer le jour de leur naissance dans la captivité d'un cloître, passent dans les bras d'un époux » (1).

Le Parlement de Grenoble, dans une autre objection contre la confusion des ordres produite par l'esprit de commerce, affirmait que « tout sera compris dans la même catégorie ; le marchand noble et le marchand roturier réunis dans la même profession, respireront les mêmes sentiments qui seront, pour ne rien dire de plus, la paix et la tolérance toujours favorables au commerce, mais souvent nuisibles à l'État ». Fortbonnais répond : « Le Barreau, la Médecine, la Judicature dans les tribunaux inférieurs, la Peinture sont des professions qui ne dérogent point, et plusieurs nobles y ont acquis de la considération dont ils n'auraient point joui par la seule prérogative de la Noblesse ; ils y ont trouvé des ressources contre l'indigence Toutes les professions dont je viens de parler produisent, comme celle du commerce de l'argent en échange du temps, des soins, du talent, de l'industrie ; puisque la noblesse les exerce sans déroger, pourquoi ne sont-elles pas uniquement exercées par des nobles ? Pourquoi nous reste-t-il tant de nobles oisifs ? J'en conclus donc que la faculté de commercer sans déroger n'appellera pas toute la noblesse à la profession du commerce, il s'en faudra donc beaucoup que l'esprit de commerce s'empare de toute la nation » (2).

Fortbonnais proteste contre l'esprit de tolérance dont on

(1) Pages 41-42.

(2) Pages 51-56.

accuse le commerce, il rappelle que la bravoure est une des vertus nationales que possède le Français, et « qu'on ne peut refuser à la profession du commerce en particulier, cette portion de feu qui germe dans le cœur des autres hommes ».

S'il demande pour la noblesse la faculté de commercer en gros, il s'oppose toutefois à celle du commerce en détail. Il ne partage pas l'avis de l'auteur de la *Noblesse commerçante* qui établit la parité entre l'occupation du négociant et celle du marchand ; lui, au contraire, estime que le négociant ne dépend que de lui-même, tandis que le marchand dépend du public et des caprices particuliers des acheteurs.

Comme conclusion, Fortbonnais demande donc qu'on renouvelle les anciens édits en faveur de la noblesse commerçante ainsi qu'on l'a déjà fait en 1701 ; « Louis-le-Grand ne savait-il pas mieux qu'aucun gentilhomme de son royaume, ce qui était noble ou ce qui ne l'était pas ? »

Ce travail de Fortbonnais sur la faculté de commercer en gros sans déroger à sa noblesse ne resta pas sans réponse ; bientôt après parut une brochure intitulée : *Le Commerce remis à sa place ou Réponse d'un pédant de collège aux novateurs politiques, adressée à l'auteur de la lettre à M. F.* Mais cette lutte pour la noblesse commerçante devint bientôt fatigante ; dans la correspondance de Grimm (1) on trouve en effet une lettre datée du 15 août 1756 qui proteste en ces termes : « Toute cette querelle est devenue insipide pour les gens d'esprit. Avant que d'écrire, si l'on voulait se souvenir de trois vérités, on épargnerait le papier et ses lecteurs. La première est que la noblesse, par son état, doit servir le roi. . . . La seconde vérité est que le roi ne saurait trop encourager le commerce La troisième vérité est qu'il est inutile de songer à rendre un pays comme la France, florissant par le commerce aussi longtemps que son

(1) Tome III, p. 268.

agriculture est opprimée ou négligée » L'auteur de cette lettre reproche aux écrivains politiques et à « M. de Forbonnais tout le premier » de ne pas suffisamment insister sur ce dernier point et il termine sa lettre en espérant « qu'on le laissera, à la fin, en repos avec cette noblesse commerçante ou non commerçante ».

Fortbonnais ne prit pas d'autre part à cette lutte ; il tourna son attention vers d'autres questions.

Dans les *Anonymes de Barbier* on attribue à Fortbonnais, pour cette même année 1756, un petit in-12 publié à Paris, chez Duchesne, et portant pour titre : *Lettre sur les Observations du Parlement de Grenoble*. Ces réponses au Parlement de Grenoble, dont nous n'avons retrouvé aucun exemplaire, ne sont-elles pas identiques à celles données dans la *Lettre à M. F.*, que nous venons de citer, concernant la faculté de commercer en gros, sans déroger à sa noblesse ? Nous le pensons ; le titre semble l'indiquer ; la variante entre ces deux petits volumes aurait donc porté seulement sur le titre, si toutefois les deux éditions ont réellement existé, ce qui n'est pas prouvé.

On attribue encore à Fortbonnais, pour cette même date, trois autres publications dont les titres auraient été les suivants : *Lettres sur les bijoux d'or et d'argent* ; *Lettre sur l'usage du trait faux-filé sur soie dans les étoffes*, et *Mémoires sur la manufacture des glaces*. Les deux premiers ouvrages sont anonymes, le troisième aurait été publié sous le pseudonyme de Leclerc. Aucun document sérieux ne nous a permis de maintenir l'attribution de ces ouvrages à Fortbonnais ; le premier traite des questions absolument professionnelles, dans un style qui n'est pas celui de Fortbonnais (1) ; les deux autres nous sont absolument inconnus, nous les avons cherchés en vain dans toutes les bibliothèques sans pouvoir les rencontrer.

(1) Bibliothèque Mazarine, n° 36.070.

A cette époque, Fortbonnais terminait le plus important des ouvrages qu'il a publiés et qui parut seulement en 1758 sous le titre de : *Recherches et Considérations sur les Finances de France depuis l'année 1595 jusqu'à l'année 1721*. La première édition fut imprimée en 1758, en deux volumes in-4° de 594 et 662 pages, à Basle, aux dépens des frères Cramer (1) ; elle ne porte pas de nom d'auteur, et l'avertissement des libraires, inséré au commencement du premier tome, cherche à le dissimuler entièrement par ces quelques lignes : « Le hasard a fait tomber à Paris cet ouvrage manuscrit entre nos mains, et après l'avoir lu nous avons cru que l'impression en serait agréable au public. Quoique les copies soient pour l'ordinaire infidèles, celles que nous nous sommes procurées nous a paru exacte. Si l'auteur nous était connu, nous n'aurions pas manqué (s'il est encore vivant) de le consulter sur cette édition, mais nous pouvons au moins répondre de l'attention que nous avons apportée à l'exécution. Nous avons lieu de croire, par la date du manuscrit, et par divers endroits du corps de l'ouvrage, qu'il a été composé dans l'année 1754 ; c'est le seul éclaircissement qu'il nous ait été possible d'avoir ».

Cette première édition dut paraître vers le mois de mai 1758 ; cette date nous est donnée, ainsi que le nom de l'auteur par deux lettres datées du 8 mai, dont l'une est signée de Voltaire (2), et l'autre d'Etienne de Marivetz. La *Correspondance de Grimm* (3) dans une lettre du 15 juin 1758, annonce aussi cette première édition en ces termes : « M. de Forbonnais vient de faire imprimer à Genève un grand et important ouvrage en deux volumes in-4°. Il a pour titre : *Recherches et Considérations sur les Finances*

(1) Bibl. nat., L f 76, 11. Bibl. du Mans, n° 1185. Bibl. Mazarine, A 14.689.

(2) *Correspondance de Voltaire*, t. VII, p. 541.

(3) Tome IV, page 11.

de France depuis 1595 jusqu'en 1721, c'est-à-dire depuis l'administration admirable de M. de Sully jusqu'après le système de M. Law. Il est aisé de découvrir dans le cours de l'ouvrage les sentiments de l'auteur sur les opérations de finance depuis Law. Cet ouvrage a eu un grand succès d'estime. Je ne manquerai pas d'y revenir en temps et lieu, et d'entrer en discussion sur quelques objets particuliers et intéressants qui font la base des principes de M. de Forbonnais ».

Le *Journal des Sçavans* signala cette publication, la même année, dans son numéro de septembre, et il en continua l'analyse et l'éloge dans les numéros de novembre et de décembre, mais sans donner le nom de l'auteur, peut-être par prudence, car les critiques financières formulées par Forbonnais soulevèrent de nombreux mécontentements. La lettre de Marivetz (1) adressée à Hennin, le 8 mai, nous en fournit la preuve et précise ainsi les faits : « Notre ami Forbonnais a enfin sonné son tocsin. Personne ne s'est encore réveillé, à ce qui paraît ; mais tout en rêvant et grommelant entre leurs dents, quelques-uns se sont plaints de ce qu'il n'était pas permis de dormir en paix. Notre pauvre ami a été traité très sérieusement de perturbateur du repos public, et on l'a accusé de révéler le mystère de nos négociations, parce que, dans un chapitre *Dépenses*, il met en compte *Subsides aux étrangers* Or, vous savez qu'il ne passe pas l'époque de 1729. On l'a menacé d'exécuter sur lui, à la rigueur, certain arrêt qui défend, sous les plus grièves peines, d'écrire sur les matières du gouvernement. Vous vous doutez bien de ce que lui et ses amis répondent à ces imputations ».

Cette manifestation contre Forbonnais se calma assez rapidement, car dès le 17 juin Hennin lui écrivait : « Je

(1) Correspondance manuscrite de Hennin, à la bibliothèque de l'Institut, d'après Hauréau, *Histoire littéraire du Maine*, t. X, p. 167.

suis charmé que l'orage, que la méchanceté et l'envie voulaient susciter contre vous, se soit calmé aussi promptement. Non que je ne vous connaisse assez de courage pour surmonter tout ce que les ennemis du bien auraient pu faire contre vous, mais parce qu'il est toujours glorieux pour notre temps que les vérités dures y soient du moins écoutées sans aigreur ». Cette œuvre de Fortbonnais eut une seconde édition en cette même année 1758, composée de six volumes in-12 ayant pour titre : *Recherches et Considérations sur les Finances de France depuis 1595 jusqu'en 1721*. A Liège, M D CC LVIII (1). La rédaction du texte de cette seconde édition est semblable à celle de la première ; mais on n'y trouve pas l'avertissement des libraires, publié en tête de l'édition in-4^o.

Dans ses *Recherches et Considérations sur les Finances de France*, Fortbonnais étudie, année par année, toutes les questions financières qui se sont présentées et qui ont été résolues depuis la gérance de Sully sous Henri IV jusqu'à l'application du système de Law sous Louis XV. Il les combat ou il les approuve toujours avec la même bonne foi, la même impartialité, la même recherche de l'intérêt général et pratique. Il écrit un livre d'histoire en même temps qu'une critique des œuvres financières de ces temps ; c'est avec l'appui de nombreux documents de ces diverses époques qu'il dresse ses états comparatifs. Son dessein a été de rassembler tout ce qui lui a été possible sur les diverses opérations de finances qui ont été tentées depuis l'année 1595 jusqu'à l'année 1721, d'examiner quel a été l'esprit de chaque ministère sous lequel elles se sont faites, le bien ou le mal qu'elles ont produit.

Il voit dans la Finance, l'art d'assigner, de percevoir et de répandre la portion d'intérêt qu'ont les Souverains dans

(1) Bibl. du Mans, n° 1186 ; Bibl. de Reims, n° 1316 ; Bibl. d'Alençon, n° 2072.

l'aisance publique ; cette science, pour lui, se réduit à trois parties principales : la connaissance des sources, la perception, la distribution des revenus.

La connaissance des sources doit être le premier objet des méditations d'un homme d'État, car le peuple ne peut payer qu'en proportion de ses facultés.

Les richesses sont inégalement partagées parmi les classes du peuple, chez lesquelles la manière de vivre et la nature des biens apportent de grandes différences ; il faut donc pouvoir déterminer dans quelle proportion chacune doit contribuer aux charges publiques et par quels moyens on peut exiger cette part contributive. Tels sont les principes qui doivent être étudiés pour la perception.

Si le peuple paye en faveur des besoins publics, la Société doit jouir des sommes qui sont levées pour son maintien ; la distribution des revenus doit donc être faite avec ordre, économie et exactitude.

C'est d'après cette division que Fortbonnais déclare vouloir juger tous les faits, tels que l'ordre historique les présentera ; il va les étudier année par année, toutefois il divise son travail en cinq périodes principales qu'il constitue ainsi :

« La première époque commencera en 1595, jusqu'à l'année 1610, et renferme le temps où M^r le Duc de Sully fut chargé de la surintendance des Finances.

« La seconde époque comprendra l'espace de temps qui s'est écoulé depuis 1610, jusqu'à l'année 1661, dans laquelle M. Colbert fut chargé des Finances.

« La troisième époque sera occupée par le ministère de ce grand homme qui mourut en 1683.

« La quatrième commence au ministère de M^r Pelletier et finit en 1715, à la mort du feu Roi.

« Enfin la cinquième époque est destinée à parler des mesures qui furent prises pendant les vingt-huit premiers mois de la Régence, pour retirer l'État des circonstances

déplorables où il était réduit, et sera terminée par une vue générale du système des Finances de M^r Law » (1).

Après avoir analysé en quelques pages, d'après un manuscrit de Béthune, conservé à la Bibliothèque du Roi, les situations financières de la France sous les divers règnes des rois qui se sont succédé jusqu'à la fin du XVI^e siècle, Fortbonnais étudie la première époque qui commence avec Sully. Il débute à cette date parce que « son objet est de rapporter des faits qui présentent quelque instruction et que pour les trouver il faut partir d'une époque où l'autorité bien établie au dedans laissa aux talents des ministres le choix libre des moyens pour soutenir l'État » (2). Lorsque le roi Henri IV prit possession du royaume de France, le désordre des finances était énorme, pour y remédier il demanda à Sully le plan de conduite le plus propre à rétablir les affaires. Sully chercha d'abord à se rendre compte par lui-même de la situation exacte des revenus et des dettes de l'État. Sa maxime principale fut d'appliquer scrupuleusement à chaque partie de la dépense une partie déterminée de la recette, sans jamais la détourner pour aucun autre emploi. Il contrôla toutes les opérations de Finances.

Fortbonnais étudie année par année toute l'œuvre de Sully, et comme conclusion il trace ce portrait du grand homme : « Guerrier habile et le plus grand officier d'artillerie qu'on eût encore vu, adroit négociateur, sage et ferme politique, il ne réussit pas moins en général dans l'administration des Finances. S'il n'apporta pas toujours des idées parfaitement nettes dans la connaissance des sources d'où dérivent les Finances, c'est qu'elles ne pouvaient l'être après quarante années de troubles intérieurs, de ravages et de confusion. Il méconnut le bénéfice des manufactures

(1) Tome I, pages 8 et 9.

(2) Tome I, page 9.

de luxe ; il chargea le Commerce de quelques droits intérieurs ; mais on ne peut du moins lui refuser la gloire d'avoir mieux conçu, que tous ceux qui l'ont suivi, la nécessité d'envisager l'agriculture du côté du Commerce, de faire entrer l'argent des Étrangers dans les Campagnes, et de diminuer en même temps le fardeau des laboureurs. Il connut la bonne combinaison des diverses natures d'impôts, sans en tirer peut-être tout le parti convenable. Mais il sut faire tomber sur les riches en partie le montant des remises accordées aux Campagnes, et dont l'État ne pouvait se passer dans sa position. Il excella particulièrement dans l'ordre des comptes, des recettes et des dépenses, dans l'exactitude à maintenir ses engagements, enfin dans l'économie qui fait toujours le fonds de richesse le plus solide et le plus utile dans un État. Le germe des plus grandes vues de police intérieure était dans sa tête ; on en peut juger par divers projets dont la mort déplorable du Roi arrêta l'exécution, par le soin qu'il prit de diminuer l'intérêt de l'argent, le nombre des rentiers et les offices inutiles, par les établissements qu'il fit de canaux et de grandes routes Une sévérité peut-être un peu trop grande dans ses mœurs, quelque attachement à ses opinions, une économie peut-être trop générale, et surtout l'avidité des courtisans contre laquelle il soutint avec fermeté les intérêts du Prince et des Peuples, lui acquirent une réputation de dureté qui n'était point dans son cœur Quoique sa hauteur ne se montrât jamais qu'à ceux qui lui disputaient ce qu'il se sentait dû, le reproche qu'elle lui a attiré nous apprend que les hommes publics doivent être hommes le moins qu'il leur est possible » (1).

Fortbonnais donne ensuite toute une série d'états financiers publiés par Sully, puis il arrive à la deuxième époque qui commence par des désordres que la régente « avide

(1) Tome I, pages 88-90.

d'un pouvoir qu'elle n'était pas capable d'exercer, » ne sut pas arrêter. Sully abandonne la surintendance. « L'ordre de son administration blessait l'impatience d'une infinité de gens dont la confusion des comptes devait assurer la fortune ; l'économie de sa distribution ne s'accordait point avec l'humeur prodigue et fastueuse de la Reine, avec l'avidité de Concini et de sa femme, ni avec les prétentions des Princes et des grands Seigneurs résolus de tirer parti d'une administration aussi faible » (1).

Les directeurs des Finances qui succédèrent à Sully trouvent dans Fortbonnais un dur critique, qui écrit en parlant d'eux : « Bornés à dresser des états de Recette et de Dépense, ils eurent à peine les talens de ces bons teneurs de livres dont les comptoirs des Marchands et des Banquiers sont remplis pour des gages modiques. Les sources furent négligées ; la perception ne fut plus un art, mais une routine grossière, maladroite et imprudente. Enfin dispensés par un ministre avide et tout-puissant de répondre de l'économie dans la distribution, s'ils eurent le courage de voir piller le trésor public sans y prendre part, on peut leur reprocher la bassesse de l'avoir souffert sans se plaindre. Quelle que soit la faiblesse de l'humanité, et l'embarras d'un ministre partagé entre le soin du Public et celui de sa famille, la postérité qui juge les choses de sang froid et dans l'éloignement, ne peut accorder son estime à ceux qui préfèrent l'amour de leurs places à celui de leur devoir » (2).

Fortbonnais veut que l'homme travaille, parce qu'il voit dans le travail le principe de la vie ; c'est ainsi qu'il proteste contre l'œuvre de bienfaisance qui reçoit les mendiants sans exiger d'eux aucune participation aux frais de l'établissement. « Ces hommes que l'on resserre, dit-il, seront-

(1) Tome I, page 132.

(2) Tome I, page 133.

ils moins à charge à la Société, lorsqu'ils seront nourris par des terres qui leur sont consacrées et auxquelles ils ne travaillent point ? Non, ce n'est pas la mendicité seule qui rend un homme à charge au public, c'est son oisiveté et son exemple. On n'a besoin d'hôpitaux fondés que pour les malades, et pour les personnes que l'âge rend incapables de toute espèce de travail Pour les vagabonds, les déserteurs, les contrebandiers, n'avons-nous pas des mines dont le travail est plus effrayant que celui des galères, et pour beaucoup d'hommes, plus redoutable que la mort même ? N'avons-nous pas des colonies à peupler, à mettre en valeur ? L'un et l'autre objet ne manquent que de bras à bon marché ! » (1).

Tout continua à languir jusqu'à l'arrivée du cardinal de Richelieu qui « remarqua quatre causes principales de l'affaiblissement de la monarchie française : l'ambition et les entreprises continuelles de la Maison d'Autriche ; la licence excessive des grands ; le défaut d'un corps suffisant de troupes aguerries toujours subsistant ; le manquement de fonds pour les occasions extraordinaires. Le remède de ces quatre maladies du corps politique devint l'objet de tous ses soins et le but de sa politique » (2). Il fut secondé par le marquis d'Effiat qui, devenu surintendant des Finances constata dans un long rapport, en 1626, la triste situation financière de cette époque. Fortbonnais, en reproduisant ce rapport (3), estime qu'il « paraît propre à donner une idée juste de la situation où seize années seulement de prodigalités et de mauvaise administration avaient réduit les Peuples et l'État. Il est vrai que des circonstances extraordinaires avaient monté la dépense de trente millions pendant quelques années ; mais il n'en est pas moins évident

(1) Tome I, p. 135-136.

(2) Tome I, p. 178.

(3) Tome I, p. 188-202.

que si le gouvernement eut réprimé le pillage du Trésor public, et n'eût récompensé que les services, cette dépense n'eût pas été aussi considérable ; enfin, si les administrateurs, au lieu d'aliéner le domaine, et environ vingt-deux ou vingt-trois millions sur les diverses branches de revenus à des intérêts exorbitants, eussent eu recours, dans ces occasions extraordinaires, à une imposition générale, propre à affecter principalement la classe des riches, la Nation leur aurait dû des remerciements ; car il fallut en venir à cette augmentation d'imposition, et, au lieu d'être momentanée, il devint indispensable de la rendre perpétuelle » (1).

Fortbonnais ne rend pas Richelieu responsable de cette mauvaise situation financière, il estime « qu'on ne pourrait sans injustice, lui reprocher ces malheurs ; une administration extrêmement relâchée, et de grandes dissipations, avaient précédé immédiatement les engagements extérieurs qu'il se trouva forcé de faire contracter à l'État ; les Peuples n'avaient pas eu le temps de se remettre, et les surintendants, n'apportant point, dans la politique intérieure la même profondeur de vues avec laquelle la politique extérieure était gouvernée, on suivit le plan tracé précédemment, soit par timidité, soit pour dérober en quelque façon au Peuple la connaissance des désordres passés » (2).

Le cardinal de Mazarin ne put relever la situation et, d'après Fortbonnais, deux grands biens suivirent sa mort et « réparèrent en quelque façon le mal que le peu de connaissances de ce premier ministre dans l'administration des Finances avait causé au royaume » (3). Avec l'année 1661 commence alors la troisième époque, celle de l'administration de Colbert.

Fortbonnais appuie son récit sur les papiers que la famille

(1) Tome I, p. 203.

(2) Tome I, p. 245.

(3) Tome I, p. 271.

de Colbert lui a communiqués et sur trois volumes de la bibliothèque du Roi, dont l'un est composé de lettres de l'année 1669. Il analyse tous les actes de Colbert, développe toutes les mesures qu'il a prises pour la gestion des Finances de la France, les approuve ou les critique en toute sincérité, puis il termine son étude par l'éloge de Colbert. « S'il n'est pas le premier parmi nous, écrit Fortbonnais (1), qui ait combiné la nature des divers impôts, il en a perfectionné les proportions, soit en rejetant sur les consommations libres une partie des contributions arbitraires, qui se levaient auparavant sur la terre, soit par l'habileté qu'il eut de rendre ces consommations plus faciles, en simplifiant les droits, en les réunissant sous une même régie, et presque toujours en diminuant leurs excès. Par cette méthode, il soulageait réellement le peuple et grossissait les revenus publics. » Plus loin il ajoute : « Si jamais la bonne conduite générale d'un Ministre pouvait lui assurer le droit de faire quelques fautes, l'administration de M. Colbert ne permettrait pas sans doute de s'arrêter sur quelques erreurs ; mais la postérité, qui n'envie point les éloges bien mérités, ne fait pas non plus pour le blâme d'autres règles que celles de la justice étroite et rigoureuse. Elle n'en admirera pas moins le génie de ce grand homme et son courage, sans lequel son génie eut été inutile, s'il est vrai que ces deux qualités puissent être séparées ». Si Fortbonnais critique quelques mesures financières prises par Colbert qui « s'était donné des entraves dans la partie du crédit public » il reconnaît toutefois « qu'en ministre fidèle et citoyen, il portait dans toutes les occasions les besoins du Peuple aux pieds du Trône, intéressant toujours en leur faveur la gloire et l'humanité du Maître. Supérieur à sa partie, et persuadé de cette grande maxime que l'aisance du Peuple est la richesse du Souverain, on ne le vit point protéger

(1) Tome I, p. 557.

les prétentions et l'avidité des Fermiers contre les contribuables, et sous prétexte d'améliorer les diverses branches des revenus, étendre réellement l'imposition. Il établit des règles simples et claires pour la perception, il n'y admit que des travailleurs, bornant leur nombre au nécessaire exact. Ses vues économiques s'étendirent sur des objets, dont le rapport avec les Finances n'eût pas été aperçu par d'autres moins profonds dans la connaissance des sources ; et les soins qu'il prit pour la réformation de la justice, peuvent être regardés par les Politiques comme un calcul fort habile dans l'influence que devait nécessairement avoir cette opération avec l'aisance nationale.

« Un esprit également juste et étendu lui fit concevoir de grands projets et de grandes espérances, dans un temps de confusion et d'épuisement, et il exécuta ce qu'il avait conçu avec beaucoup d'ordre et d'activité. Occupé d'un vaste plan, il ne négligea jamais d'approfondir les détails ; il sut se les procurer, en accordant un accès facile à tous ceux qui se crurent en état de lui proposer des objets utiles ; et il rechercha avec empressement les personnes de mérite qui pouvaient l'aider. Plus savant dans les calculs politiques, que M. le duc de Sully, plus fertile en expédients, et plus adroit, il développa avec une grande habileté les ressources inconnues de la France, et s'il avait aussi bien employé toutes celles qui lui sont naturelles, il aurait eu la gloire de fixer seul par son administration presque tous les principes économiques dont l'usage peut conserver à cet Empire une prospérité supérieure à tous les événements humains. »

C'est sur ce portrait impartial que Forthonnais termine son analyse des faits accomplis durant la troisième époque de ses recherches.

La quatrième époque (1) commence avec l'année 1683. Dès les premières lignes, l'auteur nous prévient qu'on « ne

(1) Tome II, page 1.

s'étendra point autant en réflexions en parcourant cette époque, qu'à l'égard de celles qui ont précédé, parce que l'uniformité de conduite dans celle-ci rappellerait souvent les mêmes raisonnements, au lieu que dans les trois premières tout portait le caractère de l'instruction. » Effectivement dans cette première partie du tome II on trouve particulièrement, pour chaque année, de longs tableaux où sont détaillés tous les revenus et toutes les charges, jusqu'en 1715. Cette partie est terminée par la publication d'un mémoire de Davenant sur les dettes publiques d'Angleterre en 1698, avec une comparaison de la position de la France et de la Hollande en ces temps (1). Fortbonnais cite cet ouvrage parce qu'il estime que les principes qui y sont développés sont si sains et les circonstances si semblables à celles que la France subissait à cette époque, qu'en « comparant ce que les hommes habiles en ont pensé alors, avec les événements postérieurs on aura la matière de grandes et belles instructions » (2).

Sur les successeurs de Colbert, dans l'administration des Finances de la France, Fortbonnais nous a tracé des portraits inspirés par une sage critique. Du premier il écrit (3) : « Si l'application, l'intégrité, l'esprit de conservation de l'ordre établi, des vues même eussent suffi pour réparer la perte que la France venait de faire par la mort du grand Colbert, il est constant que M. le Pelletier eût rempli le vœu public. Son étude principale parut d'abord consister à ne rien innover, et à suivre, autant qu'il le pourrait, la méthode de son illustre prédécesseur ; mais les principes comme une arme, ne font pas toujours le même effet dans les mains différentes qui les manient ; ils donnent de la justesse à l'esprit, ils l'étendent ; mais il n'appartient qu'au génie d'y puiser

(1) Tome II, p. 285-337.

(2) Tome II, p. 108.

(3) Tome II, p. 2.

les expédients convenables ; sans lui les opérations portent ordinairement le caractère de la timidité, de la lenteur et de l'incertitude, et le ministre finit toujours par être emporté hors de ses mesures par le tourbillon des affaires ». En 1689, Le Pelletier « avait senti que les affaires ne prenaient point une bonne tournure, et regardant la difficulté des circonstances au-dessus de ses forces, il demanda la permission de se retirer. Ce n'est pas que son administration ne présente plusieurs belles parties. Il connut l'ordre, il remonta vers les grandes sources de la Finance ; mais il manqua de ce nerf qui donne de l'âme aux opérations, qui en assure le succès. Il prit le timon dans un temps difficile, l'orage survint et le troubla ; après avoir fait une fausse route, désespérant de trouver le port, il abandonna la conduite du vaisseau à ceux qui se crurent plus habiles » (1).

Pontchartrain lui succéda, puis fut remplacé en 1699 par de Chamillart, « qui eut assez de vertu pour avouer au Roi qu'il n'entendait pas cette partie » (2). Il n'avait obéi à l'ordre de se charger du contrôle général « qu'en honnête homme, qui préfère l'intérêt de son Maître et de ses Concitoyens à l'éclat de la fortune ; sa probité et son application méritaient des circonstances moins épineuses ; mais, pressé dès son arrivée au ministère par les maux déjà faits, et peu de temps après par une guerre encore plus terrible que celle qu'on venait d'essuyer, il n'eut presque pas le choix des moyens » (3). En 1707, Chamillart « supplia le roi de le délivrer d'un fardeau sous lequel il succombait malgré lui depuis tant de temps » ; il fut remplacé par Desmarets, neveu de Colbert. Fortbonnais, sans approuver absolument toutes les opérations de Desmarets, reconnaît cependant qu'il a rendu de grands services à l'État. « Il est du nombre,

(1) Tome II, p. 41.

(2) Tome II, p. 104.

(3) Tome II, p. 109.

dit-il, de ces Ministres dont l'administration mérite d'être approfondie à divers égards, et ce sera pour lui une matière éternelle d'éloge, non seulement de n'avoir pas désespéré du salut de la République, mais d'avoir contribué, par ses mesures, à la conserver encore quelques années » (1).

Nous arrivons ainsi à la cinquième époque qui commence en 1715, et Fortbonnais résume alors la situation générale en ces tristes termes (2) : « Un peuple épuisé par des guerres continuelles depuis l'an 1666, à quelques petits intervalles près ; des campagnes presque désertes ; un commerce anéanti ; la confiance perdue entre les hommes ; un nombre infini de familles réduites à une pauvreté extrême, avec des titres de propriétés immenses ; ces objets terribles ne doivent point être oubliés, mais le souvenir en est toujours douloureux ». Notre auteur constate ensuite que, malgré cette situation financière si déplorable, le Régent et le Conseil des finances rejetèrent le projet qui leur était présenté, de ne pas reconnaître les dettes contractées par le feu roi. Il décrit successivement toutes les opérations de finances accomplies pendant les premières années de la Régence, il les résume dans de longs tableaux qu'il accompagne d'intéressantes notes critiques et de nombreux documents, puis il aborde la discussion du système de Law (3). « Pour se former, dit-il, une idée juste du fameux système de M. Law, ce n'est point seulement la marche suivie dans son exécution qu'il faut consulter, mais il convient de remonter aux principes d'où l'auteur est parti, d'examiner la combinaison des ressorts qu'il employa pour arriver à son objet. C'est ainsi que l'on connaîtra si ce système était bon et avantageux en soi, et rapprochant ensuite les fautes que fit l'auteur, ou que les circonstances le forcèrent de

(1) Tome II, p. 191.

(2) Tome II, p. 338.

(3) Tome II, p. 574.

faire dans l'exécution de son projet, on concevra pourquoi sa chute fut rapide. » Il étudie ensuite le système dans tous ses principes et dans toutes ses conséquences, il en critique les résultats, puis il arrive à cette conclusion (1) : « Il paraît donc qu'en général le système n'a procuré par lui-même aucun des avantages que lui attribuent beaucoup de personnes, même dans sa chute, puisque ces avantages prétendus eussent également été produits, sans être accompagnés des mêmes inconvénients, par une heureuse administration qui aurait travaillé avec moins de précipitation sur un plan fixe et des principes solides à la libération de l'État, au rétablissement de la Circulation, de l'Agriculture, du Commerce, et de la Consommation ». C'est sur cette dernière question financière que se termine le second tome des *Recherches et Considérations sur les Finances de France*.

Dans ce même ouvrage, à côté des minutieuses études sur les situations financières annuelles qu'il consacre aux divers règnes, Fortbonnais a fait parfois d'intéressantes digressions (2) sur divers points particuliers, qui étaient les causes ou les conséquences des crises qu'il constatait, mais il s'en est rendu compte, car malgré leur grand intérêt, il s'en excuse : « Cet ouvrage, écrit-il (3), étant tout à la fois un recueil historique et politique, on espère que le lecteur pardonnera ces fréquentes digressions. Les faits isolés eussent peut-être répandu sur cette lecture une sécheresse que l'intérêt de curiosité n'eût pas été capable de réparer tout seul, et les réflexions séparées des faits n'eussent pas répondu aux véritables intentions dans lesquelles l'ouvrage a été entrepris ». C'est ainsi qu'il a donné ses opinions personnelles sur les bases de l'Impôt, sur les besoins de

(1) Tome II, p. 642.

(2) Comme celle que nous avons citée plus haut concernant les mendiants et les hospices.

(3) Tome I, p. 527.

l'Agriculture, sur les principes du Commerce et de l'Industrie, sur la dépopulation.

Les *Recherches et Considérations sur les Finances de France* offraient donc le plus grand intérêt, et le *Journal des Sçavans*, dès la première publication de l'œuvre de Fortbonnais, souhaitait « que son excellent ouvrage soit lu, médité, goûté dans toutes ses parties par les hommes respectables auxquels est confié le noble et difficile emploi d'assurer le bonheur public » (1).

Le Prince d'Ardenay, dans son *Éloge historique* de Fortbonnais, constate que « les Considérations sur les Finances furent accueillies de la manière la plus distinguée. Il serait difficile de détailler les nombreux et justes éloges qui en ont été faits » (2). Il est exact que cet ouvrage attira sur son auteur une attention générale ; le duc de Choiseul, à son avènement au ministère, et le ministre Berrier, voulurent s'attacher Fortbonnais, mais celui-ci refusa de remplir un rôle actif. Cependant, quand Silhouette fut chargé des Finances, Fortbonnais consentit à prendre part à la réforme demandée et fournit des projets que le nouveau contrôleur des Finances accepta et fit appliquer. Ces mesures créèrent beaucoup de mécontents et soulevèrent de nombreuses protestations. Ce fut alors que parut la *Lettre d'un banquier à son correspondant de province*, que l'on attribua à tort à Silhouette ; elle a été écrite par Fortbonnais, à Paris, le 30 avril 1759. Elle fut publiée en deux éditions ; l'une de format in-4°, se compose de trente pages, sans nom d'auteur, d'imprimeur ou de libraire (3) ; l'autre de format in-8°, également sans nom d'auteur, donne cinquante et une pages ; à la dernière page, à la fin du texte

(1) *Journal des Sçavans*. Décembre 1758, vol. II, p. 846.

(2) *Éloge historique*, p. 6.

(3) Bibl. du Mans, Sciences et Arts, n° 1047. — Dans l'*Année littéraire*, de Fréron, 1759, tome IV, p. 298, on donne comme nom d'imprimeur, Guérin, rue Saint-Jacques.

on lit comme nom d'éditeur : A Lyon, de l'imprimerie de Jean-Marie Bruyset, rue Mercière, au Soleil, avec permission (1). C'est probablement à cette dernière édition que fait allusion une lettre de la *Correspondance de Grimm*, datée du 15 juillet 1759, dans laquelle on trouve cette appréciation : « Cette brochure de cinquante pages est un panégyrique des opérations du nouveau contrôleur général qui ont fait tant de bruit » (2).

En effet, Fortbonnais approuve le système financier que Silhouette a suivi. Avant d'en détailler les cinq principales opérations, il débute par cet exposé humoristique : « Vous ne vous attendiez pas sans doute, Monsieur, à me voir sitôt en état de satisfaire votre curiosité sur les opérations du nouveau ministre des Finances. La Bourse de Paris les attendait avec cette impatience qu'inspire toujours la réputation de ceux qui arrivent aux grandes places ; chacun en particulier avait formé son projet d'opérations, et en attribuait l'honneur au ministre ; chacun, comme vous l'imaginez facilement, liait ses combinaisons à ses convenances personnelles. Tous se sont trompés parce que le ministre paraît ne s'être occupé que des intérêts du public.

« Les opérations paraissent avoir été arrêtées dans le conseil du roi le 17 avril, mais elles n'ont été publiées que le mardi 24, vraisemblablement à cause de la quinzaine de Pâques, pendant laquelle chacun se retire à la campagne. Elles ont ouvert à nos spectateurs une vaste matière d'observations philosophiques, morales et critiques. Pour moi, j'ai calculé. Quelqu'un a dit que les meilleures opérations de Finance seraient celles qu'on afficherait, et que le peuple pourrait entendre ; je suis dans ce principe du *gros bon sens* ; en conséquence augmenter ma recette, diminuer ma dépense, balancer mes dettes actives et passives sur mon

(1) Bibliothèque de Grenoble, F 809/3.

(2) *Correspondance de Grimm*, t. IV, p. 128.

livre d'échéances, voilà le gouvernement de mon comptoir. Depuis que l'inaction du Commerce me laisse tout le temps de lire, j'ai vu avec plus de satisfaction que de surprise, que Sully et Colbert raisonnaient ainsi sur le trésor royal et sur l'épargne »

Fortbonnais discute ensuite les diverses opérations de finances qui ont été jugées nécessaires par Silhouette ; il les justifie en s'appuyant sur des ordonnances rendues sous les règnes précédents. Il reconnaît que de tous temps il y a eu des abus et qu'on a cherché à les corriger quand on a su et voulu les découvrir. Silhouette a réduit à trois millions les pensions particulières, parce que dix à douze mille sujets, jouissant de la fortune du prince, vivaient à leur aise au milieu des calamités publiques, rendant seize millions de sujets malheureux. Il a combattu les exemptions de tailles, parce que souvent, par privilège, elles dispensaient de leur paiement ceux qui étaient le plus en état de les payer ; il arrivait alors que les villes et les villages étant également imposés, la somme totale était répartie seulement sur le pauvre qui subissait l'augmentation produite par les exemptions, puisque le nombre des privilégiés diminuait le nombre des taillables. Enfin son acte le plus vigoureux et le plus salubre fut l'opération concernant les Fermes générales, par rapport aux croupiers, mais il produisit aussi la plus grande protestation. « L'applaudissement, écrit Fortbonnais, de seize ou dix-sept millions d'hommes qui penseront comme moi sur l'arrêt du Conseil, fera certainement moins de bruit à la Cour et dans la Capitale que les murmures d'une centaine de personnes qui n'en seront pas contentes. Celui qui peut emboucher une trompette d'or forcera mille trompettes d'airain à se taire » (1).

Cette Lettre d'un banquier à son correspondant de pro-

(1) Cf. édition in-4°, page 13.

vince attira à son auteur deux réponses sarcastiques, dans lesquelles tous les avantages annoncés étaient critiqués et combattus. Ces deux réponses ont été parfois attribuées à Fortbonnais par quelques bibliographes, mais c'est à tort.

Dans la première de ces réponses anonymes, intitulée *Réponse du correspondant à son banquier* (1), écrite par le marquis de Mirabeau, tous les actes du nouveau ministre sont vivement discutés et combattus ; toutes les félicitations que Fortbonnais adresse au ministre sont tournées en ridicule. L'auteur de cette *Réponse* termine ainsi son libelle en parlant des ressources du nouveau « ministre si nécessaire à la France ».

« Il en est bien d'autres dans sa main, et il les trouvera ; car si j'en dois juger par un exemple bien près de moi, je lui dois déjà tout l'esprit et tout le sçavoir que je viens d'étaler dans cette lettre. Peut-être ne trouverez-vous pas que de semblables créations valent la peine d'être imputées à profit. N'importe il y a toujours à gagner à éveiller *le gros bon sens* des honnêtes citoyens. Le mien me fait lui vouer actuellement mon sincère hommage, espérer qu'il simplifiera les impôts, qu'il ôtera à nos enfants la rage d'être financiers ou commis, qu'il soulagera le pauvre peuple, qu'il protégera l'agriculture, qu'il désentravera le Commerce, et qu'il présentera chaque jour nos actions de grâces à notre auguste Maître, au lieu des plaintes et des remontrances dont on affligeait sa bonté. Ainsi soit-il. »

La seconde réponse qui a pour titre : *Lettre d'un croupier pour servir de réponse à la lettre d'un banquier à son correspondant de province* (2) est écrite sur le même ton ; elle combat les conclusions de Fortbonnais, et son auteur le

(1) In-4° de 32 pages, sans signature ni nom d'imprimeur, portant seulement la date de 1759. Bibl. du Mans, Sciences et Arts, n° 1047.

(2) In-4° de 15 pages daté de 1759, sans nom d'auteur ni d'imprimeur. Bibl. du Mans, Sciences et Arts, n° 1047.

déclare dès les premières lignes de sa réponse, où on peut lire :

« Je regarderais, Monsieur, comme une ironie continue, et dont je serais l'objet, la Lettre que vous m'avez adressée le 30 du passé, si je n'étais certain que nos relations de Commerce ne vous ayant donné aucunes lumières au-delà de ce qui peut y avoir trait, vous ignorez à quel point mon intérêt particulier est lié aux opérations du nouveau ministère des Finances ; d'ailleurs, j'ai lieu de croire que votre Lettre était circulaire ; j'en juge par la réponse d'un de vos correspondants, plus diligent que moi ; je présume que la lecture de cette pièce aura redressé certains préjugés dont vous paraissez fort épris, je ne fais que venir à l'appui ; la singularité de ma position et plus encore votre amitié pour moi, vous rendront peut-être supportables des détails aussi subordonnés, que le sont ceux qui me touchent, aux vues patriotiques qui vous font applaudir le nouveau système économique de nos Finances. »

Il combat ensuite sur un ton ironique tous les détails de la nouvelle organisation financière approuvée par Fortbonnais, et en fin de discussion il lui dit : « Je termine, Monsieur, une lettre déjà trop longue ; mais il fallait les détails qu'elle renferme, pour vous tirer de l'enthousiasme où vous ont jeté les opérations du ministère ; je vous avouerai néanmoins que vous n'êtes pas le seul atteint de cette maladie, et que pour surcroît de chagrin, je suis exposé journellement à entendre applaudir le nouveau ministre par quantité de gens, qu'auparavant je croyais aussi bons patriotes qu'éclairés ; cette épidémie, qui a déjà gagné nos provinces, y fait regarder M. le Contrôleur général comme le seul homme né pour être le Restaurateur de nos Finances ; les uns le font penser comme Colbert et Sully ; d'autres lui font emprunter de l'Étranger ce qu'il a de bon et d'applicable à notre gouvernement ; je n'ai garde de faire l'écho ;

mais si j'étais moins lésé, peut-être en penserais-je mieux que tous eux ensemble, car malgré toute ma mauvaise humeur je n'en suis pas moins l'ami de ma Patrie et le vôtre en particulier ».

Ces dernières lignes, en même temps qu'elles attaquent le ministre Silhouette, visent évidemment Fortbonnais, ses principes et ses théories, conformes à celles de Sully et de Colbert, et aussi empruntées à l'étranger. Fréron, dans l'*Année littéraire* (1), en parlant de cette *Lettre d'un croupier* trouve que « cette plaisanterie aurait été plus piquante, si elle eût été plus courte ».

Après sa *Lettre d'un banquier à son correspondant de province*, Fortbonnais laissa écouler huit années sans publier d'autre ouvrage ; ce ne fut qu'en 1767 qu'il donna un nouveau travail d'intérêt général sous le titre de *Principes et Observations économiques*.

GABRIEL FLEURY.

(A suivre.)

(1) Année 1759, tome IV, page 306.



Hélien J. Chevalier

Imp. A. Porcabeuf

LÉONÉE DE COLTRUX

Chevalier de la Légion d'Honneur

8 Novembre 1847 - 11 Avril 1909

LIONEL LE COUTEUX

ET

SON ŒUVRE ARTISTIQUE

1847-1909

CONFÉRENCE FAITE A LA SOCIÉTÉ DES AMIS DES ARTS
EN NOVEMBRE 1913 (1)

La *Société des Amis des Arts* est née, ce me semble, sous une heureuse étoile. Ses expositions se succèdent, sans se ressembler, si ce n'est qu'elles obtiennent, l'une après l'autre, un même et très légitime succès. Elles le doivent à l'activité, au zèle d'une direction intelligente, toujours attentive à éveiller la curiosité du public et fort habile à la satisfaire.

Depuis quelque vingt ans environ, le goût des choses

(1) En publiant cette conférence faite l'hiver dernier à la *Société des Amis des Arts*, la *Revue historique du Maine* n'est pas seulement heureuse de donner un témoignage de sympathie à cette jeune Société, dont les efforts artistiques sont justement appréciés au Mans, d'accueillir une nouvelle œuvre de notre distingué confrère M. D. Mallet, et de rendre justice à l'artiste manceau de grand talent que fut Lionel Le Couteux ; elle ne fait que suivre des traditions déjà anciennes. Dès sa fondation, la *Revue* n'avait pas hésité à réserver, de temps à autre, quelques pages aux artistes contemporains et même aux Salons annuels. (*Note de la Rédaction.*)

artistiques s'est singulièrement développé dans notre ville. Des écoles ont été fondées, des réunions périodiques groupent en faisceau les amateurs, isolés jadis, et leur procurent d'exquises jouissances, bien faites pour élever l'âme et affiner le jugement.

Dans ces brillantes manifestations, la musique, et à juste titre, occupe une importante place. Toutefois, les arts plastiques n'ont maintenant rien à lui envier.

Grâce à de précieux concours, vous avez eu, l'an dernier, Messieurs, le spectacle, unique jusqu'ici, d'une école de peinture réunie presque entière autour de son chef.

Ainsi que je l'ai fait pour Albert Maignan, je voudrais aujourd'hui, en retraçant la biographie de Lionel Le Couteux, apporter à celui qui nous a quittés trop tôt l'hommage d'une sympathie émue et d'une admiration raisonnée.

Le hasard de la naissance avait fait de lui le dernier rejeton d'une famille entourée au Mans de l'estime de tous. Son père, médecin distingué, fut, pendant un demi-siècle, la providence des malades de tout état ; pauvres et riches étaient l'objet de ses soins, et son nom ici était justement populaire. Malgré l'éloignement dans le passé, malgré la différence des temps, sa mémoire n'est pas encore effacée, je l'espère, parmi les survivants des générations qui l'ont vu à l'œuvre. Son oncle, entré dans la magistrature, après avoir été un des meilleurs avocats de notre barreau, occupa longtemps, avec une dignité, tempérée souvent par de piquantes saillies, la présidence du tribunal civil.

C'est dans ce milieu familial, tout de loyauté et d'honneur, que s'écoula l'enfance du jeune Lionel. Ayant suivi avec assiduité les cours du Lycée, il en sortit à 18 ans, pourvu d'un double diplôme, bachelier ès-lettres et bachelier ès-sciences. Comme son camarade Maignan, il avait, dès sa prime jeunesse, montré pour le dessin une remarquable aptitude, et c'est de ce côté que le portait une vocation nettement prononcée.

Vers cette époque, où allait se décider son avenir, des événements lamentables vinrent tout-à-coup jeter un trouble profond dans une famille dont tous les membres étaient unis entre eux par l'affection la plus tendre. Des trois fils qui se pressaient autour d'un père vénéré, et en qui il avait mis ses plus chères espérances, deux allaient disparaître pour toujours, laissant la maison désolée et comme déserte.

L'ainé venait de terminer ses études médicales et d'être reçu docteur. D'un voyage en Algérie, où il était allé se refaire après les fatigues des derniers examens, il était revenu malade, et, en quelques jours, il succombait, emporté par une fièvre infectieuse. Le second était depuis longtemps miné par cet affreux mal, la tuberculose, qui, malgré les progrès de la science, continue à ne point pardonner. La mort de son frère lui porta le dernier coup ; il expira le lendemain, et il nous fallut suivre, à un jour d'intervalle, les deux cortèges de mort. C'en était trop pour un père, que de telles pertes trouvaient lui-même affaibli par l'âge et la maladie. Après quelques mois de souffrances, il allait, dans un monde meilleur, rejoindre ses enfants bien-aimés.

Lionel, le plus jeune des trois, restait seul, auprès d'une mère éplorée, dont il serait désormais la dernière, l'unique consolation. Laissé tout-à-fait à lui-même, il n'eût pas, certainement, hésité sur la résolution à prendre. Mais son excellent père, élevé dans les idées d'autrefois, avait craint pour lui les hasards de la vie d'artiste. Dans les derniers temps de sa vie, il me demandait d'user, auprès de Lionel, de mon amicale influence pour le détourner d'une voie qu'il estimait dangereuse. Et, sur son lit de mort, il lui avait fait promettre de ne point obéir exclusivement à ce qui, après tout, pouvait être un appel trompeur.

En fils respectueux et soumis, Lionel, établi à Paris avec sa mère, s'empressa de déférer au vœu paternel. Il se mit bravement à l'étude du droit, conquit, en deux ans, le grade

de licencié, et il aurait pu, dès lors, se faire inscrire au barreau et plaider devant la Cour. Mais son ambition était tout autre. Tandis qu'avec une conscience résignée, il préparait ses examens, il n'avait pas cessé de fréquenter un atelier libre, étudiant le modèle vivant, la nature morte, acquérant, par un labeur acharné, cette vision sûre, cette habileté d'exécution, qu'aucune difficulté ne rebute ni n'arrête.

Ayant tenu fidèlement sa promesse, il pouvait, sans scrupule, s'abandonner à sa destinée. Bientôt, à la recommandation de Maignan, il entra dans l'atelier de Luminais ; et là en compagnie de Nozal, il exécutait des dessins très poussés, qui, par la combinaison de leurs traits, ressemblaient déjà à des eaux-fortes.

Tout jeune, il avait essayé de la peinture et brossé quelques paysages, qui ne manquaient ni d'intérêt ni de saveur. Mais à un moment donné, il se crut atteint de daltonisme, s'exagérant beaucoup, à mon sens, une prétendue inaptitude à distinguer la vraie nature et la relation des couleurs.

La vérité, c'est qu'il avait toujours eu pour la gravure une prédilection marquée, ayant sans doute l'intuition des succès qu'elle devait lui valoir. L'eau-forte surtout l'attirait par les ressources infinies dont elle dispose, et c'est à elle qu'il réservait hautement toutes ses préférences.

Aussi bien le choix d'une telle « spécialité » était-il alors des plus opportuns. La gravure en taille-douce, avec la lenteur de ses préparations, la régularité un peu compassée de son allure, avait beaucoup perdu de son ancien prestige. En France et à l'étranger, en Angleterre particulièrement, on s'était épris avec passion de cet autre genre, qui grâce à la variété, à la libre prestesse de ses procédés, rivalise avec la peinture même, et, par la simple opposition du blanc et du noir, en imite, en réalise les effets.

C'est au Mans, par ses moyens propres et sans aucune initiation préalable, que Le Couteux tenta ses premiers

essais. J'en possède quelques-uns, encore imparfaits sans doute, mais qui témoignaient déjà d'une singulière adresse.

A Paris, un graveur bien connu, Léon Gaucherel, lui donna quelques conseils. Ses progrès furent rapides ; et, ayant achevé diverses planches, il osa les présenter au plus célèbre des maîtres contemporains, Charles Waltner. Celui-ci, vivement frappé des mérites de ce débutant, l'accueillit avec faveur et consentit à l'aider de sa grande expérience.

* * *

Avant de donner un aperçu des principaux ouvrages qui ont marqué les étapes de cette brillante carrière, il ne sera pas inutile, je pense, de décrire, en quelques mots, les procédés spéciaux qui constituent la besogne matérielle de l'aqua-fortiste.

Si vous pénétrez dans son atelier, vous le verrez attablé en face d'une fenêtre, abrité par un cadre rectangulaire de verre dépoli, qui tamise la lumière trop crue et l'adoucit en l'égalisant ; devant lui, une plaque de cuivre, chauffée au préalable, sur laquelle il a étendu une couche de vernis, noirci à la fumée d'un flambeau. Sur la surface ainsi préparée, il trace, au moyen de pointes d'acier, tantôt des sillons larges et profonds, tantôt des lignes d'une ténuité presque imperceptible. Ces traits, en enlevant le vernis, découvrent le métal, et on a sous les yeux un dessin rouge sur une plaque noire. Ensuite, il verse sur le tout une certaine quantité d'eau-forte. Le corrosif n'ayant pas d'action sur le vernis, sa morsure ne s'exerce que sur le cuivre mis à découvert par le burin. Puis, le vernis effacé, vient l'opération du tirage, où l'artiste est forcé d'avoir pour collaborateurs des ouvriers plus ou moins expérimentés. Il doit les diriger, les surveiller de très près, et cela à plusieurs reprises : car une même planche est souvent tirée en plu-

sieurs *états*, et, de l'un à l'autre, elle subit des remaniements plus ou moins considérables.

Vous voyez à combien d'aventures l'œuvre est successivement exposée, quelles difficultés sont à vaincre, avant de la mener à bonne fin. Vous sentez aussi quel ensemble de qualités devra réunir celui qui se résout à l'entreprendre, car, s'il veut exceller en son art, le graveur ne sera pas un simple copiste, mais bien plutôt un traducteur (1), et le proverbe italien dit assez combien la tâche est hasardeuse. Pour rendre les jeux de la lumière, la diversité des tons, les nuances plus ou moins foncées des ombres, il devra tantôt ménager sobrement, tantôt multiplier les hachures, fabriquant alors un lacis, une sorte de tissu serré et néanmoins transparent, évitant de donner, même aux parties les plus sombres, l'opacité d'une tache obscure, au travers de laquelle l'air se refuserait à circuler.

Eh bien, ces mérites d'ordre si divers, Le Couteux les a, on peut le dire, possédés à un degré éminent.

. * .

Il ne s'agit pas, — en ce moment du moins, — de dresser un catalogue de cet œuvre, qui a tenu un des premiers rangs dans le mouvement de l'art contemporain. Ce qui importe, c'est d'en dégager les caractères principaux, d'en mettre en relief les qualités maîtresses.

Et d'abord, l'observateur le moins averti en remarquera, au premier regard, l'extraordinaire variété. Appartenant aux écoles les plus opposées, les modèles diffèrent entre eux par le faire comme par le style.

Appelé à traduire tour à tour des textes si dissemblables, l'aqua-fortiste est obligé, chaque fois, de se créer, pour ainsi dire, une langue nouvelle. Grave problème, et que

(1) Traduttore, Traditore.

bien peu ont su résoudre. Le Couteux, précisément, a été de ceux-là, et je ne vois personne qui ait, plus que lui, le don de se transformer en passant d'un sujet à l'autre, d'assimiler, d'identifier sa manière à celle du peintre, dont il se fait l'interprète.

Laissant de côté les essais de jeunesse, je citerai seulement pour mémoire les belles planches exécutées d'après la Brunehaut et les guerriers gaulois de Luminais. J'ai hâte d'arriver à cette page de haute valeur, exposée au salon de 1877, le *Prim* de Regnault, où s'accuse déjà, — dans le rendu si vigoureux du cheval, arc-bouté sur ses muscles raidis, dans l'attitude indécise du cavalier, dans le tumulte désordonné de la populace entrevue à l'arrière-plan, — la confiance d'un maître ouvrier, désormais sûr de lui-même, en possession de tous ses moyens.

Dès lors, sa réputation fut si bien établie, que les grands éditeurs, français et anglais, le chargèrent à l'envi de missions lucratives et charmantes, dont il s'acquittait avec autant de zèle que de talent.

A Anvers, c'est avec des chefs-d'œuvre de Rubens qu'il ose lutter, et sa hardiesse ne paraîtra point téméraire. Noblesse des poses, vivacité du coloris, magnificence des étoffes, rien ne manque vraiment à ce groupe, formé par la première famille du Maître, donnant la main à sa jeune femme, qui, devant elle, tient en laisse un bel enfant aux joues vermeilles. Mais plus admirable encore est la planche gravée d'après le tableau fameux de l'église Saint-Jacques. Dans la chapelle où reposent ses restes, Rubens, on le sait, n'a pas hésité à représenter la Vierge et les saintes (Marthe et Magdeleine) sous les traits des êtres qui furent les plus chers à son cœur ; lui-même, revêtu d'une armure de chevalier, est le saint Georges qu'on aperçoit tout au fond, brandissant un étendard. Comment, avec du blanc et du noir, l'eau-forte parviendra-t-elle à imiter, sans la trahir,

cette composition splendide, où éclatent, avec la plantureuse beauté des formes, toutes les magies de la couleur ? Conscient plus que personne des difficultés de l'entreprise, Le Couteux, cependant, a voulu en courir le risque. On peut suivre, dans la collection qu'il a léguée à notre Musée, la série des préparations savantes, des *états*, par lesquels il conduisit jusqu'à l'achèvement définitif ce redoutable travail. Du moins, s'il lui avait coûté un effort exceptionnel, la réussite fut des plus heureuses. Les amateurs s'accordèrent à reconnaître que la copie, cette fois, était digne de l'original et s'en disputèrent à prix d'or les meilleures épreuves.

De l'art flamand à l'art hollandais, la distance est grande, l'intervalle dur à franchir. A coup sûr, il faudra changer de méthode, travailler dans un autre esprit. S'attaquer à un portrait de Rembrandt, à l'un de ses plus merveilleux, celui de son fils Tite, ne sera-ce pas, malgré tout, préjuger un peu trop de ses forces ? Mais non. De même qu'il arrivait tout à l'heure à reproduire jusqu'à l'illusion l'éblouissement lumineux des chairs, l'artiste saura sur-le-champ, par une métamorphose imprévue, s'approprier la touche grasse, les solides empâtements, les dégradations du clair-obscur, tout ce qui constitue l'originalité du maître d'Amsterdam, ce qui distingue, entre toutes les autres, et spécifie sa manière.

Au Louvre, devant la *Bohémienne* de Franz Hals, il va s'en prendre au plus impeccable des techniciens, un des meilleurs parmi les peintres, peut-être parce qu'il l'est exclusivement, et que, tout entier à la pure réalité, il n'accorde rien à l'imagination, à la rêverie. Et, par la décision du trait, par la fermeté des tailles, le graveur égalera presque la franchise, l'imperturbable assurance du pinceau le plus audacieux.

A présent, voici le XVIII^e siècle, avec ses grâces raffinées,

la recherche de ses élégances mondaines, le charme prenant de sa galanterie discrètement voluptueuse. C'est la Fête champêtre de Watteau, l'*Embarquement pour Cythère*, un délice.

Ici, on le comprend, la force n'est plus de mise, mais bien plutôt un sens délicat des nuances, des demi-teintes, un faire délié, caressant. Au milieu d'une campagne de rêve évoluent des couples tendrement enlacés, qui, aux accords des guitares, esquissent des pas de gavotte ou de menuet. Un ciel fluide, semé de nuages légers, enveloppe ce petit monde d'une atmosphère sereine . . . En ces Champs-Élysées du plaisir et de l'amour, celui que nous avons vu naguère plutôt vigoureux et grave, semble maintenant se détendre et s'épanouir. On dirait que l'esprit même de Watteau le pénètre et l'anime, dirige les mouvements de son burin. Le caprice d'une composition toute de fantaisie, les mines affectées des danseurs, le pittoresque d'un paysage plus idéal que réel, tout cela, par des miracles d'ingéniosité, de savoir faire, revit soudain sur le papier, et semble vibrer dans le chatoiement d'une lumière joyeuse et doucement tempérée.

Les figures si poétiques, les aimables verdure de Raphaël Collin, ses portraits de femmes, ses charmantes illustrations du roman de Daphnis et Chloé, ne demandaient pas moins de souplesse dans la facture, de finesse subtile dans le maniement de l'outil. Les eaux-fortes, comme les pointes sèches de Le Couteux en rappellent, avec un égal bonheur, la naïveté ingénue ou la suprême distinction.

Dans cette même catégorie des ouvrages où triomphe et prévaut la surprenante flexibilité du trait, je suis tenté de ranger des planches comme celle qu'il a exécutée d'après Corot ; car on y retrouve son harmonie si savoureuse, avec la gracieuse ronde des Nymphes, les lointains estompés,

les branches vaporeuses des arbres s'enlevant à peine sur les fonds nuageux du ciel.

D'un Corot à'un Millet, la transition encore paraît malaisée. Millet, c'est la simplicité agreste, la forte rusticité des paysans de la vieille France, avec quelque chose dans la touche de rude et d'un peu sauvage. Quel contraste et, pour tout autre, que d'écueils à redouter ! Mais lui, n'est-il pas rompu déjà à toutes les métamorphoses ? Les obstacles ne font qu'exciter sa verve. Aussitôt il imagine des expédients, disons si l'on veut, des trucs, des ruses industrielles, où les manipulations du tirage joueront souvent un rôle décisif. Peu important les moyens, le résultat seul nous intéresse, et il est de nature à satisfaire les plus exigeants.

Voyez plutôt la fileuse, assise sur un tertre, qui dévide, — impassible, — la laine de sa quenouille ; ou cette robuste gaillarde, portant sur son épaule une lourde cruche, qu'elle maintient à l'aide d'une corde tendue au bout de son bras ; surtout ces travailleurs de la fenaison, hommes et femmes, courbés vers la terre, étreignant les épaisses brassées, qui vont s'entasser tout à l'heure et grossir la barge (1) voisine. Et dites si jamais le solitaire de Barbizon a rencontré, parmi ses nombreux copistes, un interprète aussi exact de son réalisme puissant et sincère.

Beaucoup plus abordables, évidemment sont les paysanneries de Jules Breton, d'un intérêt plutôt littéraire, et qui font penser aux jolis romans champêtres de George Sand.

(1) Je sais bien que le mot « barge » n'est pas du français académique. On ne le trouve pas dans le Dictionnaire de Littré. Mais il m'a paru plus expressif et, en somme, plus juste, que le mot « meule », forcément un peu vague, parce qu'il s'applique indistinctement à des tas de toute grosseur. « Barge », au contraire, désigne toujours une meule de dimensions assez considérables.

Mais si l'effort est moindre, la valeur de la gravure n'en est pas, pour cela, diminuée.

Aux peintres animaliers, Rosa Bonheur, Julien Dupré, Van Marcke, il sied, dans cette trop rapide revue, de réserver une place de choix ; car, dans l'œuvre du maître, ils en tiennent une fort importante. Dans les gras pâturages, au Nivernais, en Normandie, debout ou couchées, paissent ou ruminent paisiblement de belles vaches au poil tacheté, et partout la perfection de l'eau-forte est telle, que l'œil discerne presque aussi sûrement que sur la toile les variétés de leur pelage. Mais que dire de ces chiens de Van Marcke, aussi grands que nature, dont Le Couteux, après lui, a si magnifiquement immortalisé les portraits ? Nulle part, sans doute, il n'a déployé une plus virile énergie, accusé avec autant de plénitude et de verdeur, — par le rayonnement des yeux, expressifs en leur fixité, par le port de la tête, fière et soumise à la fois, — le sens de la vie animale, marquant d'un trait précis le caractère propre de l'espèce, avec sa robe aux poils souples ou durs, hérissés ou soyeux.

Arrivant enfin aux grandes œuvres, qui ont été comme le couronnement d'une carrière si bien remplie, nous nous arrêterons d'abord devant cette page si tragique, la *Barque de don Juan*, d'après Delacroix. Tentative périlleuse que celle-là, et devant laquelle auraient bien pu reculer les plus intrépides et les mieux armés. Quant à lui, il n'hésita pas, et sa vaillance devait être brillamment récompensée. En fait, de l'estampe comme du tableau, se dégage la même impression terrifiante. Tout y est : l'angoisse indicible des naufragés, la lutte féroce pour la vie — les matelots entassés au centre tirant au sort à qui sera sacrifié pour le salut commun, — le calme stoïque des uns, le sombre désespoir des autres, l'affaissement résigné des plus faibles, l'égoïste abandon de ceux que la mort a déjà touchés. Au fond, la

mer sans fin, se confondant avec un ciel noirâtre, inexorable comme le destin. Si la composition de Delacroix, par la violence des gestes, par l'âpreté de la couleur, exprime avec une vérité poignante l'épisode emprunté au poème byronien, je ne crois pas exagérer en disant que l'eau-forte rend ici, de façon vraiment adéquate, cette scène de désolation et d'horreur.

Lors de l'Exposition universelle de 1900, Cormon, qui fut pour Le Couteux un ami de tout temps, et qui nous a donné de lui un portrait, ornement précieux de notre Musée, lui avait fourni l'occasion d'un nouveau triomphe.

Un mot, sans plus, suffira pour remettre devant vos yeux cette saisissante résurrection des temps préhistoriques, l'*Age de Pierre*, dont vous avez tous, sans nul doute, admiré la mâle vigueur : le grand vieillard assis à la porte de son antre, aux pieds de qui les chasseurs ont jeté, comme une offrande, l'ours abattu par leurs armes primitives, tandis que, de l'autre côté, les femmes regardent, tranquilles, la proie qu'elles vont accommoder pour la nourriture de la famille. Ces groupes, si vivants sur la toile, bien que réduits en leurs proportions, n'en ont pas moins conservé, dans la superbe gravure, leur fierté hautaine et leur austère grandeur.

L'ouvrage, lorsqu'il parut, fut acclamé d'une voix unanime, et il figure aujourd'hui, avec les deux Rubens, le *don Juan* et d'autres encore, parmi les chefs-d'œuvre dont s'enorgueillit la Chalcographie du Louvre. Le Musée du Mans en possède une bonne épreuve, et vous avez pu l'étudier de nouveau ici même, dans une de nos travées, à côté de tant d'autres œuvres, témoignages d'une activité infatigable et d'un talent hors de pair.

Cette activité, cet entrain au travail, Le Couteux en a donné, certes, bien d'autres preuves. Mais le temps me presse et, à mon grand regret, je ne puis que signaler à

vosre attention des planches d'un très vif intérêt, comme le portrait de Lord Berenstein, d'après un Van Dyck du musée de Madrid ; la mort de Chlodobert, d'Albert Maignan, dont j'ai parlé plus longuement l'an dernier ; le Soudard de Roybet, courtisant une maritorne ; *les Halles* de Lhermitte, avec leur foule grouillante ; la jeune Amazone d'Aimé Morot ; des Fantasia algériennes de Fromentin, cet harmonieux et fin coloriste, qui fut en même temps un écrivain délicieux.

* * *

Jusqu'ici nous n'avons eu affaire qu'à des reproductions, prodigieuses d'habileté assurément, mais non à des créations personnelles. Les premières, il est vrai, sont de beaucoup les plus nombreuses, et il ne saurait en être autrement dans les conditions actuelles de la vie. L'incroyable fécondité d'un Rembrandt est unique dans l'histoire de l'art. D'ailleurs, le régime des commandes limite forcément le génie inventif de nos aqua-fortistes contemporains. Le Couteux, cependant, ne s'est pas borné à suivre toujours les traces d'autrui ; il a entendu, à ses heures, faire acte d'initiative. On a de lui des portraits d'après nature, où l'on reconnaît, avec la virtuosité habituelle de l'exécution, des mérites d'un autre ordre, l'étude approfondie du caractère, de la personnalité du modèle, un sens psychologique, une observation pénétrante.

Je citerai, entre autres, une tête de pêcheur breton, coiffé d'un chapeau rond, la pipe à la bouche. Son visage est creusé, couturé de rides profondes, qui s'enchevêtrent en un fouillis inextricable, et l'œil fixe est bien celui d'un vieillard, absorbé dans ses souvenirs, rêvant encore aux périls de la mer, qu'il a tant de fois affrontés. — Dans un autre cadre paraît lui faire pendant une vieille en coiffe aux larges pans, qui la voilent à demi ; vue de face, affaissée dans un fauteuil de bois grossier, elle s'appuie sur un bâton,

se soutenant à peine, écrasée qu'elle est sous le poids des ans.

Ailleurs, la note change : c'est le profil d'une femme, jeune et charmante en sa coquetterie parisienne, et dont la lourde chevelure est retenue, au devant, par un filet semé de boules métalliques. Quand on examine de près et avec l'attention qu'elle mérite cette intéressante effigie, on se demande si le plus ardent coloriste aurait pu trouver des tons plus chauds pour rendre la carnation de cette brune au regard si vif, le modelé des parties nues, les plis très largement indiqués du vêtement ouvert, qui laisse entrevoir le buste ?

Toutes ces figures, d'un vrai et solide réalisme, montrent assez quelle mine féconde offrait à l'artiste l'imitation directe de la nature, si ses autres travaux lui en avaient laissé davantage le loisir. — D'autre part, il avait exécuté de remarquables crayons : antiques églises de Bretagne, coins de paysages, rochers de la baie des Trépassés ; puis des dessins à la plume de quelques restes de notre vieille ville, qui attestaient chez lui un rare sentiment du pittoresque, une perception visuelle aiguë et forte, une science des formes, servie à la fois par une naturelle adresse de la main et par les lentes préparations de l'atelier.

. . .

La seconde moitié du XIX^e siècle avait été, pour les fervents de l'eau-forte, un véritable âge d'or. Entre les collectionneurs s'entretenaient des rivalités jalouses, une sorte d'émulation, qui profitait aux artistes, et plus encore sans doute, aux intermédiaires. A une époque de vie intense comme la nôtre, les faveurs de la mode ne sauraient être de très longue durée. Le goût des amateurs changea ou se refroidit. Et puis, là comme dans tous les arts du dessin,

les progrès de la photographie exercèrent une dangereuse influence. La gravure sur bois avait été la première et la plus gravement touchée, l'eau-forte aussi eut sérieusement à souffrir.

Heureusement pour Le Couteux, sa supériorité reconnue lui faisait une situation à part. Ajoutez à cela qu'il avait, comme on dit, plusieurs cordes à son arc. Doué d'une aptitude innée pour le modelage et la ciselure, il lui plut de l'appliquer au travail des métaux précieux, et, dans cette branche nouvelle, il sut prendre fort à propos le rôle d'un novateur.

Aux temps lointains de la Renaissance, Benvenuto Cellini avait ciselé des bijoux sans prix, merveilles de parure, que la coquetterie des riches contemporaines étalait avec orgueil ; et, durant les siècles suivants, l'ambition des meilleurs joailliers n'allait guère qu'à broder des variations sur ces thèmes devenus classiques.

Au lieu de s'acoquiner à suivre des exemples qu'il jugeait surannés, au lieu de chercher péniblement des combinaisons ornementales toujours plus compliquées, Le Couteux, au contraire, se tourna franchement vers la nature. Et je ne puis m'empêcher de remarquer qu'en agissant ainsi, il se rattachait, plus ou moins consciemment, à nos vieilles traditions nationales. D'instinct il reprenait, avec d'autres moyens, la voie ouverte par ces artisans inconnus du Moyen-Age qui savaient denteler la pierre, parsemer de feuillages ajourés, entremêlés d'êtres vivants, les chambranles des portes, les gâbles des façades, les corniches des galeries. Sans doute, les matières mises en œuvre diffèrent ici du tout au tout, ainsi que les dimensions et l'usage ; mais la pensée, au fond, n'est-elle pas la même ?

Toutefois, à des ornements d'un très mince volume, il faut mesurer la taille des objets représentés. Et ce sont de tout petits animaux, des insectes, des fleurs, des feuilles de plantes, cultivées ou sauvages, que va modeler en se jouant

notre orfèvre improvisé. Tous ces êtres, observés d'un œil perspicace, surpris dans leurs poses les plus habituelles, il les étudie avec l'attention minutieuse d'un naturaliste, assez pour leur insuffler la vie, pour en fixer à jamais l'image. La plupart de ces bijoux si précieux sont aujourd'hui dispersés. Mais quelques-unes des aimables privilégiées qui les possèdent ont bien voulu s'en dessaisir temporairement, pour nous en montrer du moins un certain nombre de spécimens.

Ce sont, par exemple, des bagues d'or, qui, au lieu des ordinaires pierreries, s'agrémentent d'un tortil de roses, d'une pâquerette ou d'une abeille. — Au reste, l'artiste met volontiers à contribution tous les ordres de la nature, animale et végétale, maritime et terrestre. Il a pris un épi de blé, une sauterelle, des pommes de pin, une feuille de chêne, c'est assez, et voilà mise au point une broche du goût le plus original et le plus pur. Parfois, l'agencement est moins simple : c'est un crabe aux yeux ronds, saisissant de ses terribles pinces une crevette, en or comme lui ; ou bien une grenouille d'émail, accroupie sur trois feuilles d'une plante aquatique.

Sur tel pendentif, un coquillage aux couleurs diaprées figure un fond, que l'on dirait transparent, encerclé ici par un hippocampe dressé, et là par une chute d'algues marines. Ailleurs, apparaît un vrai paysage de nacre, avec la mer aux flots changeants, et, parmi des rochers irisés, une Andromède suspendue, attendant la venue de Persée.

Point d'entrelacs aux courbes géométriques, à la façon des bijoutiers professionnels. — Un collier se déroule librement en une ligne serpentine de feuilles de trèfle, entremêlées d'abeilles, et la bestiole qui le termine semble faite pour l'alléger plutôt que pour l'alourdir. — Un peigné d'écaille se rehausse d'une application de sarcelles, posées sur des nénufars d'or. — Enfin, la mer elle-même a fourni cette grande coquille perlière, montée sur un motif de bronze, où se détachent encore des algues et un crabe.

On n'en finirait pas à énumérer les spirituelles trouvailles, qui, dans ce domaine jusque-là inexploré, apportèrent à l'aqua-fortiste un regain de renommée. A la vérité, ces bijoux, si nouveaux à leur apparition, ont fait école depuis lors, ils ont eu de nombreux imitateurs, mais à celui qui des premiers à su montrer le chemin, il convient assurément de ne point marchander l'honneur.

. . .

Tant de travaux sérieux et de nature si diverse n'avaient point tari sa veine, ni épuisé son esprit inventif. Et, vers la fin de sa carrière, il allait se permettre une excursion assez inattendue dans le monde excentrique des caricaturistes.

Par manière de distraction, un de ses camarades, Sylvain Dufour, s'amusait à sculpter en figures grotesques la pulpe des marrons d'inde. Les visages étaient par eux-mêmes d'un comique achevé. Mais, pour prêter à ces embryons quelque apparence de vie, il était nécessaire de les compléter en leur adaptant un buste, de leur appliquer une coiffure, un costume, des accessoires. Ce rôle d'habilleur, de stoliste, qui était peut-être le principal, Le Couteux le prit à son compte, et il s'en acquitta avec une fantaisie absolument étourdissante. Ce fut, dans son entourage d'abord, puis dans les ateliers, et dans Paris même, grâce aux photographies des journaux illustrés, un éclat de rire universel.

Rien de plus drôle, il est vrai, tranchons le mot, de plus cocasse, que ce ramassis de personnages falots, invraisemblables, qu'on croirait issus, à point nommé, de quelque imagination délirante : pédants bourrus aux tignasses emmêlées ; majors anglais, raides en leur corset d'uniforme ; magnats rébarbatifs ; étranges chevaliers de Malte, le torse drapé en des manteaux constellés ; vieilles refrognées aux effarements prudhommesques ; grandes dames du XV^e siè-

cle ; danseuses japonaises, souriantes sous leur coiffure de fleurs champêtres ; etc., etc.

Pour costumer ces fantoches, notre ami utilisait les éléments les plus hétéroclites, les matières les plus bizarres. C'est ainsi qu'un guerrier à la mine farouche a pour casque un couvercle de boîte à punaises, surmonté d'une aigrette d'eucalyptus ; d'autres se contentent, comme couvre-chef, d'une coquille d'escargot, d'un bouchon de bouteille à champagne, d'un fragment de tête de pavot, avec une touffe de graminées pour plumet ; ils arborent, en guise d'épaulettes, des écailles de pommes de pin. — Le chapeau d'un Louis XI est taillé dans une peau de gant, et les médailles qui le décorent ne sont autre chose que des graines de plantes, dorées ou argentées. — Au cou d'une *doña Sol* s'étale une collerette richement festonnée, et c'est tout bonnement une de ces cupules en papier tuyauté, qui garnissent les petits-fours des confiseurs. — Avec des mousses, des lichens, son industrie fabrique alternativement, soit des jabots de dentelle, soit d'imposants bonnets à poil. Lui faut-il, pour parer de nobles douairières, des corsages aux teintes éclatantes, où trouver mieux que les plumes du paon, les ailes des papillons ou des scarabées ?

Ainsi, ramassant comme au hasard mille objets de rebut, débris de végétaux, chiffons sans valeur, carapaces ou têtes d'écrevisse, etc., ce costumier d'un nouveau genre fait surgir devant nous toute une société fort mêlée de magots extravagants, créations d'une bouffonnerie énorme et fantasque, provoquant chez qui les voit une explosion de gaieté folle, sans arrière-pensée maligne ; bien différentes, en tout cas, des marionnettes vulgaires, qui ne sont que des *homunculi*, un peu plus ou moins déformés. Rien non plus en tout cela, qui rappelle l'amertume railleuse d'un Daumier ou la mordante ironie d'un Gavarni, moins encore, bien entendu, la profonde psychologie des caricatures de Léonard. Le Couteux est fort loin d'avoir de si hautes visées. Il s'en tient, comme

dirait Rabelais, à désopiler la rate, n'opère que pour l'ébaudissement de ses amis. Son comique est à fleur de peau, les enfants le saisissent aussi aisément que les hommes ; les illettrés, comme les autres, y prennent un innocent plaisir.

De là lui survint, à l'improviste, une sorte de popularité qui l'étonna, et qu'il n'accueillit pas, je crois, sans quelque nuance de dédain. A vrai dire, les acclamations banales de la foule pouvaient bien le laisser froid, lui qui, par des ouvrages de premier ordre, avait conquis, et à bon droit, l'estime raisonnée des juges les plus éclairés, des critiques les plus compétents.

. . .

Critique avisé, il l'était d'ailleurs lui-même autant que les plus experts ; sévère pour soi aussi bien que pour autrui, pas toujours indulgent, il faut l'avouer. Aussi ses appréciations, parfois dénuées de mansuétude, le faisaient-elles craindre de ceux qui se sentaient exposés à en subir l'inflexible rigueur. Est-ce à dire que son autorité ou son crédit en fût réellement diminué ? Le contraire serait plutôt vrai ; car, on ne le sait que trop, la perfection est chose rare, et il n'est guère d'œuvre humaine où un œil exercé ne découvre des défauts inaperçus du vulgaire. Au surplus, ceux qui étaient adonnés aux mêmes études connaissaient la loyauté de son caractère, l'équité toujours impartiale et la sûreté de son jugement.

Dans la voie des honneurs et des récompenses officielles, son ascension fut régulière, sans précipitation et sans lenteur. Gravissant un à un tous les échelons, il avait, dès 1879, obtenu une 3^e médaille, une seconde deux ans après, et une première en 1884, avec sa *Barque de don Juan*. Promu chevalier de la Légion d'honneur en 1891, titulaire

de la médaille d'honneur en 1899, il remportait, quelques années plus tard, un très grand succès à l'Exposition de Londres, où « ses superbes envois avaient été particulièrement remarqués » (1). Depuis longtemps déjà il faisait partie du jury de gravure, dont il devint le vice-président ; et, quand il eut appliqué à la ciselure des bijoux les dons de sa riche nature, la présidence du jury des Arts décoratifs lui fut très justement conférée.

La vie, comme vous le voyez, lui avait dispensé généreusement les nobles joies, les distinctions méritées. Cependant, à lui comme à nous tous, elle réservait aussi des épreuves.

Après qu'il eut terminé ses études de droit, sa mère étant revenue habiter Le Mans, il y faisait encore de fréquents et assez longs séjours. Lorsque la mort l'eut enlevée à son affection, il se fixa définitivement à Paris, et vécut là-bas dans un étroit cercle d'amis. Milieu intelligent et choisi où l'on devisait sans prétention, mais non sans profit pour l'art. Un maître illustre, dont nous avons déjà rencontré le nom au cours de cette étude, Cormon, était l'âme de ces réunions familières, et d'autres artistes, éminents en des genres divers, y faisaient leur partie avec un aimable entrain.

Avec Albert Maignan, qui fut, nous l'avons dit, son camarade de collège, Lionel Le Couteux avait toujours entretenu les relations les plus cordiales. — Entre ceux qui lui furent unis par les liens les plus intimes, il en est un surtout, Avice, qui n'a jamais cessé de lui témoigner un attachement presque fraternel. Celui-là, nous l'avons perdu lui aussi, il y a un an ; nous l'avons pleuré comme un héroïque compagnon d'armes, et vous me permettrez d'associer ici son souvenir à celui de Le Couteux, dont il fut, au moment suprême, le dernier et l'affectueux consolateur.

Au soir de sa vie, notre pauvre ami commun avait essuyé

(1) J'emprunte cette ligne à un article nécrologique publié par Cormon dans le *Bulletin de la Société des artistes français*.

des déceptions, des déboires, qui ne pouvaient manquer d'agir sur son caractère, d'assombrir son humeur. De plus, l'âge venait, ébranlant plus profondément une santé déjà compromise. Dès sa jeunesse, il portait en lui le germe d'une de ces maladies de cœur, qui, en dépit des précautions les mieux calculées, constituent un danger permanent et comme une menace perpétuelle. De bonne heure aussi, il avait eu des accès de goutte, fâcheux héritage que les générations successives se transmettent avec le sang. Les années s'écoulant, ses maux s'étaient aggravés ; la solitude lui devenait pesante, ses forces peu à peu s'épuisaient.

Alors devait venir à son secours l'amitié, qui jamais ne lui avait fait défaut. Déprimé par la souffrance, sentant probablement sa fin prochaine, c'est à la Forêterie, auprès d'Avice, qu'il espérait, qu'il savait trouver refuge et réconfort. Là, en effet, on allait lui prodiguer les soins les plus attentifs ; et toute une famille, groupée autour de son chef, était prête à se dépenser en pieux efforts pour prolonger, si possible, une existence, hélas condamnée. Par malheur, il était trop tard. Le malade atteignit péniblement la maison si hospitalière ; mais les fatigues du voyage avaient avancé le terme fatal. Réchauffé un instant et soutenu par la cordialité de l'accueil, il semblait reprendre un peu de goût à la vie et on avait conçu pour lui quelque espoir. L'illusion ne fut pas longue. Son heure était décidément venue ; le lendemain même de son arrivée, lorsqu'on pénétra dans sa chambre, on le trouva inanimé : la mort avait fait son œuvre.

Il avait 62 ans, étant né le 8 avril 1847 (1).

. * .

Son nom est inscrit maintenant, non loin de celui d'Albert Maignan, sur une des places de notre ville, là où il avait

(1) Il s'éteignit au commencement d'avril 1909.

passé ses jeunes années, là où sont morts ses deux frères, où son père lui avait légué le haut exemple d'une vie partagée entre le travail et la charité.

Grâces en soient rendues à ceux-là, qui, soucieux de nos gloires locales, s'honorent eux-mêmes en faisant acte de justice (1).

Pour moi, qui fus son aîné, qui l'ai suivi toujours avec un intérêt passionné, l'encourageant à ses débuts, puis applaudissant à ses succès, j'aurais voulu aujourd'hui lui rendre un meilleur témoignage, et contribuer, pour ma faible part, à consacrer sa mémoire.

Lorsqu'on arrive à une certaine heure, de tels retours vers le passé ne vont pas sans une secrète mélancolie, et les beaux souvenirs d'autrefois ne laissent guère à ceux qui restent que de pénibles regrets. N'importe : il est des devoirs que, malgré le sentiment de son impuissance, on est quand même tenu d'accomplir.

A ceux qui, par des mérites hors ligne, ont ajouté un nouveau lustre au renom de la petite patrie, ses propres enfants seraient ingrats, s'ils n'apportaient, dans le présent comme dans l'avenir, un légitime tribut d'honneur et de reconnaissance.

D. MALLET.

(1) Le Bureau de la Société historique et archéologique du Maine ne peut, certes, qu'applaudir lui aussi aux hommages rendus, par la dénomination des rues, aux *gloires locales*, mais sous la réserve qu'en principe les nouvelles dénominations s'appliqueront de préférence à des voies nouvelles. Sauf de rares exceptions et avec une grande partie de la population, il regrettera toujours les changements de vieux noms rappelant la topographie ancienne ou des dénominations traditionnelles. (*Note de la Rédaction.*)

CHRONIQUE

Depuis la publication de la dernière liste d'admissions, M. Camille JULLIAN, ✱, membre de l'Institut, professeur au Collège de France, a bien voulu accepter le titre de membre d'honneur de la Société, et S. G. M^{sr} CHAROST, évêque de Lille, celui de membre titulaire.

Ont été admis, en outre, comme membres de la Société :

MM. AVICE (Gustave), rue Montoise, 89, Le Mans.

BRUNEAU (le chanoine), rue des Maillets, 53, Le Mans.

DOLBEAU (Marcel), antiquaire, rue de l'Île, à Sablé.

DESORMEAUX (le commandant), ✱, rue Julien-Bodereau, 101, Le Mans.

FOURNIER (Jacques), docteur en droit, président de l'Association de la Jeunesse Catholique, rue de Pré-martine, 19, Le Mans.

HOUDET (l'abbé), rue Desportes, 1, Le Mans.

LAMBERT du CHENAY (Marcel), rue Littré, 14, à Paris.

LÉCUREUIL (l'abbé), professeur à l'Institution Saint-Paul, à Mamers (Sarthe).

Le FAUCHEUX (Louis), rue Berthelot, 27, Le Mans.

De LESTAPIS (le colonel), ✱, colonel de cavalerie en retraite, château d'Amenon, à Saint-Germain-d'Arcé (Sarthe), et 7, rue François-I^{er}, à Paris.

MAILLET (Joseph), directeur de la Banque de France en retraite, rue de Tascher, 13, Le Mans.

- MM. MAUDUIT (Roger), licencié en philosophie, docteur en droit, place du Panthéon, 5 *bis*, à Paris.
OUDIETTE (le docteur), rue de la Mariette, 7, Le Mans.
PAUGOUÉ (Louis-Alphonse), docteur en droit, à Neuvy-le-Roi (Indre-et-Loire), et rue de Quatre-Roues, 16, Le Mans.
SERGENT (l'abbé), vicaire à Yvré-l'Évêque (Sarthe).
M^{mes} HÉRY (Paul), rue Saint-Vincent, 35, Le Mans.
TRENTESAUX (Paul), avenue de Paris, 8, Le Mans.
De VANNOISE (la vicomtesse), château de Saint-Mars-la-Brière (Sarthe).
De VAUBLANC (Adrien), rue du 33^e Mobiles, Le Mans.
-

A peine commencée, l'année 1914 s'est tristement ouverte pour la Société par deux nouveaux deuils.

Le 18 janvier mourait au Mans, à l'âge de 70 ans, M. Paul Héry, ancien président du Conseil de Prud'hommes, membre de la Commission du Musée, de la Société d'Agriculture Sciences et Arts et de la Société historique et archéologique du Maine, M. Héry, dont le magasin du carrefour de la Sirène avait été longtemps le rendez-vous des artistes et des amateurs d'art, était un connaisseur au goût sûr et délicat, en même temps qu'un collectionneur judicieux. Son inépuisable obligeance, son caractère droit et franc, sa parfaite courtoisie, lui avaient assuré de si nombreuses amitiés qu'on peut dire qu'il comptait au nombre des personnalités mancelles les plus sympathiques. Fondateur de l'œuvre des récompenses ouvrières, il avait, certes, bien gagné la médaille d'argent que lui avait décernée le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Nous avons le vif regret de perdre en lui un collègue d'une fidélité éprouvée et un ami dévoué du *Vieux Mans*.

Un mois plus tard, le 13 février, mourait aussi au Mans, bien inopinément et âgé de 36 ans seulement, M. Adrien Viénot de Vaublanc. Fils de M. Maurice de Vaublanc qui avait pris une part brillante à la défense de Paris, en 1870, à la tête d'une compagnie des Mobiles du Loiret, M. Adrien de Vaublanc faisait vivre parmi nous le souvenir d'un nom historique de la Restauration. Il était entré, tout jeune encore, dans notre Société, lors de l'inoubliable excursion au château de Varennes, où il avait su comprendre, dès 1898, le charme et l'intérêt des relations archéologiques. D'une amabilité et d'une complaisance très appréciées, M. Adrien de Vaublanc avait conquis dans nos rangs beaucoup d'amis, toujours heureux de le retrouver aux réunions de la Société. Des liens de parenté et de sincère affection nous font ressentir personnellement d'une manière toute spéciale les tristesses de cette mort, et c'est avec un profond serrement de cœur qu'on nous permettra de donner aujourd'hui ce dernier souvenir au jeune et regretté cousin dont la disparition prématurée cause autour de lui de cruelles douleurs.

La Ville du Mans ayant enfin reçu les autorisations administratives qui régularisent son acquisition de la Maison dite de la Reine Bérengère, le Conseil municipal a définitivement adopté, dans la séance du 23 février, la proposition de M. le Maire d'y réorganiser un musée et a voté à cet effet les fonds nécessaires.

D'ici peu, cette Maison de la Reine Bérengère où, depuis la mort de M. A. Singher, notre Société demeurait seule, quelque peu mélancolique au milieu des souvenirs du passé, va donc revivre des jours brillants et revoir de nouveaux visiteurs.

En principe, elle sera, de préférence, un *Musée de l'ameublement, des tapisseries et du bibelot*, caractère qui lui

convient particulièrement. De plus, on y concentrera tout entière l'intéressante collection de ferronnerie et d'objets d'art récemment léguée à la Ville du Mans, par M. et M^{me} Liger. Désormais, si l'on ne retrouve pas comme jadis dans la Maison de la Reine Bérengère un ensemble spécial au Moyen-Age, on pourra au moins y trouver, avec des spécimens de l'art de diverses époques, quelques superbes meubles, entre autres le célèbre meuble donné par la reine Marie-Antoinette à la famille de La Myre-Mory.

Dès maintenant, le projet a entraîné une très heureuse conséquence. Il a déterminé la Municipalité à répondre enfin aux vœux maintes fois exprimés pour une mise en ordre et une répartition plus logique des collections de la Ville du Mans, jusqu'ici dispersées au hasard entre les deux musées de la Préfecture et de Saint-Pierre-la-Cour.

Dans ses lignes essentielles, la nouvelle répartition prévoit quatre musées spéciaux et distincts :

- 1^o *Un musée de peinture et de sculpture ;*
- 2^o *Un musée d'histoire naturelle et d'ethnographie ;*
- 3^o *Un musée d'archéologie locale ;*
- 4^o *Un musée de l'ameublement et du bibelot.*

Provisoirement, les deux premiers resteront à la Préfecture jusqu'à ce que la Ville ait pris une décision définitive quant à l'emplacement de son musée principal.

Le troisième a, dès aujourd'hui, son cadre *idéal* dans la crypte de Saint-Pierre-la-Cour, où sont réunies les collections archéologiques postérieures à 1848.

Le quatrième va être incessamment, comme nous venons de le dire, organisé dans la Maison de la Reine Bérengère.

Ajoutons que la réunion des collections archéologiques, qui intéresse plus directement les lecteurs de cette revue, a déjà reçu un commencement d'exécution. Le mois dernier, sous la direction de M. Renard, adjoint chargé des Beaux-Arts, on a commencé à retirer du musée de la Préfecture, pour les faire entrer au musée de Saint-Pierre-la-Cour,

quantité d'objets archéologiques d'un haut intérêt, trop oubliés dans des placards ou derrière les tableaux. En complétant les collections similaires si intelligemment formées par MM. David et Hucher, ces objets permettront de constituer un riche *musée d'archéologie locale*, enfin homogène, dont la Ville du Mans aura, certes, le droit d'être fière.

Cette mise en valeur et cette répartition plus logique des collections artistiques du Mans fera sans aucun doute honneur à l'administration municipale actuelle. Pour nous, avec beaucoup de nos confrères, nous les appellions de tous nos vœux, et ce sera une joie de notre carrière d'avoir contribué à les provoquer, parce que nous avons la conscience d'avoir travaillé ainsi à la bonne renommée intellectuelle de notre ville natale.

Bien qu'avec beaucoup d'autres nous considérerions la cause des Croisés de Mayenne comme entendue et jugée depuis longtemps, nous tenons à rester fidèle jusqu'à la fin à notre ligne de conduite ; par suite à signaler encore la nouvelle brochure que M. Laurain a cru devoir publier en réponse à celle de M. le V^{te} Le Bouteiller et qu'il a bien voulu nous envoyer récemment : *Un dernier mot sur la Croisade Mayennaise de 1158 et le Chartrier de Goué*, Laval, Goupil, 1914, in-8. Une fois de plus, M. Laurain y fait preuve d'une érudition et d'une conviction auxquelles il serait injuste de ne pas rendre hommage, mais la question paraissant suffisamment élucidée, nous nous permettons, en remerciant cordialement notre savant confrère de son envoi, de souhaiter que son érudition, toujours si profitable pour l'histoire du Maine, s'applique désormais à de nouveaux sujets.

A l'occasion du 43^e anniversaire de la bataille du Mans, M. le capitaine Assollant, du 31^e d'artillerie, a publié un nouveau et excellent résumé des événements de 1871, destiné à être lu aux troupes sur le terrain. Cette conférence, d'une précision toute militaire et d'une scrupuleuse exactitude, semble répondre entièrement au but qu'elle se propose. Sous une forme simple et d'une parfaite clarté, elle rend pleine justice à tous, et tend à éveiller dans l'esprit des jeunes soldats de nobles et généreux sentiments dont on ne saurait trop féliciter l'auteur (1).

Au moment où nous terminons cette chronique, nous apprenons la découverte toute récente, dans les substructions d'une maison en construction place Lionel-Le Couteux (ancienne place de l'Étoile), au Mans, de plusieurs vases funéraires gallo-romains. Ces vases en terre noire, de diverses dimensions et de forme parfois élégante, sont semblables à plusieurs de ceux que M. J. Chappée a si heureusement découverts dans les sépultures voisines du Cognier. Les fouilles continuent sous la surveillance de l'architecte, M. François, membre de notre Société, et de M. J. Chappée.

A la dernière heure, nous recevons, avec de bien profonds regrets, la nouvelle de la mort de M. le général de division baron de Verdière. La prochaine livraison lui consacrera une notice biographique.

ROBERT TRIGER.

(1) L'importance exceptionnelle de cette livraison nous force à ajourner à la prochaine les comptes rendus des autres ouvrages reçus dans les derniers mois : nous prions nos correspondants de vouloir bien excuser ce retard involontaire.

REVUE
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU MAINE

TOME LXXV. — DEUXIÈME LIVRAISON

ANNÉE 1914. — PREMIER SEMESTRE



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE,
AU MANS

MAMERS

IMPRIMERIE FLEURY

28, Place de la République.

LE MANS

A. DE SAINT-DENIS

Libraire, Place Saint-Nicolas.

1914

SOMMAIRE

DE LA

DEUXIÈME LIVRAISON DE 1914

- 1^o LE CULTE DE SAINT JULIEN, ÉVÊQUE DU MANS, AU DIOCÈSE DE BAYEUX, par M. Ch. de CASTILLA. Page 137
- 2^o LA PAROISSE DE FIRMIL, [suite] par MM. le chanoine FROGER et l'abbé H. DEVAUX. Page 157
- 3^o LES ŒUVRES DE VÉRON DE FORTBONNAIS [fin], par M. Gabriel FLEURY. Page 214
- 4^o CHRONIQUE : Nouvelle admission. — Dons à la Société, par M. G. Singher, d'un portrait de M. Adolphe Singher, peint par M. Lionel Royer, et par M. et M^{me} Bayard de la Vingtrie d'une aquarelle de M. Georges de Grandval. — Aménagement de la nouvelle salle de réception et exposition des travaux archéologiques de la Société. — Le futur musée de la Reine Bérengère : MM. P. Brindeau et L. Lécureux, membres de la Commission administrative du Musée archéologique. — Nécrologie : M. le général de division baron de Verdère. — Subvention du Ministère de l'Instruction publique pour l'impression du *Cartulaire de Saint-Vincent*. Page 242
-

LE
CULTE DE SAINT JULIEN
ÉVÊQUE DU MANS
AU DIOCÈSE DE BAYEUX

Amené par nos relations de famille à faire de fréquents et longs séjours dans la ville de Bayeux, l'ancienne capitale du Bessin (1), nous y entendîmes parler, à plusieurs reprises, d'une fontaine, dite *Source de Saint-Julien*, dont l'eau est réputée efficace au soulagement des affections de la vue, et qui est fréquentée par les habitants de la contrée.

Cette similitude d'efficacité avec l'eau de la fontaine de saint Julien du Mans, piqua notre curiosité et nous incita à rechercher quelles relations il pouvait y avoir entre cette fontaine et saint Julien, premier évêque du Mans.

(1) La ville de Bayeux est incontestablement l'une des plus anciennes cites des Gaules. Suivant l'opinion la plus accréditée, sa fondation est antérieure à la conquête de César. Sous la domination Romaine, elle perdit son nom primitif de *Naromagus* et ne fut plus désignée que sous le nom de *civitas Bajocassium*. Fisque, *la France Pontificale, métropole de Rouen, diocèse de Bayeux*. — Bayeux est célèbre, en outre, par sa remarquable cathédrale et sa curieuse tapisserie qu'à plus juste titre il convient d'appeler broderie de la reine Mathilde, tapisserie brodée pour servir à l'ornementation de la cathédrale. *Histoire de Normandie*, par Albert Petit, p. 87, édition de 1911.

Notre premier soin fut d'aller visiter la fontaine. Trois kilomètres tout au plus la séparent de la ville. Elle se trouve sur le territoire de la commune de Vaucelles, au hameau de Nihaut, au bord du chemin qui relie ce village au chef-lieu de la commune. A trois cents mètres des dernières maisons de Nihaut, la source jaillit au bas d'un talus, au fond du fossé. Il y a quelques années encore, son accès était libre. Le propriétaire actuel l'ayant fait murer, on ne peut plus puiser l'eau directement à la source. Une petite grille dans le mur de fond d'un bassin carré permet à l'eau claire et assez abondante de se répandre dans ce bassin, dont le trop plein alimente en partie un lavoir public, à cinquante mètres au-dessous. Cette mesure prise par le propriétaire de la source ne fut pas sans mécontenter les habitants du voisinage.

Aucune marque extérieure ne permet d'assigner une date quelconque à cette fontaine ; elle a sans doute toujours existé là (1).

L'un des premiers miracles de saint Julien, évêque du Mans, fut, comme on le sait, la guérison d'un aveugle.

Or, ce même fait se retrouve dans le bréviaire en usage au XIV^e siècle dans l'église de Bayeux, leçon première de la fête de saint Julien : « Qui veniens ante aule januam
« cecum, invocato Christi nomine, restituit sanitati. »

Dès une époque reculée sans doute, dans cette contrée de la Normandie, le culte de saint Julien fut très florissant et le Saint se plaisant à accorder des grâces, on songea à construire un hospice non loin de la source.

Cet hôpital eut-il un fondateur spécial ? Il nous a été impossible de le savoir, bien que nous ayons été aidé en tout ceci par l'érudit abbé Le Mâle, du diocèse de Bayeux, qui nous a remis la copie des pièces du *Livre d'Obit et fon-*

(1) Outre l'usage de l'eau pour la vue, autrefois on s'en servait également pour certaines maladies.

dations de l'insigne Église de Bayeux, ce dont nous le remercions ici. En tout cas nous pouvons assurer que l'hospice existait vers la fin du XIII^e siècle.

L'examen de la chapelle, qui, avec le logement de l'aumônier, est le dernier reste des bâtiments détruits à la fin du XVIII^e siècle, nous permet de l'affirmer.

Eclairée par de petites fenêtres à feuilles trèflées, cette chapelle aujourd'hui transformée en grange, n'offre malheureusement aucune trace de colonnes ni de sculptures. Elle n'a rien conservé de son ancien mobilier. La statue vénérée de saint Julien, seul objet resté dans le sanctuaire depuis la cessation du culte, a été transportée, peu d'années avant notre passage, dans l'église paroissiale.

Tout ceci ne nous indiquait pas quel pouvait être le saint Julien sous le patronage duquel la maladrerie était placée.

Nous pensâmes tout d'abord que M. le curé de Vaucelles nous fournirait quelques renseignements. Il était absent ; d'ailleurs arrivé depuis peu dans la paroisse il n'aurait guère pu nous éclairer. Mise au courant du but de notre visite, la personne qui nous reçut, originaire de la paroisse, s'offrit très obligeamment de nous ouvrir l'église et de nous désigner la statue de saint Julien.

En effet, elle nous montra la statue d'un saint évêque mitré, crosse en main, statue du XVIII^e siècle, ne portant aucune inscription : « Voilà, nous dit-elle, la statue de saint Julien que l'on vénère dans le pays, la fête s'en célèbre au mois d'août ». — Aucune concordance, par conséquent avec celles de notre apôtre du Maine !

Cependant, un doute nous restait, confirmé par la présence dans un des bras du transept, près de l'autel sur lequel est placée la statue, d'une petite verrière, moderne il est vrai, divisée horizontalement en deux parties. Dans la partie supérieure, on a représenté un saint évêque mitré, crossé ; dans la seconde, des malades venant se laver à une fontaine, et parmi eux des infirmes s'appuyant sur des

béquilles. Manifestement ces sujets se rapportent à la maladrerie de saint Julien, mais quel saint Julien ?

La pensée nous vint alors de rechercher si le *Bréviaire* de Bayeux ne mentionnait pas une fête de saint Julien.

M. le chanoine Lalande, très versé dans la liturgie ancienne du diocèse de Bayeux, nous apprit aussitôt que l'on faisait mémoire, depuis de longues années, dans le diocèse de la fête de saint Julien, *évêque du Mans*.

C'était un premier indice. Il nous autorisait déjà à nous demander si, dans ses courses apostoliques, saint Julien n'avait pas porté ses pas jusque dans le Bessin ? Une voie romaine se dirigeant vers le Maine passait non loin de Bayeux. Peut-être le Saint l'avait-il empruntée et, renouvelant avec la permission de Dieu le miracle du Mans, pour prouver la sainteté de sa mission et convertir les habitants de la région au catholicisme, avait fait jaillir une source ?

Désireux de vérifier la valeur de l'hypothèse, nous consultâmes M. le chanoine Busson, du diocèse du Mans, tout particulièrement documenté sur la vie de saint Julien. Il nous répondit obligeamment qu'à sa connaissance, aucun trait de la vie du Saint ne rapportait un tel fait. De son côté, M. l'abbé Le Mâle, qui étudie avec une compétence très spéciale l'histoire du Bessin, nous confirma l'existence de la maladrerie, mais ne put nous dire quel en était le fondateur, ni quel saint Julien on invoquait comme patron.

Fallait-il voir dans ce patron le saint Julien sous le vocable duquel est bâtie une église de Caen ? Mais ce saint est un soldat martyr, et c'est un évêque que l'on invoque à Vaucelles.

Sur ce, recherchant à notre demande, dans les archives du Chapitre de Bayeux, M. Le Mâle découvrit que d'après un bréviaire manuscrit du XIV^e siècle, on faisait dès cette époque la fête de saint Julien *episcopi et confessoris, festum iij lectionum* (manuscrit n° 73).

Ces leçons qu'on retrouvera en appendice avec les autres

documents se rapportent incontestablement à l'apôtre du Maine, car les miracles qu'il opéra dès son arrivée au Mans y sont relatés. Toutefois, la fête de saint Julien du Mans se solennisa peut-être un peu moins plus tard dans le diocèse de Bayeux, puisque le chanoine Libot, originaire du Maine, arrivant à Bayeux au XVII^e siècle, la fit relever à un degré supérieur.

Mais si l'église Bayeusaine célébra avec moins de solennité saint Julien, le bréviaire continua à en donner l'office. Le bréviaire n^o 72, donné en 1444 à la cathédrale par G. Delon, contenant seulement les leçons du XIV^e siècle, lorsque la fête fut élevée au rit double, on copia sur une feuille qui fut intercalée dans ce bréviaire, huit leçons de la vie du Saint. A la fin du XV^e siècle, le bréviaire de 1479 donne encore trois leçons. Dans le bréviaire 77 (XV^e siècle), les leçons sont les mêmes que celles ci-dessus. De plus, les trois répons, l'antienne de laudes et celle de *Benedictus* sont propres.

Quelle a donc été la cause du culte de notre saint Apôtre dans cette partie de la Normandie ? Nous la trouvons peut-être dans l'histoire populaire du Saint, de dom Piolin. Nous y lisons en effet, chap. IV, p. 107, qu'en l'année 1063, Guillaume le Bâtard, duc de Normandie, s'étant emparé du Maine, les habitants ne supportèrent qu'avec indignation cette usurpation et se soulevèrent à plusieurs reprises. Or, le rusé normand comprit qu'il y avait un moyen de s'assurer l'affection des Manceaux ; c'était de s'affirmer dévot envers saint Julien. Il le fit et se montra généreux vis-à-vis du Saint, tout à la fois par politique et par conviction.

Nous lisons également, page 122 du même ouvrage, que la reine Mathilde (1) qui aimait le séjour du Mans, y donna

(1) Fille d'Henri Beauclerc, roi d'Angleterre et duc de Normandie, veuve de l'empereur d'Allemagne Henri V, on l'appelait l'empereuse (l'impératrice). Elle épousa en secondes noces Geoffroy le Bel, plus

le jour à un fils, le 5 mars 1131. Elle voulut qu'il fut présenté, le jour de son baptême, qui eut lieu à la cathédrale, sur l'autel de saint Julien, afin que l'apôtre du Maine l'adoptât pour son enfant. Ce fut Henri II, roi d'Angleterre.

En 1158, le 28 avril, une autre cérémonie importante eut lieu au Mans. L'église cathédrale qui avait beaucoup souffert des guerres et des incendies, ayant reçu une restauration convenable, fut consacrée de nouveau avec une grande pompe. Parmi les prélats qui se rendirent au Mans, pour honorer saint Julien, se trouvaient les évêques de Chartres, *Bayeux* (1), Evreux, Lisieux, Avranches, Coutances, Angers, Nantes, etc.

Derechef, l'évêque de Bayeux (2) vint au Mans le 5 avril 1254, pour assister aux mémorables fêtes d'inauguration du chœur de la cathédrale, qui se célébrèrent en présence d'une multitude immense accourue non seulement du diocèse, mais du royaume entier.

Le moment où l'intérêt de la foule dut être porté à son comble fut celui où on transporta les reliques de saint Julien dans le nouveau chœur.

Témoins de cet enthousiasme des foules pour la mémoire de notre premier évêque et des miracles qui s'opéraient au passage de ses reliques, il n'est pas téméraire d'affirmer, que les évêques de Bayeux, eux-mêmes, conçurent une dévotion spéciale à saint Julien.

De retour dans leur diocèse, connaissant les sentiments de leurs princes pour ce même saint, imitateurs de leur collègue de Rouen et des prélats d'Angleterre, ils songèrent vraisemblablement à établir son culte et furent secondés en cela par un de leurs successeurs.

Par leurs prédications ils firent connaître au peuple du

connu sous le nom de Geoffroy Plantagenet, comte d'Anjou, et lui apporta la Normandie. (*Histoire de Normandie*, par Albert Petit, p. 96.)

(1) Philippe de Harcourt, 33^e évêque, 1142-1164. (*Gallia Christiana*.)

(2) Gui, 37^e évêque, 1241-1260. (*Gallia Christiana*.)

Bessin la vie, les miracles du Saint, la protection qu'il accordait à ses dévots, les effets obtenus par l'eau de la source qu'il avait fait jaillir. Sachant également que des hospices ou maladreries étaient mis sous sa protection (1) ils durent encourager l'idée de ce patronage et la fondation de la maladrerie de Nihaut.

En tout cas, l'emplacement choisi pour bâtir cette maladrerie, non loin de la ville et à proximité d'une source, témoigne qu'à cette époque de simplicité et de foi, à l'exemple d'autres contrées, encouragés par leurs Pasteurs, les habitants du Bessin invoquèrent avec confiance saint Julien. Celui-ci se plût à accorder des grâces à ceux qui l'imploreraient et qui, comme les Manceaux, faisaient usage de l'eau pour laver leurs maux. Aujourd'hui encore on s'en sert pour les maux d'yeux.

Une cinquantaine d'années après que l'évêque Gui eût assisté aux fêtes de 1254 au Mans, l'église de Bayeux voyait arriver, comme quatrième successeur de ce prélat, un enfant du Maine, messire Guillaume-Bertrand Bonnet (2),

(1) Dans une certaine mesure, l'opinion qui identifie saint Julien, évêque du Mans, avec Simon le Lépreux, était évidemment admise dans l'Eglise même du Mans au XI^e siècle. — *Histoire populaire de St-Julien*, par dom Piolin.

(2) Né dans l'archidiaconé de Passais, il fit ses études à Angers. Après la mort de Pierre de Benais, les chanoines de Bayeux demandèrent au Roi la permission de procéder à l'élection de son successeur, mais Clément V qui, par une bulle du 27 août 1305, s'était réservé la faculté de pourvoir à cette Eglise en cas de vacance, nomma pour la gouverner, Guillaume Bonnet alors trésorier de l'Eglise d'Angers.

Son sacre eut lieu en décembre 1306. Par ses lettres datées de Poitiers le 12 août 1308, Clément V le nomma l'un des évêques chargés de l'examen de la cause des Templiers. Dès le mois de mars 1308, Guillaume Bonnet fit bâtir, en la rue de la Harpe à Paris, un collège et le dota de quelques pièces de terre qu'il possédait à Gentilly. Ce collège prit le nom de collège de Bayeux et était destiné à des jeunes gens de son diocèse et des diocèses du Mans et d'Angers. Six boursiers devaient être choisis par l'évêque du Mans et six autres natifs d'Angers devaient être élus par l'évêque ou le trésorier de l'Eglise d'Angers. L'évêque de Bayeux fut député le 14 février 1310 avec Mathieu

qui occupa le siège de saint Exupère de 1306 à 1312, et fut son quarante et unième successeur.

Rien dans les quelques lignes biographiques qui lui sont consacrées, dans la *Gallia Christiana* et dans la *France Pontificale* de Fisquet, n'indique d'une façon spéciale qu'il s'occupa du culte de saint Julien. Malgré cela on peut croire qu'il ne le négligea pas, on doit pouvoir le compter parmi ceux qui s'intéressèrent à la maladrerie.

Dans la seconde moitié du XVI^e siècle, un second enfant du Maine devint évêque de Bayeux, Bernardin de Saint-François (1573-1582) (1). Sous son épiscopat la fête de saint Julien se maintint comme fête de dévotion.

des Essarts, évêque d'Evreux, pour conclure un traité d'alliance entre Philippe-le-Bel et l'empereur Henri, roi des Romains. Philippe-le-Bel l'envoya également en ambassade auprès de Clément V (1311). Le 31 octobre 1308, en qualité de délégué du Saint-Siège, Guillaume permit aux religieux du Bec de faire avec le roi Philippe-le-Bel, un échange qui eut lieu le 24 avril 1310.

Guillaume Bonnet mourut à Angers le 3 ou le 12 avril 1312. (Fisquet *op. cit.*, et *Histoire des évêques du Mans* de dom Bondonnet. Il avait pour armes : « d'argent à la fasce de gueules chargée de trois besants d'argent, accompagnée de trois bonnets d'azur ».

(1) Né en 1529 au château du Roncerai à Marigné, diocèse du Mans, d'une noble famille du pays. Il devint, en 1553, doyen de la cathédrale du Mans, prieur de Bersay paroisse de Marigné (ordre de Grandmont), et en 1560 abbé commendataire de Fontaine-Daniel ; il était en même temps pourvu d'une charge de conseiller au parlement de Paris et de maître des Requêtes. Bernardin se trouvait à Rome lorsque Charles IX lui donna l'évêché de Bayeux. Préconisé pour cette Église, il en prit possession par le doyen et archidiacre Germain Duval le 25 septembre 1573, et fut installé personnellement le 15 octobre suivant. Par un ordre exprès du Roi, il visita, le 23 novembre 1574, l'abbaye de Cerisy et dressa un procès-verbal des pertes que les calvinistes lui avaient fait éprouver. Feuardent lui dédia le livre de saint Ildéfonse sur la virginité de Marie. Il institua pour pénitencier de son Eglise Marc Guérin de la Bigne, docteur en Sorbonne. Député par tous les Ordres de Normandie, il assista ensuite aux Etats-Généraux de Blois. Il fut délégué le 9 septembre 1577 pour juger des pertes qu'avaient causées les calvinistes à l'abbaye de Longues. Ce prélat fit les plus louables efforts pour rétablir dans sa cathédrale tout ce que les protestants en avaient enlevé. Le 25 décembre 1579, il obtint du parlement de Rouen un

Ce ne fut que plus tard, c'est-à-dire dans la seconde moitié du XVII^e siècle, que la fête de saint Julien, qui évidemment se célébrait au début avec solennité, n'ayant plus de pieux dévots pour la soutenir, tomba au rit simple.

Lorsque vénérable et discret maître Julien Libot, prêtre, chanoine, originaire du diocèse du Mans, vint, sous l'épiscopat de M^{re} François de Nesmond, remplir la charge de sous-doyen du chapitre de la cathédrale de Bayeux, il trouva que la fête de son saint Patron, si on en faisait encore mémoire au bréviaire, passait presque inaperçue à l'église. Aussi voulut-il raviver ce culte et résolut-il de faire le nécessaire pour cela.

Le meilleur moyen d'assurer le succès de ses démarches était d'établir une fondation. De cette façon, il éleva au rit double la fête de saint Julien, évêque et confesseur, qui auparavant ne comportait qu'une fête à trois leçons.

Aux termes de cette fondation, faite en 1672, le cérémonial se fera à l'avenir avec plus de solennité, comportera deux chappes à l'instar de la fête de saint Martin ; il y aura trois processions dans la nef de l'église, c'est-à-dire deux aux premières et secondes vêpres ; avec chant des *Répons de la B. Vierge*, suivant l'usage, et les oraisons : *Concede*

arrêt contre ceux qui s'étaient emparés des biens de l'évêché en sa baronnie de Preuilly. Cette même année, Bernardin acheta avec l'aide du chapitre et des bourgeois, pour y établir un collège, une maison dans la rue aux Coqs (Echo) et assista au concile provincial de Rouen le 23 avril 1581.

Bernardin de Saint-François répara à ses frais le palais épiscopal, la chapelle et la bibliothèque et mourut en son prieuré de Bessai le 14 juillet 1582, à l'âge de 53 ans ; il fut enterré dans l'église de Marigné auprès de ses ancêtres, et le 20 de ce mois un service funèbre solennel fut célébré à son intention dans la cathédrale de Bayeux. Ce prélat, un des plus savants de son siècle, écrivait aussi bien en grec qu'en latin et en français. On a de lui plusieurs petits poèmes qui sont restés manuscrits. (Fisquet, *op. cit.*)

Ses armes étaient « d'azur au sautoir d'argent à la bordure de gueules ».

nos et omnipotens sempiterne Deus qui vivorum etc., pendant lesquelles aura lieu la distribution accoutumée. La troisième procession, elle, se fera avant la messe du jour, avec deux répons, *O glorieux* et *très bienheureux*, ce dernier répons chanté à trois. Après quoi, le célébrant dira : *Ora pro nobis B. Juliane*, avec l'oraison propre à saint Julien et *Omnipotens qui vivorum* etc. ; ensuite récitera à mi-voix le *De profundis*, avec les oraisons *Inclina* et *Fidelium*. Après la mort du fondateur, le célébrant devra, au lieu de l'oraison *Inclina*, réciter l'autre oraison : *Deus qui inter Apostolicos*. Pendant cette procession, la distribution sera double. La dite procession étant de retour au chœur, on devra chanter l'antienne *Urbs provecta*.

Pendant tout l'office, douze cierges devront être allumés sur le porte-cierge, six sur les angelots, sept sur le grand candélabre et cinq sur chacun des cinq candélabres du chœur. Et pour subvenir aux frais nécessités par cet office et ceux qui peuvent être causés par cette fondation, le chanoine Libot donne une somme de cent sous tournois de revenu annuel.

« Item, ce même jour, ajoute le fondateur, les matines terminées au chœur, dans la chapelle saint Julien, une messe à haute voix dudit Saint devra être célébrée par le chapelain de cette même chapelle, et répondue par six enfants, avec chandeliers, leur maître des cérémonies présent.

« La messe terminée, une antienne du même saint Julien, avec verset et l'oraison : *Omnipotens sempiterne Deus*, devra être récitée par les susdits enfants à cette seule fin.

« Cependant, si la fête arrive un jour de Lune, cette messe sera transférée au jour suivant. Le surlendemain de ce même jour de fête, le susdit chapelain devra célébrer dans cette même chapelle une messe à voix basse pour les défunts, avec à la fin le r̄. *Libera me Domine* et les oraisons accoutumées.

« Ce même chapelain distribuera par ses propres mains, tant pour la célébration des dites messes, que pour l'ornementation et les deux ciriers requis par lui, la somme de trente sous d'or tournois. En outre, au maître desdits enfants de chœur, la somme de trois sous d'or tournois employés communément. Pour toutes ces choses, ledit seigneur chanoine donna lui-même la somme de six cents livres tournois, par lettres par devant les tabellions royaux au jour susdit. »

Cette fondation eut malheureusement le sort de toutes celles faites avant l'époque révolutionnaire, elle fut supprimée purement et simplement.

Aujourd'hui l'Église de Bayeux se contente de faire seulement mémoire de saint Julien au jour de sa fête, le 27 janvier.

Mais si, comme nous l'avons vu, avant l'arrivée du chanoine Libot à Bayeux, le Maine avait envoyé déjà deux de ses enfants s'asseoir sur le siège de saint Exupère, un autre encore devint évêque de ce même diocèse au commencement du XIX^e siècle.

Charles-François Duperrier-Dumourier, né au Mans le 23 septembre 1746, fils de Jean-Baptiste du Perrier, écuyer, seigneur du Mourier et de Marie-Charlotte Bruslé de Beaubert (1) devint le 75^e évêque de Bayeux, de 1823 à 1827.

Il fut pourvu d'un canonicat dans l'église cathédrale du Mans, n'étant que clerc minoré, et devint vicaire général du diocèse, archidiacre de Montfort, sous M^{sr} Jouffroi-Gonssans, 1778. Fidèle à la foi de ses pères, il refusa le serment exigé par le décret sur la constitution civile du clergé et fut obligé de passer à l'étranger les mauvais jours qui désolèrent l'Église de France. Il rendit les plus signalés services à l'Église du Mans de 1797 à 1801 et dirigeait encore l'administration diocésaine au moment du Concordat.

(1) *Mémoires du chanoine Neveu de la Manouillère.*

Il fut désigné à cette époque par le clergé et les fidèles pour occuper le siège vacant du Mans (1).

Une ordonnance royale du 8 août 1817 le nomma à l'évêché de Tulle et il fut, le 1^{er} octobre suivant, préconisé pour ce siège. Cette nomination étant restée sans résultat, l'abbé Duperrier fut transféré à Bayeux par Ordonnance royale du 13 janvier 1823. Préconisé dans le consistoire du 10 mars, il fut sacré le 4 mai suivant dans la cathédrale du Mans par M^{sr} Claude-Madeleine de la Myre-Mory, évêque de cette ville, assisté de MM^{rs} Jean-Baptiste-Marie-Anne-Antoine duc de Latil, évêque de Chartres (2), et Charles-Louis Salmon du Châtellier, évêque d'Evreux (3). Son grand âge ne

(1) Neveu de la Manouillère, *op. cit.*

(2) Né aux îles Sainte-Marguerite en 1761, mort à Gémenos (Bouches-du-Rhône). Était grand vicaire de l'évêque de Valence à la Révolution, il refusa de prêter serment, émigra. Devint alors aumônier du comte d'Artois, et à la Restauration évêque *in partibus* d'Amyclée, 1816. Nommé évêque de Chartres en 1821, pair de France en 1822; transféré à l'archevêché de Reims en 1824. Reçut le titre de duc et de ministre d'État en 1826. La même année il devint cardinal, et sacra Charles X. Suivit les Bourbons en exil, administra le roi dans la nuit du 4 au 5 novembre 1836.

(3) Issu d'une ancienne famille du Vendômois, il naquit le 24 août 1761, au château du Châtellier, paroisse de Savigny-sur-Braye, autrefois du diocèse du Mans, aujourd'hui de celui de Blois, se destina de bonne heure à la carrière ecclésiastique, reçut la tonsure à douze ans. Elève au séminaire de Saint-Sulpice; il n'avait que vingt et un ans et venait de recevoir le sous-diaconat quand il fut pourvu d'un canonicat dans la cathédrale du Mans. A peine eut-il été promu au sacerdoce que M^{sr} Jouffroy de Gonssans, son évêque, le nomma son vicaire-général. L'abbé du Châtellier fit alors sa licence dans la maison de Navarre, où il eut la place de *nobilissime*, mais ne prit pas le bonnet de docteur. L'orage révolutionnaire le contraignit de passer d'abord dans les Pays-Bas, puis bientôt après, en Angleterre où il prodigua ses consolations spirituelles et mêmes temporelles aux prisonniers français enfermés à Nordman-Cross. Le 27 janvier 1807, il prononça dans la chapelle française de Conway-Street, à Londres, l'oraison funèbre de M^{sr} de la Marche, évêque de Saint-Pol-de-Léon, mort le 25 novembre 1806.

Rentré en France en 1814 avec les Bourbons, l'abbé Salmon du Châtellier fut nommé aumônier de M. le Comte d'Artois. Une ordonnance royale du 8 août 1817 l'appela au siège épiscopal de Laon rétabli

l'empêcha point de se livrer avec zèle aux fonctions pastorales. Son dernier mandement de Carême, où se trouvait un fort beau passage en faveur des Jésuites, lui mérita l'honneur d'être violemment attaqué par le *Constitutionnel*. Le 15 avril 1827, jour de Pâques, il était déjà revêtu de la

par le Concordat de cette même année. Il fut préconisé pour ce siège le 1^{er} octobre suivant. Cet acte demeura sans effet, il fut désigné le 2 août 1821, pour l'évêché de Mende, mais avant d'avoir été préconisé pour ce siège, il fut transféré à celui d'Evreux pour lequel il fut préconisé dans le consistoire du 19 avril 1822, et fut sacré à Paris le 2 juin par l'archevêque de cette ville, M^{sr} Hyacinthe-Louis de Quélen. Le nouveau prélat prit en personne possession du siège, le 13 juillet suivant.

Il donna ses premiers soins au rétablissement de l'office public des chanoines et commença à réprimer les désordres et les abus des confréries appelées Charités. Favorisa l'établissement de plusieurs communautés religieuses, et fonda un petit séminaire, auquel il donna pour chapelle l'ancienne chapelle de Saint-Aquilin qu'il fit restaurer. Par ordonnance royale du 5 décembre 1824, il fût appelé avec le titre de Comte à la chambre des Pairs, fut ensuite un des prélats convoqués officiellement au sacre du roi Charles X, où il se trouva l'un des sept évêques désignés pour quelque fonction à remplir, et lors des mesures arrêtées par le gouvernement au sujet des petits séminaires, fut chargé par les évêques de France de présenter des observations à M^{sr} Feutrier, ministre des affaires ecclésiastiques.

Après la révolution de juillet 1830, M^{sr} du Châtellier salua Charles X à son passage par Verneuil en se rendant à Cherbourg. Il renonça bientôt à ses fonctions de pair de France et depuis ce moment, il demeura constamment dans son diocèse, uniquement occupé des devoirs de la charge pastorale, tout étranger aux choses de ce monde et se contentant de prier pour la paix et pour le bonheur de la France.

C'est ainsi qu'il arriva à la fin de sa longue carrière où Dieu, pour achever de le purifier, lui envoya une infirmité qui l'éprouva pendant trois mois, et fit admirer à ceux qui l'entouraient sa soumission à sa divine volonté. Il succomba le Jeudi-Saint 8 avril 1841, aux progrès d'une gangrène qui, en dernier lieu, s'était portée sur l'estomac. Depuis longtemps déjà le vénérable prélat était presque totalement privé de la vue. Ses obsèques furent célébrées le 15 du même mois par l'évêque de Chartres, et l'inhumation eut lieu dans le caveau des évêques d'Evreux.

La mort de M^{sr} du Châtellier fut un malheur immense pour son troupeau. Elle fut pleurée dans tout le diocèse où il était connu depuis près de dix-neuf ans par la noblesse de son caractère, par l'atta-

chasuble pour commencer la messe, quand il fut frappé d'une apoplexie qui l'enleva le mardi 17 du même mois. On l'inhuma le 26 avril dans la crypte de sa cathédrale.

Ajoutons, en terminant, que M^{sr} Duperrier, en arrivant à Bayeux, était accompagné de l'abbé Gabriel Lefauchaux, son secrétaire particulier, ancien vicaire de Saint-Benoît du Mans. Né à Bonnétable en 1795, l'abbé Lefauchaux appartenait à une famille de petits commerçants très chrétiens, et était le second de douze enfants. Devenu successivement secrétaire de M^{sr} Duperrier et de M^{sr} Dancel, chanoine titulaire de Bayeux, archiprêtre de la cathédrale, il exerça, de 1835 à 1870, dans cette paroisse un ministère si fructueux que sa mémoire y demeure en vénération de nos jours encore (1).

chément le plus soutenu à ses devoirs, par ses vertus aussi modestes que solides et par une charité que la perte de plus des deux tiers de son revenu en 1830 n'avait pu restreindre.

Ses remarquables Mandements lui assurent une place distinguée dans la liste des évêques d'Evreux.

Ce prélat portait pour armoiries : *d'azur au chevron d'or accompagné de trois têtes de lion d'or, lampassées de même, deux en chef, une en pointe. France Pontificale.*

(1) Entré jeune au séminaire-collège de Château-Gontier, l'abbé Le Fauchaux reçut la tonsure à seize ans et, à peine âgé de dix-huit ans, entra au grand séminaire. Monsieur Duperrier alors vicaire-général, auquel il avait été recommandé, devint son protecteur. Ayant achevé sa théologie à 22 ans, trop jeune pour être prêtre, il fut avec plusieurs autres diacres chargé de faire le catéchisme et prêcha même l'Avent et le Carême dans une paroisse du Mans. Ordonné prêtre il devint pour peu de temps vicaire de Saint-Benoît du Mans. Quelques mois après M^{sr} de la Myre le choisissait pour son secrétaire particulier et le créait chanoine honoraire en 1821.

Bientôt nommé par M^{sr} Duperrier qui avait tenu, ainsi que nous l'avons dit, à l'emmener avec lui, chanoine titulaire de la cathédrale de Bayeux, il devint après la mort de ce prélat, secrétaire de M^{sr} Dancel le nouvel évêque qui le garda près de lui. Entre temps, M. Le Fauchaux s'occupait des pensionnaires des Ursulines et des religieuses de la Charité. Il s'adonna beaucoup à la prédication ; ses compositions cependant, n'avaient rien de très original ; une mémoire

A défaut d'autres faits, ces relations si anciennes et si honorables entre les clergés du Mans et de Bayeux pourraient, croyons-nous, expliquer le culte spécial rendu à saint Julien, évêque du Mans, par les habitants du Bessin.

De CASTILLA.

prodigieuse, un jugement et tact remarquables, une chaleur d'action étaient surtout ses qualités.

En 1835, il devint chanoine archiprêtre de la cathédrale et par le fait même, curé de Notre-Dame. Il devait l'être 35 ans et mériter le nom de *Bon Curé* ; il le fut dans toute l'acception du terme.

Sa charité pour les pauvres était inépuisable : les instructions multipliées qu'il faisait à ses paroissiens étaient toujours très pratiques.

Il s'occupa des œuvres et à peine installé, il organisa les exercices du mois de Marie, puis une association pour la conversion des pécheurs, car la conversion des pécheurs fut une de ses grandes préoccupations. Par ses soins, un orphelinat de jeunes filles fut annexé à l'école de la Poterie. Il n'oublia pas non plus les pauvres malades ; à cet effet il installa dans sa paroisse une maison de religieuses garde-malades, ce furent les religieuses de la Miséricorde de Sées. Telles furent les principales œuvres de cet excellent prêtre.

Son ministère fut très fructueux, mais tout le bien qu'il fit, il l'accomplit sans bruit.

L'abbé Le Fauchaux mourut le 25 septembre 1870, laissant une mémoire vénérée ; les personnes qui l'ont connu en parlent toujours avec vénération.

APPENDICE

(BIBLIOTHÈQUE DU CHAPITRE DE BAYEUX)

Ms. n° 73. *Breviarium Bajocense*, XIV^e siècle.

Fol. 213. *Sancti Juliani, episcopi et confessoris, festum
iij lectionum.*

Oratio. — Deus qui ecclesie tue beatum Julianum mirabilem tribuisti doctorem, concede propicius, ut hunc apud te pium mereamur semper habere intercessorem. Per Dominum.

Lectio prima.

Ad collocandum in Galliis nove fidei fundamentum, pietas superna Fontinum (*sic*) Lugdunensibus destinavit, Arelatensibus Trophimum, Narbone Paulum, Tolose Saturninum, Arvenis Austremonium, Lemovicinis Marcialem, Turonicis Gracianum, Parisiacis Dyonisium, Cenomannicis Julianum. Qui Julianus romana generositate clarissimus primus apostolus Cenomanice urbi a Deo est destinatus. Hic extra urbem modico tectus hospicio multos ad Christi fidem convertibat. Cumque jam plures ei adhesissent et esset ab eis de aque penuria querela non modica, vir Dei cuspidem baculi humi defixit et oratione premissa subito erupit fons vivacissimus in quo multi per baptismatis sacramentum veterem hominem exuerunt. Ad hanc famam princeps civitatis Defensor nomine, pontificem ad se vocavit. Qui veniens ante aule januam cecum, invocato Christi nomine, restituit sanitati.

Lectio ij. — Quod princeps audiens cum tota familia et multa gentilium turba baptizatus est et domum suam viro

sancto tradidit in ecclesiam consecrandam. Filius Anastasii potentis et nobilis per viri Dei oracionem a sompno mortis excitatus est. Cum Joviniani filius mortuus efferretur, premissa oratione, per eum suscitatus est. In predio Proriliaco possessoris ejusdem fundi filium mortuum suscitavit. In vico qui dicitur Rulliacus super flumen Lidum primarii ejusdem loci filiam a spiritu immundo liberavit. In vico qui Artinas dicitur, Jovis simulachrum, invocato Christi nomine, in cinerem resolvit. Ex quo everso draco erupit imanis-simus qui facto impetu cultores suos in mortem cepit urgere. At illi contra deum suum Juliani petierunt auxilium ad cujus imperium draco effugit. Puer quidam a serpente colligatus, per ejus orationem illesus evasit et serpens medius crepuit.

Lectio iij. — In domo principis ejusdem loci energumenos duos fugato demone et sanitati restituit. Cum die quadam portam Cenomannis ingrederetur, hii qui in carcerali custodia tenebantur ut sui misereretur exorant. Ille autem hiis quibus id officii erat supplicavit ut incarceratos redderent absolutos. A quibus cum spretus fuisset, hospitio suo se recipiens misericordiam Domini cepit operiri. Tunc angelico ministerio ostio carceris aperto, cunctorum cathene confracte sunt et hii qui in carceralibus tenebris residebant per medium civitatis sancti viri se conspectibus obtulere.

Propinquante vero die vocationis sue, sedem sibi a Deo commendatam sancto delegavit Turibio, qui cum ipso a romane urbis antistite destinatus fuerat, et sic migravit ad Dominum qui est super omnia. Deus benedictus in secula.

Le bréviaire 72 donné en 1444 à la cathédrale par G. Delon, contenait les mêmes leçons, mais lorsque la fête fut élevée au rit double, on copia sur une feuille intercalée dans ce bréviaire, huit leçons tirées de la vie du saint ; la neuvième (7^e au bréviaire) était de l'homélie.

Ms. 76. *Breviarium Bajocense*, écrit en 1479.

Fol. 248-9. Sancti Juliani, episcopi et confessoris, festum
iij lectionum.

Oratio comme au n° 73.

Lectio prima.

Julianus itaque romanus genere clarissimus primus episcopus Cenomannice urbi a Deo est destinatus. Hic extra urbem modico tectus hospicio, multos ad fidem Christi convertebat. Cumque jam plures ei adhesissent et esset eis de aque penuria querela non modica, vir Dei cuspidem baculi figens in terra et orans, fons vivus emanavit, in quo multi baptismi gratiam susceperunt.

Lectio ij.

Ad hanc famam princeps civitatis, Defensor nomine, pontificem ad se vocavit. Qui veniens ante aule januam cecum invocato Christi nomine restituit sanitati.

Quod princeps audiens cum tota familia sua et multa nobilium turba baptizatus est ; et domum suam viro sancto tradidit in ecclesiam consecrandam. Filius Anastasii viri potentis et nobilis, per viri Dei oracionem a sompno mortis excitatus est. Qui Anastasius cum omni familia sua baptizatus est.

Lectio iij.

Beatus itaque Julianus miraculis fulgens post multos agones videns diem sue dissolutionis imminere, sedem sibi a Domino commendatam sancto delegavit Turibio qui cum ipso a Romane urbis antistite destinatus fuerat, et sic migravit ad Dominum qui est super omnia Deus benedictus in secula. Amen.

Dans le bréviaire 77 (XV^e siècle) les leçons sont les mêmes

que ci-dessus. De plus les trois répons, l'antienne des laudes et celle de *Benedictus* sont propres.

Fondation du chanoine Julien Libot.

Ex fundatione venerabilis et discreti viri Magistri Juliani Libot presbyteri Cenomanensis Diocesis hujus Ecclesiæ Subdecani et Canonici S. Martini per Capitulum die decima tertia mensis Januarii, Anno Domini millesimo sexcentesimo duodecimo admissa, officium festi S. Juliani Episcopi et confessoris quod antea ad istius Baiocensis Ecclesiæ usum trium lectionum erat de cætero fiet duplex cum duabus cappis ad instar festi S. Martini in omnibus. Et tres fient in navi Ecclesiæ Processiones, duæ videlicet in primis et ultimis vesperis cantando Responsoria de B. Virgine more solito cum Orationibus, concede nos, et omnipotens sempiterne. Deus qui vivorum, etc. In quibus fiet assueta distributio. Alia vero ante missam diei cantando duo Responsoria videlicet, O gloriosum, et Beatissimus, cujus secundi Responsorij versula tribus ex personis sive canonicis cantabitur. Quibus finitis dicet sacerdos : Ora pro nobis B. Juliane, cum oratione dicti S. Juliani et Omnipotens sempiterne Deus qui vivorum. Deinde submissa voce dicetur De profundis, cum orationibus Inclina et Fidelium ipso fundatore superstite. Quo mortuo, loco Inclina, dicetur Deus qui inter Apostolicos. Et Processionis illius erit distributio duplex, redeunte autem ad chorum dicta Processione cantabitur Antiphona *Urbis provecta*. Accendentur toto durante officio duodecim cerei in rastello, sex in Angelotis, septem in candelabro magno, et quinque in quinque candelabris chori, quos omnes Dominicus custos de suo inveniet. Et ob id alia necessaria ex ejus officio dependentia per eum dictæ fundationis ergo peragenda percipiet ex Communie denarijs summam centum solidorum turonensium annui redditus. Item ipso die finitis chori matutinis in capella ejusdem S. Juliani celebrabitur

futuris temporibus per capellanum ipsius Capellæ, alta voce, Missa una de prædicto sancto, quæ a sex pueris chori, eorum præsentem Magistro respondebitur. Qua finita per præfatos pueros dicetur una Antiphona de ipso S. Juliano cum versu et oratione et omnipotens sempiterne Deus qui vivorum dominaris etc, sub uno fine, nisi die Lunæ evenerit festum istud, in quo casu missa illa in sequendam diem transferetur. Postridie etiam diei festi per præfatum Capellanum celebrabitur in ipsa Capella missa una submissa voce pro defunctis cum r̄ Libera me Domine, in fine et orationibus solitis. Et distribuetur præ manibus eidem Capellano tam pro dictarum missarum celebratione, quam ornamentorum, et duorum cereolorum pro ejus perquisitione summa triginta solidorum turonensium necnon præceptori dictorum Puerorum summa trium solidorum turonensium Communie impensis. — Pro quibus omnibus dictus Dominus subdecanus ipsi Communie dedit summam sexcentorum librarum turonensium. Quæ omnia in litteris cum Tabellionibus Regijs die supradicta confectis fusius continentur (1).

Januarius.

27. F. S. Juliani. Cpte 1636. Pour la fondation de M^{re} Jullien Libot pbre soubz doien et chanoine de la messe S. Julien célébrée le 27 de ce mois a l'ysseue de matines en lad. chapelle la som^e de sept livres 13 s. asscavoir au grand couteur pour la sonnerye et luminaire nécessaire pour lad. feste la somme de 100 s., aud. chappelain saint Jullien xxx s., aux enfans de cœur 18 s. et au maistre des enfans pour assister à lad. messe, v s. cij vij l. xiii d.

(1) Tiré du *Liber Obituum et foundationum Insignis ecclesie cathedralis Baiocensis. Ex ordine mensium et ebdomarum et dierum totius anni prout sequitur*, p. 396.

LA PAROISSE DE PIRMIL

II.

La disparition des comptes rendus par les fabriciens qui, les premiers, succédèrent à Colas de la Fousse, ne nous permet pas d'indiquer comment se réparèrent les désastres dont on a fait mention (1). C'est en 1473 seulement que, grâce à l'exposé que fit de sa gestion un nouveau procureur, nous sommes instruits de ce qui se passait alors à Pirmil. Les détenteurs des biens qui appartenaient à la fabrique, et on en comptait vingt, servaient régulièrement leurs redevances. De ce chef, le fabricien, et c'était là-dessus qu'il avait surtout à faire fond, percevait, en l'année précitée, cinquante-huit sols neuf deniers, plus quatre livres et demie de cire et onze chopines de vin. Des dons en nature s'y joignaient, tel du beurre dont la vente produisit une somme de 7 sols (2).

(1) On ne conserve des comptes rendus entre les années 1435 et 1473, qu'une quittance sur parchemin, donnée aux procureurs de la fabrique, le 30 mars 1456 (n. s.), par les habitants de Pirmil, en présence de « noble homme Louys de Fay, escuier, s^r de Chesneru, frère Jehan Meslier, prieur dud. lieu de Pirmil, messire Pierre Lassipe, pbre, curé dud. lieu et plusieurs aultres ».

(2) « Item, receu de beure de la bouete de lad. église, vii s. » Comptes de 1473.

En 1476, le fabricien inscrit parmi ses recettes l'article suivant : « Aultre recepte muable, par chacun an, pour la boyte Notre Damme

Une aumône, laissée par un pèlerin généreux, en 1472, le jour où l'on honore saint Jouin, et elle s'élevait à huit livres cinq sols (1), permit d'acquérir un lopin de terre dont la rente vint grossir les revenus de la fabrique (2). On fut en mesure de répondre à « l'injonction », une première fois négligée, que l'évêque du Mans, passant à Pirmil en 1472, et il y revint en 1473 et en 1474, avait laissée aux paroissiens (3). Ce fut alors qu'ils achetèrent un ostensor d'argent qui leur coûta neuf livres dix sols, plus quatre sols deux deniers pour le garnir de verre (4). En 1474, ils firent réparer et recouvrir l'église par deux ouvriers, Hamelin Héart et Gervaise Foureau (5). En 1475, ils placèrent dans le grand cimetière une croix dont le coût revint à dix-huit

et pour la vigille et feste de monsr saint Jouin, et legs faiz par les trespassez que dons faiz de pain, beure, œufs et aultres choses, cent s. »

(1) « Item, receu d'un pelerin le jour de monsr saint Jouin darnier passé, la somme de six escuz d'or qu'il donna à lad. fabrice, pour querir une custode d'argent à lad. église, pour ce, vi escuz, vallant chacun escu xxvii s. vi d. somme, huit livres v s. » Comptes de 1473.

(2) « Item, pour la faczon d'un contract passé par Jehan Saulnier, faisant mencion que led. procureur a acheté pour et au nom de lad. fabrice, de Macé Tachereul et de la femme feu Julien Beauchesne, certaines choses héritaux plus à plein desclarées aud. contract, poié iii s. iii d. » Comptes de 1473.

(3) « Item, pour l'injonction quant monsr du Mans vint visiter lad. église de Pirmil, poya le dit procureur, v s.

Item, en despens, quant monsr du Mans visita celui jour pour sauver l'amende du deffaut que on avoit fait de faire les chouses contenues dedans l'injonction, iii s. iii d.

Item, ung bouesseau d'avoyne pour les chevaux de monsr du Mans et ses gens, xv d. » Comptes de 1473.

« Item, quant monsr l'évesque du Mans vint visiter lad. église pour l'injonction, v s. » Comptes de 1474. Cet évêque était Thibaud, cardinal de Luxembourg.

(4) « Item, pour l'achat d'une custode d'argent achetée par led. procureur, du commandement des paroissiens, pour lad. église, ix l. x s.

Item, pour le verre qui a esté mys en lad. custode et pour avoir assis le verre en lad. custode, iii s. ii d. » Comptes de 1473.

(5) « Quant led. procureur fit couvrir et reparez lad. église de Piremil

livres (1). En 1478, des travaux importants furent exécutés aux autels, et l'on construisit un « lecteril » objet où nous pensons voir un lutrin (2). L'année suivante, un vitrier reçut soixante sols pour avoir réparé les verrières de l'église (3). On s'en remettait alors sur le curé de fournir le luminaire servant aux cérémonies religieuses, et, en retour, on lui cédait le tiers des « droitures de Pâques » qui revenaient à la fabrique (4).

Un indice se révèle alors à nous de l'aisance dont jouissaient certaines familles. Elles ne reculent pas devant la dépense, relativement considérable, qu'elles assumaient, pour obtenir la permission d'inhumer l'un de leurs membres,

à Hamelin Héart, qui y fut six jours, vallant XII s., et Gervaise Foureau, quatre jours, vallant huit sols, qui sont en somme, XX s.

Item, pour la despence desd. maczons et serviteurs qui ont esté à reparez lad. église, XII s. VI d. » Comptes de 1474.

(1) « Item, pour avoir faict faire la croix du grant simetere, tant pour pierre que pour les chartiers de l'estre allé queriz et pour les massons et ovriers, que chaulx et sablon, que plon et aultres choses et que pour avoir remis une aultre pierre à lad. croix et despence faicte par led. procureur, pour ce, XVIII l. » Comptes de 1475.

(2) « Item, pour avoir remué les aultes et habillez et que pour une pierre à faire ung des aultes . . . lad. pierre a cousté XVII s. VI d. et pour le chartier, tant pour paye et despens, VII s. VI d. et pour le masson, qui est en somme toute, LXX s.

Item, pour la fasson du lectril de l'église, pour paye et despens au charpentiers III l. et demye et une busse de vin, laquelle estoit de la fabrique. » Comptes de 1478.

D'autres articles nous apprennent que le bois fut abattu et mis en œuvre par ces ouvriers, Jehan Corbin, Marquet Le Marchant et Jacquet Belin. Ce dernier reçut pour son travail et, en plus, pour avoir pratiqué « des pertuis ès murs de l'église à mettre led. lecteril, XVI s. VIII d. »

(3) « Item, pour ung panneau à la vitre du grant autel et pour reparer les autres vitres, LX s. » Comptes de 1479.

(4) Accord passé, le 2 avril 1472, entre Gervais Gaignart, fabricant, et Pierre Lassipe, prêtre, curé de Pirmil, par lequel on lui abandonne le revenu de diverses terres appartenant à la fabrique et « la tierce partie des droitures de Pâques », pour fournir un luminaire dont la quotité est déterminée. Titre parchemin, archives de la fabrique.

dans l'intérieur de l'édifice sacré. Pour jouir de ce privilège, il fallait acquitter un droit, allant de vingt à vingt-cinq sols (1).

Si la paroisse était à l'abri de ces incursions subites et souvent renouvelées dont elle avait eu tant à souffrir de 1425 à 1435, on avait néanmoins à la préserver encore du passage toujours redouté des bandes régulières. On réussit, en finançant, à les écarter en 1491 (2). C'est probablement pour prévenir pareil danger que, en 1494, le fabricien, Colin Miecte, au nom de ses commettants, engagea un procès contre messire Jehan Baucher, chevalier, roi d'Yvetot et gouverneur du Mans (3).

Durant le demi siècle qui s'écoula de 1494 à 1545, par suite de la perte que nous avons à regretter des comptes rendus par les fabriciens, nous ne savons presque rien des événements qui, pendant cette période, se produisirent à Pirmil. Ce que nous en connaissons est pour nous donner une haute idée de l'esprit religieux qui régnait dans cette paroisse. Ce qui en témoigne, ce sont les dispositions que renferment divers testaments dont le texte est arrivé jusqu'à nous. En 1498, Michel Béatri, prêtre, constitue une rente de huit sous tournois, pour le curé, et de deux sols, pour la fabrique, à la charge, pour le premier, de

(1) « Item, celui an (1480) compte led. procureur avoir repceu de Guillaume Gratoys, à cause de la sépulture de feu Guillemette la Gratheisse, xx s. en tout, comme elle avoit esté mise en l'eglise.

Item, repceu de la sépulture feu messire Pierre Lessipe, jadis curé dud. lieu, la somme de xxv s. » Comptes de 1480.

(2) « Item, le mardi des fraries de Nouel l'an mil m^{re} m^{re} xx et xi fut baillé la somme de dix huyt soubz t. à ung fourrier, pour gardez les gens d'armes de loger à Piremil, lesquels gens d'armes s'appelant à monsr de la Conce. » Comptes de 1491.

(3) « Estat des fraiz et mises faiz par Colin Miecte ou nom et comme procureur de (suivent vingt noms) touz manans et habitans de la paroisse de Piremil, à l'encontre de mess^{re} Jehan Baucher, chevalier, Roy d'Ivetout et soy disant capitaine du Mans. » Comptes de 1494.

célébrer, tous les ans, deux messes basses, le lundi et le mardi après le dimanche dit *Invocavit* (1). Nous voyons, en 1516, un pelletier du Mans, Christophe Croyau, dont la famille habitait Pirmil, laisser à la fabrique de cette paroisse une rente annuelle de deux sous six deniers, pour l'entretien de l'église. Il y fonde, en plus, trois messes dont une chantée, pour la rétribution de laquelle il assigne au curé une rente de six sols tournois, les honoraires des deux autres n'étant que de deux sols six deniers (2). Le 2 juin 1517, l'épouse de Michel de la Fousse, Julienne, charge ses deux exécuteurs testamentaires, à savoir son mari et Pierre de la Barre, tous deux de Pirmil, de veiller à ce qu'elle soit inhumée dans le petit cimetière de cette paroisse. Ils devront, le jour de sa sépulture, faire célébrer à son intention cent messes basses et deux vigiles, plus, assurer une fondation de trois messes basses par an, pour la célébration desquelles elle laisse à la fabrique une planche de vigne sise au clos de Cothereau (3).

On voudra bien nous excuser de reproduire ici l'expression réellement émouvante, du moins l'avons-nous jugée telle, que nous offre de sa foi profonde cet habitant de Pirmil, Symon de la Barre, quand, le 16 novembre 1518, il dictait à un notaire ses dernières volontés. « Au nom de la très sainte Trinité, le Père, le Filz et Saint Esperit. Amen. Saichent touz que moy, Symon de la Barre, estant de présent au lict gisant malade, par la grâce de Dieu sain de pencée et d'entendement, estant en bon scens, ferme et continuel propoux, combien que je soye de greve malladie detenu, considérant et entendant la misérable condampnacion et fra-

(1) Testament de Michael Béatri, prêtre, titre parchemin. Le dimanche *Invocavit me* n'est autre que le premier dimanche de carême.

(2) Testament passé le 31 mai 1516, devant Robert Bailly, prêtre, vicaire de Saint-Pierre-de-la-Cour, au Mans, et Pierre Gautier, notaire en cour laye. Titre parchemin, archives de la fabrique de Pirmil.

(3) Titre parchemin, mêmes archives.

gillité de toute humaine créature que chacun jour amenuyse, en traictant homme et femme chacun à sa fin, et que rien n'est plus certain que la mort, ne chouse plus incertaine que l'eure d'icelle, et que, à la mort humaine nature est si subgete, que une foys luy convient poyer son treshu (tribut), duquel le terme est indeterminable, en la disposicion et volonté de Dieu notre père, créateur » Et, après ce préambule, il détermine et fixe ses intentions : « Premièrement, pour ce que l'âme de homme et femme est à préférer avant toutes choses terriennes, je recommande mon âme à Dieu, mon père et créateur, à la bénoïste Vierge Marie, à monsieur saint Michel ange, à tous les saints et saintes de Paradis, en leur suppliant humblement et dévotement que mon âme pouvre et dolent, quant elle despartira d'avecques mon corps, ils veillent estre pour moy en deffence contre la très horrible espouvantable puante des ténèbres d'enfer et mad. âme menez et conduyre en la joye de Paradis. » Puis, il demande à être enterré au petit cimetière, décidant qu'au jour de sa sépulture on distribuera aux pauvres une busse de vin, et le pain produit par six boisseaux de blé ; que l'on dira pour lui, vigiles et quarante messes, et tout autant, au jour de septime. Il fonde en plus une messe annuelle, pour la rétribution de laquelle il laisse une hommée et demie de pré, nommée la Noë Georges, sise près de la Saulnerie, en Pirmil. Il détermine quels objets mobiliers il donne à ses serviteurs ; il indique quelles sont ses dettes et ses créances. Il veut que, aux quatre églises de Pirmil, Saint-Pierre de Noyen, Maigné et Chantenay, on le recommande au prône de la messe paroissiale, attribuant aux curés de ces localités, une somme, une fois payée, de dix deniers (1).

Pour s'exprimer en termes moins expressifs, d'autres testateurs n'en accusent pas moins semblable mentalité. C'est ainsi que, le 15 septembre 1518, Jehan Coisnon, pour

(1) Archives de la fabrique de Pirmil, titre parchemin.

obtenir d'être, lui aussi, recommandé à tout jamais au prône de la messe paroissiale de Pirmil, lègue à la cure une rente de 13 s. 6 d. ; une autre de 4 s. à la fabrique ; une troisième de 18 d. au sacristain (1). A pareille intention, honorable homme, Michel Bonsergeant, le 9 janvier 1546 (n. s.), laisse à la fabrique une hommée de pré et un cloteau de terre (2). Le 19 février de la même année, honnête homme Guillaume Richardeau avantage la même fabrique d'une rente annuelle de six sols tournois, hypothéquée sur diverses terres, et dont la moitié, soit trois sols, revenait au curé, pour que celui-ci célèbre pour le donateur un service tous les ans (3). En 1547, le 5 novembre, Julien Coisnon et Antoinette, son épouse, lèguent à la cure une rente de 2 sols 6 deniers (4).

Et le mouvement, loin de se ralentir, va toujours croissant. De 1550 à 1596, on ne compte pas moins de vingt-sept fondations sur lesquelles nous ne saurions nous arrêter longuement, mais qu'il est bon pourtant de signaler. Le 15 août 1550, Mathurin Gratays, prêtre, né à Pirmil, cède à la fabrique (5), à la condition d'être recommandé au prône de la messe paroissiale, « deux bancqs, faitz à doussier, esquelz il y a six marchepieds fermans à clef, estans en et au dedens de la chapelle sainte Barbe et saint Mathurin . . . du costé de devers le petit sepmetiere ». Ils formaient coffre et, pour y ramasser leurs ornements, trois prêtres, et « Jacques Lespyne, magister à présent dud. Pyremil », en

(1) Archives de la fabrique de Pirmil, titre parchemin.

(2) Mêmes archives.

(3) Mêmes archives, titre parchemin. Ce testament est passé le 19 février 1545 (v. s.), devant Michel Girard, curé de Pirmil et Guillaume Joyau, notaire.

(4) Mêmes archives, titre parchemin.

(5) Mêmes archives, titre parchemin. Il ne paraît pas que, après la mort du donateur, les locataires de ce banc se soient mis en peine de payer la rente, car, en l'an 1561, le procureur inscrit la mention suivante : « Receu des pbres qui occupent les coffres donnez par deffunct messire Mathurin Grateys à lad. église. Nichil r.

payaient, chacun, au possesseur, 2 s. 6 d. de rente. Le même donateur, par son testament en date du 5 janvier 1551 (n. s.), pour assurer à Pirmil, la célébration d'une première messe, laissait, d'abord, à son neveu, Mathurin Corbin, et ensuite à ceux qui le remplaceraient, à titre de vicaires, une maison et un jardin sis au bourg de Pirmil plus trois journaux de terre, situés près de la Brière et une hommée de pré (1). Le 16 décembre 1552, Claude Fougère lègue à la fabrique de Pirmil 5 s., au curé 10 s., et aux vicaires 6 s. pour la rétribution d'un service annuel, et il laisse en garantie deux quartiers de vigne au clos de l'Aubépin (2). En 1554, le 23 avril, Jehan de Louzier, prêtre, avait pris ses dispositions testamentaires qu'il compléta par un codicille, en date du 16 avril 1555 (n. s.) par lequel il assura la célébration d'une messe en l'honneur du Saint-Sacrement, à l'autel dédié à sainte Barbe, tous les jeudis de l'année, donnant, pour en assurer les honoraires, un clos de vigne et un jardin appelés Le Tertre (3). En 1555, le 11 mars (n. s.), Mathurin Blondeau veut « qu'il soyt payé par chacuns ans, cinq sols t. par moytié, au curé et fabrique de Pirmil pour estre recommandé ès prières des bons chrestiens, chacun dymanche au prosne de grand messe » (4). La même année, le 20 décembre, Michel Girard, ancien curé de Pirmil, et démissionnaire en faveur de Jehan Genest, curé de Saint-Vincent du Mans, chez

(1) Archives de la fabrique de Pirmil, titre parchemin.

(2) Mêmes archives, titre parchemin.

(3) Mêmes archives, titre parchemin. Par son testament, en date du 23 avril 1551, Jehan de Louzier avait aussi légué cent sols tournois à la fabrique et 20 deniers une fois payés, à chacune des églises de Saint-Germain et Saint-Pierre de Noyen, Maigné, Chantenay, Tacé, Chemiré-le-Gaudin, Fercé, Souigné-sous-Vallon, Saint-Pierre-des-Bois, Saint-Christophe-en-Champagne, Parcé et Vallon, pour être répartis par moitié entre le curé et la fabrique, afin d'y être recommandé au prône de la messe paroissiale.

(4) Mêmes archives, titre papier. La rente était hypothéquée sur un cloteau de terre sis près de la métairie de l'Autrefrère, où le testateur habitait.

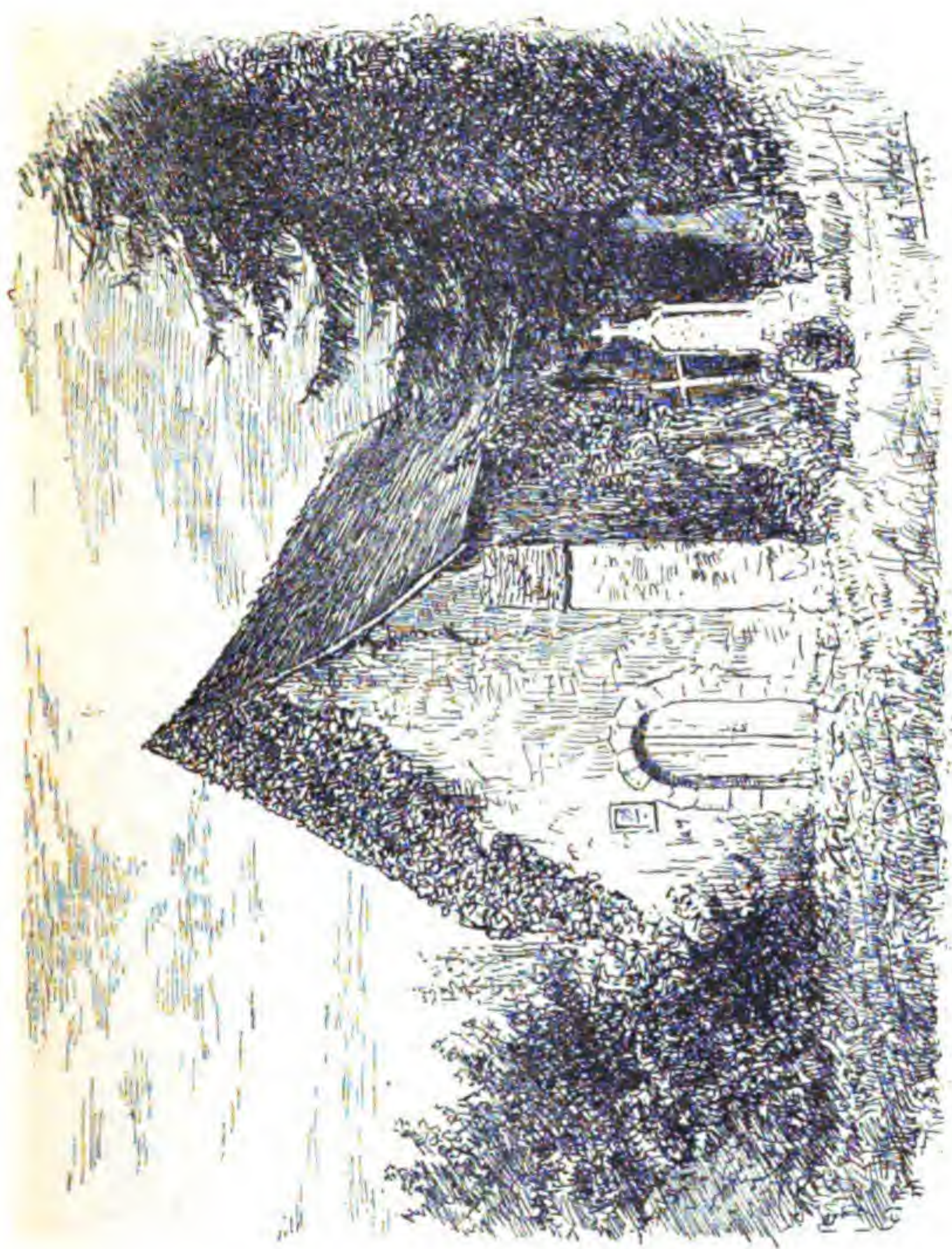


Fig. 9. — CHAPELLE DU CIMETIÈRE.

lequel il s'était retiré, et où il était « de présent mallade », règle par son testament que l'on versera « une foiz payés aux curés et fabrices, chacun par moitié, des paroisses de Piremil, N.-D. de Saint-Vincent, Saint-Germain-de-Noyen et Saint-Pierre dud. Noyen, Fresnay (1), Monmerray, Maigné, Tacé, Chantenay, Vallon, Chemiré et Fercé, vingt deniers t. l. pour estre recommandé aux prônes des grands messes ». A la paroisse de Montmerrei (2), du diocèse de Séez, où il est né, il lègue dix livres pour acheter un calice, et, à la fabrique de Pirmil, « certains gasts situez au dessoubz du grand cimetiére », plus cent charretées de pierre pour accommoder les chemins, et « ung tableau de trespasement de Notre-Dame qui est de présent au prieuré de Piremil, pour servir de contretable à la chapelle de N.-D. de Consolation au grand cymetiére » (voir fig. 9) (3), au devant de

(1) Le testateur y avait des parents.

(2) Montmerrei, commune et paroisse du canton et du doyenné de Mortrée, Orne.

(3) Cette chapellenie, dite aussi de la Milletière, et desservie dans la chapelle actuelle du cimetière, que Louis Leroy avait « naguères faicte faire », avait été fondée le 1^{er} décembre 1551. La fondation fut approuvée, le 31 décembre 1551, par Nicolas Duchemin, vicaire général de l'évêque du Mans. Cf. Archives du dép. de la Sarthe, G 336, f^{os} 157 v^o et 158. Le titulaire du bénéfice devait y célébrer une messe basse tous les samedis de l'année. Le premier bénéficiaire fut Michel Gratays, neveu du fondateur, auquel succéda Michel Cornu, son autre neveu, lequel en fut pourvu le 2 septembre 1572. Cf. Archives dép. de la Sarthe, G 345, f^o 109 v^o et 110 r^o. Pierre Estourmy, en prit possession le 18 juillet 1585; il y succédait à Pierre Courtin, G 349, f^o 60 v^o. Pierre Estourmy, étant mort, fut remplacé par Mathurin Maillet, qui prit possession le 22 janvier 1586. G 349, f^o 103 r^o. Il eut pour successeurs, d'abord, Michel Chevalier, prêtre, principal du collège de Noyen, qui en prit possession le 17 octobre 1611, G 354, f^o 117 r^o; puis, Louis Gratays, qui fut inhumé dans sa chapelle, par F. Piednoir, curé de Pirmil, le 23 décembre 1624. Etat civil de Pirmil. Christophe Bellanger le remplaça, puis, après lui, le 6 mars 1657, René Boutier, en fut pourvu, G 360, f^o 187 v^o. Il décéda lui-même en 1692 et, le 17 juillet de cette année, le bénéfice fut conféré à Michel Huvé, G 370 f^o 239 r^o. En 1700, le 6 octobre, François Garreau l'obtint, par suite de l'abandon qu'en avait fait Jacques Hercé, G 374, f^o 10 v^o, lequel avait succédé

laquelle il désire que l'on élève un porche ou ballet pour la construction duquel il laisse une somme de 15 l. t. (1). Le 11 octobre 1556, Mathurine Georget, veuve Crisloup, avantage la fabrique d'un demi-quartier de vigne sis au clos de Talluau, à la condition de payer, tous les ans, 5 s. au curé (2). Le 28 juillet 1558, Michelle Le Roy, veuve d'Étienne Gratays, pour être recommandée, tous les dimanches, au prône, lègue à la fabrique de Pirmil, cinq sols de rente annuelle, et au curé dix sols, le tout hypothéqué sur une pièce de terre appelée la Flarie (3). C'est sur le clos de la Fosse que Michel Maussion, prêtre, établit une rente de 12 s. 6 d. que percevra la fabrique, à charge de fournir le luminaire et des ornements pour le service annuel que l'on doit célébrer pour lui à la fête de saint Michel, au mois de septembre (4). Un autre clerc, Pierre

lui-même à Louis Barattin, G 371, f° 7 v°. En 1740, le 31 août, René Mauny en fut avantage, à la suite du décès de N. de Launay, G 380, f° 255 r°. Enfin, en 1754, François Gareau, prêtre, curé de Saint-Paul-le-Gaultier, qui l'avait possédé, étant décédé, on le conféra à Jérôme Pelard de la Bretesche, G 386, f° 117 v°.

(1) Dans cette chapelle nous avons relevé les trois inscriptions suivantes : 1° à l'intérieur, sur les bords d'une dalle mortuaire, la suivante : Ci gist honorable feme Melanie Covsin d'Auvers-le-Hamon et dame de la Vellière, et sept enfas de Melois Grateys et d'elle, qvi décéda le iour de Penthecoste 1604. Paix lvi soit. Et sur la dalle, dans un ovale, est gravé un cœur surmonté d'une croix ; 2°, à l'intérieur, sur une plaque encastrée dans la muraille du côté gauche, la suivante : Cy devant repose | Le corps | D'honorable feme | Françoise Hercé | Vivante | Epouse | D'honorable homie | Henry Gareav | Décédée le 4 | De mars 1717 | Requiescat in | Pace. Amen. | Au dessous sont gravées les figures d'un crâne et de deux ossements en croix, accompagnés de trois larmes ; 3°, à l'extérieur, au côté gauche de la porte, encastrée dans la muraille, celle qui suit : Ci-devant . repose . le . | Corps . D^{lle} Lovise . de . la . | Maignée . épouse . de | M^e . Ivllien Gareav | Greffier . de . se . siège . | Décédé . le . 17 . O^{bre} . 1725 | Requiescat . in . pace | Amen . | Au-dessous on a gravé la figure d'un crâne accompagné à droite et à gauche d'ossements en croix.

(2) Testament de Mathurine Georget, archives de la fabrique.

(3) Testament de Michelle Leroy, titre papier, archives de la fabrique.

(4) Testament en date de 12 mai 1559, titre parchemin, archives de la fabrique.

Fougeré, le 25 janvier 1564 (n. s.), avait laissé à la fabrique cinq sous pour acheter des ornements (1). Le 4 avril 1567, Louis Leroy charge une maison dite : Le Croissant, sise à Pirmil, d'une redevance de vingt sous, destinée à rétribuer les trois messes chantées qu'il veut voir célébrer pour lui (2). C'est sur un immeuble du même bourg, et que l'on désigne sous le nom de la Cosne, que Michel Gratays, prêtre, assied, le 25 août 1572, une rente de dix sous dont 7 s. 6 d. reviennent à la fabrique, et ce pour être recommandé au prône de la messe paroissiale (3). Le 8 février 1574, Pierre Coisson lègue, avec garantie sur le champ dit du Pont, une rente de 12 s. 6 d. au curé de Pirmil ; de 5 s. à la fabrique ; de 20 d. au sacristain, plus la valeur d'un cierge de cire de deux livres, qui devra être offert à l'autel de la Sainte-Vierge (4). En 1576, le 4 novembre, Geoffroy Fourmont et Jehanne Fougère, sa femme, indiquent à leurs exécuteurs testamentaires, soit Laurent Bouteloup et Jehan Huvé, leurs gendres, et Michel Huvé, curé de Pirmil, qu'ils leur demandent de faire célébrer, le jour de leur sépulture, quatre-vingts messes, dont vingt à Noyen et à La Suze, et de les faire recommander au prône de la messe paroissiale des églises de Pirmil, Tacé, Chantenay, Maigné, Fercé, Vallon, La Suze, Saint-Pierre et Saint-Germain de Noyen, laissant à chacune la somme, une fois payée, de 10 deniers à partager, pour moitié, entre les curés et les fabriques (5). C'est à la cure de Pirmil que, le 28 juin 1579, Louis Samoyau lègue une

(1) Archives de la fabrique, titre parchemin.

(2) Cette fondation est mentionnée dans un inventaire des titres de la fabrique dressé en 1772.

(3) Archives de la fabrique, titre parchemin.

(4) Archives de la fabrique, titre parchemin. Le testateur demande en plus, que l'on célèbre pour lui, après sa mort, un trentain grégorien ; que l'on distribue aux pauvres, le jour de sa sépulture, une pipe de vin et du pain ; que l'on serve à diner, ce même jour, au curé et aux vicaires de Pirmil.

(5) Id., titre papier.

rente annuelle de 10 s. 6 d. pour rétribution d'une messe chantée (1) qui devait être célébrée le 29 juin. A la cure encore, avec charge de verser tous les ans 20 deniers à la fabrique, que Perrine Gauquelin, veuve de Jehan Chérot, le 19 janvier 1584, abandonne un demi journal de terre nommé l'Ouche Pissot, sis à Pirmil, pour assurer les honoraires d'une messe chantée, précédée d'une paire de vigiles (2). C'est sur deux quartiers de vigne, sis au clos des Bigotières, que Marin Le Cornu, marchand, s^r de la Roche, et Anne Gratays, sa femme, établissent un revenu annuel de 27 s. 6 d., dont le montant représentait la rétribution « d'une paire de vigiles des morts, une messe haulte et quatre basses » qu'ils demandaient à leur curé de célébrer pour eux tous les ans (3). Le 10 février 1585, Guillaume Richardeau grève d'une rente deux quartiers de vigne, sis au clos des Hauts Pauflis, en vue d'un service annuel qu'il demande à son intention (4). C'est au curé de Pirmil que Noël Bourge, le 5 juillet 1585, assure une rente annuelle de 60 sols, sur laquelle il devra prélever 7 s. 6 d., au profit de la fabrique pour la célébration d'un service, tous les ans (5). Parmi les résolutions auxquelles s'arrête m^{tro} Pierre Fougeré, prêtre, le 11 juin 1587, il décide d'hypothéquer sur un jardin sis à Pirmil, les revenus suivants, soit 12 s. au curé, 2 s. au sacristain, 18 d. à la fabrique pour « une paire de vigilles hautes et une grand messe à diacre et sous diacre » qui devaient être chantées le jour où l'Église fête saint Pierre, soit le 29 juin (6). En 1587, le 15 juillet,

(1) Archives de la fabrique, titre parchemin.

(2) Id., titre papier.

(3) Archives de la fabrique. Le 19 décembre 1590, « vénérable et discret maistre Julien Houdayer, curé de Pirmil, demeurant à Noyen », accepte cet arrangement. Titre papier.

(4) Testament de Guillaume Richardeau, archives de la fabrique de Pirmil.

(5) Mêmes archives, titre parchemin.

(6) Id. Testament de Pierre Fougeré, titre parchemin.

Marie Houdebert ordonne de verser après sa mort à chacune des églises de Pirmil, Saint-Germain de Noyen, Chantenay et Vallon, la somme de dix deniers, une fois payée, à répartir par moitié entre les fabriques et les curés, pour que ces derniers la recommandent aux prières, au prône de la messe paroissiale (1). C'est à pareille intention que, d'une part, le 12 octobre 1587, Prudence Richebert (2) lègue au curé de Pirmil et à la fabrique, au premier, une rente annuelle de cinq sols, et de deux sols, à la seconde ; et, de l'autre, le 7 novembre 1593, Marie Cymier (3), veuve de François Davy, laisse à la fabrique dix sols de rente annuelle, et quinze sols au curé.

Cette dernière bienfaitrice, par un codicille, en date du 18 juin 1596, à ce premier revenu en ajouta un second, de sept sols six deniers.

On sait donc quelles ont été, durant un demi-siècle, les dispositions prises par ceux des paroissiens de Pirmil qui entendaient charger la cure ou la fabrique, de veiller à l'observation de leurs volontés dernières. Il nous faut maintenant revenir en arrière et examiner de quelles ressources, pendant la même période, disposa le procureur fabricien et à quoi il les consacra.

De 1545 à 1546, il encaissa une recette totale de 26 livres, 9 sols, 8 deniers, dont les éléments sont tels que par le passé. Les revenus ordinaires, ils proviennent des rentes dues à la fabrique, ne dépassent pas trente-huit sols huit deniers. Le surplus, et c'est, on s'en rend compte, la partie de beaucoup la plus importante, l'origine en était des plus diverses. A côté de dix boisseaux d'orge qui, vendus, rapportèrent cent dix sols, il y avait les fruits du grand cime-

(1) Arch. de la fabrique. Testament de Marie Houdebert, titre papier.

(2) Id. Testament de Prudence Richebert, titre parchemin. Il y en a aussi une copie sur papier.

(3) Id. Testament de Marie Cymier. Elle hypothèque cette rente sur un cloteau de terre, appelé le jardin de Charbonnières. Titre parchemin.

tière, et ceux d'un champ non mis en location ; les « chandelles » offertes tant au cours de l'année que le jour de saint Jouin ; les droits d'étalage soldés par les marchands qui venaient à Pirnil, débiter ce même jour, leurs marchandises, dans le petit cimetière (1) ; le droit perçu par la fabrique pour l'inhumation d'un prêtre dans l'église, et pour avoir fourni des ornements ; le droit de recommandation au prône, des fidèles trépassés ; les oblations en numéraire que présentaient ceux des fidèles qui désiraient gagner les indulgences accordées par l'évêque du Mans, lors des fêtes principales de l'année. Tout cela arrivait à la somme de vingt-quatre livres onze sols (2). L'exercice de l'année 1548-49

(1) Il devait leur fournir les étaux, comme en témoigne l'article de ce compte de 1546-47 : « Pour une toyse de quarreau achapté par le procureur pour faire des estaulx aux marchands qui estallent, joignant l'église, à la feste saint Jouyn, payé à Mathieu Menard, pour led. quarreau, ix s. vi d. »

(2) Nous pensons qu'on sera heureux de voir, pour une fois, le texte de toutes ces recettes, tel que le procureur les établissait, en 1545.

« Deniers muables et extraordinaires.

Premier, receu de Gilles Chenon dix boesseaux orge, vendus cv s.

Pour les fruictz des deux cymetières et d'une pièce de terre appelée la fabrice, venduz à Jehan Lecornuer, receu l s.

Pour le prouffict des estaulx de la St Jouyn oud. an courant, xviii s.

Pour la place du grand cymetière à vendre du vin led. jour de saint Jouyn, receu de Mathurin Moreau, v s.

De messire Jehan de Lousier pour les aournements qui furent baillez au corps de deffunct messire Celerin Cymier, ensemble pour l'ouverture de l'église où il fut inhumé, receu LXXV s.

Pour le prouffict des chandelles du jour saint Jouyn et pour tout l'an courant, ix l.

Pour le beure donné à lad. église, led. an courant, receu x s.

Item, pour les recommandations faictes pour les trespassez led. an courant, receu par le meneu et par les foyz, vii s. vi d.

Item, pour les pardons dud. an courant, receu ce qui s'en suit :

A la Toussainct, viii s.

A Nouel, vii s. vi d.

A Pasques, xv s.

A la Pentecoste, iii s.

A la my aoust, ii s.

Somme toute xxiiii l. xi s. »

Ces pardons ou indulgences avaient été accordés par l'évêque du

s'éleva à vingt-sept livres, un sol, trois deniers ; celui de 1549-50, à vingt livres, deux sols, cinq deniers ; celui de 1550-51, à vingt-et-une livres, quatre sols, trois deniers ; celui de 1553-54, à trente-cinq livres, dix-huit deniers, y compris trois dons extraordinaires, offerts, l'un, de dix livres, par m^{re} Michel Girard, exécuteur testamentaire de m^{re} Mathurin Gratays ; l'autre, de six livres, dix-huit sols, par le curé de la paroisse ; le troisième, de quarante-cinq sols, par m^{re} Jehan de Louzier, pour la refonte d'une cloche (1) ; celui de 1554-55, à vingt livres, trois sols, cinq deniers. En chiffres ronds, les revenus atteignaient donc alors, année moyenne, la somme de vingt-cinq livres. Ils avaient une tendance à s'élever, car, pour ces quatre années 1559-63, le procureur, Mahé Marseul, encaissa, non compris un excédent de vingt-cinq livres seize sols, versé par son prédécesseur, la somme de cent vingt-trois livres neuf sols quatre deniers, ce qui donne une moyenne annuelle de trente livres. Les recettes ordinaires, parce que, sans doute, les terres de la fabrique étaient louées plus avantageusement, et que l'importance aussi en croissait, produisaient, en 1566-67 onze livres trois sols ; en 1567-68, huit livres deux sols ; en 1568-69 douze livres six sols. A ce chiffre, elles auraient sextuplé, dans l'espace de vingt ans. Au contraire, les ressources extraordinaires accusent une diminution, et l'on se porte avec moins de ferveur à gagner les indulgences.

Du 14 février 1591, jour où, ayant été élu le 5 août précédent, Jehan Dubois entra en charge, au 25 août 1602, jour où il en sortit, ce procureur reçut, tant de recettes extra-

Mans, en 1429. Cf. *Revue hist. et arch. du Maine*, t. XII, p. 294, note 2.

(1) « Receu de mons^r le curé M^e Michel Girard, exécuteur du testament de deffunct messire Mathurin Gratays, la somme de dix livres que led. deffunct Gratays advoyt donné à lad. fabrice.

Receu dud. curé troys escuz sol, qu'il a donnez à lad. fabrice, pour ce, vi l. xviii s.

Receu de messire Jehan de Lousier, pour ayder à reffayre lad. cloche, XLV s. » Comptes de 1553-54.

ordinaires, — et il y en a une, parmi celles-ci, qui, existant depuis un siècle déjà, devient plus productive, c'est la quête de l'aguilanneuf (1), — que de recettes ordinaires, une somme totale de quatre cents livres, seize sols, huit deniers, ce qui revient à dire que, année moyenne, il perçut trente-trois livres sept sols. Malgré le haut pouvoir de l'argent à cette époque, on ne saurait s'empêcher de constater que lui et ses prédécesseurs, en raison de la modicité de telles ressources, s'en devaient montrer très ménagers. Examinons quel emploi ils en ont fait dans ces cinquante-cinq années qui s'écoulaient de 1545 à la fin du XVI^e siècle. Cela nous amènera à constater le rôle important encore du fabricant.

Il a toujours à pourvoir l'église de tout ce que réclament et la célébration des offices liturgiques et l'administration des sacrements. C'est toujours lui qui accompagne et rétribue les dignitaires ecclésiastiques au cours de leurs visites canoniques. Il marche et surveille tous les travaux qui ont pour but de tenir l'église dans un état décent. Il paraît et agit, au nom de ses commettants, non seulement aux plaids des seigneuries d'où relèvent les terres de la fabrique (2), mais, en plus, si, entre l'administration civile et

(1) « Mathurin Leroy, à cause de la Guilanleu pour l'an mil III^e III^e x et onze, doit xxvi. »

(2) « Item, led. procureur a payé au s^r de Chesneru pour la rente de la Malladerie, x d. » Comptes de 1548-49.

Nous avons publié dans *La Province du Maine*, 1913, t. XXI, p. 130-133, un article sur la fondation d'une chapellenie créée, en 1366, au château de Chesneru, par Guillaume de Dureil, fils de Thibaut, tous deux seigneurs de Chesneru. Après eux en furent possesseurs, Louis du Fay, en 1456 ; en 1543, noble Thibault de Fay. Celui-ci cède le patronage de cette chapellenie, vulgairement dite du Jarriaye, à Anthoine Chauvin, mari de Madeleine Villette, s^r de Rothès, avec permission d'en transporter le siège dans l'église de Saint-Pavin-de-la-Cité au Mans. Il s'en réserva toutefois la présentation durant sa vie. L'acte est daté du 10 novembre 1543, et l'évêque du Mans le ratifia le 26 mai 1544. Cf. Arch. dép. de la Sarthe, G 336, f^o 69 r^o et v^o. Nous ne connaissons

la paroisse, quelque différend s'élève, c'est à lui qu'on s'en prend, et c'est par lui que, définitivement, l'accord se conclut, favorable ou non. Tout ceci est un résumé que nous avons maintenant à développer et à expliquer. En examinant ses comptes, année par année, nous allons saisir son action sur le vif, et, en replaçant le personnage en pleine lumière, nous nous instruirons de tous les faits locaux dont se compose l'histoire paroissiale de Pirmil.

Ce fut en 1544 qu'il jugea bon de faire placer dans le chœur de l'église un pupitre pour la confection duquel il paya à l'ouvrier, Macé Rigollet, la somme de vingt sols (1). L'année suivante, il baillait à l'archidiacre de Sablé qui faisait sa visite canonique, cinq sols, et pour sa journée « d'y avoir assisté », il se faisait allouer vingt deniers (2). Sans en avoir la certitude absolue, nous sommes d'avis qu'à la suite de cette inspection et pour y avoir été invité, on fit la dépense de « quatre aulnes et demye de toille à faire ung drap mortuaire », et « pour chacune aulne » on dépensa trois sols. « Pour la faczon dud. drap mortuaire » on paya douze deniers, non compris six autres « pour le salaire dud. procureur d'avoir porté taindre lad. toille jusques à Noyen ».

que de rares titulaires de cette chapellenie. Le 4 novembre 1565, noble François de Launay en fut pourvu, après que son prédécesseur, Louis Chauvin, eut abandonné la cléricature. Arch. dép. de la Sarthe, G 342, f° 181 v°. A la mort de François de Launay, Mathurin Maillet l'obtint, le 11 février 1575, et il en prit possession le 14 février, G 346, f° 240 v°. Il mourut en 1611 et le 9 novembre de cette année, son successeur, Louis Lefebvre, en prit possession. G 354, f° 116 r°. Il y eut pour successeurs, François Brisbarre, en 1696. G 372, f° 145 r°; puis Pierre Huard, curé de Villedieu-en-Champagne, en 1711. G 378, f° 282 r°.

On pourra voir plus loin (fig. 10) une vue de la porte du château de Chesneru, d'après la photographie qu'a bien voulu en prendre pour nous M. l'abbé Desvignes, curé-doyen de La Suze,

(1) « Item, payé par led. procureur pour le pupitre où on chante, à Macé Rigollet, pour ce, xx s. » Comptes de 1544-45.

(2) « En l'an mil cinq cens quarante-cinq, baillé et payé à Monsieur l'archedyacre, v s. Pour la journée et vacation dud. procureur d'y avoir assisté, xx d. »

C'est en cette même année que, pour paver l'église, on acheta pour vingt et un sols, « demy muy de chaulx et cinq cents de pavé », pour le charroi desquels on paya douze sols. Les maçons qui les employèrent y passèrent deux journées, ce qui leur valut huit sols, et trois au manœuvre qui les servit.

Tout ceci rentrait dans les dépenses communes. Il en alla tout autrement, les trois années qui suivirent. Des deux chapelles qui forment bras de croix dans l'église, il y en avait une, celle de droite, dont la voûte avait croulé ou n'avait jamais été édifiée. C'est à parachever ce travail que furent consacrés, de 1546 à 1548, les deniers de la fabrique. Le relevé des frais dans lesquels cette entreprise entraîna les paroissiens nous apprendra comment ils procédèrent en cette occasion, et l'on y pourra voir un exemple type de ce qui se passait ailleurs.

Le procureur réclame et obtient deux sols six deniers pour le salaire de la journée qu'il avait employée à « l'achapt des cyntres à voultier la chapelle de l'église, aultrement appelé les courbes que led. procureur auroit achaptées d'un maczon qui auroit voulté la chapelle de Maigné ». Ne se fiant pas à ses propres lumières, le fabrien s'était fait accompagner d'un artisan, Jehan Lespine, « qui seroyt allé avec led. procureur, dud. Piremil jusques aud. Maigné, pour veoir si lesd. cyntres pourroient servir à faire la voulte de lad. chapelle ».

Non moins avisé dans l'acquisition des matériaux qui devaient être employés, s'il va lui-même les acheter à Parigné-le-Pôlin, et cela par un contrat notarié (1), il a soin de n'en

(1) « Pour la journée oud. procureur d'estre allé exprès de cheval jusques à Parigné, distant de cest bourg de Piremil de quatre lieues ou environ, marchander et achapter lesd. trente chartées de tuffeau, x s.

Item, payé à René Cornu, notaire royal, pour son sallaire d'avoyr mynutté et rédigé par escript, l'achapt desd. trente chartées de tuffeau, xii d. » « Pour trente chartées de Tuffeau achaptées six sols, chacune

prendre livraison, qu'après avoir obtenu de l'ouvrier chargé de les mettre en œuvre, et qui les a examinés, l'assurance de leur bonne qualité (1). Il en surveille ensuite le transport. Il ne reste point à jeun le long de la route (2). Des charretiers partis, les uns de Chantenay, les autres de Pirmil, vont à la carrière, ceux-ci bénévolement, ceux-là moyennant salaire, et avec leurs attelages de bœufs conduits par leurs serviteurs, qu'on ne laissera pas sans récompense (3), amènent leur chargement jusqu'au bac de Fercé. Là, le passeur, moyennant le droit de passage qu'on lui solde, transporte sur la rive droite de la Sarthe, voitures et fardeaux (4). Charroyeurs et bouviers, ayant repris pied, se remettent en route, et, arrivés à Pirmil, y trouvent des hommes de peine qui déchargent leurs voitures et rangent dans l'église le tuffeau dont ils avaient pris charge (5).

C'est alors, et l'on ne saurait omettre ce détail, que, sur la demande qui en fut faite par « René Durant, ymaigier de

chartée, payé par led. procureur pour voultier la chapelle de l'église du costé du petit cymetière, pour ce, ix l. » Comptes de 1545-46.

(1) « Item, payé par led. procureur pour le soupper de Jehan Lespine qui seroit venu coucher à Piremil et seroit allé avec led. procureur et lesd. chartiers pour cheoisir led. nombre de tuffeau, chez Gilles Chenon, pour ce, x d. » Mêmes comptes.

(2) « Item, a esté payé par led. procureur pour le disner dud. Lespine et pour luy à Parigné et pour du vin qui fut porté aux tuffeliers qui avoient aidé à charger led. tuffeau, v s.

Item, à Fercé, a esté payé par led. procureur la somme de dix deniers pour boyre en passant, tant pour led. de Lespine que pour luy, pour ce, x d. » Mêmes comptes.

(3) « Item, payé aux bouviers de chacun desd. quinze chartiers susd. à chacun d'eux, deux deniers, pour ce, ii s. vi d. » Mêmes comptes. De ces quinze charretiers il y en avait quatre de Chantenay qui reçurent, chacun, 7 s. Les autres qui étaient de Pirmil refusèrent tout paiement.

(4) « A esté payé par led. procureur au pontonnier à Fercé, pour le port et passage desd. trente chartées de tuffeau, dont il reste six à charroyer, la somme de xx s. » Mêmes comptes.

(5) « Item, pour le sallaire et despence de six hommes qui meisdrent le tuffeau en lad. église, après qu'il fut descendu des chartes, vii s. vi d. » Mêmes comptes.

la paroisse de Fercé », on lui en céda un bloc, pour la somme de quatre sols (1).

Le procureur obtenait de M. de Bersault, résidant à Tacé, que l'on prit sur ses terres le sable blanc dont les ouvriers avaient besoin (2).

Ces préparatifs attiraient l'attention des fidèles et provoquaient leurs largesses (3).

Tout ayant été ainsi amené à pied d'œuvre, on put au cours d'une nouvelle campagne, et durant l'exercice de l'année 1547-48, monter la voûte et la charpente destinée à la recouvrir. Les cintres achetés à Maigné y furent pris et le transport en coûta deux sols six deniers (4). Le curé de Saint-Germain de Noyen prêta le cable qui servit à monter les pierres taillées (5) qu'ajustèrent Jehan de Lespine et ses deux fils (6). Ils aidèrent le charpentier Pierre Leroy à lever la charpente élevée sur la voûte (7).

(1) « Pour ung tuffeau que led. procureur a vendu à René Durant, ymaigier de la paroisse de Fercé, pour ce, IIII s. » Mêmes comptes.

(2) « Pour le salaire dud. procureur d'estre allé aud. Tacé demander permission à Mons^r de Bersault, de bescher et faire bescher led. sablon, II s. VI d. » Mêmes comptes.

(3) « Receu de Renée, chambrière de messire Pierre Coysnon, la somme de vingt sols tournois par elle donnez à la réparation de l'église, XX s.

Et de Gervaise Leroux, deux sols tournois par luy donnez à la réparation de lad. église, II s.

Receu de deux pelerins la somme de dix soubz II d. t., par eux donnez à la réparation de lad. église, X s. II d. » Mêmes comptes.

(4) « Payé par led. procureur à Vincent Belin qui admena les courbes depuys Maigné jusques à l'église de Piremil. pour voultre la chapelle, pour ce, II s. VI d. » Comptes de 1547-48.

(5) « Payé au serviteur de mons^r le curé de Saint-Germain qui admena le cable pour servir à monter le tuffeau à lad. voulte, XX d. » Mêmes comptes.

(6) « Payé à Jehan de Lespine la somme de trente livres tournois pour la voulte de lad. chappelle, XXX l.

Et aux deux fils d'icelluy Lespine, à chacun ung teston, ainsy que appert par le marché et accord de ce faict, passé entre led. procureur et led. de Lespyne par Michel Cymier, notaire royal, pour ce, XXII s. » Mêmes comptes.

(7) « Plus a esté despendu par lesd. de Lespine, ses gens et serviteurs,

Ces dépenses, pour onéreuses qu'elles fussent, n'empêchaient pas le procureur d'entretenir ou de renouveler le mobilier de l'église. On le voit, en 1546, payer dix-sept sols « pour troys plats d'estaing achaptés de Roch Le Boucher (1), pour servir à l'église à troys cyerges de devant le grand autel » ; acheter, pour six deniers « deux fouets à chasser les chiens de l'église » ; consacrer douze livres à « l'achapt de deux chassubles de satin, l'une blanche et l'autre verte et pour la réparation d'une chasuble rouge où a esté remys un devant » (2). Dans cette somme ne sont comprises ni la « despence faicte lors que le brodeur vint à Pirmil », et qui s'éleva à sept sols, ni les arrhes du serviteur de l'ouvrier quand celui-ci apporta les chasubles, et qui furent de douze deniers. Il paie trois sols six deniers, pour « une lanterne à servir à lad. église » ; trente-cinq sols six deniers à Mathurin Menard « pour les greistes et eschaliers du grand cimetière » ; sept sols six deniers à un serrurier pour avoir « rabillé la serreure de la et avoir pendu ung chandelier à meptre ung sierge devant madame sainte Barbe ».

led. Leroy et aultres qui ont aidé à lever lad. charpenterie de lad. voulte, XII s. VI d. » Mêmes comptes.

(1) « Item, payé par led. Cornu, procureur susd. pour troys plats d'estaing achaptés de Roch Leboucher, pour servir à l'église à troys cierges de davant le grant autel, pour ce, XVII s. » Comptes de 1546-47. En 1548-49. « Item, pour ugne boyste de plon que led. procureur a faict mettre par Roc Le Boucher ou benoystier de lad. église . . . III l. V s. VI d. »

Dans les comptes de l'an 1550-51, on remarque encore cet article : « Item, payé à Roc Le Boucher qui a ferré la croix de lad. église, V s. »

(2) « Item, payé par led. procureur en l'achapt de deux chassubles de satin, l'une blanche et l'autre verte et pour la réparation d'une chassuble rouge où a esté remys un davant, pour ce, XII l.

Pour despence faicte lors que le brodeurs vint à Piremil, a esté payé par led. procureur en marchandant lesd. chassubles la somme de VII s.

Quand le serviteur dud. brodeurs apporta lesd. chassubles, il aurait despendu quatorze deniers. payé par led. procureur, XIII d.

Et pour le vin du serviteur dud. brodeurs, XII d. ». Comptes de 1545-46.

Le luminaire destiné à l'église était ordinairement refait en une seule fois. Un ciergier, venu le plus souvent de Noyen, travaillait, sous la surveillance du fabricien la cire achetée par ce dernier et en façonnait de lourdes torches qui duraient une année entière (1).

L'entretien des fenêtres, garnies de verre, ramenait à peu près tous les ans un verrier que l'on faisait venir de l'une des localités voisines (2).

En 1548, on acheta d'un nommé Corbin, « quatre phanons et quatre estolles » au prix de cinquante sols six deniers, et « deux petites payx », pour sept sols six deniers (3).

Neuf années s'écoulèrent durant lesquelles les procureurs, soit Julien Dubois, de 1548 à 1551, et Mahé Marseul, de 1551 à 1556 auraient pu réaliser quelques économies, si ce dernier n'avait dû payer vingt-cinq livres, impôt levé par le roi sur les fabriques, en 1552, et que nous avons vu désigner ailleurs sous le nom de taxe des clochers. Deux legs, d'une importance relative assez grande, et dont le montant égalait à peu de chose près la somme que l'on avait versée, rétablirent

(1) Nous pensons devoir citer comme exemple, les articles de l'année 1546 : « Pour le luminaire de Pasques mil v^e xl.vi, oultre les vieilles souches, employé et achapté quatorze libvres de cyre, vallant chacune libvre cinq sols, pour ce, l.xii s.

Pour deux libvres et demye de fil à faire led. luminaire, iiii s.

Pour la despence en faisant led. luminaire et pour le boys qui y auroyst esté bruslé, vi s.

Pour le sallaire, journée et vaction du cyergier, iiii s.

Pour la journée dud. procureur d'avoir assisté et vacqué à faire faire et aydé à faire led. luminaire, ii s. vi d. »

(2) « Payé à ung vitrier pour habiller les vittres de l'église, x s. » Comptes de 1547-48.

« Payé à ung vytriez qui a aconstré les vitres de lad. église oud. an, xxvii s, vi d. » Comptes de 1548-49.

« Item, payé pour la réparation des vitres, tant pour le vitryer que pour les barres des vitres, x l. xii s. » Comptes de 1555-56.

(3) « Item, led. procureur a achepté quatre phanons et quatre estolles à servir à lad. église, baillé aud. Corbin, pour ce, l s. x d.

Item, le proculeux a achapté deux petites payx à servir à lad. église, pour ce, vii s. vi d. » Comptes de 1548-49.

l'équilibre dans le budget. On reçut, en effet, en 1553, « de monsieur le curé m^{re} Michel Girard, exécuteur du testament de deffunct messire Mathurin Gratays, la somme de dix livres que led. deffunct Gratays avoyt donné à lad. fabrice » et « dud. curé troys escuz sol » ; plus de « messire Jehan de Lousier, pour ayder à reffayre la cloche, xlv sols ».

Elle venait en effet de se briser, et, en 1553, tant pour achat de métal que pour le salaire du fondeur dont le nom n'a point été noté, on déboursa cinquante livres dix sols (1), plus trente sols versés à Jehan Lecornuez pour le charbon fourni par lui pour la fonte, et dix, pour l'avoir ferrée. Ceux qui aidèrent à la monter dans le clocher furent hébergés et cette dépense s'éleva à trente sols (2).

Les années qui suivirent, le fabricien réalisa assez d'économies pour que celui qui entra en charge, en 1559, il se nommait Geoffroy Fourmont, eut à recevoir de son prédécesseur un excédent de vingt-cinq livres seize sols. Ces réserves allaient trouver leur emploi. On était près de cette période troublée où les guerres de religion ne laisseraient plus guère possibilité d'équilibrer le budget.

En 1556, on avait remis sur la toiture de l'église trois cent cinquante tuiles plates, pour l'achat desquelles on déboursa vingt-et-un sols six deniers. Cette même année, on paya aux maçons, pour « avoyr mis l'autel devant mons^r saint Michel et pour la réparation d'iceluy », quarante-deux sous ; et pour la réparation des vitres de l'église où l'on remit des

(1) « Item, pour advoyr faict refondre la cloche, j'ay achepté en métal, et tant pour le métal que pour le sallayre du fondeur qui a refondu lad. cloche, L l. x s. » Comptes de 1552-53.

(2) « Item, ay payé pour la dépense de ceulx qui ont assisté et aydé à lever lad. cloche, et à la mettre en clochier, pour ce, xxx s.

Item, ay payé à Jehan Lecornuez pour la ferrure de lad. cloche, x s.

Item, ay payé aud. Lecornuez, pour trente boyceaulx de charbon, pour servir à fondre lad. cloche, xxx s. » Comptes de 1552-53.



Fig. 8.



Fig. 10. — PORTE DE CHATEAU DE CHESNEDE



Fig. 11.



Fig. 8.



Fig. 10. — PORTE DU CHATEAU DE CHESNERU



Fig. 11.

barres de fer, la somme plus importante de dix livres douze sols (1).

En 1560, un couvreur reçut quatre livres dix sols, pour avoir employé à la couverture de l'église un millier de tuiles, payées quarante trois sols, et deux cents ardoises qui, amenées à pied d'œuvre, revenaient à vingt sols.

L'exécution de ces travaux rend bon témoignage de l'administration du procureur ; nul n'avait à les regretter. On n'en saurait dire autant de ceux qu'il eut à ordonner en 1562. Il eut ordre, de la part des Élus du Mans, d'« abattre des arbres au travers des chemins et y faire des fossez ». Cela nous montre un pays sur le pied de guerre. Nous en avons un autre indice dans ces paiements, l'un, de quarante sous, fait « à ung vitriez » pour avoir « remys les vitres qui avoyent esté descendues et cachées et icelles réparées » ; l'autre, de douze sous, « à Louys Lespine, pour avoy réparé la voulte d'une des vitres » ; plus, au même, quatre sous six deniers « pour avoyr réparé le bénistier ».

Le même ouvrier, en 1563, touchait, d'une part, quarante sous « pour avoyr refaict l'autel de madame sainte Catherine », et, de l'autre, trente-cinq sous « pour avoyr refaict l'autel de Nostre Dame ». Les statues des saints n'avaient pas été plus ménagées. Le promoteur du Mans (2) offrit alors celle de saint Jouyn, patron de l'église où elle se trouve encore (voir figure 11).

Le prieur de Pirmil prit à sa charge la moitié du prix que l'on solda à l'imagier pour un crucifix et une statue de saint Sébastien (3).

(1) Cf. plus haut, p. 179, note 2.

(2) « Item, payé à deux hommes qui ont apporté l'ymaige de saint Jouyn que le promoteur du Mans nous a donné, douze soubz. » Comptes de 1562-63.

(3) « Item, payé en despence faicte en marchandant le crucifix et l'ymaige saint Sébastien avec l'ymaigier, onze soubz.

Item, pour la moytié desd. imaiges du crucifix et saint Sébastien, parce que le prieur a payé moytié, six livres.

Pour empêcher sans doute que les cloches ne fussent brisées, encore n'y réussit-on pas pour l'une d'elles, on les descendit du clocher et on les transporta au château de Pescheseul. Le châtelain, le célèbre Jehan V de Champagne, fit mine ensuite de les retenir, puis il se décida à les rendre (1). Il en coûta dix-huit sous pour remonter celle qui était intacte, et sept livres dix sous pour refondre l'autre (2).

En 1564 « pour la reparation des hornemens comme chapes, tuniques et chasubles » on versa « à Pierre Grignart, pour du camelot rouge, toille noyre et fil noir, xxvii s. vi d. » ; « pour avoyr faict racoustrer la sereure de la grant porte et une clef pour la serreure de la porte de la sonnerie et une clef, et pour une clef à la serreure des fons à Jehan Rezé, xvii s. vi d. ». Pour réparer et pour relier le missel, on paya trente sols ; pour l'achat de deux « orceulx » (burettes), douze sols ; « pour des tirez à fermer aud. messeiz (missel), ii s. vi d. » ; « à Louis Lespine pour avoyr reparé le grant aultier, fait les marches d'iceluy et reparé les quatre aultres aultiers, xiii l. vii s. viii d. » ; plus à Janin Nepveu qui l'avait aidé, quarante sols.

L'année suivante, en 1565, pour avoir « faict reparez les vitres . . . savoir est la vitre qui est sus la porte, en laquelle

Item, payé à quatre hommes qui sont allez quérir lesd. ymaiges, pour paye et pour despens, trente et cinq soubz.

Item, pour la despense dud. ymaigier qui a faict apporter lesd. ymaiges et icelles assises, vingt soubz. » Comptes de 1562-63.

(1) « Item, payé en despence et fraiz de ceulx qui sont reconru quérir les cloches à Pescheseul, que pour ceulx qui sont allé parler à monsieur de Champagne pour les ravoyr, vingt et cinq soubz. » Mêmes comptes. Voir sur Jehan V de Champagne, *Revue hist. et arch. du Maine*, t. XIV, p. 83-112, un article de M. l'abbé Amb. Ledru.

(2) « Item, pour la despence faicte en les remontant dedans le clocher, dix huict soubz.

Item, pour la despence qui a esté faicte en marchandant celle qui avoyt esté cassée durant les troubles, par les Huguenotz, cinq soubz.

Item, payé au fondeur qui a refondu la cloche, pour sa peine seulement, sept livres dix soubz. » Mêmes comptes.

a esté mis ung penneau, quatre lozenges en ung des autres penneaux d'icelle, avec trente autres louzenges », on dépense cinquante sols. Louis Lespine touche seize sols, « pour la réparation de l'autiel de nostre Dame de Pitié ». On paye à Mathurin Maline « pour une aulne de toille à faire la banyère, viii s. vi d. . . . pour la faczon de la dicte banyère, cent cinq soubz, . . . pour la frange qui est autour, . . . xvi s. iii d. ». Pour les « boettes a mettre l'huyle sainte, cresse et extreme onction », on dépense quarante-deux sols trois deniers.

En 1566, on verse « pour l'achapt de l'imaige de Notre-Dame . . . xiiii l. « Pour la despence dud. ymaigier qui fut par six jours entiers à étoffer lad. ymaige, xxx s. » . . . « pour quatre hommes qui asportèrent lad. ymaige des fors bourgs de Saint Jehan du Mans et pour l'aimaigier qui les accompagnoyt, tant pour leur despence que pour leur peine, xx s. ». Louis Lespine reçoit seize sols, et son aide, Janin Nepveu, sept sols six deniers, pour l'emploi de « ung milier et demy de pavé prins à Parcé » et payés, rendus, soixante-quinze sols.

En 1567, le couvreur, pour avoir réparé la couverture, touche quatre livres, et un libraire du Mans, cinquante sols, pour avoir relié un gros livre de chant.

Ces désastres étaient à peine réparés qu'il en survenait de semblables, causés de nouveau en 1568, par les Huguenots. Ceux-ci avaient pillé l'église, mais plus pratiques encore que fanatiques, ils s'étaient gardés de tout détruire, et des objets sur lesquels ils avaient fait main basse, ils en vendirent une notable partie que rachetèrent des habitants de Pirmil. Le procureur remboursa ces derniers. Voilà pourquoi il accuse dans ses dépenses diverses mises, l'une de dix sols, « à Estienne Cryé qui achepta des Huguenos troys serreures, savoir est la serreure de la grant porte et la serreure de la porte de la chapelle sainte Barbe et la

serreure d'ung des grants coffres » ; l'autre, de huit sols, « à Valentin Fauvelière qui achepta desd. Hugenos, le petit benoistier et aultres bezognes de l'église » ; une troisième, de cinq sols, « à Michel Cornu, pour du métal qu'il disoyt avoyr achapté des Hugenos ».

On devine en quel état ces pillards avaient mis l'édifice sacré, aussi doit-on payer trois sols six deniers « pour avoyr faict netoyer l'église et rengier les pierres des autiers rompuz, après que lesd. Hugenos s'en furent allez » : sept sols « pour avoyr faict rabiller la chaire à prosnez, par Lespine » ; vingt-huit sols « pour avoir faict refaire les fons et le benoitier de la grant porte, par Louys Lespine » ; cinq sols « quant fut trouvé ung des batails des cloches ou puiz de Bellenger, pour savoir si on pourroit trouver l'autre » ; cinquante-cinq sols, « pour la petite croix » refaite « par ung fondeur du Mans » ; six sols « pour le couvercle des fons, à Mathurin Marceul ».

On allait ainsi au plus pressé. Mais, en 1569, il fallut encore renouveler « une porte à la montée des voulttes et un guichet à la grant porte avec un couvercle au marchepied l'église », ce qui coûta trente sols, non compris le salaire des menuisiers, lequel s'éleva à vingt-cinq sols. On paya « pour troys serreures, ung gond et pentes desd. portes, XLV s. ». La façon de quatre aubes et de quatre amicts revint à neuf sols. La toile en avait coûté soixante sols sept deniers. On les envoya bénir au moutier Saint-Vincent du Mans (1).

Chat échaudé craint l'eau froide. Les paroissiens, victimes des incursions des Protestants, ne redoutaient guère moins les hommes d'armes qui seraient venus les défendre, aussi, en 1569, « par l'avys de Mons^r le curé, Noël Gratays, Marin

(1) « Item, ay envoyé lesd. aulbes et amictz pour benyster à Saint-Vincent, pour la peine d'un homme qui a porté et rapporté lesd. choses, v s. » Comptes de 1569-70.

Cornu et aultres », députaient-ils l'un des leurs, Geoffroy Fourmont, « pour allez parlez à Monsieur le Baron qui estoit alors au château de Garlande, le prier pour la paroisse, qu'il luy pleust empeschez que la garnison dud. s^r de Garlande ne vensit à Pirmil ». Et, comme deux sûretés valent mieux qu'une, on dépêchait en outre, « Jehan Chereau, pour aller à la Court, porter une lettre de M. de Cheneru à mons^r de Lignerolles, pour avoyr lectres de faveur pour . . . empescher de avoyr des gens d'armes ». La précaution se trouva bonne, et le même J. Chéreau fut « bien peu après . . . envoyé à Brûlon où y avoyt des gens d'armes et leur montrez et portez lesd. lectres, par quoy fûmes excusez de les avoyr ».

Ce que l'on avait ainsi épargné permit, en 1570, de consacrer la somme de treize livres dix sols à l'achat du « livre de chant nommé graduel ». On peut juger combien onéreuse était une telle acquisition, en observant que, cette même année, les recettes totales de la fabrique n'avaient pas dépassé trente livres onze sols. Elles s'élevèrent à trente-et-une livres en 1571, tandis que les dépenses atteignirent quatre-vingt-seize livres dix-neuf sols. C'est que l'on avait été contraint, tout à la fois, de réparer les verrières de l'église et d'en refondre l'une des cloches. De ces travaux, les premiers furent exécutés par le verrier Étienne Sallé (1), auquel on versa pour son salaire, d'une part, « pour le voyre blanc qui a esté employé esd. vittres, tant es deux chapelles que sus la porte et aultres vittres de lad. église xxiiii l. xv s. », et de l'autre, « pour la reparacion des deux grans vittres de couleur, lesquelles ont esté remises en plon neuf et rasizes xvii l. x s. ».

La fonte de la cloche vaut, ce nous semble, que nous nous

(1) Etienne Sallé devait être apparenté à ce vitrier, Robert Sallé, de Chemiré-en-Charnie, que nous trouvons occupé, en 1585, à réparer les verrières de l'église d'Amné. Cf. *Revue hist. et arch. du Maine*, t. LIX, p. 236, note 1.

y arrètions. « Quant on marchanda la cloche pour estre refaïcte, fut despendu chez Cornu, **iii s. vi d.** Item, pour deux pippes de charbon à faire la dite cloche, pour charbon et charoy, **XLV s.** Item, pour ung pot de vin et ung peïn que envoyé aux cherbonneurs pour faire bonne mesure, **iii s.** ». On voit que le procureur savait se rendre les gens favorables. « Pour cent livres de métal que envoyé quérir au Mans par Mathurin Maline avec ung cheval », il paie vingt-quatre livres, trois sols, quatre deniers. A l'homme qui, après avoir amené la terre à façonner le moule, continue de servir le fondeur, il verse vingt-cinq sols. Dans la confection de ce moule entrent trois livres de suif, payées dix sols ; des œufs, pour vingt deniers ; quatre-vingt pavés, payés cinq sols. Jehan Rezé, de Noyen, et Étienne Cryé, de Pirmil, prêtent leurs soufflets. On versa au premier, quinze sols ; au second, vingt-sept sols six deniers. Le jour où la fonte a lieu, tous ceux qui s'y emploient sont hébergés chez Mathurin Gratays à qui l'on alloue la somme de quatre livres. Celle de huit livres est soldée au fondeur Lemer cier ?

Le fabricant put réaliser, les années suivantes, quelques économies. En 1572, il perçut vingt-neuf livres dix-sept sols un denier, et ne dépensa que vingt-six livres. Il ne dépensa que quinze livres six sols en 1573, tandis qu'il percevait vingt-sept livres douze sols, et trente-et-une livres en 1574. Mais, en cette dernière année, il dut verser au receveur « pour le Roy nostre Sire, suyvnt une commicion à nous envoyée qui se porte que la fabrice de Piremil a esté taxée à la somme de quarante-cinq livres pour sa quote et porcion d'une grande somme de deniers ordonnée par led. sieur Roy estre levée sur les églises de son royaulme » (1),

(1) On conserve encore aux archives de la fabrique de Pirmil les lettres royaux, données par Charles IX, le 24 juillet 1570, et celles des cardinaux de Lorraine, de Bourbon et de Pellevé, portant leurs signatures autographes, à la date du 25 juin 1570 ; ces titres sont en parchemin.

pareille somme de quarante-cinq livres. Cela ne l'empêcha point d'avoir à payer quarante sols à un sergent royal qui était venu saisir les biens de la fabrique, sous prétexte que l'on n'avait point payé les droits de franc-fief pour ceux dont elle avait été avantagée.

On ne s'étonnera si, en de telles conditions, les travaux exécutés à l'église ont été des plus restreints. Un serrurier, Jehan Roulin, toucha cinq sols pour avoir mis un « batail » à une « eschelette », c'est-à-dire à l'une de ces clochettes que l'on portait dans les processions. En 1575, les maçons, Louis Lespine et son fils, percurent six sols pour une journée employée aux travaux de leur métier. En 1576, « pour ce que les gens d'armes qui entrèrent en l'église avoynt faict brûler le luminaire », on fut obligé de le renouveler. En 1577, au couvreur qui travailla sur la toiture de l'église, on versa dix livres, et douze au vitrier, qui avait « réparé soixante pieds avec cinquante lozanges qui défailloient par endroict, oultre les ponneaulx qu'il y a mis ».

En 1585, pour de menus travaux exécutés à l'église, le maçon, Jehan Lespine, perçut huit deniers, et le serrurier, François Vayer, dix sols (1). Ce dernier avait rabillé « la grande poyle de l'église pour mettre l'eau béniste » (2).

Le 9 mars de la même année, Jehan Lespine s'engagea à tirer le sablon dont on avait besoin pour restaurer les piliers ou contreforts de l'église (3), et, associé à Louis

(1) « Item, led. jour moys et an (30 janvier 1585) led. comptable paya à Jehan Lespine qui a replastré la boytte de sierge de saint Sébastien, viii d. »

(2) Il reçut pour son travail, dix sous.

(3) « Le neufiesme jour du moys de mars l'an mil cinq cens quatre vingt et cinq, led. comptable marchanda à Jehan Lepine à bescher du sablon pour refaire les pilliers de lad. église, à dix denyers par chartée, dont il en a esté besché dix chartées, pour ce, viii s. iiii d.

Le sixiesme dud. moy led. comptable a marchandé à Jacques Estienne à amener led. sablon, auquel il a payé desd. dix chartées, vingt cinq soubz. »

Olivier, il promit, le 19 mars, de préparer les échafaudages que nécessitait cette réparation. En 1586, le 4 avril, d'autres ouvriers, René Aubery, les Davys et Célerin Ferret, l'exécutèrent. En cette dernière année, Etienne Laudes consacra à recouvrir l'église treize journées, pour chacune desquelles il reçut un salaire de douze sols (1).

Nous avons eu jusqu'ici à nous occuper plus spécialement des affaires religieuses de la paroisse. Nous allons voir maintenant comment le même agent, le procureur de fabrique toujours, était amené, souvent plus qu'il ne l'aurait désiré, à soutenir et à défendre les intérêts des paroissiens en des occasions où la religion n'avait rien à voir.

III.

Si le fabricien, homme de la paroisse, et, comme tel, s'intéressant vivement aux affaires religieuses, les suivait de fort près, son rôle, au XVI^e siècle, ne se renfermait pas dans ces limites. Ceux-là qui lui déléguaient ses pouvoirs, et dont il était le mandataire, trouvaient en lui un repré-

(1) « Le dimanche vingt sept avril (1586) le comptable a marchandé à Estienne Laudes à recouvryr l'église dud. Piremil à dix huict soubz par jour, pour luy et pour son homme, pour paye et pour despens, comme appert par marché, passé par Jehan Besnard. »

« Le quatriesme jour du moys d'apvril (1586) led. comptable a baillé et payé à chacuns de René Aubery, les Davys et Celerin Ferret, massons, qui auroient marchandé à reffere les pilliers de lad. église, à déduyre sur la somme à laquelle ils auroient marchandé, la somme de ung escu trente cinq soubz. »

Il nous semble bon, en raison de l'importance du travail, de signaler celui dont les verrières de l'église furent alors l'objet : « le vingt huictiesme jour d'aoust mil cinq cens quatre vingtz et cinq, led. comptable paya à deulx vytryers pour avoyr refaict et racoustré les viltres de l'eglyse dud. Piremil la somme de troys escuz deulx tiers troys soubz six deniers. » Comptes de René Hamard.

sentant dans les affaires litigieuses qui se produisaient entre la communauté d'habitants et l'autorité civile. Celle-ci trouvait commode d'avoir en lui une personnalité vivante sur laquelle on avait plus de prise que sur l'ensemble des paroissiens. Aussi quand, entre ces derniers et le pouvoir central, quelque conflit s'élevait, le procureur en sortait rarement indemne. C'était à lui de se faire indemniser ensuite par ses commettants. C'est ce dont s'aperçut, parfois à ses dépens, René Hamard, qui, entré en charge en 1585, en sortit en 1591.

Il eut, tout d'abord, à soutenir les intérêts de la paroisse vis-à-vis d'un collecteur d'impôts, Jehan Bourgaigne, élu comme tel par les habitants, en 1583 (1). Ce collecteur réclamait, en 1585, une somme de vingt sous qu'il avait dû, le pouvoir séculier n'entendant rien perdre, avancer sur ses biens propres, celui qui aurait dû la solder, soit, en la circonstance, Guillaume Maudet, ayant réussi à prouver que cette imposition ne le concernait pas. Cela devint matière à contestation, mais, après examen, René Hamard préféra reconnaître la dette de ses commettants, et, le 15 mai de l'année précitée, il transigea par acte passé devant René Gontier, notaire à Chemiré, avec Jehan Bourgaigne (2).

(1) « En l'an cinq cent quatre-vingt-troys, Jehan Bourgainne, paroissien de Piremil, fut elleu et nommé collecteur de lad. paroisse, au taux de laquelle ung nommé Guillaume Maudet fut, comme habitant d'icelle, imposé en la somme de vingt soubz, que ce voulloint led. Bourgaigne faire payer de lad. somme de vingt soubz, auroyt led. Maudet, pour en empescher le payement, formé opposition, au moyen de laquelle auroyt led. Bourgaigne appelé lesd. habitans de Piremil par lesquels il auroyt esté prins en main et à ce moyen iceulx habitans auroyent vers luy esté condemnez en ses deppens. » Comptes de René Hamard.

(2) On alloue à René Hamard vingt sous pour ses frais. « Ayant le contable prins jour avec led. Bourgaigne pour passer led. accort va vers led. Gontyer, notaire, de sa demeure à Chemyré, distant d'une lieue et demye, pour le pryer aller aud. Piremil recepvoir et passer led. accort où il vacqua par ung jour, pour ce luy sera taxé xx s. »

Ce différend se terminait à l'amiable. Il en alla tout autrement dans une autre circonstance où nous trouvons bon de laisser la parole au fabricien. « Lesd. paroissiens de Piremil, nous dit-il, auroient, pour leur part et portion de la creue d'Amboise, esté taxéz par messieurs les elleuz du Maine en la somme d'un escu sol, que, faulte de paiement de lad. somme, le neufiesme jour de mars v cent quatre vingtz cinq (v. s.) led. contable auroit par Fousselemon, sergent roial, esté exécuté en ses biens meubles, pour raison de laquelle exécution auroit supporté grant scandalle. » Mais encore qu'avait-il à faire ? Ayant pris conseil d'un notable de la localité, m^{re} Michel Marseul, il jugea bon d'aller au Mans consulter des avocats qui, en hommes sages, lui exposèrent « qu'il debvoit, pour à plus grands fraiz éviter, paier la somme d'un escu à m^{re} Jehan Turpin, commis et recepveur des tailles, en prendre acquit et icelluy faire insigner aud. Fousselemon » (1). C'était parler d'or, et le procureur, après avoir offert vingt sols comme honoraires à ceux de qui il avait sollicité l'avis, s'empressait, le 15 mars 1585, par l'intermédiaire d'un autre sergent, N. Briant, d'informer Jehan Turpin de n'avoir pas à pousser plus loin l'affaire. La mise à l'encan des biens du procureur était pour cette fois évitée ; bientôt il n'échappera point à la prison.

Ce qui lui en fit personnellement tâter, ce fut l'imposition toujours détestée de la gabelle. Depuis plusieurs années, comme nous l'exposerons tout-à-l'heure, il y avait désaccord entre les habitants de Pirmil et le grainetier à sel de La Flèche, au sujet de la quantité légale que ce dernier devait leur en fournir. Cela ne facilitait pas les bons rapports entre eux. Or, il semble que, en 1582, acheteurs et vendeurs ne s'entendaient point sur le prix de vente, et que les premiers en voulaient donner moins que n'en demandait le second.

(1) Comptes de René Hamard.

Celui-ci n'hésita point et, dédaignant de s'en prendre à la paroisse entière, il s'attaqua au procureur qui, c'est lui qui nous le raconte, « fut . . . prins prisonnier à la requeste de Clayr Fontaine et mené en la ville de La Flesche, à faulte de paiement de cinq soubz, pour chacun minot de sel, où (il) fut destenu jusqu'au vingt-cinquesme dud. moys (de mai) ». « Pour quoy, observe-t-il dans ses comptes, lui cousta, tant pour sa despense que geollage, deux escuz sol. » Il réclamait, en outre, pour le préjudice que cette détention lui avait fait subir, dix écus, plus deux écus deux tiers, « pour les quatre journées qu'il a esté detenu et une qu'il a mise à s'en retourner dans sa maison » (1). Pareille aventure, et à pareille occasion, lui advint encore un peu plus tard, en 1586 (2).

Sans lui attirer d'aussi graves avanies, un procès qui s'engagea, en 1585, toujours entre ceux qui débitaient le sel et ceux qui l'achetaient, valut au fabricant de Pirmil de multiples déplacements et maints embarras. A bien considérer l'affaire, elle remontait à l'année 1581, mais c'est quatre ans après seulement, qu'elle fut définitivement liquidée.

Donc, en 1585, « le dix-septiesme jour de febvrier une commission émanée de messieurs les grenetiers et contrôleur de la Flèche », avait été envoyée, « par laquelle appert lesd. manans de Piremil avoyent esté taxéz au nombre de quarante minoctz de sel . . . » Il y eut, sans nul doute, réclamation, car nous voyons que : « depuis telle commission portant quarante minoctz de sel, est envoyé auxd. habitans de Piremil, de la part desd. sieurs controlleur et grainetier de la Flèche, aultre commission par laquelle leur est mandé

(1) Comptes de René Hamard.

(2) « Auroyt led. comptable en l'an présent mil cinq cens quatre-vingt-six, à faulte que Loys Marceul, collecteur du sel de la paroisse dud. Piremil avoyt faict de payer iceluy, a esté constitué prisonnier par un sergent royal, pour les fraictz duquel ils auroyent convenu au comptable en accorder à lad. somme de XVII s. VI d. ».

esgailler seulement sur le général de lad. paroisse le nombre de vingt-deux mynotz de sel . . . »

Le succès de la première démarche en inspira, croyons-nous, une seconde aux intéressés. S'ils ne l'avaient tentée, on ne s'expliquerait guère, en effet, que, « de l'ordonnance de monsieur m^{re} Pierre Cornilleau, conseiller du roy et elleu pour le Roy à Baugé . . . en vertu de son mandement du quinzième mars mil v^e quatre-vingt-cinq », le procureur et m^{re} Michel Marseul, sergent royal, aient été, l'un et l'autre, cités à comparaitre « devant led. Cornilleau, au bourg de Malicorne, en la maison de Gilles Fouqué où pend pour enseigne la teste noyre, pour estre ouys sur le fait dud. mandement où ils comparurent et là sont ouy et interrogez ». Ce qu'ils répondirent, nous ne le savons point par le détail. Le fabricant, dans ses comptes, observe cependant qu'à ce voyage précité, il était allé « pour là dire et proposer vers led. Cornilleau, commysayre, les dolléances et afflictions advenues aud. Piremil ». Pour en parler pertinemment, il avait fait convoquer « à yssue de messe . . . le général de lad. paroisse pour en donner leur advys ».

Nous ne serions pas autrement surpris si, à ce moment, le même procureur n'avait pas tenté de joindre à sa cause celle de quelques localités voisines (1). Nous savons, en effet, « que le huictiesme de may quatre-vingt-cinq, (il) se seroyt transporté de Piremil à Noyen . . . pour aviser avec les procureurs des paroisses de Noyen, Tacé et Asnières, de ce qu'ilz avoyent à faire au procès qu'ilz avoyent contre le fermier du grand party où ils avisèrent qu'il falloyt aller au Mans pour en avoyr l'advis de conseil ».

Mais, de leur côté, les agents du grenier à sel ne perdaient

(1) Nous voyons se passer quelque chose d'analogue entre les procureurs fabriciens du doyenné de Montfort, en 1514. Cf. *Revue hist. et arch. du Maine*, t. XII, p. 226.

pas leur temps. La Cour des Aydes de Paris, à laquelle ils en avaient appelé, rendait, le 30 avril 1585, « son arrest et jugement deffinytif », mettant « les appellations desd. habytans de Piremil à néant et sans amende », ordonnant « que ce dont estoyt appelé sortyroit son plain et entyer efaict, et, ce faysant, lesd. habitans de Piremil pranderoyent le sel sur eulx imposé depuis l'année cinq cent quatre vingt ung ».

Quand ce jugement leur fut signifié « par Bouvet, sergent royal, le troysiesme de juin quatre vingt cinq », force leur fut bien de s'incliner. Mais, ceux-là qui l'avaient obtenu n'entendaient pas le laisser à l'état de lettre morte, et, faisant état d'un autre arrêt rendu le 28 mars précédent, « pour deffault que les habytants de Piremil avoyent faict de leur payer la somme de seze escuz et quarante soubz, pour une part, soixante-trois escuz et quarante soubz par aultre, » à la requête dud. Pinault et Duboist, tous deux représentants du grenier à sel, l'huissier N. de la Fosse, le 16 juillet 1585, constituait « prinsonnyers, chacun de Guillaume Mauboussin, Robert Gouyn et Sanson Houallet », et les emmenait « jusques au lyeu de Malicorne ». Là, il consentait à les laisser aux mains du procureur et de Michel Marseul, qui promettaient « les représenter de lundy prochain ensuyvant à huictaine après, aud. lieu de La Flèche, ou payer les sommes, faulte de quoy, ils auroint esté prins prinsonniers ».

La paroisse désintéressa ceux qui souffraient à son occasion, et une somme de quinze sols fut allouée à chacun d'eux. Mais, comme on n'avait pu solder la somme qui était exigée, ils durent se rendre à La Flèche et réintégrer la geôle. C'est là que, le vingt-neuf juillet, le procureur et Jehan Marseul, son compagnon, obtinrent leur libération définitive, en s'engageant personnellement vis-à-vis de Pinault, représentant de la gabelle. Ils composèrent avec lui, se reconnaissant ses débiteurs pour une somme de quatre-vingt-dix écus sol et

quarante sous tournois. Ne l'ayant point sur le moment à leur disposition, ils en versèrent seulement environ les deux tiers, s'engageant à apporter le surplus, soit trente écus à la fin du mois d'août. Ils allaient tenir leur parole quand, « dedans certain jour passé que pour se lybérer de lad. somme, seroyt led. Hamard, comptable, party exprès de cheval de sa maison pour aller aud. lyeu de La Flesche, faire led. paiement, que estans ja jusques au bourg de Malicorne, il fut averty par aucuns de ses amys, que, sur le chemin de La Flesche, y avoyt grant quantité de gens d'armes et volleurs, à raison de quoy il ne pouvoyt, sans hasart de sa vie et perte de l'argent qu'il portoyt, aller commodément et en assurance aud. lyeu de La Flesche, à rayson de quoy restourna à sa mayson ».

Du mécompte que l'on venait d'éprouver, on s'empressa d'avertir le créancier, mais celui-ci, mal disposé à l'égard de ses débiteurs, « n'ayant aultrement esgard à lad. lettre, envoyast dès le lendemain, troisieme jour de octobre quatre vingt cinq, Caille, sergent royal, de La Flesche aud. Piremil . . . faire commandement aud. Marseul et rendant compte, payer lad. somme de trente escuz ». Il fallut, en plus, indemniser l'huissier et obéir sur le champ. Le 4 octobre, Jehan Marseul était à La Flèche où il soldait tout ce dont les habitants de Pirmil étaient redevables.

Force leur avait été, pour s'acquitter, de contracter quelques emprunts dont le plus important montait à vingt livres (1). Comme ils en devaient payer les intérêts, ils se

(1) « Led. comptable, suyvant la procuration passée par led. Loys Marceul, treuva moyen de prendre argent et intérêts pour satisfaire au paiement en acquit des doibtes deue par le commissaire ? dud. général, et, entre autres, prend à intérêt de Jacques Hérisson la somme de vingt livres t., pour l'intérêt duquel denyer pour le temps qu'il a tenu, a payé aud. Hérisson huict soubz six deniers.

Pour la vaction dud. comptable d'avoyr emprunté lad. somme, icelle rendue, sera taxé, xx s. » Comptes de R. Hamard. Il emprunta en plus à François Patoureau, de Maigné, dix écus, et autant à François Leroy.

hâtèrent de se faire autoriser à lever sur la paroisse un taux que le collecteur, Charles Boudaire, eut mission de recueillir (1).

Cette contribution devenait d'autant plus indispensable que, au temps même où les contribuables de Pirmil se libéraient vis-à-vis du grenetier de La Flèche, le sous-fermier de Parcé, Michel Guiard, au nom de la Cour des Aydes à Paris où ils avaient été condamnés, les mettait en demeure de satisfaire au paiement de l'amende dont ils avaient été frappés (2).

Le fabricant, ne sachant ni à qui ni à quoi entendre, gagna la ville du Mans où, sur le conseil qui lui fut donné (3), il fit passer à Paris, à qui de droit, une procuration dont le port lui coûta cinq sols. Nous ignorons en quelle voie s'engagea son mandataire, mais, en tout cas, celui-ci ne sut point arrêter les poursuites, car, le 9 mars 1586, le procureur, ayant reçu un exploit nouveau, allait « exprès de sa demeure au Mans . . . où il treuva par advys du conseil que seroyt bon accorder de la poursuite ». Il convoqua aussitôt ses commettants « qui furent d'avys que led. Hamard accordast . . .

(1) « Item, pour le salaire dud. comptable qui, le troiziesme octobre mil cinq cens quatre-vingt-cinq, auroytourny à Charles Boudaire, collecteur de Piremil, un taulx pour recueillir le contenu en iceluy, sera taxé x s.

Fut payé à troys tesmoins signodaulx qui auroyent attesté acte de fournyissement dud. taulx, v s.

Pour l'escripture dud. acte, ii s. vi d. » Mêmes comptes.

(2) « Item, auroyent lesd. paroissiens de Piremil esté appelez sur deffault à la requeste dud. Guyard, le neufiesme jour de mars v^e quatre vingt six, quel exploit led. Hamard, leur procureur, auroyt prins et receu, et pour scavoir comme il se y debvoyt deffendre, va exprès de sa demeure au Mans, distant que dessus, où il treufve par advys de conseil qu'y feroit bon accorder de lad. poursuite, où il vacqua tant à aller, venir, cejourner, que soy en retourner, par deux jours, luy sera taxé, ung escu ung tiers. » Mêmes comptes.

(3) « Fut payé à deux advocatz auxquels il consulta, xxx s. » Mêmes comptes.

avec led. Guyard à la somme de quatre vingt escuz, et pour recepvoir tel consentement, (alla) led. comptable, exprès, de Piremil à Chemiré . . . par devers led. Gontier, notaire, pour le prier aller le seziesme de mars . . . aud. Piremil, pour recepvoir et prendre le consentement du général de lad. paroisse pour accorder avec led. Guyard . . . ».

Le jour indiqué, le notaire instrumenta (1) comme il en avait été sollicité. Tenant sa procuration en main, le fabricien se rendit à Parcé « le vingtiesme jour d'apvril, pour payer, comme de fait il paya aud. Guyard la somme de vingt escuz sol. »

Le surplus de la dette, soit soixante écus, ayant été, par acte dressé devant Fichet, notaire, cédé à un marchand d'Angers, Michel Joubert (2), ce fut ce dernier que le procureur dut désormais désintéresser. C'est ce qu'il fit à telle date qu'il n'a pas marquée sur ses comptes, mais il a soin d'y noter qu'il y employa deux jours, ce qui lui valut une indemnité d'un écu, un tiers (3).

Comme d'ailleurs la justice a toujours été rigoureuse et

(1) « Pour la journée dud. Gontier, notaire, qui, le dimanche seziesme mars mil cinq cens quatre vingt six seroyt allé de Chemyré sa demeure aud. lieu de Piremil pour prendre, atester et recevoir le consentement desd. habittans, d'accorder par eulx, avec led. Guyard, où il auroyt vacqué tant à aller, venir, qu'à dresser led. acte par ung jour, pour quoy luy a esté payé, LX s. » Mêmes comptes.

(2) « Depuys tel accord, a esté receu et passé entre lesd. Guyard et Hamard, par devant led. Fichet, notaire. led. Guyard cedder à sire Michel Joubert, marchand, demeurant à Angers, la somme de soixante escuz sol, à prendre sur lesd. habittans de Piremil, quelle somme luy restoyt à payer par led. accord faict avec led. Hamard. » Mêmes comptes.

(3) « Après avoir veu par le comptable telle cession et ne voullant laisser courir ne cheoyr lesd. habittans de Piremil en frays, il va exprès de cheval, dud. Piremil, sa demeure, aud. Parcé, où, pour lors estoit led. Joubert, cessionnaire dud. Guyard, pour luy payer, comme, de faict, il luy paya lad. somme de soixante escuz sol, où, pour ce fayre, aller, venir, prendre et retirer coppye de son acquit et payement, il vacqua par deux jours, luy sera taxé ung escu ung tiers. » Mêmes comptes.

que, pour n'avoir point versé, dans les délais légaux, l'amende à laquelle ils avaient été condamnés, les habitants en avaient encouru une seconde, ils jugèrent bon d'entrer en composition, et, de ce fait, ils payèrent deux écus, un tiers (1).

Ils ne s'étaient pas encore dégagés de cette procédure, qu'ils avaient dû déjà en entreprendre une autre, mais où, cette fois, leurs intérêts triomphèrent. Au cours de l'année 1585, l'un des leurs, Jehan Champion, avait quitté Pirmil, pour aller s'établir à Noyen. Il ne s'y était d'ailleurs transporté qu'après avoir été, à titre de contribuable, rangé par le collecteur de Pirmil, sur la liste de ceux dont celui-ci avait à recueillir les contributions, et celle de Jehan Champion s'élevait à la somme de quatre écus. Qu'il ne l'eût pas acquittée, et les paroissiens de Noyen n'auraient certes pas manqué de lui en réclamer l'équivalent, ce qui eût, chez eux, diminué d'autant la quote-part de chacun. Il n'y a donc pas à s'étonner s'ils le soutinrent dans ses prétentions, quand il émit celle de ne rien solder à Pirmil. Le collecteur de cette localité, Charles Boudayre, le fisc ne se relâchant jamais de ses droits, dut, en tout état de cause, verser le montant de l'impôt qui incombait au contribuable récalcitrant, mais il s'en prit à son tour à l'ensemble des paroissiens de Pirmil qui furent condamnés à le rembourser (2). C'est alors que ces derniers en appelèrent aux Élus du Mans, leur demandant d'être autorisés à faire la preuve

(1) « Item, et parce que led. Goymel, huissier, avoyt, à la requeste de m^{re} Mathurin Gaudion, recepveur des amendes, adjourné lesd. habitants de Piremil, pour eulx veoyr condampner és fraictz à la poursuite de lad. amende, led. Hamard, pour à fraiz éviter, en auroyt fyné et composé avec led. Goymel, à la somme de deux escuz ung tiers que luy auroyt lors payée, dont il demande remboursement et pour ce, II escuz ung tiers. » Mêmes comptes.

(2) « Item, led. comptable a payé à Charles Boudayre, collecteur dud. Piremil, la somme de quatre escuz sol, en laquelle lesd. paroissiens avoyent vers luy esté condamnez pour le remboursement de la cote taillée de Jehan Champion, pour ce luy sera alloué quatre escuz. » Voir pour un fait analogue, *Revue hist. et arch. du Maine*, t. XLI, p. 227.

du séjour réel de Jehan Champion sur leur paroisse où, par conséquent, on l'avait légitimement imposé. Ceux de Noyen ayant fait mine de produire des arguments contraires, puis finalement traînant l'affaire en longueur, leurs adversaires obtinrent, ou qu'ils l'abandonnassent, ou qu'ils produisissent leurs titres (1). Pour eux, s'étant procuré chez des notaires des actes authentiques où Jehan Champion figurait en qualité de paroissien de Pirmil, à l'époque où celui-ci avait été imposé, ils le forcèrent ainsi à financer, et à leur restituer ce qu'ils avaient avancé (2).

On ne s'étonnera point, si, à l'expiration de son mandat, le fabricien en refusa le renouvellement (3). Il fut remplacé par Pierre Davy qui mourut en 1587, et dont la veuve, Jacqueline Olivier, fit examiner les comptes, le 17 janvier 1588. Son action avait été forcément limitée. Il avait cependant employé des ouvriers auxquels, pour le travail exécuté par eux sur la couverture de l'église, il avait payé la somme de

(1) « Led. comptable seroyt, de rechef, retourné de sa demeure au Mans, et l'assignation que lesd. habittans de Noyen auroyent deu fournir d'escriptures, auquel jour et après avoyr treufvé qu'ilz ne auroyent fourny, avoyt présenté requeste à messieurs les elleuz du Maine, tendant à fin de faire forclore lesd. de Noyen de plus fournyr d'escriptures, où il auroyt vacqué . . . par deux jours, pour ce luy sera taxé, ung escu ung tiers . . . » Mêmes comptes.

(2) « Pour aultre vacation dud. Hamard, lequel afin de faire apparoyr à juste cause lesd. de Piremil s'estoyent chargez de la garandye dud. Boudayre et soustenir estre led. Champion de leur paroisse, seroyt allé vers Marseul, notaire royal, pour restyrer de luy coppye d'ung accord par luy receu entre led. Champion et Jacques Villefollet, par lequel appert que led. Villefollet c'estoit demys de la faculté de la mestayrie de Landefrayere aud. Champion, où, pour ce, il auroyt vacqué par demy jour, pour ce luy sera taxé x s.

Pour aultre vacation dud. comptable d'avoyr donné charge aud. Bellanger, notaire, de luy faire coppye d'ung accord faict entre led. Champion et Berthelemy Chaligné, par lequel appert led. Champion avoyt prins callyté de paroissien de Piremil, luy sera taxé v s. » Mêmes comptes.

(3) C'est durant cette période que la paroisse fut régie, au point de vue religieux, par un prêtre, Claude Nail, à propos duquel nous trou-

six écus (1). Il eut pour successeur immédiat René Morillon. Les temps étaient si peu sûrs, et l'on craignait tellement les ravages des bandes armées qui couraient la campagne, que l'on se résolut à faire de l'édifice sacré un réduit fortifié où la population du bourg aurait pu, à l'occasion, trouver un refuge. On construisit donc en avant et au-dessus de la porte principale de l'église, un avant-corps de bâtiment, surmonté d'une guérite et percé de canonnières. On ferma l'une des fenêtres de la chapelle dédiée à sainte Barbe (2).

vous écrite sur le plus ancien des registres de baptême, de Pirmil, la mention suivante : « M^e Claude Nail, à présent curé de Pirmil, célèbre sa première messe à Noyen le jour de la Septuagésime, sixiesme febvrier 1583 ». La Croix du Maine, *Bibliothèque française*, dit qu'il est auteur de Noëls français. Les exemplaires en sont devenus fort rares, d'après B. Hauréau, *Histoire littéraire du Maine*, 1^{re} édition, t. IV,

p. 130. L'original de la signature dont on voit ici la reproduction, se trouve sur une déclaration des biens de la cure. Titre papier, archives de la fabrique paroissiale de Pirmil.

(1) « Item, avoir payé aux couvreurs qui auroient couvert la dite église, la somme de six escuz. » Comptes de Pierre Davy. Trois cents clous lui avaient coûté LVI s. Pour le transport de l'ardoise d'Avoise à Pirmil, il paie 35 s.

A côté de ces dépenses, à cause de la singularité de l'achat, je crois bon de le noter : « Item, avoyr achapté une paire de sangles pour servir à descendre les trespassez ès fousses, lesquelles ont cousté v s. vi d. »

(2) Marché passé le 4 avril 1588, devant Michel Marsoul, notaire royal, par lequel « Guillaume Taboué, maczon, demeurant à Noyen et Michel Huchelou, aussy maczon, demeurant à Tacé », s'engagent à « faire bien et deument une muraille à la garitte qui est au devant de lad.

Ces dépenses, pour improductives qu'elles étaient, n'empêchèrent pas René Morillon, quand il rendit ses comptes, le 14 février 1591, de se reconnaître débiteur, vis-à-vis de Jehan Dubois, élu à sa place, dès le 5 août 1590, d'une somme de soixante-quatre écus, quatre sols, onze deniers, laquelle représentait les économies qui avaient été amassées. Le nouveau fabricien garda sa charge jusqu'au 25 août 1602. Durant les neuf ans qu'il l'exerça, il encaissa, ses recettes en font foi, une somme totale de quatre cents livres, seize sols, huit deniers, ce qui donne une moyenne annuelle de trente-trois livres, où entre, pour une partie notable, à côté de la quête de l'aguilanneuf « l'affermage de la boîte de l'église », c'est-à-dire la somme versée d'avance par celui qui recueillait ensuite à son profit les offrandes en nature ou en argent apportées par les paroissiens. En 1594, ce fermier versa la somme de six livres.

Les années furent tout d'abord très troublées, pendant lesquelles Jehan Dubois, l'expression n'a rien d'imagé, eut à se tenir sur la brèche. N'était-ce pas le temps où « pour

église tant à cousté que aux deulx boutz, à chau et sable, et garniront sur la poultre jusques aux carreaux, lad. m^{re}raille d'espaisseur d'ung pied, et faire des canonnières en nombre que leur sera divisé, et mureront la vistre estant au devant de l'autel de sainte Barbe, jusque au lieu et endroict qui leur sera montré . . . » Archives de la fabrique, titre papier.

Jehan Barbier, le 5 mars 1588, confesse avoir reçu de R. Morillon 5 l. « pour raison de la charpente que de présent est sur la porte de l'église dud. Piremil ». Reçu original, papier. « Jehan Garnier, m^{re} couvreur en ardoyse, demeurant au bourg de Parssé, confesse advoir eu et receu de honneste homme René Morillon . . . la somme d'un escu deulx tiers, deulx soubz, six deniers, quelle somme est à cause et par raison d'avoyr couvert en latte la garitte qui est au davant de l'église dud. Piremil ». Titre papier.

Mathurin Maline, le 4 avril 1588, signe un reçu de 25 l. t. pour dépense faite par les « maczons et charpentiers qui ont fait les réparations et fortifications de l'église dud. Piremil . . . » Titre papier. A la naissance du pignon de la façade de l'église (voir fig. 1), on remarque des restes de maçonnerie qui proviennent probablement des travaux de fortification que nous venons de signaler.

l'occupation de la ville du Mans, il luy auroyt convenu, — aurait été contraint, serait plus exact pour la circonstance, — envoyer à Brûlon un homme pour avoir du cresse ». C'est lui encore qui, « le quatriesme mars quatre vingt unze faict racoustrer la grande porte de l'esglise de Piremil par Bonaventure Lecornuers, de Noyen ». Il paie quinze sols « pour un fol charroy d'estre allé à Parcé pour pensant passer pour aller quérir » un demi-muid de chaux, lequel coûta trois livres, « où l'on ne sceut passer à raison que la dame du Puy du Fou avoyt faict oster les basteaux et charnières ». Il fallut dépêcher un messenger au chaussumier, « pour luy en advertyr et scavoyr quel autre jour l'on pourroyt avoir de la chaulx ». Cette même année 1591, on se rend acquéreur, pour quatorze livres, de quinze cents pavés qu'un maçon, dont le nom n'est pas indiqué, et qui est servi par Guillaume Mesnager, met deux jours à employer (1). Ce n'est pas la seule réparation en laquelle on fut entraîné, car le fabricien observe, en plus, « pour ce qu'il estoyt besoin de racominoder l'esglise dud. Piremil, luy auroyt convenu, c'est, on le voit, le terme consacré, aller à Chantenay chercher Jehan Davy, pour parler à luy et le prier de venir veoir lad. esglise pour scavoir ce qu'il estoit besoing y faire . . . et led. Davy estant venu, aurait, le treiziesme jour de juyn mil cinq cent quatre vingt unze, marchandé avec luy à faire lesd. réparations pour la somme de quatorze livres en principal et en deppence pour luy et le vin en marchandant, . . . requert luy estre alloué . . . XIII l. XIII s. » (2).

« Et pour ce que les vitres de l'esglyse estoyent toutes rompues, luy auroyt convenu aller à Crannes, chercher un vitrier et le prier de venir à Piremil pour veoir la besogne et marchander avec luy, requiert pour salaire, luy estre

(1) Le maçon reçoit 20 s. et Guillaume Mesnager 5 s.

(2) Comptes de Jehan Dubois.

taxé xxx s. Estant led. vitrier venu aud. Piremil, suyvant le jour assigné par luy et ven la besoigne, auroyt faict prix avec luy à la somme de dix escuz » (1). Il s'abouche avec un serrurier, Julien Cosnard, auquel il paye « la somme d'un escu . . . pour les barres de fer à une croysée à la vître du costé du grant autel, et des goupilles . . . Et pour se que la serreure de la porte de la chapelle de sainte Barbe estoyt rompue, luy a convenu la fayre racoustrer, y fayre une clef pour la fermer, luy auroyt cousté v s. » (2). Nous ne savons qui rendre responsable de tous ces dégâts. Mais, comme ils devenaient habituels, on prenait du moins la précaution de soustraire à l'avidité des pillards, les objets précieux de l'église, et ce sont ceux-là seulement qui l'étaient moins, que l'on voit renouveler ou réparer. Ainsi, en 1592, on débourse cinq sols pour acquérir « un panier blanc à départir le pain benist aux paroissiens, et des pincettes » ; trois livres, dix-huit sous, en 1594, pour 2.000 clous à ardoise, 750 à lattes, 100 à coyaux, 50 à palastre. En 1595, on marchande au maçon Michel Huchelou les réparations du pavage de l'église, pour quarante-cinq sous ; en 1597, on paie sept sols six deniers, à Julien Gauvain, pour avoir « racoustré le grant coffre de derrière l'autel » ; et sept sols six deniers, en 1598, rétribuent l'ouvrier qui restaure les fonts baptismaux. En l'an 1600, on donne cent sols « à un vitrier de Crannes pour faire troys panneaulx des vitres de lad. esglise de Piremil et en rabiller d'autres qui estoient rompuz ». La paix néanmoins était revenue, car c'est en cette même année que le même procureur paie vingt sols « à ung nommé Ferret et Marin Le Gret, maczons, pour boucher les canonières » de l'église. Ils y avaient employé dix boisseaux de chaux en poudre qui coûtèrent quarante sols et une charretée de sablon, qui fut payée sept sols six deniers.

(1) Comptes de Jehan Dubois, année 1592.

(2) Mêmes comptes.

Cette tranquillité laissa le loisir au procureur d'aller en 1601 (1), « à Saint-Christofle, pour parler à Jehan Le Barbier, charpentier, pour le prier de venir veoir le clocher de lad. église de Pirmil ». On ne nous dit pas à quoi aboutit ce voyage. En 1602, le fabricien paya « à un libraire du Mans pour avoir recouvert et relié les livres de lad. église, la somme de quatre livres . . . et au brodeur qui (avait) racoustré les ornements . . . la somme de dix-neuf livres . . . et à Bouverye, marchand, pour du satin et aultres étoffes, pour racoustrer lesd. ornemens, quatorze livres, dix sols ».

La peine prise par Jehan Dubois, en toutes ces circonstances, valait bien la somme de vingt écus qui lui fut allouée à sa sortie de charge (2).

Il eut pour successeur Mathurin Alline qui, de 1603 à 1610, soit, pendant les huit années de son exercice, perçut 391 l. 15 s. 7 d. (3) et dépensa 395 l. 7 s. La balance s'équilibrait donc à quatre livres près, et si elle penchait du côté du déficit, c'est que le fabricien se trouva, à la suite de la rupture de la cloche, comme pour la réfection du clocher que son prédécesseur avait prévue, mais non réalisée, se trouva donc entraîné en des frais extraordinaires, et cela en dépit des quêtes qui furent faites dans la paroisse. Dès l'an 1600, on avait constaté une fêlure dans l'une des cloches, « en l'endroit ou frapoict le batail ».

(1) Cette même année, Louis Leroy, marchand, résidant à Pirmil, outre deux rentes, l'une, de 12 s. t., pour le curé, l'autre, de 2 s. t. pour la fabrique, hypothéquées sur une pièce de terre dite *la Bataille*, et qu'il constituait pour être recommandé au prône de la messe paroissiale, laissait en outre la somme de 4 écus sol, « pour aider à faire faire ung crucifix en lad. église ». Testament de Louis Leroy, titre papier.

(2) « Item, pour les journées salaires et vacations honoraires dud. Dubois pendant le temps qu'il a esté en lad. charge de procureur, requiert pour lesd. salaires et journées luy estre taxé la somme de xx escuz ».

(3) Parmi les recettes, on ne mentionne plus le produit de la quête de l'aguilanneuf.

Mathurin Alline manda « Julien Gauvain, charpentier, avec aucuns des paroissiens, pour scavoir sy l'on la pouroict tourner ». Entendez : cercler de fer. Sur l'assurance que l'on crut en avoir, on la fit descendre par le charpentier (1), et, après qu'elle eut été renforcée de deux bandes forgées par un maréchal, elle s'en alla réoccuper sa place et y chanter les louanges du bon Dieu. Mais elle ne recouvra jamais sa sonorité. Aussi, le procureur eut-il, en 1604, « advys des paroissiens de Pirenil, de faire refondre la grosse cloche » et, « en la compagnie de Jehan Gauquelin procureur syndic dud. lieu, m^{re} François Jaunay, Marcial Huvé et Loys Jouanneaulx », il marchanda « à ung nommé Bonaventure Lamy icelle cloche refondre à la somme de trente-une livre dix sols, pour ses paynes seullement, et de fournir par led. Lamy de métal en ce qu'il y en pouroict entrer en plus avant que ce qu'il y en a dans lad. cloche, à raison de trente-sept livres, le cent ». Un contrat fut passé devant le notaire royal Lecornuer, et, comme un marché de cette importance n'aurait su se passer sans station dans un hôtel, le comptable y dépensa vingt-cinq sols.

Mandé une première fois à Noyen par le fondeur pour y être témoin de la fonte, il ne le fut que d'un échec (2). Une seconde tentative réussit mieux et, assisté qu'il était alors du procureur syndic et de quelques autres paroissiens, il

(1) « Et ayant prins advys avec lesd. paroissians qu'il estoit bon de faire tourner lad. cloche, il auroit envoyé quérir led. Gauvain et ung maréchal pour descendre icelle, afin de prendre la mesure de ce qu'il y estoit nécessaire, auroit payé en vin, tant aud. Gauvain qu'au maréchal et deux autres hommes qui aidèrent à faire ce que dessus, dix sols. » Comptes de Jehan Dubois, année 1600.

(2) « Et lad. cloche estant à Noyen, led. rendant compte se y seroict exprès transporté de Pirenil, distance d'une lieue pour assister à voir rompre lad. cloche et métal iceluy voir fondre et icelle cloche voir faire, qui fut faillye, et led. fondeur contrainct refaire ung moule lequel rendant compte fut contrainct s'en retourner, où il auroit vacqué, tant à aller, sejourner que s'en retourner, par deux jours entiers, pour quoy requert luy estre taxé trente sols. » Comptes de Jehan Dubois.

convint, après s'être assuré de la qualité et du poids de l'instrument dont tous prirent livraison, que l'on paierait à l'ouvrier une somme totale de soixante-trois livres « tant pour la faczon de lad. cloche que métal ». Comme il n'avait pas à sa disposition tous les fonds nécessaires pour acquitter sa dette aux termes convenus, il eut la mortification de voir saisir par exploit d'huissier, « huit pipes de vin et aultres meubles » sur lesquels le fondeur mettait arrêt (1). Comme ce dernier avait sans doute besoin d'argent liquide, il trouva bon de céder sa créance à « ung nommé Nouet, de Loué » (2), avec lequel le procureur réussit à s'entendre et qu'il finit par désintéresser, un homme obligeant, Julian Cosnard, ayant prêté les fonds pour lesquels on lui solda des intérêts s'élevant à cent sols (3).

L'embarras où le fabricant s'était trouvé, quand le fondeur avait exigé son dû, venait, évidemment, des dépenses considérables occasionnées par la réfection du clocher de l'église paroissiale. On a relaté plus haut la démarche faite près du

(1) « Item, le vingt ungiesme jour de janvier mil six cens cinq, led. Lamy, fondeur, faulte de paiement de lad. somme de soixante troys livres, auroit faict procéder par exécution sur led. Alline par la prinse de huict pippes de vin et aultres meubles par Lorgailleux, sergent royal, quelle poursuite led. comptable auroict faict insigner au général dud. Piremil par Gouin, sergent, auquel il auroict payé pour son salaire, XII s. vi d. » Comptes de Jehan Dubois.

(2) « Et ayant led. rendant compte opposé à lad. exécution, icelluy fondeur auroict ceddé et transporté lad. somme à ung nomme Nouet, de Loué, lequel auroit faict signifier sa cession par led. Lorgailleux, et luy fist commandement de payer lad. somme de soixante troys livres aud. Nouet aud. nom, à quoy obéissant led. rendant compte se seroit transporté exprès dud. Piremil, sa demeure, jusques aud. Loué, distance de deux lieues, pour parler avec led. Nouet et composer des frays et payer lad. somme, pour quoy faire auroict led. comptable vacqué tant à aller, séjourner que s'en retourner par deux jours, requert lui estre taxé xxx s. »

(3) « Item, a lad. rendant compte payé à Julian Cosnard, pour l'intérêt de la somme de soixante livres empruntez par le rendant compte pour payer la réfection et métal de lad. grosse cloche, pour ce, la somme de c s. »

charpentier Jehan Le Barbier, de Saint-Christophe-en-Champagne, tendant à s'informer de la solidité du clocher comme des réparations dont il pouvait avoir besoin. Elle n'eut sans doute pas de suites, et voilà pourquoi on en tenta une autre près d'un ouvrier de Noyen, lequel, après examen, promit d'exécuter le travail dont on était convenu avec lui, pour une somme de dix-huit livres (1). Un seigneur de la localité (2), M. de la Troussière, offrit quelques chênes en vue de l'entreprise. M. de la Baluère en fit autant de son côté (3). Restait à faire abattre et débiter ces arbres, le procureur n'y manqua point. Il alla à Avoise et s'y porta acquéreur de quinze cents ardoises qui lui revinrent, charroi non compris, à quatorze livres cinq sols (4). Un couvreur de Par-

(1) « Et d'aültant qu'il estoit de besoing de faire racoustrer le clocher et l'église dud. Piremil, se seroit led. comptable pour le deub de sa charge transporté jusques à Noyen pour treuver ung cherpentier et le prier de venir voir led. clocher et esglise de Piremil, afin de marchander avec luy à faire ce qu'il y estoit nécessaire de son estat, luy sera taxé pour son salaire et transport, x s. »

Et estant led. cherpentier venu en ce lieu de Piremil pour voir et visiter le dict clocher et église de Piremil, auroict icelluy comtable, marchandé avec led. cherpentier, en présence du curé et plusieurs des paroissiens à racoustrer led. clocher de son estat à la somme de dix huict livres t. par accord receu et passé par maitre Guillaume Monceaux, notaire royal . . . »

(2) « Item, pour la payne et vacquation dud. rendant compte d'estre allé au lieu de la Villerye, avec deffunct monsieur de la Troussière pour choysir et merquer ung chesne à ayder à racoustrer lad. église et clocher, luy sera taxé v s. »

(3) « Item, pour la peine et vacquation dud. comptable d'estre allé quérir Julian Gauvain et icelluy mayner à la Balluère pour choisir des chesnes que Monsieur a donnez à ladicte fabrique sera taxé . . . vii s. vi d. » Nous avons donné dans *La Province du Maine*, t. XXI, p. 130, une vue du château de la Baluère. En furent seigneurs : en 1470, Mathurin de Launay ; de 1512 à 1546, Jehan de Launay ; en 1586, René de Launay ; en 1600 et en 1631, encore Anne de Launay ; en 1662 et en 1697, Henri de Launay ; en 1700, François d'Herbelin ; en 1714 et en 1753, Gabriel de Lamboul.

(4) « A payé aud. Chantelou pour quinze cents d'ardoyse, la somme de quatorze livres, cinq sols . . . » Comptes de Jehan Dubois .

cé, nommé Gasnier, après s'être engagé à les employer sur le clocher, revint sur sa parole, et l'on fut chercher à Amné un autre ouvrier, nommé Landays, qui accepta d'exécuter le travail pour la somme de dix-sept livres (1). De longues échelles, prêtées par le châtelain de Chesneru, rendirent sa tâche plus aisée. Il s'en servit pour descendre le coq dont un maréchal, résidant à Chantenay, dut refaire la queue (2). On nous excusera d'entrer dans tous ces détails. N'est-elle pas encore à relater cette observation que présenta le couvreur, disant qu'il ne s'était pas engagé à descendre la plomberie usée qui garnissait l'extrémité du clocher et qui y consentit, moyennant un pot de vin. On alla au Mans en commander une autre qui coûta douze livres, dix sols (3), non compris le transport qu'exécuta Julien Hamelin et pour lequel il reçut douze sols (4).

(1) « Et d'autant que ledict Garnier, couvreur, manda qu'il ne pouroict venir, ledict comtable envoya ung homme exprès de pied jusques à Amené en Champeigne, pour prier ung nommé Landays, aussy couvreur, de venir voir lad. eglise et clocher et iceulx marchander avec luy à recouvrir, pour quoy il auroict payé au messaiger, dix sols . . . »

« Et le deuxiesme jour de juillet mil six cens troys, estant ledict Landays venu en ce lieu de Piremil pour voir et visiter lad. eglise et clocher, auroit led. comtable marchandé avec led. Landays à recouvrir de son estat lad. eglise et clocher, en présence de monsieur le curé et plusieurs paroissiens, à la somme de dix-sept livres, par accord passé par Galloyé, notaire . . . »

(2) « Item, pour le salaire et vacquation de deux hommes envoyés par led. rendant compte jusques à Cheneru quérir deux grandes eschelles à monter sur lad. église et clocher auxquels il auroict payé sept sols six deniers.

Item, ayant led. couvreur descendu la croix et le quoc avec une frette de fer qui estoict pourye led. rendant compte se seroict transporté jusques au bourg de Chantenay et porté icelle frette au marechal pour en faire une neufve avec le quoc pour y faire une queu pour quoy faire auroict payé dix sols qu'il requert luy estre taxé, pour ce, x s. »

(3) « Item, a led. rendant compte payé pour la plomberye pesant cinquante livres la somme de douze livres dix sols . . . »

(4) « Item, pour avoir amayné lad. plomberye auroict led. comtable payé à Julien Hamelin, la somme de douze sols. »

De tels travaux vont rarement sans mécomptes (1). Il y en eut à Pirmil. Quand l'église fut découverte, on reconnut que diverses pièces de bois, dans la charpente, étaient vermoulues et devaient être remplacées. On n'y manqua point. De même, le nombre d'ardoises que l'on avait achetées se trouva insuffisant ; il fallut retourner à Avoise en chercher sept cents de plus (2). Enfin, le 11 août 1603, elles étaient employées et le procureur versait à l'ouvrier Landays, la somme de vingt et une livres, et, quelques jours après, celle de dix-neuf livres au charpentier (3).

Il n'avait point en caisse assez de numéraire pour rétribuer ces travaux, et ce fut un simple particulier, Marcial Huvé, qui, « pour satisfaire à payer les ouvriers », avança dix écus pour le prêt desquels il reçut seize sols (4). Malheureusement, quand arriva le jour où l'on s'était engagé à le rem-

(1) « Et ayant desouvert lad. eglise, il se y trouva plus de pièces pouryes que n'en avoict marché led. charpentier qui fut cause que le couvreur séjourna l'espace de six jours, pour quoy led. rendant compte auroict payé pour la despence dud. couvreur, cinquante solz. » Comptes de Jehan Dubois.

(2) « Et estant ladicte charpente remise et l'ardoyse qui estoict en lad. eglise toutte employée, se treuva en faillir encore le nombre de sept cens pour quoy led. rendant compte se seroit transporté exprès par deux voyaiges avec chevaulx jusques aud. Avoise, pour lesquels sept cens d'ardoyse il auroict payé six livres treze sols . . . »

(3) « Item, le unziesme jour d'aoust l'an mil six cens troys, led. rendant compte auroict payé aud. Landays, couvreur, la somme de dix sept livres t. par une part, comme il estoict obligé par accord passé par led. Galloys, et oultre, la somme de quatre livres t., par aultre part, pour aultre besogne faicte à lad. eglise, qui n'estoict comprinse aud. accord . . . »

« Item, a ledict rendant compte payé aud. charpentier la somme de dix huict livres t., pour une part et vingt sols, par aultre, pour ung feste et aultre charpente qui se seroict treuvée rompue, qui n'estoict comprise en la première convention et accord passé par Monceaux . . . »

(4) « Item, a led. rendant compte, payé à Marcial Huvé pour l'intérêt de dix escuz qu'il a empruntez par le consentement du général, pour satisfaire à poyer les ouvriers qui auroient travaillé à lad. eglise de Piremil, la somme de seize sols, pour le temps de troys moys, pour ce, XVI s. »

bourser, l'escarcelle du procureur n'était pas mieux garnie. Cela lui valut des poursuites qui le conduisirent jusqu'au siège présidial du Mans (1), le 5 janvier 1604.

Il avait suivi de près ces réfections et y avait agi en chef de chantier ; on l'en indemnisa et, de ce fait, il toucha une somme de vingt livres. Il continua de veiller au bon entretien de l'édifice sacré, ayant soin que les verrières en fussent réparées. Au cours de l'année 1604, il fit « remettre ung panneau de vitre à la vitre estant au devant l'autier Notre Dame et racoustrer la vitre de mons^r saint Sebastian, estant en la chapelle mons^r saint Michel, qui estoit preste à tomber, et remettre deiny panneau de la vitre du grant autier, proche le prieuré de Piremil, par le vitrier de Vallon » (2). La même année, il fit « remettre par le vitrier de Chemyré-en-Charnye un panneau à la vitre du pignon de la chapelle de sainte Barbe, en plon neuf . . . et remettre ung autre panneau à la vitre de sur l'autel sainte Barbe que le vent avoyt abattu . . . » (3).

Les clochettes qu'agitaient les clercs aux processions solennelles pour avertir les fidèles de leur passage s'étant brisées, le procureur en porta les débris au Mans et il paya à « Gauquelin, . . . pour le change d'icelles clochettes, la somme de cinquante et deux sols ».

Il renouvelait toujours, chaque année, le luminaire de l'église et nous constatons que, en 1607, il paya « à Boullard, ciergier, pour ses salaires d'avoir faict » les cierges, la somme de cinquante sols. Il avait fourni à l'ouvrier, outre ce qui restait de vieille cire, quatorze livres de cire neuve, qui lui

(1) « Item, le cinquiesme janvier mil six cents quatre led. Marcial Huvé ayant faict appeller led. rendant compte devant nos sieurs tenant le siège présidial du Maine, au Mans, pour aller déduire et déclarer les causes d'opposition formée par le rendant compte à l'exécution sur luy faicte, quelle poursuite il auroict faict insigner aux paroissians dud. Piremil par led. Gontier auquel il a payé sept sols six d. »

(2) Cet ouvrier reçut, pour son travail, cinquante-cinq sols.

(3) Ce vitrier perçut, pour cette réparation, quarante-cinq sols.

coûtèrent dix livres, dix-sept sols, plus « pour l'orpeau, verdegrys, cire blanche et autres coulleurs », vingt sols. Il rétribuait les services religieux qui étaient ou de pure dévotion ou de fondation (1). Ainsi donna-t-il « à maistre Mathurin Maillet, pour l'arrérage de quatre années . . . la somme de six livres tournois à luy deue par chacun an . . . pour ses peines et salaires par ledit temps de quatre ans, d'avoir dict et célébré en l'église de Piremil, par chacun jeudy de la sepmaine, la messe du saint Sacrement ». Il n'était pas tenu, en la circonstance, de le munir d'ornements, aussi y eut-il à déduire sur un total de vingt-quatre livres dont on était débiteur vis-à-vis du clerc, celle « de douze livres donnée à lad. fabrique pour récompense d'un calice d'argent doré que led. Maillet s'est servy depuis le temps qu'il luy avoict été baillé . . . » et dont il obtint décharge.

Quels étaient donc alors ces objets précieux ou liturgiques qui servaient au culte ? L'occasion s'offre à nous de nous en enquérir, car, précisément, à cette même époque, soit en 1597, un inventaire était dressé, qui nous en offre le détail. Le sacristain, que les paroissiens choisissaient eux-mêmes, en prenait livraison, quand il entrait en charge, et il devait, quand il en sortait, prouver qu'il n'en avait rien distrait. C'est ce qui nous vaut à cette heure de pouvoir, avec lui, inventorier la sacristie ou, plus exactement, les meubles qui, encore à cette période, en tenaient lieu. Nous nous bornerons, en l'abrégeant parfois, mais sans omettre rien de notable, à reproduire cet inventaire. Il y est question d'abord du mobilier et des vases sacrés, parmi lesquels on désigne :

« Une croix garnye d'un crucifix doré, couverte d'une feuille d'argent.

(1) Le 18 juin 1607, Denise Foysean, veuve de François Mesnage, pour que l'on célébrât, chaque année, une messe basse à son intention, à la fête des Trépassés, légua par testament une rente de cinq sols tournois, hypothéquée sur un clotteau de terre appelé *les Prières*, et payable, par moitié, au curé et à la fabrique. Titre papier.

Une aultre croix de cuyvre garnye d'un crucifix de pareille estoppe.

Un calice d'argent doré accomodé de flammes sur la patte, lequel se demanche pour servir à porter le sacre, avec la plateine, de mesme matière.

Un calice de cuyvre doré avec sa plateine.

Item, ung vase en fourme ronde d'argent doré où y a deux vitres et un crucifix au hault pour porter le saint sacrement au jour de la Feste-Dieu, avec son estuy de cuyr (1).

Item, ung aultre calice d'argent doré partout avec son estuy de cuyr lequel a esté baillé à m^{re} Mathurin Maillet du consentement des paroissiens dont y a obligation passée par nous.

Item, ung aultre calice d'argent non doré, synon en la cuve et en la poigne (poigne) de melieu et autour de la pate avec son estuy de cuyr.

Item, une boîte d'argent servant de cyboire avec une bourse de soye où la mettre, à porter Dieu.

Item, une chasse et relique de saint Jouyn, contenant un os de saint enclos dans ung poignet et main d'argent, enveloppé d'un amict. »

Ensuite on passe au linge d'église et l'on y signale :

« Et premier, une courtine de linge à frange accoustumée estre myse sur le grand aultel.

Item, un aultre courtine presque neufve à frange.

Item, encore une aultre pour servir sur le crucifix.

Item, ung parement de chaire, de linge.

Ung aultre parement de grand aultel.

Encores ung aultre, pour le mesme aultel.

Encores ung aultre, pour l'aultel de notre Dame.

Item, encores ung aultre parement de chaire.

Inventaire des chassubles et rocquelets.

(1) Voir plus haut, page 158.

Et premier, une chassuble de satin de Bruges de couleur de bleu celeste, garnye d'une croysée d'orfrayrye.

Item, une aultre de camelot rouge, garnye d'une croysée de satin de Bruges avec son estolle et fanon de mesme.

Item, une aultre de droguet orange accommodée d'une croysée de satin de Bruges vere, avec son estolle et fanon de mesme.

Item, une aultre de sargette figurée, garnye de satin de Bruges vert, où il y a une imaige de saint Sebastien, avec son estolle et fanon. »

On note cinq autres chasubles, une étole et fanon de satin blanc, « un roquet de damars figuré blanc rompu avec les orfraises » ; une doublure de chape qui était de damars blanc.

« Troys corporalliers, l'un, de drap d'or, l'autre, de damars figuré, et le troisieme, de velours rouge garnys de troys volletz en broderye de troys corporaux de lin . . . et de troys paix d'esmail. »

« Une banière de toile de Bretagne, garnye de dentelle avec ung voile de raseul. »

6 nappes de 3 aunes ; 10 nappes de 2 aunes 1/2 ; 2 nappes ornées, 5 autres nappes de deux aunes ; 4 autres nappes de quatre aunes ; 14 nappes de trois aunes ; 32 essuie-mains ; 26 serviettes ; 9 aubes garnies de leurs amicts et ceinture, plus 36 amicts.

« Item, ung devansteau et reddeau de linge et frange, pour l'ymaige de la Vierge et une pochette à calice. »

« Deux roquets de camelot rouge, avec les phanons garnys d'orfrayrie . . . »

« La chappelle d'ostade noire pour les trespassez, c'est assavoir, chappe, chassuble et les roquetz avec leurs estolles et phanons. »

Puis, on passe à la librairie :

« Troys grands messelz, deux couverts en veau noir et ung de boys, et deux petitz couverts en veau noir.

Item, ung graduale.

Ung antiphonaire, divisé en deux volumes reliez en boys et couvers de velours rouge.

Item, ung psautier.

Item, troys processionnaulx et deux manuelz.

Et un petit antiphonaire pour commencer les antiphaines ».

Et enfin on enregistre encore :

« Item, cinq choppineaux.

Ung autel portatif d'ardoyse.

Une clochette. »

Et l'inventaire se termine ainsi :

« Et le mercredy vingt huictiesme jour de may l'an mil cinq cens quatre-vingt dix sept après midy, devant nous notaire royal susd., ont esté présens et deubment soubzmyz . . . lesd. Mesnaiger et sa femme, lesquelz ont eu et receu, en oultre le conteneu en inventaire cy-dessus, ung calice d'estain neuf garnye de sa plataine, une bannière de damars rouge cramoyse, garnye d'une ymaige de saint Sebastien, d'un costé, et ung ymaige de saint Jouin, de l'austre cousté, le tout faict en broderie, frange de soye autour, huict fleurs de lis et armoyries de s^{er} baron de Piremil, de chacun costé, le tout neuf, deux chandeliers d'estain neufz à mectre cierges, ung coffre fermant de clef estant à Chenerue, tenant comme à l'estimacion de vingt boisseaux de bled ou environ, lesquelz meubles cy dessus sont demeurez es mains desd. Mesnaiger et sa femme qui s'en sont chargez comme des aultres cy dessus et promys de les représenter toutes foyes et quantes . . . »

L. FROGER.

H. DEVAUX.

(A suivre.)

LES ŒUVRES

DE

VÉRON DE FORTBONNAIS

Les *Principes et Observations économiques* se composent de deux volumes in-12, publiés en 1767, à Amsterdam, chez Marc-Michel Rey, sans nom d'auteur, avec l'épigraphe : *Est modus in rebus* etc. (1). Ces deux volumes offrent quatre parties bien distinctes, qui du reste portent deux titres différents ; le tome premier, de x-316 pages, a pour titre *Principes et Observations économiques*, tandis que le tome second, de 284 pages, est intitulé *Observations économiques sur divers points du système de l'auteur du Tableau économique*. Le tome premier est subdivisé en première partie : *Principes et Observations économiques*, p. 1-160, et en seconde partie : *Observations sur le Tableau économique*, p. 161-376. Le tome second comprend la troisième partie : *Observations sur divers points du système contenu dans les articles GRAINS et FERMIERS de l'Encyclopédie, dans le prétendu Extrait des économies royales et ailleurs*, p. 1-242, et la quatrième partie : *Précis historique du cadastre dans le duché de Milan*, p. 243-284.

La première partie est réellement un chapitre de principes formulés avec précision, et qui constituent une œuvre

(1) Bibl. Mazarine, n° 54.700, 2 vol. in-12. MDCCLXVII.

théorique absolument personnelle. Elle est pour ainsi dire le complément des *Éléments du Commerce* publiés en 1754. Fortbonnais lui-même l'a reconnu, car dans sa dernière édition des *Éléments du Commerce*, publiée en l'an IV, il y ajouta cette première partie des *Principes et Observations économiques*, et dans la lettre placée en tête de cette édition il expliquait ainsi cette adjonction : « Cette partie des *Principes* est peut-être ce que j'ai fait de plus soigné, et le véritable *compendium* de ma doctrine sur les matières économiques, c'est-à-dire Commerce, Finances et Crédit public dans toutes ses branches ».

Dans l'édition des *Principes et Observations économiques* on a voulu voir, comme pour les *Eléments du Commerce*, la réimpression d'articles publiés précédemment, c'est ainsi que M. Schelle dans un article sur Quesnay et le Tableau économique affirme que « l'adversaire des Physiocrates, Forbonnais, qui avait fortement critiqué le système de Quesnay dans la *Gazette du Commerce*, réunit ses articles en 1767 dans deux volumes sous le titre de *Principes et Observations économiques* » (1). Nous avons en vain cherché dans la *Gazette du Commerce* ces articles attribués à Fortbonnais, et publiés avant 1767. Du reste, la *Gazette du Commerce*, dans le fascicule du 1^{er} septembre 1767, réplique aux attaques des *Éphémérides* « qu'elle n'a point combattu la science économique sous les auspices de M. de F. . . . » Dans un précédent fascicule, du 10 mars 1767, la *Gazette du Commerce*, en annonçant la publication des *Principes et Observations économiques*, avait déclaré elle-même que cet ouvrage ne s'accordait pas avec les théories qu'elle avait soutenues jusqu'à ce jour. Elle n'avait donc pas inséré d'articles écrits par Fortbonnais contre le *Tableau économique*, et si elle parle des *Principes et Observations*, c'est par impartialité, comme elle l'a écrit (2).

(1) *Revue d'économie politique*, juin 1905, p. 500.

(2) *Gazette du Commerce*, 10 mars 1767, n° 20, p. 193.

Le *Journal de l'Agriculture*, supplément mensuel de la *Gazette du Commerce*, a publié plusieurs articles contre le *Tableau économique*, mais ces articles sont postérieurs à la publication des *Principes économiques*, puisqu'ils ont été insérés dans le *Journal* d'avril à novembre 1767, et qu'ils contiennent de nombreux passages empruntés textuellement à l'édition parue chez Michel Rey en 1767, comme le dit l'auteur de l'article dans le numéro d'avril 1767, qui annonce d'autres extraits pour les numéros suivants. Tous ces extraits forment une longue analyse, avec commentaires et développements, des trois premières parties des *Principes et Observations économiques* ; la quatrième, seule, concernant le cadastre de Milan, a été passée sous silence ; du reste, elle traite une question qui ne se peut rattacher que de loin au *Tableau économique*.

Les *Principes et Observations économiques* ont dû paraître dans les premiers jours de l'année 1767, car dès le 1^{er} février on trouve à son sujet, dans la *Correspondance de Grimm* (1) ce compte rendu critique : « M. de Forbonnais, auteur de plusieurs grands et petits ouvrages sur les Finances et sur le Commerce, vient de faire imprimer en Hollande des *Principes et Observations économiques*, deux volumes in-8°. Les Principes forment le premier volume ; dans le second (2) l'auteur fait ses observations sur divers points du système de l'auteur du *Tableau économique*, qui a paru il y a quelque temps dans la *Philosophie rurale*. Depuis que l'économie politique est devenue en France la science à la mode, il s'est formé une secte qui a voulu dominer dans cette partie. M. Quesnay, originairement chirurgien, puis médecin de M^{me} de Pompadour, et médecin consultant du roi, s'est fait chef de cette secte. Il s'est associé l'ami des hommes, M. le marquis de Mirabeau. M. Dupont qui a fait

(1) Tome VII, p. 234.

(2) Cette division n'est pas très exacte comme on peut s'en rendre compte par l'analyse que nous avons donnée ci-dessus.

pendant quelque temps la *Gazette du Commerce*, et un certain chanoine régulier ou prémontré, appelé Baudeau, prêtre fort indécent, auteur d'un journal intitulé les *Éphémérides du Citoyen*, petit homme décidant et tranchant, sont aussi de cette clique. La *Philosophie rurale* est le Pentateuque de ces Messieurs. Outre cet ouvrage, M. Quesnay a fourni à l'*Encyclopédie* les articles *Grains* et *Fermiers*. Voilà les autels que M. de Forbonnais entreprend de saper et d'abattre dans son ouvrage. Cette hostilité va engager une guerre opiniâtre et terrible, et déjà les *Éphémérides du Citoyen* se préparent à servir de champ de bataille ».

Après cette constatation de l'existence de l'école physiocratique, la lettre de Grimm continue l'analyse des *Principes économiques* en ces termes :

« M. de Forbonnais a d'abord établi les principes généraux de la science économique. Dans ces principes, il est concis, obscur et louche, suivant son usage. Ce sera le seul côté par lequel il se fera estimer de son adversaire. M. Quesnay est non seulement naturellement obscur, il l'est encore par système et il prétend que la vérité ne doit jamais être dite clairement. Après ces Principes, M. de Forbonnais procède à l'examen du *Tableau économique* de ces Messieurs et des articles *Grains* et *Fermiers*, et l'on ne peut nier que ses observations ne soient souvent excellentes, et qu'il n'ait taillé de la besogne à ses adversaires, s'ils veulent y répondre. Ainsi il y a là de quoi guerroyer pendant plus d'une campagne. Je suis de l'avis de M. de Forbonnais dans son avant-propos. Il remarque que dans les siècles d'ignorance on ne remonte jamais aux causes, et les faits ne conduisent point à l'instruction ; dans les siècles éclairés, la philosophie généralise tout ; l'observation des faits est dédaignée et le génie se livre aux paradoxes. Donc je dis : la vérité n'est pas faite pour l'homme. J'ajoute qu'elle l'est moins dans la science économique, que dans aucune autre,

qu'il y a pour chaque effet un si grand concours de causes différentes, agissant en sens divers et par différents degrés, qu'il est impossible d'en connaître l'influence et l'infinité de combinaisons avec une certaine exactitude. Au reste, le vieux Quesnay est un cynique décidé; M. de Forbonnais n'est pas tendre, ainsi cette guerre ne se passera pas sans quelques faits d'armes éclatants. »

Cette lettre de Grimm appuie les théories de Forbonnais; elle fournit même des arguments contre Quesnay, ainsi on y lit encore : « On ne peut se dissimuler qu'il n'y ait beaucoup de rêveries dans les écrits du vieux cynique. Il dit, par exemple, quelque part dans son *Tableau économique*, ou dans son article *Grains*, qu'en suivant ses principes il se faisait fort d'augmenter tous les ans le produit de la culture en France, de vingt-quatre millions de setiers de blé. Or, chaque pays nourri, on estime qu'il se fait en Europe, année commune, une exportation de dix millions de setiers de blé, dont sept sont fournis par Dantzich, et les trois autres millions par la Grande-Bretagne, la France, la Sicile, les côtes d'Afrique, etc. Je demande à M. Quesnay, qui pousse d'un trait de plume sa culture en France à un petit surplus de vingt-quatre millions de setiers, ce qu'il compte en faire ? Puisque l'Europe entière n'a besoin pour vivre que d'une circulation de dix millions de setiers, il nous apprendra sans doute le secret de manger le double et le triple, le jour que, pour le bonheur de la France, il aura pris soin de sa culture. Je suis étonné que M. de Forbonnais m'ait laissé faire cette petite observation à son antagoniste ».

Comme l'annonçait la lettre de Grimm, la lutte commença vivement dans les *Éphémérides* contre Forbonnais; celui-ci fut défendu par la *Gazette du Commerce* et par le *Journal d'Agriculture*, qui « guerroyèrent » pendant plusieurs mois. Les *Éphémérides* en juin 1767, dans un article sur les *Principes de tout gouvernement* (1) firent cette première allusion

(1) Par Auxiron, 1766, 2 vol. in-12.

aux critiques rédigées par Fortbonnais contre les théories du *Tableau économique* : « Nous avons promis à l'auteur que nous critiquons, les principes de la science sur le commerce ; nous lui tenons parole, avec d'autant plus d'ardeur, qu'on s'acharne plus vivement depuis quelque temps à calomnier en mille manières différentes la doctrine de nos maîtres sur cet objet important ».

Les protestations des *Éphémérides* (1) contre les *Principes et Observations économiques* de Fortbonnais avaient surtout pour but de répondre aux attaques formulées envers le *Tableau économique* et les partisans du système physiocratique ; ainsi la critique des *Éphémérides* pour la première partie des *Principes* ne porte guère que sur les notes insérées au bas des pages ; le texte proprement dit est presque toujours laissé de côté.

Le *Journal de l'Agriculture*, lui aussi, sans tomber dans le même excès, a cependant suivi un peu cet exemple. Sur les six extraits qu'il a donnés, en 1767, des *Principes et Observations économiques* de Fortbonnais, un seul est consacré à la première partie ; la seconde et la troisième partie motivent les cinq autres extraits ; la quatrième partie, concernant le cadastre, est entièrement délaissée. Le *Journal de l'Agriculture*, en reconnaissant l'intérêt de l'ouvrage de Fortbonnais, y cherche des moyens et des preuves pour réfuter les théories des physiocrates ; il l'avoue dans son introduction.

Fortbonnais avait déjà lui-même expliqué dans son avant-propos, le but qu'il avait cherché à atteindre en écrivant ses *Principes et Observations économiques* ; il voulait évidemment lutter contre les affirmations de Quesnay et de ses partisans, mais sans violences.

Après l'exposé de son programme, Fortbonnais formule

(1) *Éphémérides du Citoyen*, tome VI, 20 juin 1767, pages 117 et 152.

ses principes économiques. Il explique ainsi la constitution d'une société, d'une nation :

« Une société est la réunion de plusieurs familles dont les chefs s'engagent, pour eux et pour les leurs, à garantir réciproquement leurs propriétés de la violence au-dedans, et à les défendre en commun contre les ennemis du dehors ; ainsi nulle société sans propriété.

« La société est dans un état précaire, si elle n'est pourvue de moyens de défense proportionnés aux moyens d'usurpation des sociétés voisines. Ces moyens, tant intérieurs qu'extérieurs, consistent essentiellement en hommes appropriés à l'action nécessaire à l'attaque et à la défense ; ainsi le nombre de ces citoyens constitue la force actuelle de chaque société.

« La propriété seule peut pourvoir aux besoins des hommes ; ainsi la force doit être entretenue par la propriété et la propriété doit être protégée par la force.

« Ainsi les rapports justes de la propriété avec la force constituent la puissance d'une nation ; ainsi ces objets ne doivent point être désunis dans leur examen et dans leur direction. »

Fortbonnais étudie ensuite la richesse, le revenu, la terre et la circulation. A propos de la richesse, s'il trouve que « la vie, l'honneur, la famille, la Patrie sont une propriété égale pour chaque membre de la Société », il constate d'autre part que cette égalité ne se trouve point dans les propriétés susceptibles d'échange ou de consommation, car on ne peut « forcer l'ordre de la nature qui tend continuellement à établir, entre les hommes, l'inégalité de leurs possessions ». Il établit trois catégories de richesse : la richesse *primitive* ou *naturelle* qu'engendrent les productions de la terre ; la richesse *secondaire* ou *artificielle* qui résulte de l'industrie ; et enfin la richesse *conventionnelle* produite par l'argent.

Sur le revenu il voit aussi que le revenu de la terre est

le revenu primitif et que les autres revenus ne sont que secondaires. « Le besoin de la denrée est la cause immédiate du travail et de la production ; et la consommation est la récompense du travail qui produit. Ainsi la consommation est le niveau de la production, et l'étendue de la production est la mesure propre à évaluer le capital productif. . . . Ce qui excède la consommation personnelle et nécessaire est appelé *superflu*. » Pour utiliser ce superflu il faut donc chercher à l'échanger, et cet échange constitue le commerce ou la circulation. Cette circulation peut être envisagée sous deux rapports, ou comme *simple* en tant qu'elle procède par échanges en nature, ou comme *composée*, en tant qu'elle emploie l'argent.

Pour la circulation simple, Fortbonnais l'étudie dans ses effets au point de vue de la production des denrées, de leur valeur et de leur prêt, de la population, du commerce étranger, de la navigation, du revenu national et du service public.

Pour la circulation composée, c'est-à-dire « celle dans laquelle l'argent intervient comme moyen terme convenu pour l'évaluation des échanges », notre auteur expose d'abord les propriétés naturelles de l'argent, et les conséquences de l'établissement de la monnaie, puis il compare les effets de cette circulation avec ceux de la circulation simple sur les denrées, la population et le commerce étranger.

Cette première partie des *Principes économiques* est terminée par un paragraphe sur les papiers représentant l'argent, que Fortbonnais divise en trois espèces générales : 1° Les papiers de ceux qui font le commerce des denrées ; 2° Les papiers de finances ; 3° Les papiers monnaie. Sur ce dernier point, Fortbonnais, dans le supplément de l'édition de l'an IV, a inséré une protestation contre le cours forcé, « parce que confiance et contrainte s'excluent mutuelle-

ment. L'essence d'un papier monnaie est la liberté de l'accepter ; sa prospérité dépend de cette condition, qui n'admet aucune modification, sous aucun prétexte . . . » (1).

Toute cette première partie est donc presque entièrement étrangère à la querelle des Physiocrates ; il n'en est plus de même dans les deux parties suivantes qui, au contraire, sont écrites pour discuter et combattre les théories émises dans le *Tableau économique* et dans les articles *Grains* et *Fermiers* de l'*Encyclopédie*. Fortbonnais le déclare lui-même et il cherche à prouver sur quelles bases fragiles repose le système, si complexe, développé par Quesnay.

Fortbonnais estime ensuite qu'il ne suffit pas de montrer que l'objet capital du tableau économique est impossible à atteindre, mais qu'il convient aussi d'examiner si les principes du régime qu'il propose ne tiennent pas quelquefois du vice de l'objet général. Pour le prouver il discute successivement toutes les subdivisions du *Tableau économique*, qui concernent la population, la quotité de l'impôt et de la dime, l'évaluation du produit et du fond des richesses, le dépérissement de la culture, la diminution de la population.

Après la discussion de ces divers articles, Fortbonnais écrit, comme conclusion, ces dernières lignes : « Nous osons nous flatter d'avoir rempli notre objet à l'égard du tableau économique, c'est-à-dire d'avoir montré que sa construction est vicieuse, que dès lors il ne peut donner aucune autorité aux idées singulières que son auteur a prétendu étayer par cette forme méthodique et illusoire de prétendues démonstrations ; que l'accord fortuit ou médité de ses résultats avec quelques maximes évidentes, n'est nullement une raison pour induire que ces maximes résultent du tableau, et qu'il n'est pas vicieux ; qu'au contraire l'ambition de l'établir pour règle unique et universelle a conduit son

(1) On trouvera cette même déclaration dans son *Prospectus sur les Finances, dédié aux bons citoyens*, qu'il publiera en 1789.

auteur et ses disciples à priver l'expression de ces maximes, de la précision qui les rend évidentes pour tout le monde, et sans laquelle elles deviennent paradoxales ; que ce défaut de précision a conduit à des conséquences très dangereuses, qu'il a fallu soutenir par des abstractions inintelligibles et qui font dégénérer en disputes et en sophismes la recherche de la vérité ».

Toutefois, malgré ces critiques, Fortbonnais déclare qu'il n'est pas absolument opposé à toutes les théories émises dans la nouvelle doctrine économique, il avoue même qu'il en partage plusieurs, car il ajoute : « Nous serions en même temps bien éloigné d'avoir rempli notre carrière, si quelqu'un, après avoir lu cet écrit, pouvait penser que toutes nos opinions sont diamétralement opposées à celles des auteurs du système de la philosophie rurale. Nous sommes très éloigné de contrarier la plus grande partie des principes qu'ils ont adoptés ; nous ne les accusons pas tant d'exposer des maximes fausses que de passer les bornes de la vérité. Nous avons tâché d'indiquer ces bornes, telles qu'elles nous ont paru devoir être posées, et de développer les rapports sous lesquels les principes nous ont semblé se modifier nécessairement les uns et les autres. Si ces modifications n'existaient pas, il en résulterait que deux vérités se contrarieraient ; or, cela est impossible, et lorsqu'un pareil combat se rencontre dans la pratique, ce n'est certainement pas la faute de l'instrument, mais de la main qui le conduit »

Enfin il termine par quelques coups de griffes sur les parvenus de toutes les classes. « Les principes, dit-il, apprennent à observer, à questionner, art moins commun qu'on ne pense ; à ne pas consumer le temps en recherches inutiles, voilà tout. Ceux qui ont le bonheur de profiter des veilles d'autrui, peuvent donc faire de grands pas dans la carrière ; mais si cette connaissance suffisait, un fou ou bien un sot, avec de la mémoire, seraient tout aussi propres

que d'autres à gouverner les hommes. Dans les pays où l'argent est une capacité préliminaire et essentielle, pour remplir les places que la raison et la nature sembleraient destiner au talent, il est plus dangereux qu'ailleurs de se méprendre sur l'étendue des études et de l'instruction dont il faut être muni pour rendre service au Prince et à la Patrie. C'est là cependant où il est moins rare, de voir des titulaires saupoudrés de quelques notions générales, trancher avec confiance sur ce qu'ils n'ont jamais médité ; harceler la société par des décisions ridicules et l'ennuyer platement de leurs prétentions »

Telle est la conclusion du premier volume des *Principes et Observations économiques* ; dans le second volume, Fortbonnais commence la critique des articles *Grains* et *Fermiers* publiés par Quesnay dans l'*Encyclopédie*. Il explique d'abord son plan général dans l'introduction.

Fortbonnais prévient ensuite le lecteur que son « intention n'est pas d'élever un système contre un système, ni de faire assaut de calcul et d'exagérations, mais d'examiner l'exactitude des faits et des calculs qu'on a employés, ou des conséquences qu'on en a tirées ».

Fortbonnais aborde en premier lieu les questions agricoles. Il proteste contre l'ancienne splendeur qu'on a voulu accorder à l'agriculture dans les temps passés et contre l'affirmation de Boisguillebert qui, dans son ouvrage le *Détail de la France* a établi des points de comparaison qui ne peuvent être acceptés. Il défend Colbert contre les accusations formulées sur lui par cet auteur mais dont l'ouvrage, « quoique essentiel sur divers points, fut regardé par le public comme l'écho de ces satires qui semblent poursuivre dans cette nation, pendant leur vie, tous ceux dont les travaux peuvent obtenir quelque droit à l'estime de la postérité. Sully, Richelieu, Colbert, ont éprouvé le même sort et dans tous les genres c'est le même traitement. La médio-

crité seule jouit d'elle-même en paix sous la sauvegarde de quelques ridicules passagers ; mais il se trouve toujours des cœurs assez lâches, ou assez corrompus, pour ne pas souffrir qu'un homme ait impunément plus de justice, de désintéressement, de mœurs, de force, de génie ou de talents que les autres. La calomnie inventera, si elle ne peut interpréter ; son âge égale la durée des siècles, mais son visage est jeune, et séduit toujours. Que ceux qui se destinent à paraître sur la scène du monde se préparent à tout, et qu'ils se souviennent à chaque acte de leur vie publique, que la conscience la plus scrupuleuse du bien est le seul prix digne de leurs travaux, l'unique consolation qu'ils emporteront au tombeau ».

Fortbonnais trace à nouveau l'œuvre de Colbert, rappelle ses principaux actes dans l'administration de la France et il « espère que les honnêtes gens lui sauront gré de s'étendre sur des faits aussi importants pour l'intérêt de la vérité, pour la sûreté des opinions et pour la mémoire d'un homme dont la nation doit s'honorer ».

Après la défense de l'œuvre de Colbert en faveur des manufactures, Fortbonnais discute les principes émis par Quesnay sur la grande et la petite culture ; il « espère que le fantôme d'ancienne splendeur idéale, dont l'auteur du tableau économique avait invoqué le prestige pour donner du crédit à son plan, se sera évanoui à la lueur du flambeau de la critique et de la vérité ». Il proteste contre l'état de dépérissement des revenus et de la culture que l'auteur du *Tableau économique* a voulu prouver, par un « détail qui peut frapper un lecteur peu stylé aux affaires de la campagne ; mais pour peu qu'on ait eu la moindre curiosité sur ces objets, il se présente une foule de doutes et de questions sur ce détail ». Fortbonnais discute point à point toutes les affirmations de Quesnay sur les divers systèmes de culture, il leur oppose souvent des exemples reposant sur les essais personnels qu'il a faits dans ses terres, et

contre les vagues généralités des articles *Grains* et *Fermiers* il présente des détails précis. Il déclare que « l'agriculture consiste non pas seulement à cultiver le grain, mais à tirer de la terre ce qu'elle rend avec le plus de profit et à moindres frais ». Il en donne comme exemple l'existence des pâturages, qu'il cherche à combattre dans une certaine proportion et dont il constate, à son avis, le trop grand nombre. Voici comment il s'exprime à leur sujet : « On n'ignore point la malheureuse obstination qu'ont et les fermiers et les métayers pour multiplier ces sortes de pâturaux. Mais il faut bien distinguer les cas, et dans les fermes où l'on fait des élèves, il est indispensable d'en avoir. Il est des natures de terres qui ne sont susceptibles de culture que tous les 7 à 8 ans, et qui se convertissent ainsi en pâturaux pour l'éducation des jeunes bêtes ; elles rendent ensuite deux ou trois bonnes récoltes en blé noir et en froment, et on observe qu'elles rendent beaucoup plus que ne feraient même de bonnes terres par une culture continue. De mauvais pays sont ainsi exploités, et le cultivateur y est dans l'aisance, j'entends qu'il est commun d'y voir des fermiers donner 3.000 livres et plus en mariage à leurs filles. Dans la même province il est des cantons beaucoup meilleurs, dont les fermiers tirent un moindre profit, parce qu'ils mettent trop de terrain en labour en proportion ; ils ont aussi des pâturaux qui sont d'une autre nature et qu'ils estiment quelquefois plus cher que les prés fauchables. J'offre en ce moment à un de mes voisins, de deux pâturaux de ce genre $\frac{1}{3}$ de plus de contenance en bonne terre à froment, louée 10 livres l'arpent au fermier même de ce voisin, et qui arrondirait son terrain ; il préfère ses pâturaux. Soit qu'il ait tort ou raison, on voit qu'il est fort difficile de s'entendre lorsque le même mot désigne des propriétés et des valeurs si différentes, et que ces pâturaux sont l'effet d'un système et non pas de l'impuissance ni de la dégradation »

Fortbonnais se sert de divers exemples du même genre pour montrer que les bases du calcul employé par l'auteur du *Tableau économique* pour l'évaluation des terres sont aussi vicieuses que celles fournies pour prouver l'ancienne splendeur de l'agriculture. S'il ne veut pas le suivre dans tous les détails de son système de culture des bœufs, de la grande et de la petite culture, il y trouve cependant « un grand nombre de choses vraies, mêlées et confondues dans une quantité d'exagérations insoutenables ».

Sur la question de la petite et de la grande culture, Fortbonnais reproche à Quesnay de manquer de précision dans la formation de ces catégories et constate que « tantôt il caractérise la petite culture par celle où l'on emploie les bœufs et dans un autre endroit il convient qu'avec les bœufs on peut avoir d'aussi bonnes récoltes qu'avec les chevaux Dans une autre occasion c'est la culture à bras qu'il appelle petite culture. Ailleurs c'est la culture divisée en petites fermes ». D'après le *Tableau économique*, la grande culture serait celle qui rend 100 pour cent de produit net, et la petite celle qui rend moins de 100 pour cent, d'où il résulterait que les 5/6^{mes} des terres cultivées seraient en petite culture avec un produit net en grains de 45 millions, tandis que le 6^{me} de grande culture rendrait 31 millions.

Après avoir discuté toutes les affirmations de Quesnay, Fortbonnais donne comme conclusion « qu'on reconnaîtra de bonne foi que l'uniformité de culture est une chimère ; que la culture actuelle n'est point l'effet d'une dégradation, qu'elle peut, sans contredit, être améliorée, mais qu'il s'en faut beaucoup en général qu'elle soit aussi chétive que l'auteur du *Tableau économique* le calcule ; que presque toutes les bases dont il s'est servi sont arbitraires, et répugnent aux notions ordinaires, que le vice dominant de sa logique consiste à vouloir apprécier, par la même règle, des choses d'une nature très différente ».

Cette discussion des diverses classes de culture est suivie de critiques sur les théories de Quesnay concernant l'augmentation des capitaux pour l'agriculture, la situation créée par l'industrie, les manufactures, et le commerce étranger, le prix des grains, et leur transport par les vaisseaux français.

Fortbonnais reconnaît que l'agriculture mérite des encouragements, mais il ne veut pas accepter sur ce point la conclusion qu'on peut tirer de l'article *Fermiers*, qui tendrait à supprimer la dépense des propriétaires et de l'État, pour en employer le montant à l'agriculture. Il réclame le maintien des manufactures et voit dans l'industrie et le commerce un soutien de l'agriculture. « Si en effet un Pays, dit-il, nourrit en tous points ses habitants, les ouvrages qui en sortent sont la représentation fidèle de la quantité des denrées territoriales employées et consommées par les ouvriers. Ainsi mille livres, consommées par des fabricants, ont occasionné la culture d'une terre de mille livres de produit net. Pour remplacer la consommation de ces fabricants, il faudrait donc que l'étranger achetât les mille livres de denrées de subsistance ; mais que deviendront ces hommes remplacés ? Les denrées territoriales de seconde nécessité, et les travaux de l'industrie, sont en quelque façon les objets courants des échanges ». Il ne veut pas croire, ainsi que l'affirme l'auteur du *Tableau économique*, « que tout est perdu parce que nous achetons pour environ 24 millions de soie en échange de nos denrées, et qu'avec ces soies nous fabriquons pour une soixantaine de millions d'ouvrages, dont l'étranger consomme à peu près la moitié ».

A propos des colonies et du commerce, l'auteur du *Tableau économique* avait écrit qu'il ne fallait pas « qu'un grand État quitte la charrue pour devenir voiturier », et ses disciples avaient ajouté : « Point de voitures par nos propres

vaisseaux ». Sur ce point Fortbonnais répond : « Tout homme qui ne regardera pas l'avilissement de sa Nation et de son Pays d'un œil indifférent, estimera une juste proportion entre les forces de mer et les forces de terre comme une nécessité également glorieuse et utile. Ce principe conduit ceux qui en sont pénétrés à regarder le patrimoine naturel de nos matelots, c'est-à-dire la navigation d'un de nos ports dans un autre, ainsi que la pêche, comme un domaine sacré réservé par la Providence à cette tribu Il ne s'agit que de permettre à la nature d'avoir son cours, et aux hommes de remplir la profession à laquelle les circonstances et le choix les destinent. L'étendue de ces navigations susceptibles d'un privilège national, réglera la proportion de nos forces maritimes et sera la mesure de leur activité. C'est par l'attention que nous porterons à cultiver ce domaine particulier, que nous pourrons reprendre notre partage naturel dans l'héritage commun ».

Avec cette troisième partie se terminent les critiques du système physiocratique, car ainsi que l'a remarqué le *Journal économique* (1), « ce que l'auteur appelle la quatrième et dernière partie de son ouvrage, les *Principes et Observations économiques*, n'a pas une liaison directe avec les trois premières. C'est un précis historique de l'établissement d'un cadastre dans le duché de Milan. Le but de l'auteur est de prouver par cet exemple combien il serait nécessaire de supprimer en France, la taille arbitraire »

Les *Principes et Observations économiques* de Fortbonnais soulevèrent dans tous les périodiques de cette époque de nombreuses polémiques, où les partisans et les adversaires du système physiocratique se combattirent souvent avec âcreté. Sans chercher à toutes les relever, nous pouvons cependant en citer quelques extraits qui permettront de comprendre l'activité du mouvement qu'elles produisirent en ce temps.

(1) Numéro d'août 1767, page 347.

La *Gazette du Commerce* fut la première à annoncer les *Principes et Observations économiques* (1).

Plus tard, le *Journal économique* a publié (2) une analyse complète, chapitre par chapitre, des *Principes et Observations économiques* de Fortbonnais ; sa critique est impartiale et impersonnelle ; on y lit en premières lignes : « Cet ouvrage où l'on tâche de développer le système naturel de l'économie politique et de réfuter les assertions de quelques auteurs modernes, est précédé d'un avant-propos, dans lequel on observe que les matières qu'on se propose de remanier, n'ont jamais été tant agitées qu'elles le sont de nos jours, et que cependant on n'a jamais été plus loin d'un résultat pratique, sur les parties les plus essentielles qui y sont relatives. Chacun veut avoir une opinion à soi. Dans le conflit on s'accuse de ne pas s'entendre réciproquement ; souvent en partant d'un même principe on arrive à des résultats contraires » A propos de la seconde partie, ce même journal constate que « l'auteur s'applique à réfuter directement un tableau célèbre qui parut il y a cinq à six ans, dans un petit cahier in-4^o, qui ne fut communiqué qu'à un petit nombre de personnes, et qui portait le titre de *Tableau économique*, dont le but était d'exprimer la marche de la circulation et de la peindre aux yeux Notre auteur ne blâme pas tous les principes, établis dans ces divers ouvrages, mais il reproche d'abord en général à ces écrivains de parler un langage trop mystérieux, de négliger l'ordre naturel, l'enchaînement des idées et leur application aux faits et aux espèces réelles »

A la même date (3) les *Éphémérides* reprenaient encore la critique des *Observations* de Fortbonnais, mais sur un ton plus acerbe que le *Journal économique*. Dans l'analyse qu'elles donnent d'un ouvrage intitulé : *Principes de tout*

(1) *Gazette du Commerce*, 1767, 10 mars. N^o 20, page 193.

(2) Numéros de juillet 1767, pages 317-325, et d'août, pages 341-348.

(3) 20 juillet et 20 août 1767. Tomes septième et huitième.

gouvernement, elles établissent cette comparaison avec les affirmations de Fortbonnais : « L'auteur des *Principes et Observations économiques* s'est beaucoup occupé de l'argent (surtout dans le premier volume, depuis la page 102 jusqu'à la page 161, et dans le second volume, depuis la page 137 jusqu'à la page 157) ; il ne manque pas, selon sa coutume, de se répandre dans le texte et dans les notes, en critiques amères sur les principes de la *science économique*, qu'il appelle des *abstractions métaphysiques*, et des systèmes qu'on soutient avec une *confiance enthousiaste*. Commençons par exposer ses propres opinions, nous détaillerons ensuite la doctrine qu'il a voulu combattre. Les lecteurs et surtout l'auteur des *Principes de tout gouvernement* décideront de quel côté sont les équivoques et les systèmes métaphysiques ».

Dans le *Journal du Commerce* (1), des lecteurs répondirent aussitôt aux *Éphémérides*, qui, elles aussi, répliquèrent mais sur un ton plus adouci que celui des critiques précédentes ; ainsi on peut lire dans son numéro d'août : « ... Nous rendons le même hommage aux intentions et aux talents de l'auteur des *Principes et Observations économiques*. La critique très proluxe qu'il a faite des ouvrages de nos maîtres aurait pu être plus ménagée ; son texte et ses notes n'y perdraient rien du côté de la Doctrine, quand même on en retrancherait des personnalités et des expressions offensantes ; mais tout le monde sait qu'il faut faire grâce aux vivacités qui s'échappent dans le feu de la dispute. Nous tâcherons de ne pas user de représailles ; car il est dans nos principes de n'en jamais admettre. Nous espérons que cet auteur ne nous saura pas mauvais gré de faire l'apologie de nos maîtres, avec tout le zèle possible pour la vérité, mais avec toute la modération nécessaire dans les

(1) Numéro du 15 août 1767, tome X, pages 57-101. *Lettre de M. A B C D etc.*

termes. Ce n'est sûrement pas *l'offenser* que de répondre à ses objections, d'éclaircir ses difficultés, de justifier la Science et les Auteurs, contre les reproches qu'il a cru devoir leur faire. Ceci n'est pas une *attaque*, c'est une défense légitime : *Pro aris et pro focis* ». Les *Éphémérides* protestent ensuite contre les accusations formulées envers elles, d'avoir calomnié l'auteur des *Éléments du Commerce* et des *Observations économiques*, ainsi que la profession des marchands.

M. de Butré, des Sociétés royales d'agriculture de Paris et d'Orléans, dans une *Apologie de la science économique sur la distinction entre la grande et la petite culture* (1), voulut aussi répondre aux critiques de Fortbonnais. Dans l'avertissement qui précède sa détermination de la petite et de la grande culture, il développe ainsi son projet de défense : « L'auteur d'un ouvrage intitulé *Principes et Observations économiques* a fait une vive et longue critique des principes établis par l'auteur du *Tableau économique* dans les articles *Grains* et *Fermiers* de l'Encyclopédie, j'espère la réfuter complètement par mes *observations* et mes calculs. Je commence par rendre compte de *faits* tels que je les ai vus et vérifiés, tant par rapport à la grande, qu'à la petite culture. Après avoir posé cette base, je reprendrai les objections de M. de F. , et j'y répondrai article par article, d'une manière qui ne laissera nul doute dans l'esprit des lecteurs, et qui satisfera peut-être le censeur lui-même et ses partisans, si c'est, comme je le crois, la *vérité* qu'ils cherchent, et le zèle seul du bien public qui les anime ». Cet auteur ne tint pas ses promesses, il continua bien à parler de la petite et de la grande culture, en déclarant que la grande culture était supérieure à la petite comme résultats, mais il n'écrivit aucune réponse à Fortbonnais, et ne fit même aucune autre allusion à ses théories.

(1) Publiée dans le tome IX des *Éphémérides*, septembre 1767.

Toutefois, dans le même numéro de septembre les *Éphémérides* recommencent leurs attaques contre Fortbonnais pour la défense de la *Science économique*, elles en prennent pour prétexte une nouvelle édition des *Éléments du Commerce*, publiée en cette année 1767. Elles cherchent, en critiquant la première œuvre de Fortbonnais, à y trouver des preuves pour combattre les *Principes et Observations*. Voici en quels termes elles analysent et discutent les théories, les affirmations et les sentiments qui ont guidé Fortbonnais : « L'ouvrage que nous allons critiquer est un de ceux qui ont eu le plus grand succès avant la découverte des vrais principes de la *Science économique* ; il est certain qu'il le méritait, puisqu'on y trouve exposés avec beaucoup d'ordre et de clarté, les systèmes regardés alors, presque universellement, comme la base de la politique ; systèmes non seulement consacrés par l'autorité de plusieurs écrivains très illustres, mais même confirmés, en apparence, par une longue et heureuse expérience de plusieurs nations fameuses parmi les anciennes et les modernes.

« La doctrine économique en réduisant toutes les spéculations à l'exposé simple et naïf de *l'ordre physique* essentiel et inaltérable, à cause de grandes révolutions dans les idées politiques, et les principes si bien développés dans les *Éléments du Commerce*, se trouvent compris dans la foule de ceux que l'évidence de l'ordre oblige à réformer.

« La gloire de l'auteur ne doit point souffrir de cet événement inespéré. Il lui restera toujours le mérite d'avoir brillé aux premiers rangs, sous le règne des *opinions*. Il ne tiendrait qu'à lui de mettre le comble à cette réputation bien acquise, en faisant usage de son zèle en faveur de la *Science*, en consacrant ses talents à l'exposition du petit nombre de principes simples, féconds et salutaires qu'elle renferme ».

Tout en reconnaissant la « réputation bien acquise » de

Fortbonnais, ainsi que ses talents, les *Éphémérides* le critiquent de ne s'être pas incliné sans protestations sous les nouvelles lois économiques ; puis, faisant allusion au genre de vie qu'a mené Fortbonnais dans les différentes périodes de son existence, elles cherchent à insinuer que les théories de notre auteur sont superficielles et dénuées de toute influence pratique ; c'est donc à tort qu'elles écrivent pour la défense de la science économique :

« Après avoir fait tous ses efforts pour la détruire dans les *Principes et Observations économiques*, ce même auteur doit sentir aujourd'hui, combien il est différent de combattre des préjugés isolés, et des erreurs accumulées sans ordre, ou d'attaquer un *Corps de doctrine* fondé sur la simple observation d'une *Loi physique*, et composé des conséquences qui en résultent invariablement et nécessairement.

« Plein, comme il l'était, des anciens systèmes enfantés par l'imagination des hommes, il devait avoir plus de peine à prendre pour unique guide la nature dans toute sa simplicité. Accoutumé par l'exercice même des emplois, à voir la politique, ses fondements et ses ressorts, dans les grands ateliers des fabricants, dans les comptoirs des négociants, dans les ports et dans les flottes, dans les négociations et les traités, dans les cabinets des ministres et dans les lois des souverains, pouvait-il aisément se persuader qu'il n'en avait jamais trouvé dans ces lieux que le phantôme ; qu'il en fallait chercher la réalité dans nos campagnes ; qu'il trouverait la vraie politique, tristement assise à côté des faibles restes de nos *Laboureurs*, autour de leurs foyers rustiques, et qu'il la trouverait si différente de celle qu'il avait vue dans les cours, dans les villes et dans les livres ? »

Il est inutile de rappeler, contre cette critique, que Fortbonnais connaissait la vie de la campagne, et que ce n'était pas d'après les livres seulement qu'il pouvait en parler, mais au contraire, d'après son expérience personnelle.

En 1768 Fortbonnais mit encore au jour une nouvelle

étude, ayant pour titre : *Examen du livre intitulé : Principes sur la liberté du commerce des grains*. Elle parut sans nom d'auteur, dans le supplément d'août 1768 du *Journal d'Agriculture* (1). Fortbonnais l'a certainement écrite, car son père, Véron du Veiger, en a donné connaissance à la Société d'Agriculture du Mans (2), en signalant le *Journal d'Agriculture* du mois d'août, qui contenait en supplément un « ouvrage de M. de Fortbonnais, associé de ce bureau, sur une matière très importante, c'est-à-dire la réponse à la brochure de M. Abeille, qui tend à persuader au gouvernement la nécessité de proscrire la prohibition imposée à la libre exportation des grains par l'édit de juillet 1764, que beaucoup de citoyens avaient déjà trouvée trop forte pour le principe de l'exportation, mais qui dans les circonstances présentes de la modicité des récoltes dans plusieurs provinces de l'intérieur, laquelle alarme les esprits, semblerait encore mériter davantage les attentions et la prudence du gouvernement à tout événement ; ce dernier ouvrage a paru faire pencher le public du côté de la prohibition ordonnée, et militer contre l'exportation illimitée conforme au système des nouveaux économistes ».

Dix années avant la publication de cet Examen des Principes d'Abeille, Fortbonnais avait déjà écrit un mémoire sur la police des grains, qu'il avait adressé à un ministre le 8 août 1758, mais qui resta inédit (3). On y retrouve les mêmes principes, établis sur les mêmes bases comme dans les *Éléments du Commerce* ; Fortbonnais avait donc déjà étudié la question quand parurent en juillet 1768 les *Principes sur la liberté du Commerce* écrits par Abeille. Fortbonnais combat la liberté absolue de l'exportation des grains ; il demande qu'elle soit modérée par un taux prohi-

(1) Bibl. nat. S 19.459. 144 pages in-12.

(2) Archives de la Société d'Agriculture. Registres des délibérations, C, page 117, séance du 6 septembre 1768.

(3) Bibl. nat., ms. fd. fr. n° 11.347.

bitif, mais aussi il condamne le désir exagéré de faire hausser le prix des grains et il désire que l'on facilite l'importation en cas de besoin. Il discute, point par point, les principes d'Abeille en faveur de la liberté absolue et illimitée du commerce des grains ; il reconnaît que ces principes sont exposés avec autant de force que de clarté, mais il doute qu'ils soient tous rigoureusement exacts, et il estime que si l'on ne peut refuser son consentement à quelques-uns d'entre eux, on ne peut pas pour cela en déduire nécessairement l'application d'une liberté illimitée.

Abeille prétend que « rien ne porte à penser qu'il y ait quelque différence entre le commerce des grains, considéré comme commerce, et celui de toute autre denrée ». Fortbonnais n'admet pas ce principe et juge que « l'opération du commerce des grains a des différences essentielles avec l'opération du commerce de toutes les autres denrées Il est évident à tous qu'on peut rigoureusement se passer des autres denrées, ou les remplacer si leur prix surpasse les facultés du consommateur ; c'est ce qui ne peut se pratiquer à l'égard des grains et substances farineuses exclusivement propres à la nourriture des hommes » (1). Une administration sage doit donc assurer non seulement un approvisionnement égal à la consommation, mais encore un excédent considérable en cas d'accident ; il est aussi indispensable que les grains soient vendus au dehors, lorsque la consommation nationale ne suffit pas à employer la production du pays. « Cette liberté est une condition tacite de la culture, aussi réciproquement utile au consommateur et au vendeur que la liberté de ce commerce dans l'intérieur. Mais dès que la nation est en état de payer seule utilement la totalité de la production, la préférence lui est due ; tel est le motif des restrictions apportées à cette liberté extérieure, et de la fixation d'un prix prohibitif de la sortie » (2).

(1) Pages 10-11.

(2) Pages 15-16.

Pour établir ce prix, Fortbonnais explique que ce n'est pas seulement le prix momentané des blés, en raison des quantités existantes et demandées, qu'il faut connaître, mais aussi le prix au-dessous duquel ils ne doivent jamais descendre, pour conserver à la culture son utilité, et celui qu'il est à propos de ne pas excéder dans l'ordre ordinaire et variable des récoltes, afin que le travail puisse toujours payer la subsistance (1).

Pour remédier aux disettes imprévues il demande l'installation, dans certains ports déterminés, de magasins où les blés seraient tenus en réserve ; il demande aussi le perfectionnement de la circulation intérieure pour les transports. « Quoique les grandes routes, dit-il (2), aient prodigieusement accru les communications, on manque encore en divers pays de chaussées principales ou d'embranchements essentiels. Partout les chemins de traverse sont impraticables pendant six mois de l'année pour les voitures, faute de largeur suffisante, de fossés inférieurs aux chemins pour les égoutter, et d'air pour les sécher ».

En terminant il résume son opinion sur les divers systèmes économiques, qui servent de base aux argumentations mises en avant pour la défense du peuple et le prix des grains. « Il est des personnes, écrit-il (3), bien intentionnées et remplies de lumières d'ailleurs, qui, laissant de côté l'intérêt de la production et les vues de politique extérieure, ne sont frappées que du besoin des pauvres, et se persuadent que le bas prix des subsistances est le plus grand intérêt de l'humanité. Elles ne font pas attention que ce qu'elles semblent accorder à un sentiment si noble et si doux envers une partie du peuple, elles le refusent à une autre partie, qui mérite d'autant plus de ses semblables, qu'elle se rend utile par des travaux assidus et bienfaisants,

(1) Page 84.

(2) Page 103.

(3) Page 140.

sans lesquels il n'y aurait point de riches en état de secourir les pauvres ». Les constitutions des grands États de l'Europe ont fourni des moyens sûrs pour maintenir les habitants dans l'aisance, l'ordre et la subordination. « Partout l'homme capable de travail est assuré de trouver un salaire, et celui que l'âge ou les infirmités y rendent inhabile, est assuré de trouver des asiles dotés et entretenus par le public, qui doivent leur être exclusivement destinés... La seule chose que le gouvernement ait à faire, pour maintenir cette harmonie, est de prévenir les circonstances où le travail ne payerait pas la subsistance. L'humanité n'exige pas davantage, parce que nul n'a droit d'exiger d'un autre plus qu'il n'est disposé à faire pour lui » (1).

Après la publication de son *Examen des Principes de la liberté du commerce des grains*, Fortbonnais laissa s'écouler plus de vingt années sans faire imprimer aucun nouveau travail. Il le reconnaît lui-même dans la préface qu'il inséra en tête de son *Prospectus sur les finances*, et qu'il publia en 1789. Il explique ainsi à ses concitoyens les raisons de sa conduite : « Honorables et vertueux citoyens, les travaux de ma jeunesse éprouvèrent votre indulgence. Depuis longues années les circonstances et une pente naturelle m'ont conduit à garder le silence ; mais je cède aux conseils des amis qui me font un devoir d'offrir à votre censure, en ce moment de calamité publique, le résultat de mes réflexions et de mon expérience. Je le fais avec assez de dévouement pour mettre toute autre considération à l'écart ». Ce mémoire a constitué une petite brochure (2) de vingt pages in-12, ayant pour titre exact : *Prospectus sur les finances, dédié aux bons citoyens* (3) par M. de Forbonnais, à Paris,

(1) Page 143.

(2) Bibliothèque historique de la ville de Paris, n° 602.645.

(3) Tous les bibliographes qui ont annoncé cette publication ont remplacé les termes *aux bons citoyens* par les mots *aux bons Français* ; ce qui prouve une fois de plus, qu'ils se sont tous copiés les uns après les autres, sans rien vérifier sur les textes originaux.

chez le Jay fils, libraire, rue de l'Échelle-Saint-Honoré, 1789.

L'auteur y constate la mauvaise situation financière de cette époque ; pour y remédier il conseille de « changer le genre et le nom des impositions, et les écarter de ceux qui les payaient, sans écraser les autres ». Il s'oppose à toute imposition personnelle parce qu'elle est indispensablement arbitraire. Il combat les inquisitions fiscales, parce que rien n'est plus redouté du contribuable que les inquisitions qui « obligent de montrer ce qu'on appelle vulgairement le fond du sac ». Il demande aussi que l'on prenne immédiatement toutes les mesures nécessaires pour combler les dettes du pays, mais sans établir le cours forcé du papier-monnaie.

L'année suivante parut encore une petite brochure de douze pages in-12, sous ce titre : *Observations succinctes sur l'émission de deux milliards d'assignats territoriaux avec un cours forcé de monnaie, par M. de Forbonnais* (1). L'auteur est hostile au cours forcé et s'appuie sur les mêmes bases que celles qu'il a développées à ce sujet dans ses *Principes et Observations économiques*, particulièrement dans leur dernière édition. A cette époque Forbonnais était rentré à Paris et prenait part à toutes les réunions du comité des Finances (2). Il traita aussi cette question de l'*Emprunt forcé* dans le journal *L'Historien* (3), sous la signature d'*Un Vieillard qui fut écouté dans sa jeunesse* ; pendant environ six mois il écrivit dans ce journal divers articles dans lesquels il étudiait et critiquait la statistique monétaire, les prix des ventes des produits agricoles comparés à ceux de 1789, le paiement des rentes et les droits des rentiers. Il se plaignait du manque d'efforts de ceux qui

(1) Bibl. nat., L b/39 4058.

(2) « M. de Forbonnais arrive de sa retraite et est exact à ce comité... Il va paraître un mémoire de lui sur le taux trop fort de nos écus... » Lettre de René Maupetit, du 13 octobre 1790. *Bulletin historique de la Mayenne*, t. XXII, p. 71.

(3) Tome II, n° 44, p. 49-51, 14 nivôse an IV (4 janvier 1796).

gouvernement, de leur inaction et il se montrait sans espoir pour une prochaine amélioration de la vie générale.

A cette époque Fortbonnais se montre découragé par le désordre financier; cependant il ne cesse pas d'étudier les questions de finances et jusqu'aux derniers jours de sa vie il cherchera les moyens de rétablir la prospérité. C'est ainsi qu'il présenta deux rapports à l'Institut, dont il était membre. Le premier, ayant pour titre *Mémoire sur le genre des Questions dont la science de l'économie politique comporte la solution exacte*, était une réponse à la question soumise à ses membres par l'Institut: « Convient-il à une République d'emprunter et à quel taux? » Sans donner de solution précise, Fortbonnais paraît favorable à l'emprunt. Dans sa séance du 17 ventôse an VIII (8 mars 1800), l'Institut accepta ce rapport qui fut publié dans le tome III de ses Mémoires, section des sciences morales et politiques (1). Le second rapport était intitulé: *Analyse des Principes sur la circulation des denrées et l'influence du numéraire sur cette circulation*; lu le 27 prairial an VIII (16 juin 1800), il fut approuvé par l'Institut qui en ordonna l'impression (2). Fortbonnais a donc écrit sur les finances jusqu'aux derniers jours de sa vie, puisqu'il est mort le 3^e jour complémentaire de l'an VIII (20 septembre 1800), après avoir, pendant de longues années, travaillé avec tant d'activité et de cœur pour le progrès de sa patrie.

Son éloge, inséré dans les *Mémoires de l'Institut*, résume ainsi sa vie, ses actes et ses œuvres :

« Forbonnais fut l'un des premiers hommes qui appelèrent l'attention des Français sur toutes les branches de l'économie politique. Il écrivit sur les finances parce qu'il voyait avec une douleur vertueuse arracher des mains du laboureur des richesses destinées à reproduire d'autres

(1) Tome III, p. 481 ; 10 pages in-4^e. Bibl. Mazarine, 18.696

(2) Il parut en l'an VIII, à Paris, chez Devaux, en un volume in-12.

richesses, et le pauvre, écrasé déjà sous le poids du travail, obligé de porter encore le fardeau de l'homme opulent. Il voulut simplifier l'impôt pour le rendre moins onéreux ; il aurait voulu même le réduire à l'unité ; projet spécieux, mais qui ferait peser trop lourdement l'impôt sur les uns, tandis que les autres n'en seraient pas même légèrement atteints, et qui par conséquent serait loin de satisfaire au principe de l'auteur, qui établit que la force d'un empire consiste à n'imposer que le superflu. Et comment par un moyen unique atteindrait-on le superflu de tant de gens qui en ont beaucoup et dont l'adresse anti-sociale sait imaginer tant de moyens pour persuader qu'ils n'ont pas même le nécessaire ? Forbonnais a écrit sur le Commerce, sur la Marine, sur la Monnaie, sur l'Agriculture, sur la Législation, sur la Diplomatie. Il embrassait par la pensée toute la sphère de l'utilité publique. Partout il montre un esprit sage, partout on le voit animé de l'amour du bien. Ses chefs-d'œuvre sont ses *Éléments du Commerce* et ses *Recherches* sur les *Finances françaises*. Il a laissé un grand nombre d'ouvrages manuscrits. Quand il eut part à l'administration, il fut juste, sévère, incorruptible ; dans sa vie privée il fut sage, humain et bienfaisant. »

GABRIEL FLEURY.

CHRONIQUE

Depuis la publication de la dernière livraison a été admis, comme membre titulaire de la Société :

M. GRAFFIN (Xavier), rue Albert-Maignan, 6, au Mans, et château de la Roche, par Mayet (Sarthe).

Par suite d'une omission typographique et d'un manque de renseignements presque inévitable la première année, le nouveau signe indicatif de la médaille commémorative de 1870-71 a été oublié, dans la liste générale des membres de la Société, au nom de M. de COURDOUX et au nom de M. le chanoine DUMAINE, vicaire-général de Séez.

Nous tenons d'autant plus à réparer spontanément ces omissions que M. de Courdoux, engagé aux *Volontaires de l'Ouest* avant l'âge de l'appel, a pris part à l'héroïque charge de Loigny et compte aujourd'hui, au Mans, parmi les représentants les plus autorisés de la vaillante Légion de Charette.

Nous réparerons avec le même empressement les autres omissions que nos confrères voudraient bien nous signaler. Par le fait seul que la médaille de 1870-71 indique une part active prise à la défense nationale, elle est une distinction des plus honorables dont il est juste et salutaire d'offrir l'exemple aux jeunes générations.

Extrait du registre des délibérations du Bureau

Le jeudi 19 mars 1914, à trois heures de l'après-midi, le Bureau de la Société historique et archéologique du Maine s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, Maison dite de la Reine Bérengère.

Étaient présents, MM. Robert Triger, président ; marquis

de Beauchesne, vice-président ; Paul Brindeau, secrétaire honoraire ; E. de Loria et R. de Linière, secrétaires ; A. Mautouchet, trésorier ; X. Gasnos, bibliothécaire-archiviste.

Absent et excusé, M. l'abbé Patard.

Le Président informe le Bureau qu'ayant exprimé récemment à M. Gustave Singher le désir de la Société de posséder, dans sa nouvelle salle de réception, un portrait de M. Adolphe Singher, M. Gustave Singher vient de lui faire remettre, pour la Société, un superbe portrait de son regretté père, peint par M. Lionel Royer.

Il donne lecture de la lettre suivante qui accompagnait l'envoi.

Le 16 mars 1914.

Cher Monsieur,

Permettez-moi d'offrir à la Société ce portrait de mon regretté père, dû au pinceau de notre artiste manceau, Lionel Royer.

Vous savez, cher Monsieur, combien mon père aimait votre vaillante Société et dans quelle sympathie il tenait son Président.

Je suis certain que, d'en haut, il sera heureux de voir ce que je fais.

Croyez, etc.

G. SINGHER.

Vivement touché d'un don aussi généreux et aussi précieux, qui lui permet d'affirmer son inaltérable gratitude pour M. Adolphe Singher et lui apporte en termes si sympathiques une œuvre de haute valeur artistique, signée du peintre manceau le plus célèbre actuellement, membre de la Société, le Bureau prie M. et M^{me} Gustave Singher d'agréer l'expression de ses très sincères remerciements et de la reconnaissance de la Société tout entière.

Il décide que le portrait occupera dans la grande salle de réception la place d'honneur, au-dessus de la cheminée, et qu'au-dessous, il sera fixé une plaque gravée sur cuivre avec cette inscription :

ADOLPHE SINGHER
1836 - 1910
RESTAURATION DE LA MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE,
INSTALLATION DANS CETTE MAISON
DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU MAINE
1891 - 1910
(DON DE M. G. SINGHER A LA SOCIÉTÉ)

Le Bureau décide en outre que la présente délibération sera publiée dans le prochain numéro de la *Revue* et qu'une expédition en sera immédiatement adressée à M. Gustave Singher.

D'après l'accord conclu entre le Président et M. G. Singher, il est expressément stipulé, comme condition du don, qu'en cas de dissolution de la Société, le portrait reviendrait aux donateurs ou à leurs enfants.

Pour extrait conforme,
Le secrétaire,
Raoul de LINIÈRE.

Postérieurement à cette séance du Bureau qui n'a pu, dès lors, en faire mention dans sa délibération, un autre don, précieux lui aussi, a été fait à la Société. M. et M^{me} Bayard de la Vingtrie ont bien voulu répondre à notre pensée en nous envoyant, pour la nouvelle salle de réception, une charmante aquarelle de leur oncle, M. Georges de Grandval, notre si aimé et si regretté confrère.

Œuvre d'un aquarelliste de talent très hautement appré-

cié, cette aquarelle représente une gerbe de fleurs d'un très joli effet, appuyée de deux vieux livres à reliures en parchemin, qui symbolisent fort heureusement nos études.

Nous prions M. et M^{me} Bayard de la Vingtrie d'agréer les plus vifs remerciements de la Société pour cet aimable envoi qui fera mieux vivre encore parmi nous le souvenir de l'excellent ami que fut pour la Société le chevalier Georges de Grandval.

Encouragé par ces dons, nous poursuivons activement, en ce moment, l'aménagement de la nouvelle salle du rez-de-chaussée de l'annexe occupée par la Société, et qui servira désormais aux réunions générales et aux réceptions.

Avec l'entière approbation du Bureau, nous nous efforçons d'y créer une sorte de musée spécial à la Société, musée destiné à mettre en relief, par une exposition de plans et dessins, les principaux travaux archéologiques de la Société depuis vingt ans, et les œuvres les plus intéressantes des artistes et dessinateurs collaborateurs de la *Revue*.

Dans le premier genre, par exemple, prendront place nos reconstitutions archéologiques de l'enceinte gallo-romaine, de l'Hôtel de Ville, de l'ancienne église Saint-Benoît, de l'abbaye Saint-Vincent, de la rue du Pilier-Rouge ; nos études de topographie historique sur l'ancienne place des Halles, la place des Jacobins, la place de l'Éperon ; la reconstitution de l'ancienne église de Saint-Pavin, par M. J. Chappée ; les plans et dessins de M. Lefèvre-Pontalis sur le château de Lassay ; de M. de Lorière sur Asnières, et nos relevés de la ville et du château de Sainte-Suzanne.

Dans le second, des dessins archéologiques de MM. G. Bouet, M. Dessertenne, P. Verdier, G. de Cordoue, A. Crétois, etc. (églises et manoirs).

En s'ajoutant aux remarquables cartons de la *Vie de Jeanne d'Arc*, de M. Lionel Royer, à la charmante aquarelle

de M. de Grandval, à un superbe portrait de M^{sr} de Tressan et à l'une des premières lithographies de la Maison de la Reine Bérengère, offerts par M. Mautouchet, à la très curieuse image *russe* de saint Julien, évêque du Mans, ces plans et dessins formeront un ensemble déjà digne de quelque attention. Ils prouveront au moins que la Société archéologique du Maine n'a laissé s'effectuer aucune des transformations modernes du Mans sans conserver soigneusement le souvenir de l'état ancien.

Avec le temps — si nos confrères veulent bien encourager la pensée par de nouveaux dons — il nous est permis d'espérer que ce musée spécial prendra une importance de plus en plus grande et pourra offrir aux travailleurs des œuvres originales ou des documents qu'on ne rencontrera nulle part ailleurs.

De son côté, la municipalité du Mans vient de faire commencer les réparations et modifications exigées par la prochaine installation, dans la Maison particulièrement dite de la Reine Bérengère, du nouveau *Musée de l'ameublement, des tapisseries, faïences et ferronnerie*, dont l'aménagement va être poussé activement dans quelques semaines.

A cette occasion, M. le Maire du Mans vient de compléter les Commissions des Musées, et dans celle du Musée archéologique il a bien voulu faire entrer deux membres de notre Société, qui avaient, certes, des titres tout particuliers à cette nomination : M. Paul Brindeau, ancien archiviste-adjoint de la Sarthe, notre dévoué secrétaire honoraire, et M. Lucien Lécureux, ancien élève de l'École des Chartes, professeur au Lycée du Mans, auteur de remarquables études sur les anciennes peintures murales de la région.

Non seulement M. Brindeau est depuis longtemps connu pour son goût artistique, mais il nous permettra bien de rappeler, à l'appui du choix dont il vient d'être l'objet, qu'il

a rendu un *très grand* service artistique à la Ville du Mans. Le premier, dès 1871, il faisait connaître le document authentique qui justifie l'attribution *certaine* à Germain Pilon de la célèbre Vierge en marbre de la Couture, et il donnait ainsi à cette statue une valeur dont la Ville du Mans est maintenant justement fière.

Ainsi que nous l'annoncions à la dernière heure, dans la précédente Chronique, notre Société a eu le très vif regret de perdre, le 5 mars, l'un de ses membres les plus éminents, M. le général de division baron de Verdière, grand-officier de la Légion d'honneur, décédé à Saint-Cloud, dans sa 85^e année.

Fils et petit-fils de généraux, le général de Verdière appartenait à l'ancien corps d'état-major. Il avait été quelques mois, en 1848, officier d'ordonnance de Lamartine, puis sous l'Empire, pendant de longues années, aide de camp du général Fleury, qu'il avait accompagné à l'ambassade de Saint-Petersbourg. En 1870, il s'était particulièrement distingué à l'armée de l'Est, aux batailles de Beaune-la-Rolande et de Villersexel. Arrivé au Mans en 1876 avec la 7^e division, il était devenu successivement sous-chef et chef d'état-major du 4^e corps, et avait achevé sa brillante carrière, en 1894, comme général de division, président du comité technique d'état-major, fonction qui lui donnait droit à la plume blanche des commandants de corps d'armée.

Il ne nous appartient pas de refaire ici l'éloge du chef très brillant et très aimé que fut le général de Verdière, de rappeler la popularité si justifiée dont il jouissait au Mans, sa grande obligeance pour tous, sa charité toute chrétienne, et son attachement à ses croyances religieuses. Mais on nous permettra de dire plus spécialement qu'il était un causeur charmant, un conteur des plus intéressants, connaissant à fond les hommes et les événements de son temps,

les jugeant toujours avec indulgence et avec un patriotisme désintéressé. Nous souhaitons, pour l'histoire contemporaine à laquelle il a été si intimement mêlé, que le général de Verdière ait laissé des *Mémoires* qui nous fassent, un jour, revivre les si agréables moments où il voulait bien évoquer, devant nous, avec un charme inoubliable, les souvenirs de sa jeunesse.

Très bienveillant pour tous les travailleurs, lui-même amateur d'art d'un goût délicat, le général de Verdière daignait encourager hautement, par sa sympathique adhésion, les études de notre Société sur ce pays du Maine qu'il avait si aimablement adopté. La Société historique du Maine, certes, ne sera pas ingrate et elle conservera un fidèle souvenir de respectueuse et vive gratitude au regretté général qu'elle était si fière de compter au nombre de ses membres.

A la dernière heure, nous apprenons que par Arrêté du 22 avril, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts a bien voulu accorder à la Société historique et archéologique du Maine une subvention de **1000 francs**, à titre d'encouragement pour ses travaux en 1914 (*publication du Cartulaire de Saint-Vincent du Mans*).

Tous nos confrères accueilleront avec la même gratitude que les Membres du Bureau la nouvelle de cette généreuse subvention, qui aidera si heureusement la Société à supporter les frais considérables du *Cartulaire de Saint-Vincent*, et qui témoigne hautement de la valeur scientifique dès maintenant reconnue à la savante publication de M. le V^{te} d'Elbenne.

ROBERT TRIGER.

REVUE
HISTORIQUE ET ARCHEOLOGIQUE
DU MAINE

TOME LXXV. — TROISIÈME LIVRAISON

ANNÉE 1914. — PREMIER SEMESTRE



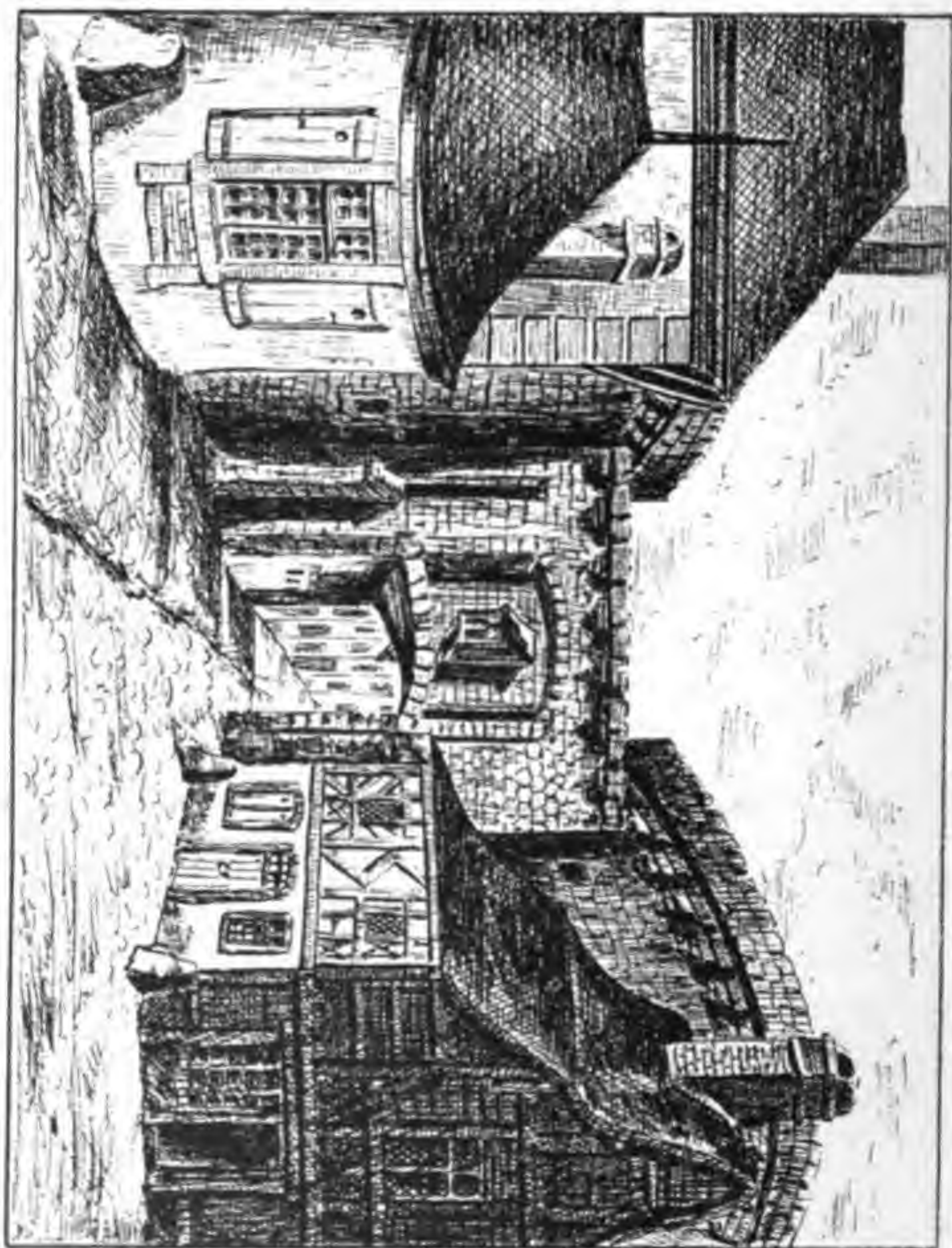
AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE
AU MANS

MAMERS	LE MANS
IMPRIMERIE FLEURY	A. DE SAINT-DENIS
28, Place de la République.	Libraire, Place Saint-Nicolas.

1914

SOMMAIRE
DE LA
TROISIÈME LIVRAISON DE 1914

- 1^{re} LES FORTIFICATIONS DU MANS : LA PORTE DU CHATEAU,
par M. Robert TRIGER. Page 249
- 2^{re} LA PAROISSE DE FIRMIL, *(fin)*, par MM. le chanoine
FROGER et l'abbé H. DEVAUX. Page 275
- 3^{re} ANGERS CONTRE LE MANS, par l'abbé UZUREAU. Page 296
- 4^{re} NOS PRÊTRES NOYÉS A NANTES, par l'abbé Louis CALEN-
DINI. Page 306
- 5^{re} CHRONIQUE : Don de M. Rondeau du Noyer au nouveau
musée de la Société. — Congrès archéologique de
Bretagne : médailles décernées à MM. Legué, ancien
maire du Mans, Aveneau de la Grancière et Lécu-
reux. Page 348
- 6^{re} TABLE DES MATIÈRES DU LXXV^e VOLUME. Page 351
-



LA PORTE DU CHATEAU EN 1840
D'après un dessin de la collection Singher.



LES FORTIFICATIONS DU MANS

LA PORTE DU CHATEAU

Depuis bientôt soixante ans, les fortifications du Mans, ou plutôt les diverses enceintes qui protégèrent jadis la ville, ont fait l'objet de nombreuses études. Eugène Hucher, l'abbé Robert Charles et M. Gabriel Fleury, notamment, leur ont consacré d'excellents articles et sont parvenus à en reconstituer les lignes essentielles (1).

Nous nous garderons, dans cette courte note, de revenir sur ces travaux qui font autorité ; nous nous proposons modestement de préciser un point de détail, en faisant mieux connaître la porte de ville dite *Porte du Château*, construite au commencement du XV^e siècle.

De la fin du III^e siècle jusqu'à l'époque de Guillaume le Conquérant, le front nord de la cité fut, comme on le sait, défendu par la seule enceinte gallo-romaine que renforçaient de ce côté quatre tours rondes, dites postérieurement

(1) E. Hucher, *Etudes sur les monuments de la Sarthe, les anciennes enceintes du Mans*, Le Mans, 1856. — L'abbé Robert Charles, *L'Enceinte gallo-romaine du Mans*, extrait de la *Revue hist. et arch. du Maine*, 1881. — G. Fleury, *La tour Orbrindelle et le Mont-Barbet*, *ibid.*, 1891. — V. en outre, l'abbé Voisin, *Le Mans à tous ses âges*, *Bulletin monumental*, 1859, et *Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe*, tomes 14, 19 et 20. — Robert Triger, *L'Enceinte gallo-romaine du Mans*, (Congrès archéologique d'Angers, 1910).

tour de l'Évêché, tour de la *Psallette*, tour *Margot* et tour du *Cavalier*. Une simple poterne semble avoir existé sur la place actuelle du Château, entre la tour *Margot* et la tour du *Cavalier* (en L, sur le plan ci-contre), alors qu'une porte beaucoup plus importante, la porte principale du nord, s'ouvrait plus bas, dans l'axe de la rue actuelle de Gourdain.

Vers la fin du XI^e siècle, afin de contenir les Manceaux de ce temps qui étaient, paraît-il, très turbulents, Guillaume le Conquérant bâtit sur l'emplacement actuel de la place du Château une énorme tour ou donjon dite *tour Orbrindelle*, plus tard le *Château*, et il l'appuie, en avant de l'enceinte, d'un vaste camp retranché sur les hauteurs du *Mont-Barbet*.

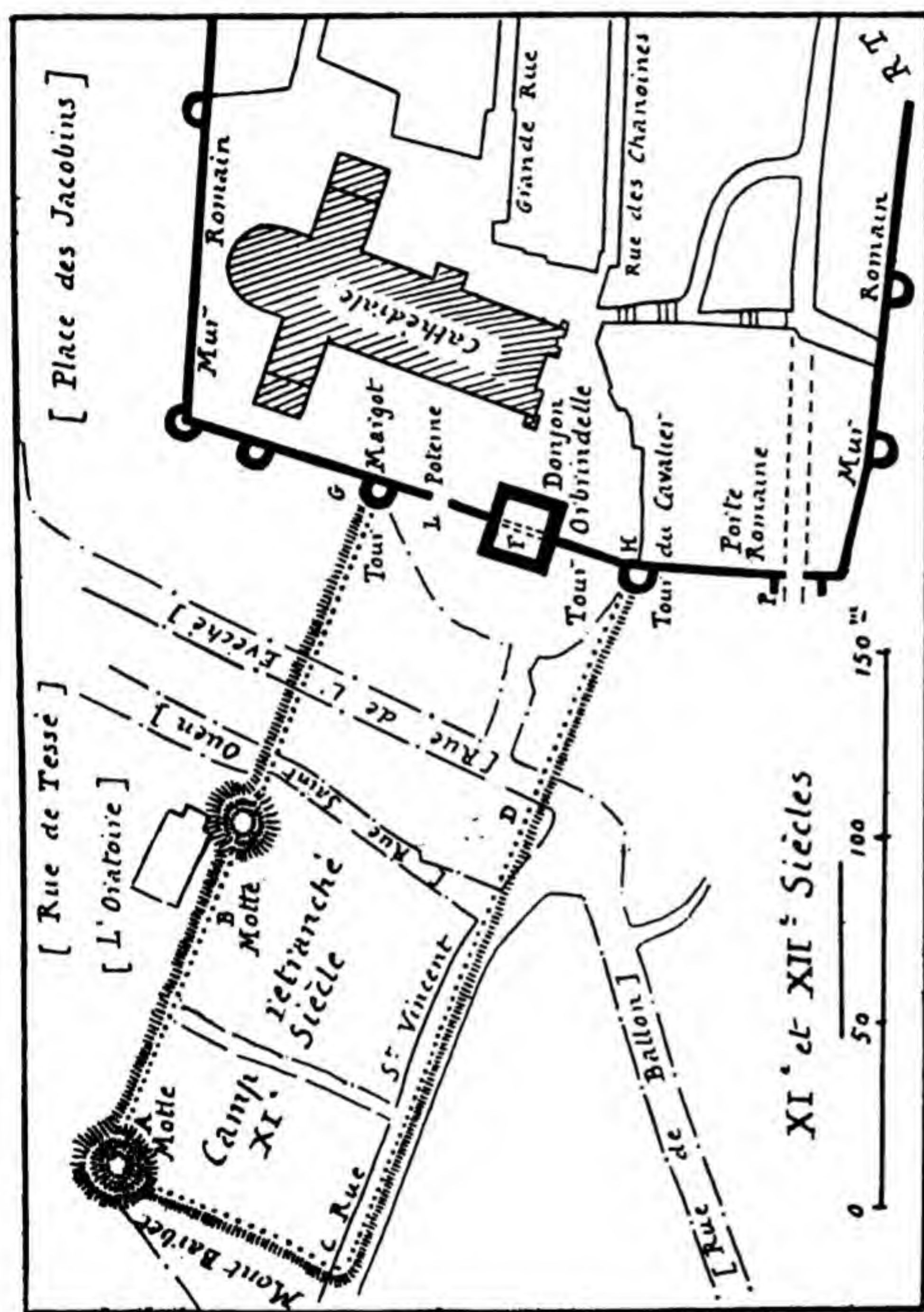
D'après les dernières études de M. Gabriel Fleury (1), la tour *Orbrindelle*, célèbre dans l'histoire militaire du Mans, était à cheval sur le mur romain et affectait la forme classique des donjons normands. Quant au camp retranché, son tracé, de forme rectangulaire, suivait à l'ouest la crête de la rue Saint-Vincent, à l'est une ligne déterminée par les deux mottes du *Mont-Barbet* (A) et de l'*Oratoire* (B) et par la tour *Margot* (G). Des talus en terre, avec palissades et fossés, en constituaient l'enceinte.

Le premier des plans ci-joints résume les recherches de M. Fleury. Il nous dispense de plus longs développements et permet suffisamment de saisir l'ensemble du système des fortifications de Guillaume le Conquérant.

Au reste, ce système de fortifications ne resta pas longtemps debout. La tour *Orbrindelle*, peu d'années après sa construction, fut rasée à hauteur des murs d'enceinte, et, dès 1138, le camp retranché du *Mont-Barbet* était abandonné.

De la moitié du XII^e siècle au début de la guerre de Cent

(1) G. Fleury, *La tour Orbrindelle et le Mont-Barbet*.



LES FORTIFICATIONS DU CHATEAU AU TEMPS DE GUILLAUME LE CONQUÉRANT

D'après le plan de M. Gabriel Fleury.

ans, la défense du front nord de la cité ne demeure donc assurée que par l'enceinte gallo-romaine et les restes, formidables encore, de la tour *Orbrindelle* ou donjon de Guillaume le Conquérant. A cette époque, la porte romaine de la rue de Gourdainne a perdu au moins toute son importance et il ne subsiste pour l'usage courant que l'ancienne poterne L, entre la tour *Margot* et la tour *Orbrindelle*. Cette ancienne poterne forme alors l'entrée principale de la cité au nord : d'un côté, elle donne accès au faubourg Saint-Vincent, de l'autre à la rue Hérault qui contourne, en dehors de la ville, l'évêché et le nouveau chœur de la cathédrale, longe les enclos des Cordeliers et des Jacobins et aboutit à la poterne de Saint-Pierre-la-Cour (1).

Cet affaiblissement relatif des défenses du nord offre au XIII^e siècle peu de danger. Les guerres avec les Normands sont désormais terminées, les temps sont plus calmes, et, à quelques centaines de mètres en avant, la grande abbaye de Saint-Vincent peut tenir lieu, au besoin, de fort détaché.

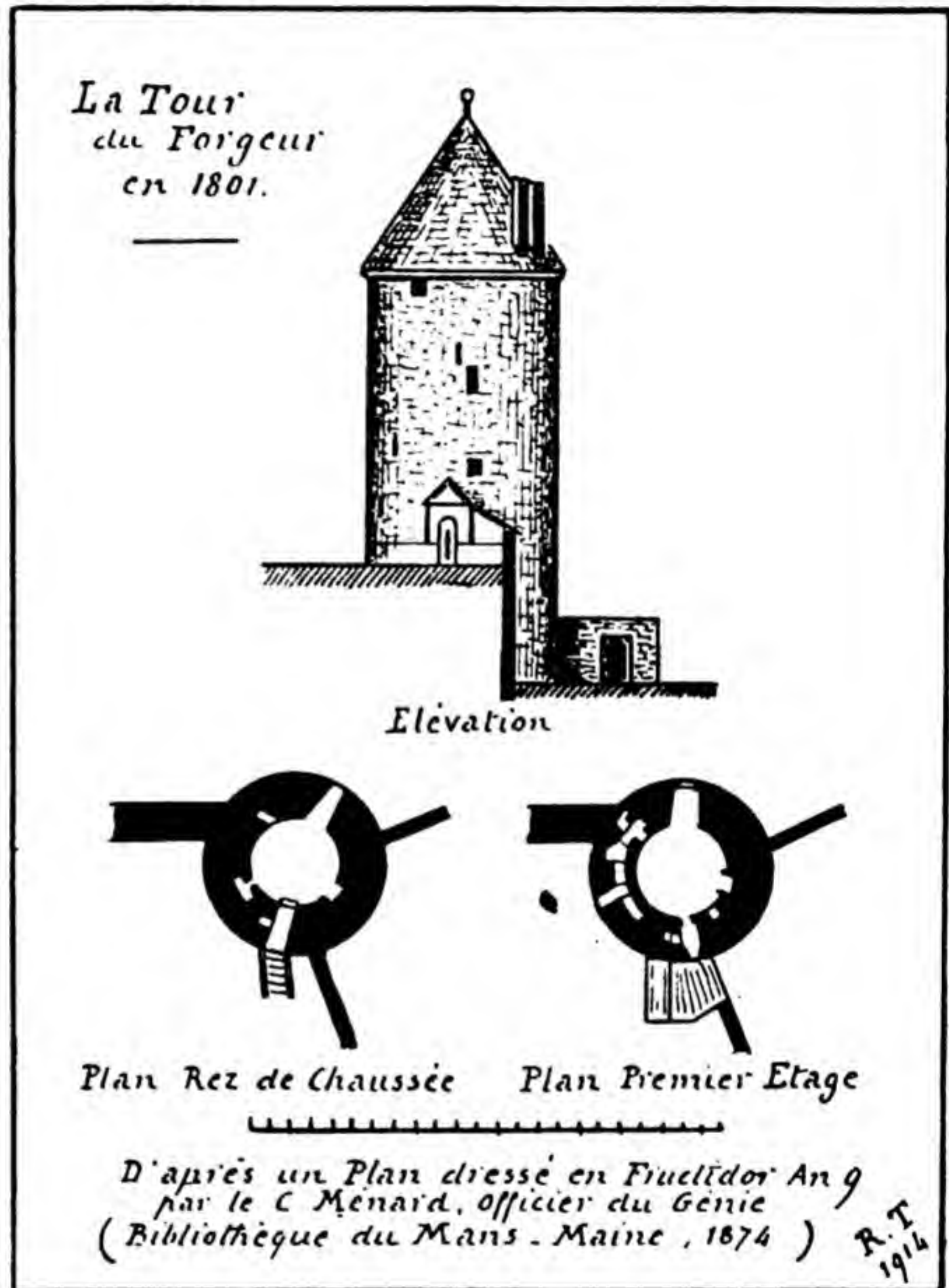
Au milieu du XIV^e siècle, les premiers événements de la guerre de Cent ans modifient brusquement la situation et font sentir aux Manceaux la nécessité de renforcer leurs fortifications. Cette nécessité s'affirme d'autant plus impérieuse que la brèche ouverte dans l'enceinte romaine pour la reconstruction du chœur de la cathédrale n'est pas encore fermée, et que, sur ce point, la ville n'est protégée que par des terrassements provisoires.

Vers 1350, semble-t-il, on commence à creuser, autour de la cathédrale et de l'évêché, des douves et des fossés qui font disparaître tout un côté de la rue Hérault (2). De 1354 à 1356, on élève, en face de l'abside de la cathédrale, une

(1) Sur la rue Hérault, voir de Lestang, *Documents topographiques sur la ville du Mans aux XIV^e et XV^e siècles*, dans le *Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe*, 1862.

(2) De 1350 à 1367, d'après E. Hucher.

tour neuve, la tour *du Forgeur*, dont la base subsiste toujours sur la place des Jacobins (1) et dont nous donnons



ici, pour la première fois, le plan et l'élévation, d'après un relevé dressé en 1801 par le génie militaire (2).

(1) A. Ledru, *Le Maine sous le règne de Jean le Bon*, dans la *Province du Maine*, de janvier 1899.

(2) Le génie avait alors le malheureux et inconcevable projet d'éta-

Soixante ans plus tard, en 1417, à la veille de la grande invasion anglaise, l'évêque Adam Chastelain complète la nouvelle enceinte dite *de l'Evêché* par la construction, à l'angle N.-E., de la tour *des Cordeliers*.

C'est, sans aucun doute, de la même époque — fin du XIV^e et commencement du XV^e siècle — que datent l'enceinte spéciale et la porte de ville dites *du Château*.

Cette enceinte spéciale *du Château*, en partie encore subsistante, se détachait du mur romain à la tour *Margot* pour le rejoindre à la tour *du Cavalier*, formant en avant de la tour *Orbrindelle*, ou *Château* proprement dit, une sorte de bastion semi-circulaire. Elle était flanquée de trois tours, la tour *du Papegay* ou de *l'Arsenal* [3], la tour *Ribandelle* [1], et la tour de *la Forteresse* [2], d'après les appellations en usage avant la Révolution (1). Entre les tours *Ribandelle* et de *la Forteresse*, fut établie une nouvelle porte de ville, la *Porte du Château* ou *Porte Saint-Vincent*.

Jusqu'ici, nous ne connaissons la date précise de construction que d'une des tours qui défendaient cette porte : 1421 (2). Mais cette date suffit pour établir l'achèvement de l'enceinte *du Château* sur l'ordre de la reine de Sicile, Yolande d'Aragon, peu de temps avant la conquête du Mans par les Anglais, en 1425. Les anciennes tours romaines dites tour *Margot* et tour *du Cavalier* durent, elles aussi, être reconstruites à cette époque, car leurs parties supé-

blir une *poudrière* dans cette tour, presque contigüe à la magnifique abside de la cathédrale !

(1) Archives de la Sarthe, B 911. *Description, devis et estimation des murs, tours, portes, etc., de la ville du Mans*, 1772.

(2) Archives de la Sarthe, G 18. — Reg. B 15, des archives du Chapitre. « 17 septembre 1421. Sur la réquisition de Pierre Bouju, lieutenant, et de Jean du Breuil, procureur de la reine de Sicile, on permet aux bouchers qui étaient à la Porte du Château où on fait une tour, d'exposer leur viande dans la place devant l'église, jusqu'à la Toussaint ».

rieures offrent des analogies évidentes avec les trois nouvelles tours et les courtines qui les relient (1).

Quoi qu'il en soit, lors du siège de 1425, le système de défense du château et de la porte de ville du même nom peut être considéré comme complet. Il comporte trois lignes distinctes :

1^o En avant, du côté du faubourg Saint-Vincent dont les fortifications accessoires viennent d'être elles-mêmes renforcées, un boulevard extérieur, avec barrières, palissades, ponts-levis et fossés.

2^o Le nouveau bastion semi-circulaire, flanqué de trois tours et dans lequel s'ouvre la nouvelle porte de ville.

3^o L'ancien donjon de Guillaume le Conquérant ou *Château*, qui sert de réduit et qui a dû être relevé à sa partie supérieure, défendu du côté de la ville par un fossé en avant du mur romain.

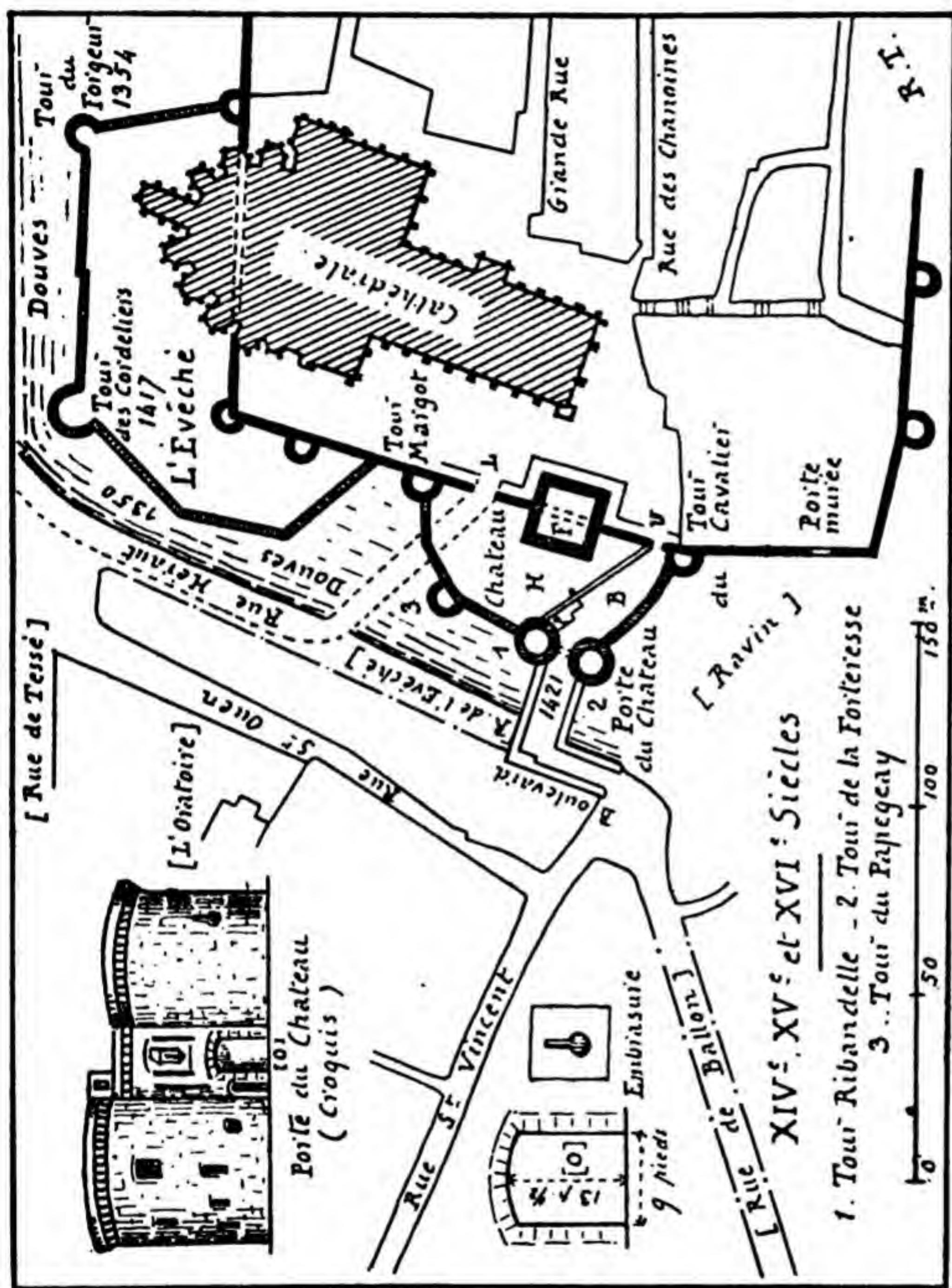
Le terrain compris entre la nouvelle enceinte, le donjon et le mur romain, est en outre coupé diagonalement par une muraille intérieure qui le divise en deux parties : la première (H) est dite *Cour haute du Château* ; la seconde (B) *Cour basse*. Chacune de ces cours communique avec la ville par une porte indépendante, L et U (2).

Le plan et le mode de construction de la nouvelle enceinte semi-circulaire que nous étudions plus spécialement, sont en tous points conformes aux règles de l'architecture militaire du commencement du XV^e siècle (3). Les tours, de forme ronde, d'environ 12 mètres de diamètre, et à plu-

(1) D'après l'abbé Voisin, des passages souterrains existeraient sous la tour *Margot*.

(2) E. Hucher, . . . *Les anciennes enceintes du Mans*. — D'après M. Landel, une galerie couverte régnait, en 1591-1593, au-dessus du mur de séparation entre les deux tours, conduisant du logement du gouverneur, situé au-dessus de la porte U, à la tour du *Papegay* ou de l'*Arsenal*.

(3) V. l'abbé R. Charles, *L'invasion anglaise dans le Maine, de 1417 à 1428*. Mamers, 1889, extrait de la *Revue hist. et arch. du Maine*.



LES FORTIFICATIONS ET LA PORTE DU CHATEAU AUX XV^e ET XVI^e SIÈCLES

sieurs étages, offraient, au rez-de-chaussée, une casemate voûtée, aménagée pour le tir du canon ; aux étages supérieurs des embrasures pour couleuvrines, à feu convergent. Leur parement était en pierres de grès, échantillonnées, avec un léger empâtement à la base. Un parapet à machicoulis les couronnait.

L'entrée qui s'ouvrait entre les deux plus grosses tours, appelées par fois tours jumelles, comportait comme toujours une porte principale, ou porte charretière, et une poterne pour les piétons.

La porte charretière, amortie en arc surbaissé, avait 9 pieds de largeur et 13 pieds 1/2 de hauteur sous cintre (1); elle se fermait au moyen d'un pont-levis à deux leviers s'encastrent dans des rainures verticales. Entre ces rainures, sous un arc supérieur, s'avancait en encorbellement une sorte de niche contenant sans doute la statue d'un des saints, protecteurs de la cité.

La poterne destinée aux piétons était, elle, beaucoup plus étroite et munie d'une simple passerelle à un seul levier. Elle donnait accès dans un petit corps de garde qui s'ouvrait en côté, sous la voûte de la porte principale, et où les arrivants devaient se faire reconnaître par la garde avant de pénétrer dans la ville.

Le château et son nouveau bastion, adapté aux progrès récents de l'artillerie, en imposèrent sans doute aux Anglais, car, au mois de juillet 1425, Salisbury dirigea de préférence son attaque contre l'enceinte de l'Évêché ; il établit ses batteries de siège dans l'enclos des Jacobins, et c'est de ce côté principalement que furent ouvertes les brèches qui entraînèrent, le 10 août, la capitulation de la ville (2).

Par contre, en 1428, l'enceinte spéciale du château et la

(1) Archives de la Sarthe, B 911.

(2) L'abbé R. Charles, *L'invasion anglaise dans le Maine*, etc.

Porte Saint-Vincent sont appelées à jouer un rôle décisif dans l'histoire du Mans.

A la fin de mai de cette année 1428, les Français, sous les ordres de leurs plus illustres capitaines, La Hire, Xaintrilles, De Bueil, Ambroise de Loré, surprennent la garnison anglaise, grâce à la complicité de quelques habitants patriotes, et parviennent à rentrer dans la Cité. Mais ils ne peuvent enlever le château. Suffolk, qui commande les Anglais, s'y retranche avec ses meilleurs soldats, Jean Winter, Jean Felawe, Richard Gildon, etc. Il s'y défend toute une journée et envoie en toute hâte un messenger à Talbot, aux environs d'Alençon, pour l'appeler à son secours.

Les Français, malheureusement, ont négligé d'investir, du côté de la campagne, la *Porte Saint-Vincent* dont Suffolk est resté maître. Tout à la joie de leur victoire, ils se sont contentés de placer une poignée d'hommes en observation devant le château, du côté de la ville.

Au lever du soleil, Talbot pénètre dans le faubourg Saint-Vincent, par la route de La Guierche, à la tête de cinq à six cents hommes d'armes. Avant que les Français, obligés de contourner l'enceinte dans sa plus grande longueur, aient eu le temps de lui en barrer l'accès, il atteint la *Porte Saint-Vincent*. Elle s'ouvre bien grande devant lui et le renfort qu'il amène si opportunément. Soutenus par ce puissant renfort, les Anglais reprennent aussitôt l'offensive, culbutent sans peine le petit poste français en observation devant le château, et quelques heures plus tard réoccupent la ville entière (1).

L'échec d'une tentative si brillamment commencée témoi-

(1) Voir A. Ledru, *Tentative des Français sur Le Mans en 1428*, dans la *Province du Maine*, janvier 1895. C'est à la suite de cette tentative malheureuse que furent décapités les trois bourgeois patriotes du Mans dont nous avons le vif regret de ne pouvoir, ni les uns ni les autres, retrouver les noms.

gnait trop bien pour la cause nationale de la valeur militaire des fortifications du château au XV^e siècle.

Pendant plus de cent soixante ans encore, ces fortifications conservent leur importance. On continue même à les entretenir avec soin.

En 1475, par exemple, les premiers échevins « commissaires à la distribution des deniers communs » font exécuter des travaux considérables au boulevard de la *Porte du Château*, sous la direction du maître-maçon Colin Daillandes. Ils font, entre autres, refaire la loge des portiers (1), « mettre de gros paux sur les dosves du boulevart », réparer la barrière volante du pont, « besogner aux dosves de la *Porte du Château* », etc. Les comptes de l'Hôtel de Ville nous font connaître les noms de tous les ouvriers employés à ces travaux, le nombre de leurs journées et le montant de leurs salaires. Bornons-nous à apprendre aux amateurs de devis avantageux, qu'en ce temps lointain, une journée de maçon est modestement payée deux sols six deniers, une journée de manœuvre deux sols tournois, une journée de couvreur trois sols, une journée de charpentier treize sols ; le maître-maçon lui-même ne touche que trois sols par jour ! Une charretée de chaux vaut quinze sols, une gouttière neuve de treize pieds, neuf sols neuf deniers tournois, etc. (2).

Louis Duhestray est alors capitaine de la ville, Guillaume Bauchet son lieutenant (3).

En 1477, on construit encore deux ponts-levis au château. En 1486, on paie huit livres à un charpentier pour

(1) Les comptes postérieurs citent fréquemment une loge (ou pavillon) située sur le pont du Château, entre les ponts-levis, louée successivement, au XVI^e siècle, à Méry Chevalier, fondeur, et à Claude Foucquet, mercier.

(2) *Comptes de l'Hôtel de Ville du Mans*, publiés par J. Dunoyer de Segonzac dans l'*Annuaire de la Sarthe*, 1893-1895 p. 18 à 22.

(3) Nous donnons ces deux noms seulement à titre d'exemple, les *Comptes et registres de l'Hôtel de Ville* faisant connaître bien d'autres capitaines du château ou de la ville.

réparations au château et pour une porte à la tour « où sont les pouldres à canon ». En 1491, quinze sols à Richard Brain « pour avoir rabillé les chaisnes du chasteau ». En 1553, on refait « une porte neufve à la porte entrée de ladicte ville du Mans, près le château ». Cette porte, « en bon bois sec, pourvue d'un guichet pareil à ceux des portes du Pont Perrin et de la Vieille Porte », est payée dix-huit livres tournois au maître menuisier Jehan Le Mercier. En 1562, « deux rateliers sont mys en la grosse tour du chasteau pour y dresser des armes » (1).

Cette année 1562 marque, il est vrai, le début des guerres de religion qui réveillent au Mans, comme dans toute la France, le bruit des armes et ramènent les esprits aux préoccupations militaires.

Par suite de circonstances et de mœurs bien différentes, certes, de celles de notre époque, c'est au clergé, spécialement aux chanoines de Saint-Julien et de Saint-Pierre-la-Cour, aux curés et autres prêtres de la ville, qu'est confiée, lors de la deuxième guerre, en 1567, la garde de la *Porte du Château*. Le service paraît même sérieux, car une amende de vingt sols est prononcée contre tout défaillant (2). A cette date, d'ailleurs, l'évêque, M^{sr} Charles d'Angennes, est gouverneur du Maine et chargé par le Roi de réunir sous les armes autant d'hommes qu'il le pourra, « pour rompre et tailler les rassemblements ».

Une telle situation a nécessairement pour conséquence de nouveaux travaux aux fortifications.

Non seulement, en 1570, on consacre d'urgence une somme de quarante-cinq sols à renforcer de barres de fer la porte d'entrée du château, mais en 1573, on reconstruit entièrement à neuf le pont-levis de la porte « tirant vers le boulevard

(1) *Comptes de l'Hôtel de Ville*, p. 49, 79, 170, 194, etc.

(2) *Extraits des registres de l'Hôtel de Ville*, publiés par Cauvin dans l'*Annuaire de la Sarthe*, 1835, p. 3.

Saint-Vincent ». Ledit pont est composé « de deux gros sommiers de douze pieds de longueur et huit poulces d'épaisseur, de six couettes de mêmes dimensions, couvert de greys et carreau de trois poulces d'épaisseur, avec sur iceux douze petits carreaux ». Bien mieux, en 1575-76, on emploie plus de deux cents livres aux réparations de deux des autres ponts de la porte de la ville, dite *du Château* (1).

Cette porte est alors défendue par plusieurs « pièces de campagne » et un gros canon, auxquels, le jour du Sacre, Gervais Maingart, canonnier de la ville, ajoute, pour les salves d'honneur, d'autres pièces d'artillerie amenées de la tour *Vineuse* (2).

Le 6 octobre 1575, le bailli de la prévôté, Mathurin Ourceau, depuis quelque temps chargé de la garde du château, est remplacé par le capitaine de Belin, qui a pour lieutenant M. de Bordigné. Philippe d'Angennes, sieur du Fargis, et Christophe Moret, sieur de la Blanchardière, leur succèdent peu après. Bien que le château du Mans n'ait plus la réputation « d'être très défendable », les « Royaux » attachent une grande importance à sa garde et la confient tour à tour à leurs partisans les plus sûrs.

A l'époque de la Ligue, leurs défiances redoublent et, dès 1581, ils font augmenter les défenses du côté de la ville.

La précaution est sage, car les habitants sont, à l'avance, gagnés à la cause de l'Union.

En juillet 1588, avec leur connivence, les Ligueurs essaient déjà de forcer le château du Mans. Ils échouent, mais, l'année suivante, ils s'autorisent de ce que les principaux Royaux s'y sont retranchés pour soulever la population et l'entraîner à une nouvelle attaque. Bois-Dauphin et la Motte-Serrant en prennent la direction et, le 11 février, la forteresse est contrainte de capituler.

(1) *Comptes de l'Hôtel de Ville*, p. 215, 226, 237, 239.

(2) *Comptes de l'Hôtel de Ville*, p. 239, 240, 250, 252.

Aux termes de la capitulation, les gentilshommes et les soldats devaient sortir sains et saufs, avec l'épée, en jurant seulement de ne pas porter les armes avant un an et en abandonnant leur numéraire. Malheureusement, ces conditions ne furent pas respectées ; il y eut des violences et plusieurs victimes, dont un ami de Robert Garnier, le conseiller au Présidial Girard, qui fut précipité dans les fossés de la tour *Orbrindelle* (1).

Lorsqu'il s'empare du Mans quelques mois plus tard, Henri IV enlève la place par le faubourg de la Couture et l'Éperon. La capitulation du 11 février 1589 clôt donc l'histoire du Château à l'époque de la Ligue. Elle met fin, du même coup, à son rôle militaire et à celui de la *Porte Saint-Vincent*. Tout au plus, restera-t-il au vieux donjon de Guillaume le Conquérant l'honneur de voir passer sous ses murs, en 1614, le jeune roi Louis XIII et la reine Marie de Médicis (2).

Cet honneur même ne lui porte pas chance. Trois ans à peine après la visite royale, en février 1617, le comte d'Auvergne apporte au Mans l'ordre de démolir le château dont les matériaux seront vendus au profit de la ville ou distribués à divers couvents alors en construction (3). Au mois de mars, des lettres-patentes de Louis XIII en concédent l'emplacement aux échevins pour y bâtir un hôtel de ville (4).

(1) Sur ces événements, voir A. Ledru, *Urbain de Laval Bois-Dauphin*, 1878, et H. Chardon, *La Ligue au Mans*, 1905.

(2) Voir l'abbé G. Esnault, *Entrée solennelle du roi Louis XIII et de Marie de Médicis en la ville du Mans, le 5 septembre 1614*. Le Mans, 1880. — En 1626, au mois de septembre encore, la *Porte du Château* reverra Louis XIII, qui de nouveau logera à l'évêché et sera accompagné, cette fois, du cardinal de Richelieu. *Journal de Julien Bodeureau*, publié par H. Chardon, dans l'*Annuaire de la Sarthe*, 1904-1907.

(3) Sur la démolition du château du Mans, voir surtout les *Registres de l'Hôtel de Ville* et une *Note de M. Anjubault*, publiée dans le *Congrès archéologique* de 1860.

(4) « Les habitants du Mans, écrivions-nous en 1898, dans notre étude sur l'*Hôtel de Ville du Mans*, ne purent, faute de ressources,

De ce formidable château du XI^e siècle, de cette tour *Orbrindelle*, qui a fait si longtemps trembler les Manceaux, pas une pierre, pas un plan, pas un dessin n'ont été conservés. La tradition seule permet de dire aujourd'hui qu'elle avait cinq étages et qu'elle se terminait par une plate-forme garnie de machicoulis, sur laquelle s'élevait une échauguette munie d'une cloche (1). Le nom, toutefois, n'a pas complètement disparu. Sous la forme quelque peu altérée de tour *Ribandelle* (2), il a été reporté sur la tour encore en partie subsistante de la porte de ville dite plus spécialement, désormais, *Porte du Château*.

Depuis 1617 jusqu'en 1840, époque de sa destruction, c'est à cette *Porte du Château* et au bastion du XV^e siècle qui la reliait au mur romain, que se réduisent les derniers souvenirs des fortifications du Mans du côté du Nord.

Nous disons les derniers souvenirs, car Le Mans est, en réalité, depuis le XVII^e siècle, une ville ouverte, qui ne peut prétendre en rien au rang de place forte.

Si déchues qu'elles soient cependant, la *Porte du Château* et l'enceinte dans laquelle elle s'ouvre, continuent pendant cette dernière période à servir de clôture à la cité et à avoir ainsi une modeste histoire.

Tout d'abord, la *Porte du Château* voit toujours, chaque année, se dérouler sous sa voûte la célèbre procession des Rameaux. La cérémonie de l'*Attolite portas*, reportée à l'entrée de la cathédrale, ne s'y fait plus comme au XV^e siècle,

profiter de la libéralité du roi Louis XIII. Nous le regrettons doublement. L'architecture de l'époque de Louis XIII eut doté la cité d'un élégant édifice bien à sa place dans le voisinage de la cathédrale, et il eut été piquant de voir l'Hôtel de Ville s'élever sur les ruines du donjon de Guillaume le Conquérant. C'eut été, après quatre siècles, une revanche bien imprévue pour la commune du Mans dont la première tentative d'indépendance avait été si durement réprimée par ce même Guillaume le Conquérant. »

(1) E. Hucher, *Les anciennes enceintes du Mans*.

(2) Archives de la Sarthe, B 911.

l'on n'y chante plus l'hymne fameuse de Théodulphe « *Gloria, laus, honor* », et il n'y a plus de gardes pour donner des échaudés aux enfants de chœur, montés sur la galerie supérieure ; mais les vieilles tours couronnées de machicoulis et la porte elle-même, sont toujours là pour conserver un cadre singulièrement décoratif au cortège si pittoresque des Francs-bouchers à cheval, en armures de guerre, des magistrats en robes rouges et du grand crucifix porté debout sur un brancard, par « douze bourgeois d'anciennes familles » (1).

Au XVII^e siècle, d'autre part, c'est sur la tour voisine dite du *Papegeay* que, chaque dimanche de mai, les chevaliers du Papegeay plantent leur traditionnel oiseau et s'appliquent avec une belliqueuse ardeur à l'abattre à coups d'arquebuses. Ce jeu, alors très populaire, rend, à défaut de gloire militaire, une joyeuse animation aux vieux remparts. La compagnie du Papegeay, aïeule vénérable des sociétés de tir modernes, jouit en ce temps de fort honorables privilèges ; elle a pour enseigne un drapeau blanc, orné d'un perroquet ; ses membres portent un élégant uniforme, et leur « roi » est un personnage important, souvent peu endurant ; à l'occasion il n'hésite pas à invectiver insolamment MM. les échevins, à la grande joie des badauds (2). C'est moins grave et plus gai que de jeter, comme jadis, dans les fossés les amis des huguenots.

Au dire de l'abbé Voisin, la tour du *Papegeay* communiquait par une galerie avec la tour *Margot* et contenait à sa partie supérieure, une grande salle pavée à l'antique, avec une large cheminée surmontée d'un écusson armorié, des croisées et des vitraux anciens. Le dernier gouverneur du château, M. de Bouillé, sieur de Champ-rond, l'eut

(1) On trouvera une description détaillée de ce curieux cortège, si caractéristique, dans notre travail : *La Procession des Rameaux au Mans*, extrait de la *Revue hist. et arch. du Maine*, 1884.

(2) Voir *Registres de l'Hôtel de Ville*, et F. Legeay, *La Compagnie du Papegeay au Mans*, dans la même *Revue*, 1884.

habitée, d'où le nom de tour *Champ-rond* qu'on lui a parfois donné.

Enfin la *Porte du Château* et la tour du *Papegeay* s'illuminent souvent des lueurs éclatantes des « feux de joie » allumés sur la place du Château pour célébrer certains événements mémorables, tels que les naissances de Louis XIV (1638) et du duc d'Orléans (1640), la prise de Thionville (1643), etc. (1).

Le feu de joie « de la naissance de M^{sr} le Dauphin », le dimanche 19 septembre 1638, à 9 heures du soir, semble, d'après le *Journal de Julien Bodereau*, avoir été le plus beau de tous ceux qui embrasèrent les vieilles tours de la *Porte du Château*. « Il fut allumé par M^e de Beaumanoir, seigneur de Lavardin, lieutenant pour le Roy dans la province, qui était accompagné de M. le lieutenant-général et de Messieurs les Eschevins et procureur de ville, avec des torches portées devant eux. Tous les habitants de la ville et des faubourgs étaient en armes, divisés en dix compagnies qui faisaient environ de deux mille hommes » (2).

Mais les jours se suivent sans se ressembler, et le mardi 9 mars 1649, la même *Porte du Château* voit se dérouler une scène plus mouvementée, où l'enthousiasme est loin d'être aussi unanime et aussi pacifique.

Le baron des Essarts, Tanneguy de Lomblon, successeur de M^e de Lavardin dans les hautes fonctions de sénéchal du Maine et l'un des plus ardents adversaires de la Cour, se présente devant cette porte, à 6 heures du soir, à la tête d'une troupe de cavaliers, pour entrer dans la ville en qualité de lieutenant du marquis de La Boulaye, « l'un des généraux d'armée du Parlement de Paris ». Or, la ville du Mans, à ce début de la Fronde, était profondément divisée.

(1) *Registres de l'Hôtel de Ville*, et R. Triger, *Les feux de joie au Mans, du XVI^e au XVIII^e siècle*, dans le *Nouvelliste de la Sarthe* du 24 avril 1913.

(2) *Journal de Julien Bodereau*.

« Les premiers magistrats et officiers, étaient du côté du baron de Lavardin, lieutenant du Roi, c'est-à-dire du côté de la Cour ; les autres et le commun peuple, du côté du Parlement. M^e Jean - Baptiste de Beaumanoir, baron de Lavardin, et son neveu M^e Emmanuel de Lavardin, sieur de Malicorne, évêque nommé du Mans, plus particulièrement, entreprennent de faire fermer la porte au baron des Essarts et parcourent tous les corps de garde pour exciter le peuple contre lui. Malgré plusieurs « conférences », sans aucun doute fort agitées, ils ne peuvent y réussir ; le peuple ouvre de force la porte à M. des Essarts, et eux-mêmes sont contraints de sortir de la ville, où, le 20 mars, le marquis de La Boulaye, en personne, rejoignit son lieutenant (1).

Toutefois, comme dans cette guerre peu sérieuse de la Fronde, on combattait plus à coups de langue et à coups de plume qu'à coups de mousquet, l'affaire s'était réduite à une vulgaire dispute, quelque peu indigne de fortifications qui avaient connu les attaques de la guerre de Cent ans. Elle ne saurait donc faire honneur à l'enceinte du Château, pour laquelle il est plus flatteur, au mois d'avril, de voir défiler *Picardie*, *Piémont* et *Navarre*, les plus vieux et les plus célèbres régiments de l'infanterie française.

Il n'y eut pas davantage effusion de sang à la *Porte du Château* en 1652, lorsque le duc de Beaufort, le roi des Halles, parut sous les murs du Mans. La seule victime, de ce côté, fut un obscur milicien tué à l'entrée du faubourg Saint-Vincent, près l'église paroissiale (2).

Bien qu'elles aient contribué, somme toute, à les débarrasser des aventuriers si malfaisants du duc de Beaufort, les habitants du Mans se montrent désormais assez ingrats

(1) *Journal de Julien Bodereau*. Voir en outre, sur la Fronde dans le Maine et le sénéchal des Essarts, ami de Scarron et personnage alors important dans le Maine, H. Chardon, *Scarron inconnu*, I, 153, et II, 217.

(2) V^{te} Menjot d'Elbenne, *Le siège du Mans en 1652*. Mamers, 1881.

pour leurs antiques fortifications. Éblouis par les splendeurs du Grand Règne, ils les négligent presque complètement et les laissent de plus en plus subir du temps l'irréparable outrage.

En 1672, le beffroi de la *Porte du Château* est dans un état déplorable, il menace de tomber sur la tête des passants et les chaines du pont-levis ne sont plus en place. Au boulevard, on ne trouve plus trace de barrière (1).

En 1772, les parapets sont détruits aux abords de la tour *Ribandelle* et de la tour *de la Forteresse* ; dix toises de maçonnerie, au moins, sont à reprendre et les deux vantaux de la porte à refaire (2).

De 1784 à 1788, l'ouverture de la nouvelle rue de l'Évêché achève de moderniser les abords de l'ancien boulevard (3). L'année suivante, 1789, on émet un premier projet de démolition de la tour *Ribandelle* et de la *Porte du Château*. Ce projet, de l'avis de son auteur, « rendrait le quartier de Saint-Julien beaucoup plus beau et plus sain ; il serait en outre très avantageux par la vente des matériaux ! » (4).

Par une rare anomalie, la Révolution, qui détruit tant de choses, sauve momentanément la vieille porte. Bien mieux, au temps des Chouans, on est heureux de pouvoir, à l'occasion, la « rebarricader », et elle est le théâtre d'un dernier épisode de guerre, plus comique que tragique, il est vrai.

Le 15 octobre 1799, aux premières lueurs du jour, les Chouans du comte de Bourmont, après avoir enlevé les avant-postes républicains, envahissent inopinément la place du Château. Ils surprennent pour ainsi dire dans son lit, le colonel Auvray, qui habite une maison située sur cette place (n° 4) et commande la 40^e demi-brigade casernée à

(1) E. Hucher, *Les anciennes enceintes du Mans*.

(2) Archives de la Sarthe, B 911.

(3) *Registres de l'Hôtel de Ville du Mans* et notre récent travail *L'ancien Évêché du Mans avant la Révolution*.

(4) Arch. de la Sarthe. Fonds municipal, 1580.

Saint-Vincent. Pour n'être pas fait prisonnier dans sa chambre et pour rallier ses soldats, le brave officier n'a qu'une ressource : il sort pacifiquement de chez lui, en pantoufles, robe de chambre et bonnet de nuit, joue le bourgeois très inoffensif qui va au secours de sa femme, et grâce à son équipement si peu belliqueux, parvient à franchir la *Porte du Château* ! (1).

Cette manière originale de « forcer » les fortifications du Mans, n'avait sans doute rien d'héroïque, mais elle était bien en rapport avec leur irrémédiable décadence et avec l'époque contemporaine.

Dès lors, la *Porte du Château* ne connaîtra plus qu'un ennemi le service de la voirie, d'un « utilitarisme » si dangereux parfois pour les monuments du passé.

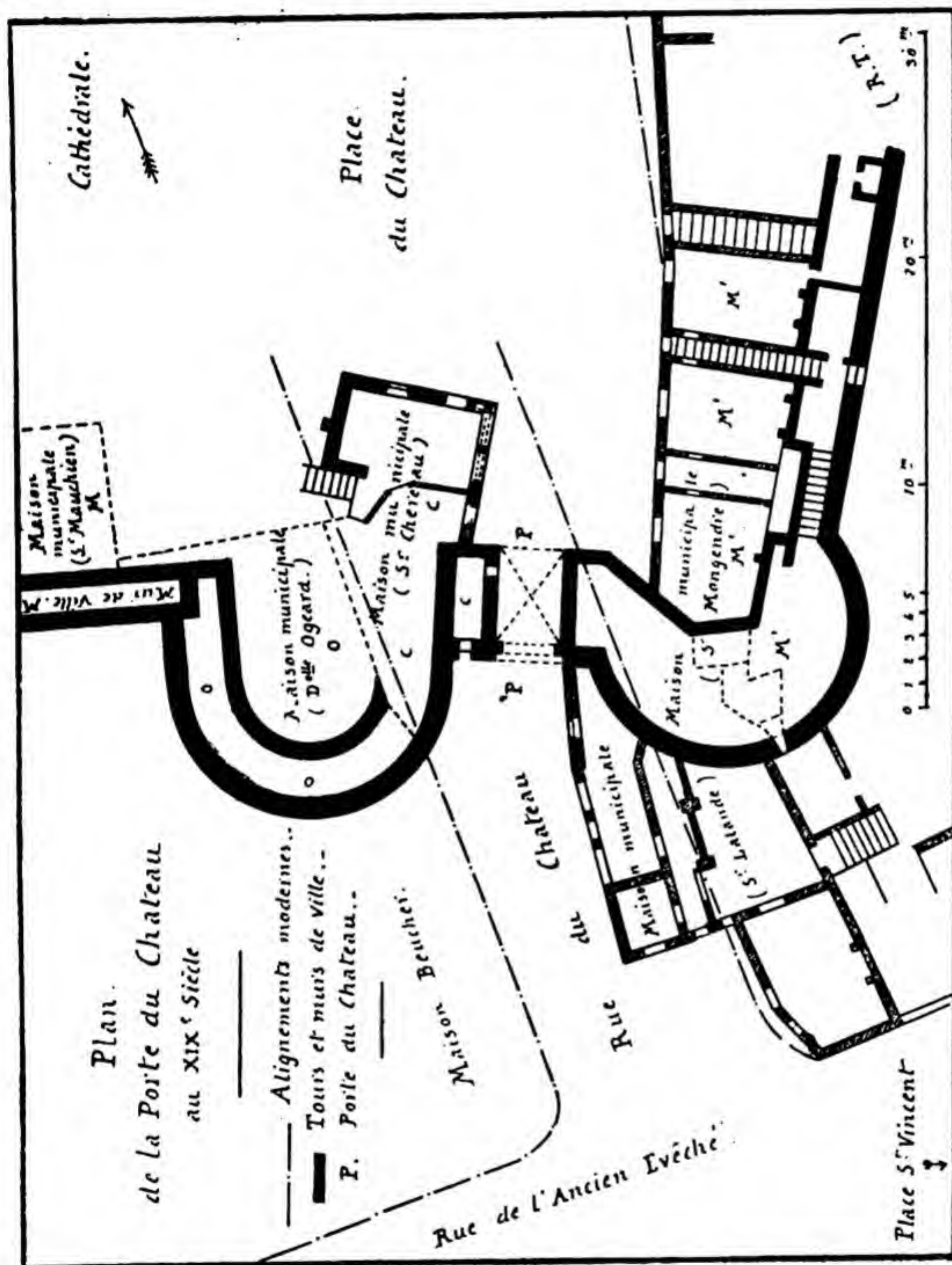
Dès 1814, l'un des principaux agents de ce service est tout heureux — en attendant mieux — d'appuyer la pétition d'un acquéreur récent de la tour *de la Forteresse*, qui demande à démolir le reste des parapets. Avec un néfaste empressement, l'honorable architecte-voyer fait remarquer « que les parements des murs sont aussi très dégradés, que des pierres s'en détachent, que des parties sont à démolir d'urgence » (2).

Par bonheur, le pétitionnaire, le sieur Mongendre, avait acquis la tour (3) de la municipalité, propriétaire des maisons bâties autour de la porte, et ces maisons, très enchevêtrées les unes dans les autres, étaient grevées des servitudes les plus compliquées. Une de ces servitudes le mit aux prises avec l'administration et il s'en suivit un long débat que le Conseil d'État trancha seulement en 1823.

(1) V. le récit détaillé de l'épisode dans notre travail *La prise du Mans par les Chouans le 15 octobre 1799*, extrait de la *Revue hist. et arch. du Maine*, 1899.

(2) Arch. de la Sarthe. Fonds municipal, 1581. — *Rapport de M. Jollivet*, en date du 18 janvier 1814.

(3) Le 9 juillet 1813.



PLAN DE LA PORTE DU CHATEAU EN 1820

Le procès prolongea de dix-sept ans l'existence de la *Porte du Château*. De plus, il nous a valu le plan inédit ci-joint, qui a dû faire partie du dossier administratif (1), et que notre confrère, M. Rondeau du Noyer, a eu la bonne fortune de retrouver dans une collection particulière (2).

Ce plan et le dessin, également inédit, de l'*Album Ruillé* (3) que nous donnons à l'appui, restituent — avec de trop nombreuses fautes de perspective — la *Porte du Château*, telle qu'elle était en 1820 et en 1840. Ils sont d'autant plus intéressants qu'elle a été entièrement démolie de 1840 à 1845, date de l'élargissement de la rue actuelle du Château. On remarquera que, dans ce dernier état, la poterne était murée et même obstruée par un contrefort.

La tour de droite, dite tour de la *Forteresse*, a été, elle aussi, en grande partie détruite ; c'est à peine s'il en subsiste quelques pans de murs informes, noyés dans les constructions modernes.

Seule, la tour de gauche ou tour *Ribandelle*, bien que cruellement amputée, laisse encore entrevoir au-dessus des maisons quelques restes de son parement et de ses machicoulis.

La destruction de la *Porte du Château* n'est pas moins déplorable pour le Vieux-Mans que celle de la *Porte de la Cigogne*, démolie quelques années plus tôt. Si elle n'était pas aussi élégante d'aspect que cette dernière, si elle était l'œuvre d'une époque troublée qui n'avait eu ni le temps ni les moyens de lui donner un caractère architectural imposant, la *Porte du Château* ou *Porte Saint-Vincent* formait une entrée bien pittoresque à la vieille cité ; elle encadrait merveilleusement la cathédrale, le Grabatoire et les vieilles maisons voisines.

(1) Dossier aujourd'hui aux Archives de la Sarthe. Fonds municipal, 1581.

(2) Nous prions M. Rondeau du Noyer d'agréer ici l'expression de tous nos remerciements pour sa très intéressante communication.

(3) Collection de M. Singher.

Notre époque elle-même a pu se rendre compte un instant de l'effet du tableau le 26 juillet 1894, jour de l'entrée de M^{re} Gilbert, où on avait relevé, en charpente et en toiles peintes, un simulacre réduit de l'ancienne porte (1). Ce jour-là, certes, a ravivé, pour tous ceux des habitants du Mans qui possèdent quelque sens artistique, les regrets d'une destruction qu'il eut été bien facile d'éviter, avec un peu de goût, en ouvrant, en côté, le passage plus spacieux que pouvaient exiger les habitudes modernes.

Puisse la leçon profiter aux administrations municipales de l'avenir, en leur montrant que, sous peine de reproches trop justifiés de vandalisme inintelligent, elles ont le devoir de s'inspirer toujours, dans la transformation des vieilles villes, des idées des *spécialistes*, artistes et archéologues !

Ajoutons en terminant que, depuis quelque temps, la place du Château et les ruines de la tour *Ribandelle* offrent au moins, en un jour de l'année, une dernière et fidèle évocation du passé. Le soir de la Fête de Jeanne d'Arc, elles s'illuminent encore des lueurs de feux de joie. En dépit de la forme perfectionnée de ces feux, transformés par les progrès modernes en feux de Bengale et même en feux au magnésium, l'évocation, on peut le dire, est bien *historique*, car les ruines actuelles de la tour *Ribandelle* sont précisément contemporaines de Jeanne d'Arc. L'écho des victoires de la Libératrice et de ses soldats manceaux a frappé ces pierres au temps de leur jeunesse, et si elles pouvaient s'animer, plus encore que d'autres, elles tressailleraient de fierté patriotique sous les lueurs qui les embrasent, après cinq siècles, en souvenir de la délivrance nationale.

ROBERT TRIGER.

(1) Exécuté sous la direction de M. A. Ledru, par M. Arsène Lefeu-
vre, peintre-décorateur, aujourd'hui conseiller municipal du Mans.

LA PAROISSE DE PIRMIL

IV.

C'est au début du XVII^e siècle que commence cette modification dans l'administration paroissiale, qui, dégageant des intérêts strictement religieux des fidèles, ceux qui étaient d'une nature autre, remet ces derniers entre les mains d'un administrateur nouveau, le procureur syndic. La première fois que nous le voyons apparaître à Pirmil, c'est au moment où les paroissiens s'occupent de la refonte de leur grosse cloche, et l'on sollicite son avis, comme on prend celui d'autres notables de la paroisse. C'est le moment aussi où le prêtre (1), chargé du ministère paroissial, s'occupe plus

(1) Puisque l'occasion s'en offre, nous allons indiquer ici quels sont ceux de ces prêtres dont les noms nous sont connus. Il s'en faut que nous en possédions la série complète. Avant le XVI^e siècle, nous n'en saurions citer que cinq : Geoffroy, qui administra la paroisse au commencement du XII^e siècle, et Payen de Maresché, vers le milieu ; Jean de la Roche était curé de Pirmil, avant 1405, et Jean Dugué, en cette dernière année. Pierre Lassipe, l'était en 1456 ; il l'était encore en 1472. En 1521, nous trouvons, pourvu de cette charge, Vincent Vutier ? ; puis, en 1535, Michel Guillemeaux ; en 1541, Michel Girard ; en 1555, Jean Genest ; en 1563, Michel Huvé ; en 1584, Claude Nail ; en 1590, Julien Houdayer ; en 1617, Pierre Bouvier ; en 1621, François Piednoir ; en 1632, Louis Blavette ; en 1650, Jean de Meslay ; en 1676, Jean Garreau ; en 1710, Jean Garreau, neveu du précédent ; en 1717, Jean Chaussière ; en 1725, René Garnier, neveu du précédent, et qui décéda le 8 mars 1735 ; en 1735, Louis Lasneau, qui mourut le 19 mai 1737,

que par le passé des affaires de la fabrique. Il y a donc, à cette époque, un changement, qu'il importait de faire remarquer, dans la gérance des affaires de la communauté d'habitants. Elle fut durement éprouvée par une maladie contagieuse, en 1616, d'abord, puis en 1626 (1).

Comme les registres se sont égarés où, de 1610 à 1635, avaient été tenus les comptes du procureur fabricien, c'est en cette dernière année que nous rencontrons, côte à côte, les deux personnages, et que nous avons à replacer chacun dans son cadre. Celui du fabricien se restreint dans la proportion même où s'élargit celui du syndic. C'est ce dernier qui, avant 1635, avait reçu des habitants, à telle fin que, malheureusement, nous ignorons, la somme importante de soixante livres prêtée par Jehan Le Breton (2). Mais c'est le fabricien qui reçoit encore mission de la rembourser en leur nom. C'est lui encore qui donne communication aux paroissiens de sept mémoires où sont traitées des affaires qui les intéressent (3). Par contre, « ayant eu commission pour

âgé de trente-sept ans et qui fut inhumé dans son église ; en 1737, J.-B. Fermal, qui mourut en 1756 et qui fut enterré au grand cimetière, le 1^{er} mai de cette année ; en 1756, Jacques-Julien Foulard ; il décéda en 1789, et fut inhumé dans le grand cimetière, le 11 juillet. Il eut pour successeur, Guillaume Marsac.

La publication récente dans la *Province du Maine*, tome XXII, de l'*Etat des sommes dues par le diocèse du Mans à la Chambre apostolique*, par M. S. Menjot d'Elbenne, nous permet d'ajouter aux noms des prieurs de Pirmil que nous avons indiqué plus haut, p. 47, note 1, celui de Jean Lespaigneul.

(1) « Le 19^e jour de juin mil six cens vingt et six fut inhumé ou grand cimetière le corps de deffuncte Marie Deschamps, et ce fut par Buisson et Margné qui enterroit les pestiférez en la paroysse de Maigné et pour son salaire luy fut baillé par René Hamelin et Jacques Hérisson, et au mesme temps mourut auparavant Renée Tuffière et fut ensépulturée au grand cimetière la nuit. » Etat civil de Pirmil.

(2) « En exécution de laditte procuration cy dessus, led. Cryé a payé et délivré à Jehan Lebreton la somme de soixante livres tournois, prestée par led. Lebreton à François Jamin, lors procureur syndic de la paroisse. » Comptes de N. Cryé, fabricien, année 1635, cahier papier.

(3) « Pour la façon de sept mémoires que led. Cryé a faict faire pour

aller à Mallicorne, afin de porter les plaintes et dolléances » des habitants, il les fit remettre par le syndic, François Jamyn, en le chargeant « d'ung lapereau qui a esté donné à M. Chantepye en luy présentant lesd. plaintes ».

Dans toutes les autres circonstances où les paroissiens agissent par mandataire, c'est à leur fabricien qu'ils confient leurs intérêts. Ainsi « désirant, lesd. habitans, faire quelque présent à monseigneur le vicomte de Lavardin auroyent donné charge aud. Cryé d'acheter de l'avoine tant pour led. seigneur de Lavardin que pour M. de Brellay, ce que led. Cryé auroyt faict et auroyt achapté jusques au nombre de six charges à raison de quatorze sols le boisseau duquel nombre en a esté mainé à Cheneru cinquante boisseaux, et à M. de Brellay (1), deux charges » Ces deux charges, il les conduit au château de la Beunèche. C'est lui toujours qui paye « à Pierre Gaignard, hoste, la somme de soixante et troys sols pour deppense de par luy baillé aux gens d'armes, passant par le bourg de Piremil ». On lui donne « procuration et mandat spécial d'emprunter en qualité de procureur et soy obliger en lad. qualitté, la somme de cent livres à intérêts, à raison de quinze deniers pour livre » En 1635 toujours, il porte « une lettre à monseigneur le vicomte à son château de Varannes, de la part de M. de la Taille » Tout cela légitimait la demande d'indemnité qu'il présenta à son règlement de compte, et on lui alloua des dédommagements s'élevant à douze livres (2).

donner advis auxd. paroissiens, de plusieurs affaires de lad. paroisse, leuz et publiez en l'église dud. Piremil, tant affin d'avoyr advis desd. paroissiens que pour aultres affaires, requiert luy estre taxé, XVI s. »
Mêmes comptes.

(1) « Item, a led. Cryé, poyé à M. de Brellay, la somme de neuf livres sept sols, pour la rente de cinquante escuz à luy deubz par le général de lad. paroisse. . . » Mêmes comptes. Voici ce qui explique l'attention dont ce seigneur fut l'objet.

(2) « Pour les peines et vaccations onéraires dud. Cryé, d'estre allé par plusieurs foyz surçoir des assignations portées, et retirer mémoi-

Nous ne saurions dire quel fut son successeur immédiat, et c'est en 1659 seulement (1), puis de 1676 à 1693, que les comptes qui nous sont parvenus, nous instruisent, et encore plus sommairement que par le passé, des affaires fabri-ciennes. C'est un indice que l'importance en diminue. Durant les deux années que Michel Beauvais en fut chargé, soit en 1658 et en 1659, il perçut, durant ce laps de temps, 76 l. 5 s. 10 d., et dépensa 62 l. 11 s. 6 d. Si l'on veut bien considérer que le pouvoir de l'argent avait considérablement diminué depuis cent ans, une recette annuelle de trente-huit livres représente un revenu très inférieur à celui de vingt-cinq livres qui était encaissé en 1550. Et pourtant, il s'abaissa encore et descendit à vingt livres par an, pour les six années et demie environ que Jacques Leroyer, de décembre 1676 à mai 1683, gouverna les affaires de la fabrique (2). Puis il remonta, mais d'une façon très insuffisante, puisque, durant les onze années que François Perret géra les affaires de la fabrique, de 1683 à 1693 inclusivement, il ne perçut que trente et une livres par an. C'est là l'explication de cette autorisation singulière, accordée par l'autorité ecclésiasti-

res, prier ceulx auxquels il estoit deub argent pour éviter à fraiz, quitte à abandonner ses propres affaires, où il a souffert de grandes pertes et retardemens en ses propres affaires, . . . requiert luy estre taxé la somme de douze livres. » Mêmes comptes.

(1) En 1662, le 30 avril, Jean Endou, marchand, demeurant à Pirmil, dicte son testament, par lequel il stipule qu'il donne à la fabrique « la somme de vingt livres pour estre employée à avoir une chasuble et aultres orneimens pour servir à l'office des trépasses à l'église dud. Pirmil. » Titre papier.

(2) Parmi les recettes que Jacques Leroyer inscrit au budget, nous pensons devoir signaler les suivantes : « Plus, led. deffunct Leroyer auroit receu ledit jour cinquiesme juin 1677, de la veuve Menard, héri-tière de defunct M^e Jean de Meslay, prestre, vivant, curé dud. Piremil, en raison du legs fait par luy à lad. église, la somme de 4 l. Item, de la somme de vingt-et-un sols que led. s^r curé auroit baillez aud. def-funct le jour saint Jean-Baptiste oud. an 1677, provenuz de l'adoration des reliques de la croix, en temps de *Jubile*, cy 21 s. »

que, de laisser paître l'herbe du cimetière (1), moyennant un droit de pacage. Les autres ressources ne différaient point de celles que nous avons antérieurement signalées. Les marchands viennent toujours, le jour où l'Église honore saint Jouin, étaler leurs marchandises, moyennant une redevance soldée au fabricien, dans le petit cimetière, situé au nord de l'édifice sacré. Mais on a pris le parti d'affermir ce droit d'étalage (2). Peut-être s'est-il élevé depuis que, en 1646, on a établi la confrérie Saint-Jouin (3). On afferme aussi les offrandes volontaires présentées à l'église. On y a placé un tronc où la piété des fidèles laisse tomber quelque obole. Mais, en 1658, on ne mentionne plus la quête de l'aguilanneuf ; elle reparait en 1683.

S'étonnera-t-on maintenant, si, disposant d'aussi faibles revenus, le fabricien ne songe à rien autre chose qu'à entretenir l'église d'une manière décente. En 1656, il fait marché avec « Gervais Chrétien, maître vitrier, demeurant à Saint-Germain, fors bourg du Mans », lequel s'engage à « racommoder six vittres de derrière le grand autel, de la chapelle Saint-Michel et de la chapelle Sainte-Barbe, bien et deument pour le prix et somme de douze livres » (4).

En 1658, il marchande au vitrier de Brûlon, la réfection

(1) « Plus se charge de cinq années, à raison de cinquante sols par an, pour le pessage de l'herbe du grand cimetière dud. Piremil, en conséquence de la permission donnée par le sieur doyen rural, et attendu la pauvreté de lad. fabrice, duquel pessage la veuve René Hérisson en dispose, revenant à douze livres dix sols. » Comptes de François Perret.

(2) Bail pour six ans, du droit d'étaler les marchandises dans le petit cimetière de Pirmil, le jour de saint Jouin, passé le 3 juin 1667 entre François Garreau, procureur, et Gervais Hamard, marchand, demeurant paroisse Saint-Jean, faubourg du Mans, avec droit pour ce dernier de prélever une redevance sur les autres étalagistes, moyennant une redevance annuelle de cinquante sols. Titre papier.

(3) Cf. *Annales Fléchoises*, 1912, t. XIII, p. 15-18, l'article intitulé : *La Confrérie de Saint-Jouin à Pirmil*.

(4) Titre papier. Au dos du marché, on trouve la quittance donnée, le 17 mai 1656, par l'ouvrier qui signe : Gervais Crestien.

de quelques vitraux des fenêtres pour la somme de cent dix sols (1). En 1661, il fait travailler sur la couverture de l'église (2). En 1667, le 5 septembre, il passe, devant Gervais Pichonneau, notaire royal, avec un maître vitrier, résidant à Bonnétable et qui répond au nom de Jacques Charpentier, un accord par lequel l'ouvrier, moyennant un abonnement



Fig. 12. — ARMOIRIES PEINTES SUR LE TABLEAU
MEUBLANT LE RETABLE

annuel de trente sols, s'engage à entretenir en bon état les verrières de l'édifice sacré (3). C'est au même temps, selon toute apparence, que furent édifiés les deux retables qui

(1) « Led. Beauvays aurayt marchandé au vitrier de Brullon à raccomoder les vitres de l'église dud. Piremil, scavoir, deux derrière le grand autel, et celles de la chapelle saint Michel, pour la somme de cent dix sols. » Comptes de Michel Beauvais.

(2) Reçu de Antoine Gasnier, couvreur, en date du 7 octobre 1661, par lequel il reconnaît avoir été payé de 17 l. pour travaux de son métier, exécutés sur l'église de Pirmil. Titre papier.

(3) Titre papier.

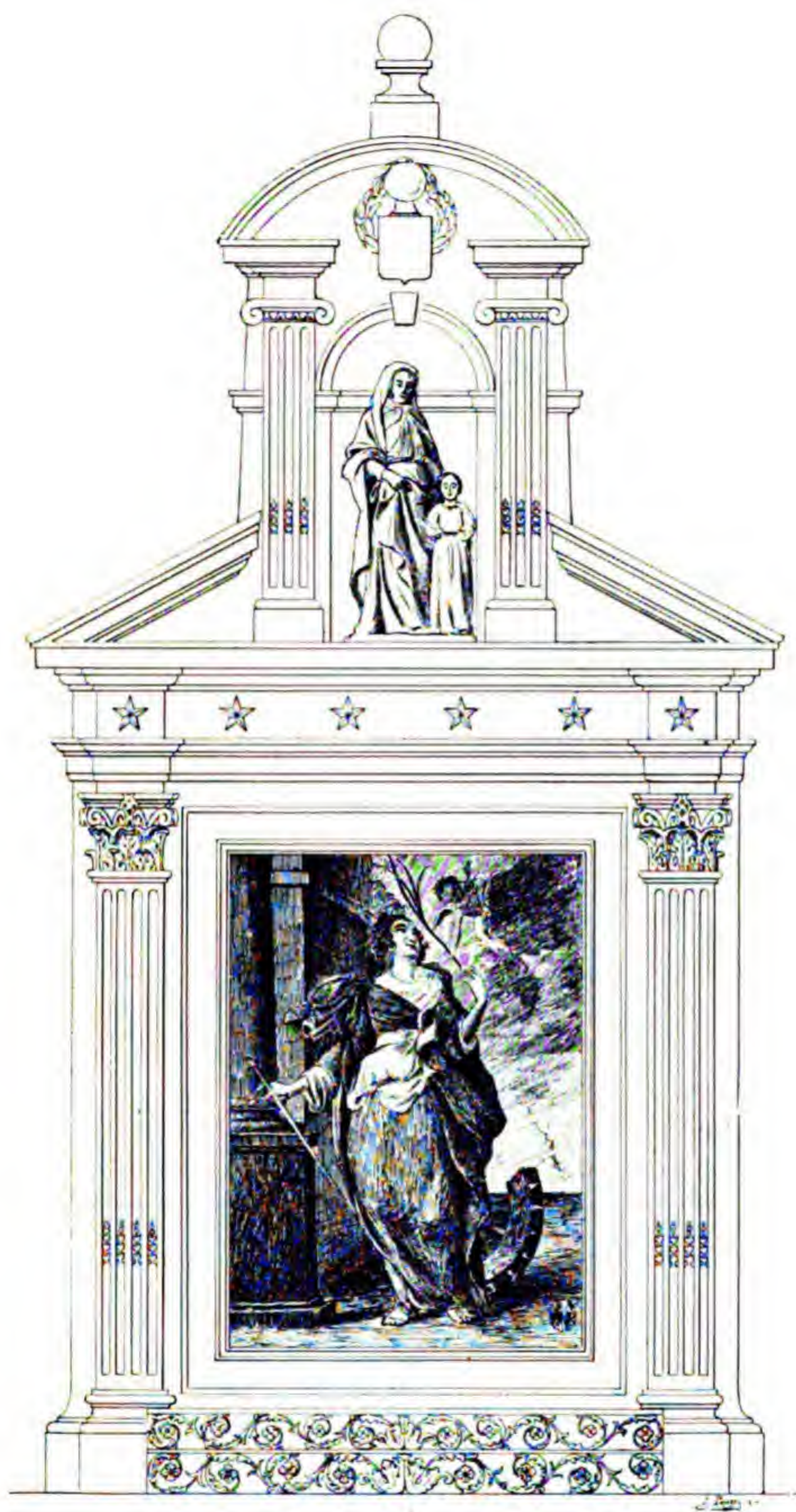


Fig. 13. — RETABLE DE L'ÉGLISE DE PIRMIL

meublent les deux chapelles formant les bras de croix de l'église, et dont l'un est orné d'un tableau que nous avons déjà signalé (1). A différentes reprises, de 1660 à 1675, un maçon, François Fillion, l'ainé, exécuta dans cette même église divers travaux de son métier (2). On y avait fait placer en 1668, un nouveau tabernacle, œuvre du sculpteur Jean Mongendre (3).

Le 21 décembre 1678, le fabricien paie à ceux qui descendent et qui remontent la grosse cloche, quarante-cinq sols ; neuf livres sept sols, à François Chevreul et à N. Fillion, qui avaient travaillé sur l'église, de leur métier de couvreurs. En 1684, Antoine Gasnier, couvreur à Malicorne, reçoit pour son travail et pour fourniture de six milliers de clous à latte, la somme de cent sept sols. En 1685, N. Fillion, maçon, résidant à Pirmil, touche huit sols, pour avoir réparé le pilier ou contrefort de la porte de la chapelle dédiée à sainte Barbe, et, en 1690, vingt-cinq livres, quinze sols, pour avoir fourni des tuiles et pour avoir aidé à les placer sur l'église.

La plupart de ces derniers travaux, parce que le curé,

(1) Voir plus haut, p. 44, note 1. Nous pensons que le peintre, en reproduisant le martyre de sainte Catherine, a eu l'intention de donner le portrait de Catherine de Launay, dame de Pirmil.

Les armoiries dont nous donnons ici le dessin (fig. 12) se voient sur le tableau, et nous permettent de rectifier un passage de la note précitée. Elles se lisent ainsi : *Parti, au premier, d'or, d'un arbre arraché de sinople, accosté de deux aigles de sable, becquées et membrées de gueules, le vol abaissé, qui est de Launay ; au deuxième, d'azur au chevron d'argent, surmontant un lion d'or et surmonté d'une croisette d'argent.*

(2) Mémoire des travaux exécutés de 1660 à 1675, par François Fillion, l'ainé. Titre papier.

(3) « Je receu du fils de monsieur Guareau la somme de onze livres à déduire sur ce qui m'est deub du reste du tabernacle de Pillemi et promais qu'il ne sera poursuivi dedans l'instance comancée auparavant vendredi prochain. Fait au Mans, ce deusième mars mil six sant soixante et huit. Jean Mongendre. » Titre original, papier.

m^{re} Jean Gareau (1), ne s'était point enquis, en les ordonnant, d'en informer ses paroissiens, devaient, plus tard, grever la succession de son neveu et successeur, nommé comme lui, Jean Gareau, et auquel la cure fut cédée en 1710. Il semble bien que tous deux, considérant comme leurs, les biens et les domaines dont leur église paroissiale était dotée, les gérèrent et en touchèrent les revenus comme si, réellement, ces biens leur eussent appartenu. Ils s'en servaient, sans doute, au mieux des intérêts des paroissiens, sans songer néanmoins à tenir un compte exact de ce qu'ils percevaient et de ce qu'ils déboursaient. Comme ils se chargeaient d'ailleurs de tous les frais du culte et qu'ils ne négligeaient point l'entretien de l'édifice sacré, l'autorité dont ils jouissaient près de leurs ouailles, empêcha celles-ci, quand le second de ces clercs mourut, en 1717, d'exiger sur-le-champ le détail des recettes et des dépenses qui aurait dû leur être légalement présenté.

Peu après, les héritiers que le curé laissait après lui, mis en mesure de justifier l'emploi que leur parent avait fait des deniers revenant à la fabrique, dans l'impossibilité où ils étaient de satisfaire aux réclamations qui leur étaient adressées, prirent le parti, pour éviter le procès qui aurait pu leur être intenté, de fonder, au profit de l'église de Pirmil, une rente annuelle de quinze livres, dont elle commença à

(1) Jean Gareau se retira à Malicorne où il mourut en 1715, comme le prouve l'acte suivant : « Le huitième jour de septembre mil sept cent quinze, est décédé à Malicorne, sur les trois heures après midi, vénérable et discret maître Jean Gareau, prêtre, ancien curé de Pirmil, et le corps fut inhumé sur les onze heures du matin, par maître Jacques Guyon, curé de Soulligné-sous-Vallon, en la chapelle de Saint-Jean, du côté de l'Evangile, faite bâtir et fondée par led. sieur Gareau, curé, et de son vivant, et par honorable fille Marie Gareau, sa sœur, laquelle lui a survécu et âgée de quatre-vingt-treize à quatorze ans, et led. sieur Gareau, âgé de quatre-vingt-un à deux ans quand il est mort.

« La chapelle est dans le cimetière de Malicorne. » Etat civil de Pirmil.

percevoir les arrérages, le 1^{er} janvier 1717. On les tint quittes, à ce compte, de tout ce dont leur parent aurait pu être redevable à la fabrique (1).

De ce moment jusqu'en 1789, on ne retomba plus dans ces errements et la fabrique fut régulièrement administrée par un procureur dont le mandat durait de deux à six ans, et que les plus notables parmi les habitants élisaient dans une assemblée convoquée au prône de la messe paroissiale. Ce n'est pas que le fabricien ait jamais eu à employer des fonds importants, mais, par le sage emploi que tous en surent faire, nous les verrons, sous la surveillance du curé, et c'est là où il y a changement dans la gérance de leurs fonctions, pourvoir à tous les besoins de leur église.

En 1717, les revenus fixes de la fabrique ne dépassaient pas vingt-cinq livres douze sols (2). En y joignant la rente de quinze livres accordée par les héritiers de m^{re} Jean Garreau, c'était donc avec une somme de quarante livres qu'il fallait subvenir aux frais du culte et réparer l'église et la clôture des cimetières. On y parvint en ménageant soigneusement ces ressources. Il n'y avait plus pour les grossir ni la quête de l'aguilanneuf, ni les offrandes en nature qui étaient vendues au plus offrant, ni les aumônes que les fidèles apportaient pour gagner les indulgences, ce dont ils paraissent avoir perdu l'habitude, durant la seconde moitié du XVI^e siècle. C'est pour mémoire simplement qu'il convient

(1) « En l'année 1716, le revenu de lad. fabrique a esté augmenté de quinze livres de rente, par transaction faite entre les habitans et les héritiers de feu M^r Jean Gareau, prestre, vivant curé de Pilmil, sur ce qu'il avoit perçu durant plus de 40 ans les revenus de lad. fabrique, desquelz revenus ils ont été quittez jusqu'au jour de la nomination d'un nommé Perret, et de laquelle rente de 15 livres, le premier terme est échu en l'année 1717 au premier janvier. Observations sur les comptes présentez à messieurs les curés et habitans de la paroisse de Pilmil. » Titre papier.

(2) « De ce que dessus, il résulte qu'auparavant l'année 1717, le revenu de lad. fabrique, non compris le casuel, ne consistait qu'en vingt-cinq livres douze sols de rentes ou fermes. . . » Mêmes observations.

de signaler le produit de la « bouette » laquelle, affermée, rapportait dix sous par an, en 1740. Voilà pourquoi, dans le compte que Louis Huaut, maçon de son métier, et fabricant du 10 octobre 1736 au 1^{er} mai 1740, accusait une recette, pour ce laps de temps de 214 l. 11 s., soit année moyenne, entre quarante-cinq et cinquante livres. Durant la même période, les dépenses ne dépassèrent pas 209 l. 9 s. 3 d., ce qui laissait un excédent de 5 l. 1 s. 9 d. Du 10 octobre 1730, au 8 novembre 1733, le même agent avait perçu 199 l. 5 s. et dépensé 136 l. 9 s. C'est à la fourniture du luminaire, le plus souvent acheté à La Suze, chez divers ciriers, dont l'un répondait au nom de N. Le Paige, que passait la majeure partie de ces modiques recettes. Du surplus, on usait pour rémunérer les ouvriers qui entretenaient en bon état le gros œuvre de l'église. C'est ainsi que le procureur, Louis Huaut, accuse une dépense de « soixante sols payés à Joseph Alinant, maréchal, pour avoir reforgé et fourny de matières à la croix du clocher, suivant sa quittance du 14 novembre 1732 ». Il achète six cents ardoises pour dix livres dix sols, en 1733. Cette même année, il paie « quarante-trois livres à Claude Esnault, couvreur, demeurant à Noyen, pour trente-quatre journées par luy employées à couvrir d'ardoises, l'église, cloché et chapelle ». En 1735, il verse « à Louis Cohin, marchand du Mans, pour un encensoir neuf et rabiller un chandelier la somme de dix-huit livres », et au « sieur Sampion, vitrier la somme de vingt livres, employée par le consentement de monsieur le curé et des habitants aux réparations des vitrages de l'église ». En 1740, année où une épidémie éprouva grandement la paroisse, « Cherouvrier, serrurier, pour avoir fourny une clef et raccommodé les portes de sainte Barbe et du clocher », reçoit vingt sols ; « Harouard, piqueur d'ardoises, pour quatre journées de son travail sur l'église », touche trois livres douze sols.

Il semble que les habitants aient fini par avoir conscience

de l'insuffisance des revenus dont leur mandataire disposait. Aussi, en 1744, sollicitèrent-ils de l'autorité compétente, qui la leur accorda, la permission de placer dans leur église, des bancs et des bancelles, pour l'établissement desquels la fabrique n'eut rien à déboursier et dont la location produisit, l'année même où elle eut lieu pour la première fois, une somme de vingt-neuf livres neuf sols (1). C'est à la même époque que le fabricien, et c'est là encore une innovation pour Pirmil, enregistre parmi ses recettes, le produit des bâtons de sainte Barbe et de saint Étienne, c'est-à-dire la redevance annuelle que payaient, après adjudication, ceux qui en offraient le prix le plus élevé, pour avoir le droit, et de les conserver chez eux, et de les porter dans les processions et dans les diverses cérémonies religieuses. La moyenne des recettes annuelles, encore que toujours peu élevée, s'accrut cependant d'une manière notable. De 1744 à 1749, soit pour six années, le fabricien encaissa une somme totale de 520 l. 13 s. 6 d., soit, par an, plus de 86 l. Les revenus étaient ainsi quasi doublés. Cela permit, non seulement de rétribuer « Garnier, couvreur, demeurant paroisse de Noyen », qui travailla de son métier, en 1744, sur la chapelle Sainte-Barbe ; « Louis Le Huaut, masson et couvreur, pour avoir recresté et recouvert et pavé, ou besoin a été, à plusieurs fois lad. église » de Pirmil, mais aussi de payer le fondeur qui coula une petite cloche que les enfants qui la sonnaient, avaient brisée (2).

(1) Adjudication des bancs et bancelles de l'église de Pirmil, en date du dimanche 1^{er} juillet 1753, passée devant François-René Garnier, notaire royal. Il y est dit « qu'en conséquence d'ordonnance de monsieur le sénéchal du Maine, au Mans, du vingt et neuf janvier mil sept cent quarante et quatre, Joseph Langlois, lors procureur-fabricier dud. Pirmil, auroit conjointement avec le sieur curé dud. lieu, reçu les habittans de lad. paroisse à fonder dans l'église, des places de banc et bancelles et fait adjuger à ferme pour neuf ans. . . » Cahier papier. La première adjudication eut lieu le 14 juin 1744.

(2) « Dans l'année mil sept cent quarante-neuf, la petite cloche de cette paroisse fut cassée par les enfants en sonnant le catéchisme.

De 1750 à 1789, les recettes allèrent toujours en augmentant et, comme elles n'étaient jamais gaspillées, chaque exercice laissait à la disposition des habitants un excédent qui, croissant d'année en année, les mettait en état, si quelque dépense imprévue survenait, d'y faire aisément face. C'est ainsi que, sans négliger les petites réparations dont l'église avait besoin (1), ils dépensaient pour la maison du vicariat une somme de cinquante livres ; pour l'acquisition de tous les livres liturgiques, en 1761, la somme de cent trente-trois livres (2) ; pour des travaux exécutés sur la couverture de l'église, en 1763, celle de quatre-vingt-une livres (3) ; celle de cent vingt livres pour la fonte d'une

Elle fut fondue le dix-septième de juillet de l'année suivante à Valon par Le Brun, bénite le septième aoust par nous, curé de cette paroisse soussigné, eut pour parain M^e Jean Ysac de Létang, juge des baronnies et chatellenies de Pilmil et Noyen, qui lui donna le nom d'Alexandre, ayant été commis par monsieur le duc de La Rochefoucauld, seigneur de cette paroisse : pour maraine, dame Marie-Magdelaine de la Bleterie, épouse dudit Létang, qui furent accompagnés dans cette cérémonie, de plusieurs personnes de distinction et bourgeois, dont partie ont signés avec nous. Marie-Madelenne de la Bleterie ; de Lestang. » Acte inscrit sur les registres de l'état civil de l'année 1750.

(1) « Plus de la somme de dix livres, payé par le comptable à Lavazé, vitrier, pour les causes contenues en son mémoire, en teste de la quittance du deux décembre mil sept cent cinquante-deux. » Cahier papier. « Payé vingt livres quatorze sols aux deux Huault, pour avoir béché les pierres et avoir fait l'escalier de l'église, repavé et recouvert où il était besoin. » Comptes approuvés le 15 septembre 1761, par Mortier, doyen de Vallon. Cahier papier.

« Plus à François Tourteau, vitrier, la somme de cinq livres pour réparation des vitres de la nef, dont quittance du 10 mars 1761. »

(2) « Plus délivré à Pierre Coquemer, mon successeur dans la procure, la somme de cent trente-trois livres, pour acheter les livres de chant, un missel et un processionnal, à l'usage de notre église. » Comptes de 1761, de François Gamelin.

(3) « Payé à M. Chevrolier, maître charpentier à Noyen, trois livres dix sols, suivant sa quittance du 12 novembre mil sept cent soixante-trois.

« Payé à M. Riobé, piqueur en ardoises, quatre-vingt-une livres,

cloche, qu'un fondeur de Lorraine, Jean Tichaut, établi à Malicorne (1) en 1768, y coula, et dont le baptême eut lieu le 3 mai de la même année ; celle de vingt-quatre livres, pour un confessionnal que Louis Touchard exécuta en 1770 ; celle de quatre cent cinquante-huit livres huit sols trois deniers, pour l'achat d'étoffes et pour la confection des vêtements liturgiques, en 1770 (2) ; celle, moins importante, de dix livres, soldée en 1778, « à Jean Orry, tailleur de pierre, demeurant à Noyen, pour le prix de vingt pieds de pierre de taille pour l'escalier de la porte de Sainte-Barbe » ; celle de quinze livres à « Jean Le Huaut, tailleur de pierre de Pirmil », pour avoir employé ces matériaux.

En 1782, « Jacques Orry, tailleur de pierre à Noyen, pour avoir refait le pillié de la porte de Sainte-Anne », toucha une

suivant sa quittance, daté le 15 de décembre mil sept cent soixante-trois.

« Payé à Louis Heaut, masson, quatre-vingt-neuf livres, suivant son mémoire et la quittance au piet, daté le 10 décembre mil sept cent soixante-trois.

« Payé à monsieur Lavazé, vitrier à Durtal, caint livres douze sols, suivant sa quittance, daté le vingt-deux mars mil sept cent soixante-quatre. »

(1) « Plus payé à M. Loiseau, pour M. Tichaud qui a fondu les deux cloches, quatre cent quarante-huit livres suivant sa quittance du vingt mai 1768. » Le marché qui avait été fait de la fonte de cette cloche, passé le 24 janvier 1768, devant Hilaire Raguideau, notaire à Fercé, porte que le fondeur, Jean Tichaut, « demeurant ville de la Marche-en-Lorraine, et de présent au bourg de Malicorne », s'engage à fondre la cloche pour la somme de 120 livres.

(2) « Le vingt-quatre novembre mil sept cent soixante et onze, nous, curé et habitants de cette paroisse, assemblés à l'issue de la grand messe, sur le mur du cimetière, lieu ordinaire des assemblées, ladite assemblée duement indiquée au prône de la grande messe de cette paroisse, avons nommé les sieurs Louis Bellant et Julien Brillard, pour, conjointement avec les sieurs curé et procureur de la fabrique, employer la somme de quatre cents livres, léguée par feu maître Jean-Baptiste Fermal, curé de cette paroisse, à racommoder les anciens ornemens et en acheter de nouveaux et le linge nécessaire pour l'église, et avons signé le pouvoir que nous leur donnons. » Suivent neuf signatures.

somme de soixante-seize livres. On versa, d'une part, vingt-et-une livres, à « René Davit, marchand, demeurant à Pirmil, pour le prix d'un tirant et de deux bouts de sablière » ; et, de l'autre, pour les avoir mis à place, « Julien Blin, charpentier à Pirmil », perçut treize livres treize sols. Cette même année, « Jean Le Huaut, maçon tailleur de pierre, demeurant à Pirmil pour neuf journées qu'il (avait) faites à raccommoder et demaçonner par place le dit tirant », reçut onze livres cinq sous.

En 1785, le fabricant enregistre parmi ses dépenses « la somme de vingt-deux livres quinze sols qu'il a payée à Jean Ori (1), de Noyen, pour avoir fourni une busse de chau et de vingt livres de plâtre et pour quinze journées qu'il a faites pour avoir pavé la chapelle de sainte Barbe que pour avoir démolie la chère et le grand hôtel » ; « la somme de quatre cent quatorze livres par lui payée aux messieurs Housseau et Dupont et Valentin (2). pour avoir fait le tabernacle et tombeau de l'hôtel, sculpture et dorure, suivant le marché qui a été convenu ensemble avec monsieur le curé et les habitants de lad. paroisse de Pirmil, en date du vingt-sept juin, » . . . « plus la somme de deux cent quarante-trois livres par lui payée au sieur Lainé du Mans, pour avoir fait les stalles et les portes de la sacristie ou fausse porte, suivant le marché qui en a été fait et convenu avec monsieur le curé et les habitants de lad. paroisse, en date du vingt-neuf aoust mil sept cent quatre-vingt-quatre ».

V.

C'est ainsi que tous, fidèles et pasteur, d'un commun accord, géraient les affaires de leur église, et tous s'en

(1) Cf. sur Jean Ori, *Annales Fléchoises*, 1913, t. XIV, p. 198.

(2) On ne voit pas ces noms, sauf celui de Valentin, signalés dans le *Dictionnaire des artistes et artisans manceaux*, de M. l'abbé G. Esnault. Valentin, doreur, travailla à l'église de Lombron. Cf. *Revue hist. et arch. du Maine*, t. XLI, p. 96, note 1.

trouvaient à merveille, quand le bouleversement, provoqué par la convocation des États-Généraux, en 1789, et aggravé par les mesures dont la Constituante prit l'initiative, de 1789 à 1791, vint rompre cette bonne entente, encore que, comme nous le verrons, il y ait eu, à Pirmil, moins de troubles que dans beaucoup de localités.

Les habitants, pour leurs intérêts civils et séculiers, ne laissaient pas, d'ailleurs, d'avoir à formuler des griefs. L'occasion s'en présentant, ils indiquèrent où se portaient leurs réclamations. On les retrouve dans le cahier des plaintes et doléances, sur lequel les plus lettrés, le 3 mars 1789, apposèrent leurs signatures, après que lecture du *Mémoire* eut été donnée à tous, sans exception. Ils appellent l'attention du Roi et du Législateur sur les inconvénients de la gabelle ; ils signalent l'abus commis par divers propriétaires nobles qui, pour faire exempter de l'impôt de la taille leurs fermiers, les disaient leurs serviteurs ; ils demandent la suppression de ces agents, les Jurés-priseurs, qui, pour ne pas exercer sur tous leur ministère, n'en étaient pas moins à charge à ceux qui avaient à en user ; ils s'élèvent contre un abus du décimateur qui, la même année, après avoir dimé les agnelets, réclamait ensuite, si les mêmes bêtes venaient à être tondues, une part de la laine ; ils se plaignaient, et avec raison, de ce que le fermier du prieuré, jadis chargé de répartir entre les pauvres de la paroisse, une charge de blé de trente-six boisseaux, mesure de Vallon, avait cessé de la leur distribuer, laissant aux plus aisés de la paroisse le soin de venir à leur aide ; ils auraient voulu que, tous les ans, ceux des seigneurs qui avaient le droit de percevoir des rentes féodales, les réclamassent, au lieu de les laisser s'accumuler, quitte à en exiger ensuite tous les arrérages en une fois ; ils exprimaient aussi le désir de voir ces rentes rachetées, fût-ce en donnant, une fois pour toutes, une indemnité à ceux qui les possédaient ; ils protestaient

contre les abus des droits de chasse et de colombier. Tout cela était fort légitime (1).

Il est vraisemblable que, en conformité de l'édit royal du mois de juin 1787, on constitua alors à Pirmil, comme une municipalité dont faisaient partie de droit, le seigneur de la paroisse, ou son représentant, et le curé. Mais, organisée ou non, elle n'agit point, et c'est uniquement après la transformation des communautés d'habitants en communes, que les électeurs, en vertu de la loi du 14 décembre 1789, se donnèrent un conseil municipal chargé de fonctions effectives, et qu'un maire élu présida. Jean Le Huaut fut, le premier, honoré de cette charge.

On ne voit pas que la prise de la Bastille, au 14 juillet 1789, ait provoqué de troubles à Pirmil. On n'en prit pas occasion, comme en maints endroits, pour constituer une garde nationale, et c'est un an plus tard, que nous la trouvons établie et recevant solennellement son drapeau que bénit, le 11 juillet 1790, le vicaire de la paroisse, P. Barbier (2). Cette cérémonie et le choix qui fut fait par l'élection de M. Éléonor-Maximilien-Charles de Petit-Jean, pour commander la petite troupe, nous permettent d'en apprécier les tendances.

Depuis le milieu de l'année 1789 (3), la paroisse était gouvernée par un clerc, venu du diocèse de Nantes, d'où il était originaire (4). Au demeurant, ce nouveau curé, Guil-

(1) Cf. *Annuaire de la Sarthe*, année 1890.

(2) « A été béni le drapeau de la garde nationale de cette paroisse, présenté par M. Eléonore-Maximilien-Charles de Petit-Jean, colonel de ladite garde nationale. Présents : MM. Michel Rougé, major de la garde nationale de Noyen ; Gabriel Chevalier, capitaine de grenadiers de ladite garde nationale ; Urbain Le Divin, commandant de la garde nationale de Chantenay, Jean Huau, maire de cette paroisse ; Jean-Louis-Abel de Petit-Jean, soldat national. » Archives de la fabrique.

(3) Jacques-Julien Foulard, curé de Pirmil, mourut le 23 juin 1789, âgé de soixante et un ans ; il fut inhumé au grand cimetière.

(4) Le premier acte signé de lui sur les registres de l'état civil est du 7 juillet 1789. Il était né à Blain (Loire-Inférieure), en 1752.

laume Marsac, prêtre correct, mais sans délicatesse de cœur et sans fermeté de caractère, allait, pour sauver sa vie et pour s'épargner des ennuis, s'associer sans passion, je n'oserais dire sans remords, à tous les actes que le pouvoir civil en réclama successivement. Il avait, au contraire, à ses côtés, un vicaire qui, attentif à la voix de sa conscience et docile aux instructions de ses supérieurs ecclésiastiques, n'hésita point à s'exposer aux rigueurs de l'exil, pour sauvegarder la pureté de sa foi.

Le nouveau curé, après avoir accepté de prêter serment, sans restriction aucune, à la Constitution civile du Clergé, se laissa élire maire de Pirmil, le 30 décembre 1792. Il succédait à Jean Le Huaut. Bien qu'il évitât soigneusement, dans l'exercice de ses fonctions nouvelles, tout ce qui aurait été de nature à rappeler celles dont il s'acquittait, en vertu du caractère spécial dont l'avait marqué le sacrement de l'ordre, c'en était assez, en 1793, qu'il eût porté le costume des clercs, pour le rendre suspect aux autorités constituées. Il quitta donc alors la mairie, où il fut remplacé par Noël Foucault, le 24 février 1793, mais il dressa jusqu'à la fin de janvier de l'an 1794, les registres de l'état civil. Il continuait de résider au presbytère où sa sœur, M^{lle} Marsac, était venue le rejoindre, et, quand cet immeuble fut mis en adjudication, le 9 messidor an IV (27 juin 1796), il s'en porta acquéreur pour une somme de 7.200 l. (1). Il avait, dès le 25 mars 1794, déclaré vouloir cesser toutes fonctions religieuses. A telle époque que nous ignorons, il rétracta le serment schismatique qu'il avait prêté, et il finit par se retirer au Mans où il mourut, le 16 mai 1819, réconcilié avec l'Église. Il avait cédé gratuitement à la commune, laquelle fut autorisée à accepter ce don, par un arrêté des Consuls, en date du 4 pluviôse

(1) Cf. *Province du Maine*, t. XIII, p. 341, et Pesche, *Dictionnaire hist. de la Sarthe*, t. IV, p. 445.

an XII (25 janvier 1804), le presbytère qu'il avait acheté (1).

Bien que, à partir du début de l'an 1794, tout culte public eût cessé à Pirmil, les habitants ne furent jamais entièrement privés des secours de la religion. Divers prêtres insermentés dont les plus connus sont Pierre Leroux, jadis prieur-curé de Villedieu (2), Julien-Jean Cusson (3), N. Guyard, et surtout N. Baudoire (4), plus connu sous le pseudonyme de Grand Jean, demeurèrent cachés dans la région où ils baptisaient les nouveau-nés, assistaient les mourants et conféraient le sacrement de mariage. De ceux qui leur durent d'entrer par le baptême dans l'Église catholique, ou d'être légitimement unis, la liste a été dressée plus tard par l'ancien vicaire de Pirmil, P. Barbier. Celui-ci, après avoir été interné au séminaire de la Mission, au Mans, en était parti à la fin d'août 1792, et, embarqué à Nantes sur le vaisseau l'*Aurore*, avait été déporté en Espagne où il avait été débarqué au port de La Corogne, le 9 octobre de la même année. Désireux de n'être à charge à personne, et tout en restant fidèle à ses obligations de clerc, telle la récitation de son bréviaire, il s'embaucha dans un atelier de menuisier où il resta jusqu'en l'an 1801. La maltresse de maison qui l'avait hospitalisé, lui rendit, plus tard, visite à Pirmil où il était revenu et dont il

(1) Pesche, *Dictionnaire*, t. IV, p. 445.

(2) Villedieu, ancienne paroisse, réunie en 1802, à celle de Chantenay. Le nombre des communiant, d'après Le Paige, *Dictionnaire*, s'élevait à 70. Cf. Pesche, *Dictionnaire*, t. VI, p. 540. Cf. sur Pierre Leroux, dom P. Piolin, *L'Eglise du Mans durant la Révolution*, t. III, p. 521, 542, 548, et *Revue hist. et arch. du Maine*, t. LXXIV, p. 245.

(3) Cf. sur Julien-Jean Cusson, dom P. Piolin, *L'Eglise du Mans durant la Révolution*, t. III, p. 551.

(4) Les noms de ces prêtres, avec les indications des sacrements qu'ils ont conférés, sont insérés dans un registre des baptêmes de la paroisse de Pirmil, sur lequel, en 1808, le curé de cette paroisse, P. Barbier, tentait de reconstituer l'état religieux de ses paroissiens. Il nous dit avoir dressé ces actes, soit d'après les attestations de témoins dont il donne les noms, soit d'après « un registre laissé à Vallon par M. Cusson, prêtre catholique ».

devint curé sur la désignation qu'en fit M^{sr} de Pidoll, après la signature du Concordat. Elle y demeura six mois, entretenant les paroissiens du précieux souvenir qu'elle gardait de leur pasteur.

L'église paroissiale où les offices religieux avaient cessé d'être célébrés, mais qui n'avait jamais été aliénée, réclamait des réparations dont on évaluait le montant à 500 l. Nous ignorons comment on y pourvut.

De la vie sévère et laborieuse que le saint prêtre a menée en Espagne, rien n'aurait transpiré, si l'humble menuisière chez laquelle il avait travaillé n'en avait transmis l'écho aux habitants de Pirmil. Pour lui, le devoir rempli et la conscience en paix, quand la dure loi d'exil, que tant de ses confrères avaient subie, fut abrogée, il revint cultiver le champ que la sollicitude épiscopale lui confiait, heureux de se retrouver là où, plus jeune, il avait déjà jeté la semence évangélique. Comment il la répandit de nouveau, Dieu seul le sait, et nous n'avons d'autres vestiges de son labeur que ce cahier, soigneusement tenu, sur lequel, en 1808, après avoir réuni des preuves authentiques des actes religieux qu'il tenait à régulariser, il rédigeait le procès-verbal des cérémonies qui, de ses paroissiens, avaient, en son absence, fait les chrétiens et les chrétiennes dont les âmes lui étaient toujours demeurées chères. Il ne fut point étranger, pensons-nous, à la fondation réalisée par la sœur de son prédécesseur, Perrine-Marie Marsac, veuve Dupas, qui, le 7 mai 1822, donnait l'immeuble dit le Bas-Presbytère, d'une valeur de 15.000 l., afin de faciliter l'établissement à Pirmil, de deux sœurs de la Charité d'Évron, chargées d'instruire les filles (1). M. l'abbé Barbier administra seul la paroisse jusqu'en 1825 ; il fut, à partir de ce moment, aidé par des vicaires dont le dernier, M. François Robillard, le remplaça,

(1) Cf. Pesche, *Dictionnaire topog., hist. et statistique de la Sarthe*, t. IV, p. 448.

quand il mourut en septembre 1836. Le nouveau curé ne connut jamais, lui aussi, d'autre paroisse. Il mourut à Pirmil le 31 mars 1876, après y avoir exercé, quarante ans durant, le ministère paroissial. C'est lui qui, en 1843, fit construire la sacristie actuelle, et qui, en 1848, fit refondre l'une des cloches, puis, en octobre 1858, de concert avec le conseil municipal, fit disparaître de la nef deux autels qui l'encombraient.

En 1859 on répara la charpente, laquelle, débarrassée des tuiles qui la chargeaient, fut recouverte en ardoises, de 1864 à 1865. En 1862, on enleva de la voûte et des chapiteaux, le badigeon qui en masquait les sculptures. En 1865, le maître-autel actuel (1), prit la place du retable qui avait été édifié en 1785. Ces travaux dont l'église était l'objet et qui la mettaient en valeur, donnèrent au pieux pasteur la pensée d'inviter l'évêque du Mans à venir la consacrer, cérémonie que M^{re} Fillion accomplit, le 29 juin 1865.

M. l'abbé Trillon, ancien vicaire de Saint-Benoît du Mans, succéda à M. Robillard, en 1876. Cette année même, il obtint l'érection dans l'église de Pirmil, d'une confrérie de Notre-Dame du Mont-Carmel, dont les curés furent désignés comme directeurs. C'est sur son initiative que, en 1877, fut placée, dans le clocher, l'horloge actuelle, don de ces deux bienfaiteurs, M. et M^{me} Lemoire, pour lesquels on doit, tous les ans, célébrer, deux fois, la sainte messe. En 1881, les deux chapelles furent recouvertes d'ardoises.

En 1885, M. Trillon quitta Pirmil où il a eu pour successeurs, M. l'abbé Émile Lebourdais, jusqu'en 1900, et, depuis cette époque, M. l'abbé Louis-Auguste Mézières, de 1900 à 1905, et enfin, M. l'abbé Henri-Arsène Devaux. Ces temps sont trop rapprochés de nous pour que nous exposions ici les faits, trop souvent attristants, dont ils ont été remplis.

(1) Cet autel a été exécuté par M. Cosnard, sculpteur au Mans, pour la somme de 2000 livres.

Nous ne saurions omettre cependant de signaler la suppression de l'école congréganiste qui eut lieu en 1890. J'ai quelque motif de croire que, depuis lors, malgré le zèle déployé par les maitresses qui ont remplacé les sœurs de la Charité d'Évron, les mères que ces religieuses avaient élevées, tout autant qu'instruites, n'ont pas cessé de regretter leurs éducatrices et de soupirer après le jour où ces dernières seront rendues à leurs enfants (1).

L. FROGER. H. DEVAUX.

(1) Bien que la paroisse soit l'objet très spécial de cette étude, nous ne voulons pas l'achever sans y ajouter en note la liste des maires qui, depuis 1790 jusqu'à nos jours, ont administré la commune de Pirmil. En voici les noms avec les dates de leur nomination.

1790, Jean Le Huaut ; 30 décembre 1792, Guillaume Marsac ; 24 février 1793, Noël Foucault ; 13 vendémiaire an V, (4 octobre 1796), René Gaudin, agent municipal ; 25 floréal an VII, (14 mai 1799), Louis Hérisson, agent municipal ; août 1800, Louis Hérisson, maire ; janvier 1813, Joseph Couppel ; 13 avril 1815, Jean Lambert ; 13 juin 1821, comte d'Andigné ; 6 mars 1826, Pierre Péan ; 18 novembre 1846, Joseph Maiche ; 25 mars 1848, Joseph Lambert ; 5 septembre 1848, Joseph Maiche ; 26 mai 1858, René-Jean Barreau ; 10 février 1867, Pierre Bonet ; 5 septembre 1870, Théodore Leroy ; 23 octobre 1876, Joseph Maiche ; mai 1892, Almire Péan ; 11 juin 1893, Julien Huet ; 27 octobre 1912, Louis Clément.

ANGERS

CONTRE LE MANS ET LA FLÈCHE

(1790)

Le 22 décembre 1789, Thouret présenta à l'Assemblée Nationale, au nom du Comité de Constitution, un projet d'organisation judiciaire. Une justice de paix devait être établie dans chaque canton, un tribunal dans chaque district et un autre tribunal dans le chef-lieu du département. Le tribunal de département connaîtrait de l'appel des jugements des tribunaux de district jusqu'à la concurrence de 3.000 livres. Au-dessus, il y aurait des Cours supérieures et enfin la Cour suprême de révision.

Dès que le projet de Thouret fut connu à Angers, les officiers municipaux et le comité de la ville résolurent de convoquer les corps, compagnies, corporations et communautés pour délibérer sur les avantages qu'il y aurait à posséder une Cour supérieure à Angers. L'assemblée (1), qui

(1) L'assemblée était composée des officiers municipaux et des membres du Comité de la ville, puis venaient : MM. l'abbé de la Brosse, syndic du clergé ; Berthelot de la Durandière et de la Révellière, députés du Présidial ; Sailland, député du grenier à sel ; Chotard, député de la Monnaie ; de la Chauvellerie et Myionnet, députés des avocats ; Farrant et Testu, députés des juges-consuls ; Moron et Hébert de la Roussellière, députés des notaires ; Chollet et Sigogne, députés des procureurs ; Rabouin et Chesneau, députés des notaires apostoliques ; Drely et Mabilie, députés des marchands drapiers ; Follenfant et Chaudet, députés des épiciers. Il faut ajouter les députés des

eut lieu le 2 janvier 1790 dans la grande salle de l'Hôtel de ville, envoya à l'Assemblée Nationale l'adresse qui suit :

« Il est du devoir et de l'intérêt de tous les bons citoyens de se réunir pour faire connaître à l'Assemblée Nationale leurs vœux sur l'organisation du pouvoir judiciaire.

« La liberté est le plus précieux des biens. Elle tient à une Constitution fondée sur les vrais principes de l'ordre social. La partie la plus essentielle de la Constitution est l'organisation du pouvoir judiciaire. Le bonheur des peuples dépend de l'établissement des tribunaux, qui mettent les justiciables dans le cas d'avoir une justice prompte et peu dispendieuse.

« Le projet de l'organisation du pouvoir judiciaire proposé le 22 décembre 1789 à l'Assemblée Nationale donnera lieu, s'il est adopté, à des abus dangereux pour les justiciables.

paroisses : Audio et Leroyer (Saint-Michel-du-Tertre), Derillé et Coustard (Saint-Maurille), Robinet et Chevreul (Saint-Pierre), Prévost de la Chauvellerie et Desportes (Saint-Denis), Turpin du Genièvre et Lelièvre (Saint-Julien), Rioto et Meslet (Saint-Martin), Genest et Favreau (Saint-Michel-de-la-Palud), Bedanne et Charbonnier (Sainte-Croix), Chabert et Cochard (Lesvière), Rabouin et Plessis (Saint-Laud), Evain et Bretault (Saint-Maurice), de la Brejolière et de Castelnau (Saint-Evrout), Bastier et Lefaure (Saint-Aignan), Chereau et Bellenger (la Trinité), Simier et Porée (Saint-Nicolas), Naudin et Bessonneau (Saint-Jacques). Les représentants des corporations étaient : Olivier (apothicaires), Joubert (pâtisseries), Dugué et Maussion (maçons architectes), Clairambault (cordiers), Labry et Beguyer (fondeurs potiers d'étain), Poihièvre et Courballay (tanneurs-corroyeurs, gantiers et chamoiseurs), Robert (sabotiers), Cordier et Cesbron (pelletiers fourreurs, chapeliers, bonnetiers, fabricants de bas), Guespin et Binet (serruriers, maréchaux, taillandiers, ferblantiers, éperonniers et cloutiers), Ribetrolle et Fouquet (menuisiers), Didier et Gofin (orfèvres et horlogers), Daveau (peigneurs), Cheze et Tiercelin (cordonniers), Bruand (blanchisseurs de toile), Lauzerat et Dugué (tailleurs d'habit, fripiers, revendeurs), Gilbert et Hervé (bouchers), Bregeon (huiliers), Fouasse et Festu (sergers fabricants d'étoffes), Sinval et Bruneau (tapissiers), Guillory et Briguenin (marchands de bois), Blanchard et Baure (perruquiers), Danjou (cordeurs pelotonniers), etc.

« L'établissement de quatre degrés de juridiction faciliterait à l'homme riche les moyens de fatiguer le pauvre. Tous les citoyens étant égaux devant la loi, la préférence pour l'un serait une injustice pour l'autre. Tous les privilèges en matière de juridiction sont odieux. Les citoyens sans aucune distinction doivent avoir les mêmes juges et les mêmes moyens de se pourvoir devant eux.

« Un quatrième degré de juridiction tel qu'une Cour supérieure pour plusieurs départements ne serait établi que pour la classe opulente des citoyens. Il est peu d'individus dans la société qui aient des intérêts à discuter en justice réglée au-dessus de 3.000 livres.

« Etablir un tribunal juge des fortunes au-dessus de la somme de 3.000 livres, c'est favoriser le citoyen fortuné au préjudice de la classe du peuple la plus indigente mais la plus utile.

« L'homme riche peut facilement passer tous les degrés de juridiction et arriver à la Cour supérieure, lorsque le citoyen pauvre, dont les facultés ne permettent pas qu'il fasse les avances nécessaires, est traîné de tribunaux en tribunaux et forcé d'abandonner les prétentions les plus justes.

« La somme de 50 livres pour l'habitant des campagnes, celle de 250 livres pour l'artisan des villes, qui ne possèdent que cette valeur, sont un bien tout aussi précieux pour eux que l'est une fortune immense pour le citoyen le plus élevé.

« Il serait important que les tribunaux de département jugeassent sans appel toutes sortes de matières. Les justiciables trouveraient dans leurs foyers et à peu de frais la justice qui leur est due, sans avoir recours à des *Cours supérieures pour plusieurs départements*.

« Si le tribunal de département juge en dernier ressort la fortune de la majeure partie des citoyens, l'homme riche, quoique ses prétentions excèdent la somme de 3.000 livres,

doit également reconnaître le dernier ressort dans le même tribunal ; il doit se soumettre sans appel à ses jugements et ne pas demander une Cour supérieure, qui deviendrait alors une juridiction de privilégiés.

— « Si l'Assemblée Nationale jugeait dans sa sagesse qu'il fût indispensable d'établir des Cours supérieures pour plusieurs départements, la ville d'Angers devrait être choisie pour le siège de l'une de ces Cours supérieures ; son étendue, sa population de 40.000 habitants et l'abondance des subsistances devraient faire décider en sa faveur.

« Elle renferme depuis plusieurs siècles une Université fameuse. De son sein sont sortis et sortiront des sujets propres à remplir des places d'administration et de magistrature.

« Cette ville est le centre où les jeunes gens de la province se réunissent pour recevoir une éducation commune. L'émulation nécessaire pour former les hommes publics serait excitée et encouragée, s'ils avaient sous leurs yeux l'exemple vivant des magistrats et des administrateurs, dont un jour ils doivent être, à raison de leurs talents, les successeurs.

« Il est peu de villes qui offrent autant d'édifices publics, autant de localités propres à recevoir toutes sortes d'établissements.

« La commune de la ville d'Angers offre à l'Assemblée Nationale l'hommage respectueux de la reconnaissance pour les bienfaits qu'elle doit à ses importants travaux. Elle la supplie de peser dans sa sagesse s'il ne serait pas avantageux pour le bien des peuples de n'établir que des juges de paix, des tribunaux de district, un tribunal de département qui jugerait toutes sortes de matières en dernier ressort, sans Cour supérieure pour plusieurs départements, et la supplie encore dans le cas où il serait établi des Cours supérieures pour plusieurs départements de fixer le siège

de l'une de ces Cours dans la ville d'Angers » (1).

Le 13 janvier 1790, le conseil municipal d'Angers reçut les lettres patentes de Louis XVI relatives à la constitution des municipalités dans tout le royaume. A Angers, il y avait 15 *officiers municipaux* et un nombre double de *notables* ; tous, ainsi que le *procureur de la commune*, étaient soumis à l'élection. L'ensemble des officiers municipaux, des notables et du procureur formaient le « conseil général de la commune ». Installés le 21 février (2), les nouveaux membres du conseil envoyèrent, un mois après (17 mars 1790), une adresse à l'Assemblée Constituante pour solliciter une seconde fois une Cour supérieure. Voici ce nouveau document :

« L'hommage le plus pur qu'il soit possible d'offrir à des législateurs, sera toujours celui d'une province tranquille, où la liberté n'a point été confondue avec la licence et ne s'est point établie par le meurtre et l'incendie.

« Une paix profonde qui suppose un concert mutuel ou des sacrifices respectifs, une espèce de fraternité qui n'a jamais rendu la défaite des uns humiliante, ni le triomphe des autres insultant, une fermeté constante et toujours active dans les inquiétudes et les alarmes populaires, voilà des témoignages bien sûrs de notre fidélité à la nation, à la loi et au roi. Et quand nous sommes tout prêts à consacrer notre fortune, notre vie, tout enfin pour maintenir la Constitution de l'État, nous aimons, en admirant le zèle et la sagesse de nos concitoyens, à vous offrir le tableau d'un avenir plus heureux, et nous espérons que la félicité publique renaitra de la réunion naturelle de toutes les volontés au bien commun. Cependant *il n'est point de cité dans tout*

(1) *Registre des conclusions de la mairie d'Angers*.

(2) *Anjou historique*, tome IV, pages 476 et suiv.

le royaume sur laquelle vos décrets relatifs aux maisons religieuses, portent plus directement que sur la ville d'Angers (1). Cette ville, dont la population s'élève à près de 50.000 habitants, compte parmi ses établissements 7 chapitres, un séminaire nombreux, et 24 maisons religieuses (2). Leurs possessions dans la province sont immenses et la consommation de leur produit met tous les ans un million au moins dans la circulation de notre ville, dont presque tout le commerce ne consiste que dans la consommation. Nous savons que les grandes révolutions, que les révolutions qui promettent le bien général d'un vaste empire, entraînent presque toujours vers elles des dommages particuliers ; mais un dommage réel qui tombe sur une société réunie de 50.000 hommes sort pour ainsi dire de la classe des malheurs particuliers pour rentrer dans la classe des malheurs publics ; et c'est alors qu'une municipalité sagement organisée dans vos principes doit fixer ses regards sur les événements, doit étudier les intérêts d'une grande population et proposer à la sagesse de nos législateurs tous les moyens capables de les assurer.

« La confiance du peuple nous impose donc la nécessité de le servir utilement. C'est à ce titre que nous réunirons tous nos efforts pour réparer, sans nuire à la chose publique, les pertes multipliées de cette portion si intéressante de nos concitoyens, qui ne vit que de son travail et de son industrie.

« Nous aurons fait tout ce qui est en notre pouvoir, en

(1) Le 28 octobre 1789, la Constituante avait suspendu l'émission des vœux monastiques. Le 2 novembre suivant, elle avait dépossédé l'Église de ses biens. Le 13 février 1790, un nouveau décret avait prononcé la suppression des ordres religieux et des congrégations dont les membres émettaient des vœux solennels. Un décret des 19 et 20 février avait fixé le traitement des religieux et religieuses qui voudraient profiter de la liberté accordée par l'Assemblée Nationale pour rentrer dans le monde.

(2) *Anjou historique*, tome I, pages 70 et suiv.

exposant naïvement nos besoins, en sollicitant respectueusement auprès de l'Assemblée Nationale de nouveaux établissements. En nous les accordant, Nosseigneurs, votre justice et votre bienfaisance remplaceront les secours puissants que vous n'avez pas eu le dessein de nous enlever.

« La ville d'Angers, par son étendue, par sa situation, par le nombre et l'immensité de ses édifices qui vont devenir vacants, par sa population, par ses ressources locales et par l'abondance des choses nécessaires à la vie, peut disputer à toutes les villes ses voisines, l'avantage d'être propre à recevoir l'établissement d'un tribunal souverain. Les pertes qu'elle fait par la destruction de ses établissements, que l'intérêt général a sans doute rendu nécessaires, sont beaucoup au-dessus de celles que peuvent faire valoir les villes qui l'entourent ; et dans l'ordre des bons principes, ceux qui souffrent le plus ont les plus justes droits pour demander du soulagement.

« Une Université fameuse depuis tant de siècles, la seule qui existe dans la Généralité (1), une Académie royale des Sciences et Belles-Lettres ont conservé dans cette ville une masse de connaissances utiles, qui rendra plus facile et plus complète que partout ailleurs l'organisation d'un tribunal souverain. Un grand nombre de magistrats aussi éclairés qu'ils sont intègres, est employé dans nos différents tribunaux (2) à la distribution de la justice et sera sans fonctions par la suppression des offices. L'ordre nombreux des avocats, parmi lesquels on peut compter des orateurs sublimes et des jurisconsultes profonds, deviendrait presque inutile par la grande réduction du ressort et par la ligne de démarcation des différents districts. Ainsi le travail de tant d'années serait perdu pour la société, quand il ne

(1) La *Généralité* de Tours comprenait la Touraine, le Maine et l'Anjou.

(2) *Anjou historique*, tome VII, pages 24 et suiv.

dépend que de vous, Nosseigneurs, de le faire servir à l'accomplissement de nos projets de bienfaisance. Nous disons plus, la ville d'Angers ne se relèvera peut-être jamais de ses pertes, si elle n'obtient pas de votre justice l'établissement qu'elle a l'honneur de vous demander, qu'elle est en état de porter aussitôt à un haut point de perfection par ses propres forces, et qu'une ville moins étendue, moins peuplée et moins instruite ne peut recevoir qu'à grands frais, ne peut perfectionner qu'en empruntant des secours étrangers, et surtout ne peut rendre complètement utile que par le travail et l'expérience d'une longue suite d'années.

« Notre ignorance sur l'étendue du ressort que vous vous proposez de donner à chaque tribunal souverain, l'incertitude de savoir si le département de Mayenne-et-Loire, celui de Laval et celui du Haut-Maine (1) formeront un seul tribunal souverain, ne nous permet pas d'établir des bases certaines sur les distances ; mais dans le cas où les trois départements réunis formeraient l'arrondissement d'un même tribunal, le département de Mayenne-et-Loire, celui de Laval dont une grande portion de l'ancienne province d'Anjou fait partie, ont le plus grand intérêt à ce que la Cour souveraine soit établie dans la ville d'Angers, et nous sommes convaincus que les députés de cette partie du Maine solliciteront avec nous cet établissement.

« Le siège même du département du Haut-Maine (2) qui ne fait pas autant de pertes que nous, qui a gagné sur notre province le territoire de La Flèche, qui n'est pas d'ailleurs situé, comme la ville d'Angers, au centre de trois départe-

(1) C'est le 4 mars 1790 qu'avaient paru les lettres-patentes du Roi, sanctionnant les décrets de l'Assemblée Nationale, qui divisaient les trois provinces de la Touraine, du Maine et de l'Anjou en quatre départements. Le département de Maine-et-Loire était divisé en huit districts.

(2) La ville du Mans.

ments, n'a aucun prétexte pour s'opposer à un bienfait qu'il ne peut obtenir par sa position. Nos Coutumes sont sœurs, nos usages sont les mêmes, notre Université où leurs enfants venaient se former, nous rendent presque concitoyens par des correspondances et des liaisons intimes. Le grand commerce de bestiaux que le Maine fait avec l'Anjou, établit des relations continuelles entre les deux départements du Maine et celui de Mayenne-et-Loire, qui est au centre. Par quelle fatalité serions-nous donc privés d'un établissement que les départements voisins ont intérêt de demander pour nous, que tant de raisons vous invitent à nous accorder et que tant de besoins nous engagent à désirer ?

« Si quelque petite ville paraissait se rapprocher de quelques lieues du point central (1), quelques lieues de plus ne sont-elles pas un inconvénient léger, qui ne tombe que sur quelques individus et qui ne peut balancer les intérêts réunis d'une grande société ni faire négliger les ressources abondantes qui sollicitent la justice de l'Assemblée Nationale en faveur de la ville d'Angers ?

« Comment parviendrons-nous à faire l'assiette d'un impôt considérable, si notre ville est privée sans dédommagements des établissements qui alimentaient si puissamment le travail et l'industrie de la classe nombreuse de nos artisans ? Dans quel état de langueur ne serons-nous pas réduits, si le ressort de la sénéchaussée aujourd'hui composé de près de 300 paroisses (2) est réduit à la simple étendue d'un district de 77 paroisses !

« Cette ville qui depuis tant de siècles a été le berceau

(1) M. Aubert-Dubourg, procureur au Parlement de Paris, avait écrit, le 25 décembre 1789, à l'un des députés du Maine à l'Assemblée Constituante : « Il paraît que la Cour souveraine sera placée à *La Flèche* pour les départements de Tours, Angers, Le Mans et Laval ». (*Annales Fléchoises*, tome XIII, p. 385.)

(2) *Anjou historique*, tome IV, p. 137.

des connaissances répandues dans les trois provinces de la Généralité, ne serait plus qu'une vaste solitude, où quelques citoyens, après avoir bien servi la patrie, affaiblis par une longue suite de travaux et courbés sous le poids de la misère ou des infirmités, gémiraient en cas de ne pouvoir plus s'expatrier, pour terminer leur carrière dans le sein de leur famille affligée, que la nécessité de chercher du travail forcerait à les abandonner.

« Telles sont les calamités sans nombre dont nous serions accablés si cette ville qui, dans tous les temps, a plutôt dirigé ses efforts vers les sciences et les belles-lettres que vers le commerce, était subitement dépourvue sans dédommagement de tout ce qui peut y maintenir une circulation vivifiante et une consommation nécessaire.

« Mais la sagesse profonde de vos déterminations nous persuade que vos vues bienfaisantes embrassent tout l'ensemble de la Nation et descendent ensuite dans le détail des provinces pour animer le corps entier de l'Etat en fortifiant ses membres ; et nous croirions ne pas remplir nos devoirs si nous gardions un silence coupable quand les besoins de notre patrie et le désir que vous avez de les connaître nous invitent à vous les exposer. »

C'est le 24 mars 1790 que l'Assemblée Constituante ouvrit la discussion sur le projet d'organisation judiciaire. Le 16 août suivant, avait lieu la promulgation de la loi d'organisation de la justice ; il n'était point question de Cour souveraine, et il fallut attendre la loi du 18 mars 1800 pour donner satisfaction à la demande des Angevins (Cour d'Appel).

F. UZUREAU.

NOS PRÊTRES

NOYÉS A NANTES

(1793-1794) (1)

Des nombreux prêtres noyés à Nantes de 1792 à 1794, deux seulement appartenaient, à proprement parler, au diocèse du Mans : MM. Huet et Jupin. D'autres, cependant, attachés au diocèse d'Angers, méritent ici une place, tant à cause de leur lieu d'origine que de la paroisse où ils exercèrent leur ministère, aujourd'hui réunis au diocèse du Mans ou à celui de Laval.

§ 1.

NOYADE DE NOVEMBRE 1793

I. — LE MARTYRE

Le 28 août 1792, 150 prêtres manceaux [d'autres disent 144], enfermés à Coëffort, étaient partis dans la direction de Nantes. Quelques-uns meurent en route. Les autres

(1) Au début de ce travail, nous déclarons, conformément aux décrets d'Urbain VIII, de 1625 et de 1631, qu'en attribuant aux personnages non canonisés, les titres de *martyr*, de *saint*, de *vénérable*, de *bienheureux*, nous n'entendons nullement préjuger les décisions de l'Eglise dont nous serons toujours fier d'être le fils soumis et dévoué.

arrivent à Nantes le 14 septembre. Aussitôt, au milieu des huées du peuple et des sarcasmes des soldats qui les mènent, ils sont embarqués et destinés à la déportation. Mais, 24 d'entre eux, malades ou infirmes, demeurent dans la ville (1).

Réunis à d'autres réfractaires de la Bretagne, de l'Anjou et de la Vendée, ils sont transportés de prisons en prisons : de la maison Saint-Clément au château, du château au Carmel ; de là, sur le navire *la Thérèse*, puis, au début d'août 1793, aux Capucins. A chacun de ces déménagements, les prisonniers ont été dépouillés de leurs vases et ornements sacrés, de leurs ressources personnelles, et parfois même de vêtements essentiels.

Mais aucun de ces prêtres ne se plaignent. Parqués en ces prisons, pour refus du serment civique qu'impose la loi, ils n'ont point de murmures contre leurs bourreaux.

C'est pour la foi qu'ils souffrent ainsi, car, de grief politique on n'en rencontre point contre ce docile troupeau. On ne leur reproche qu'une seule chose : la nourriture. Quoique résignés à tout subir, ces malheureux prêtres mangeaient. Les 25 sols que touchait pour eux, chaque jour, leur économe, l'abbé Douaud, ne suffisaient pas à subvenir à leur vie, étant donnée surtout la cherté des vivres à Nantes, à cette époque.

Le passage de Carrier à Nantes, les 8 et 9 octobre est, pour nos prêtres, le début de leur martyre. Il faut en lire, dans l'intéressant livre qu'a écrit sur *Les Noyades de Nan-*

(1) Il existe de ce voyage du Mans à Nantes, plusieurs relations. Dom Piolin cite celles du P. Georges Camus, gardien des Récollets de La Flèche, publiées par Paul Marchegay dans la *Revue de l'Anjou et du Maine*, 1853, t. II, p. 561 ; de François-Jean-Baptiste Courte, curé de Saint-Jean-de-la-Cheverie, que le R. P. publie dans son *Hist. de l'Église du Mans durant la Révolution*, t. II, pp. 10-21 ; de Lambert Boucher, curé de Cures, et « quatre ou cinq autres que nous possédons. » (*Ibid.*, t. II, p. 9). — Nous pouvons encore citer celles de MM. Fay, du cabinet de M. R. Triger, du chanoine Savarre.

tes, M. Lenôtre, le long exposé, pour comprendre ce que durent souffrir ces pauvres prêtres, vieillards ou infirmes (1). MM. Huet et Jupin étaient parmi eux.

Parce qu'ils furent compris dans cette noyade fameuse, nous voulons, aussi brièvement que possible, en résumer ici les péripéties douloureuses.

Le 12 octobre, l'ordre avait été donné de transporter en Loire « les bouches inutiles » ; mais, sur une supplique de l'abbé Douaud, on laisse aux Capucins vieillards et infirmes. Or, voici que, le 20, Carrier arrive de Cholet, victorieux. Il annule, le 25, la décision bienveillante du département et de la commune et décrète le transfert des prêtres sur la galiote hollandaise *La Gloire*, qui stationne en Loire, devant la Sècherie, et supprime les 25 sols d'allocation accordés jusque-là.

Le 28 octobre, eut lieu ce transfert des prêtres, des Petits-Capucins à la Sècherie. Aussi secret qu'on le voulut rendre, il fut pourtant connu de quelques fidèles qui se groupèrent sur le passage des martyrs. « Rien qu'à lire la liste des détenus, écrit M. Lenôtre, on imagine ce que fut cette descente en troupe espacée selon les forces de chacun ; têtes branlantes, cheveux blancs, tailles courbées, jambes fléchissantes . . . ; puis l'alignement de la misérable troupe au bord du quai, le difficile abord des bachots, secoués par le flot, les heurts, les bousculades, la conduite, par groupes, vers la galiote qui se balance au large et aux flancs de laquelle on voit, de loin, s'élever péniblement les gauches silhouettes que, au plat-bord, des hommes agrippent et qui disparaissent aussitôt, enfouies dans l'entrepont ».

Les écoutilles refermées, les malheureux prêtres furent gardés par un soldat, et nourris uniquement — ceux qui le

(1) *Mémoires et souvenirs sur la Révolution et l'Empire*, publiés avec des documents inédits, par G. Lenôtre. *Les Noyades de Nantes*. Paris, Perrin, 1 vol. in-8 écu de 320 p., 1912.

furent, — par la charité nantaise. Officiellement, il n'est plus question d'eux. Leur galiote était amarrée au milieu du fleuve. Sous son sillac, les vieux prêtres dont on préparait le supplice, grouillaient parmi les rats et l'infection.

Les sectaires veulent cependant en finir avec ces « fanatiques », comme ils les appellent. Foucaud et Lamberty, deux créatures de Carrier, achètent, moyennant 200 livres, chez un armateur du faubourg de la Sècherie, une gabarre, aux flancs de laquelle ils font ouvrir des sabords, la nuit, chez un constructeur de navires, en vue, disent-ils, de la couler, pour qu'elle serve, dans un affluent de la Loire, au barrage de l'armée des rebelles. Tous ces travaux, exécutés entre le 8 et le 10 novembre, durent une quinzaine de jours, ce qui prouve que ceux qui les commandèrent les avaient mûrement réfléchis.

Par des arrêtés divers du 5 novembre, on assure le chômage du port et la docilité des complices dont on augmente la paye. Carrier donne à Lamberty un ordre ambigu, ainsi libellé : « Permis aux citoyens Fouquet et Lamberty de passer partout où besoin sera, avec un gabareau chargé de brigands, sans que personne puisse les interrompre ni troubler dans ce transport ».

Le 15, Carrier s'informe des « moyens révolutionnaires » qu'on a pris pour l'expédition des prêtres embarqués sur *La Gloire*. Le 16, Lamberty, quand la nuit est tout-à-fait tombée, vient à la Sècherie, accompagné de Fouquet et d'autres hommes de la compagnie Marat ; il installe un poste à la buvette de la femme Pichot, afin de surveiller le quai, et s'éloigne avec le reste de la troupe. Quelques instants plus tard, la cabaretière voit, dans la nuit, glisser sur l'eau, la gabarre, vaste et profond cercueil que, montés dans des bachets, les bateliers dirigent vers la galiote.

« On accoste ; Fouquet, Lamberty, Foucaud et les autres, montent sur le navire. Combien sont-ils ? Quel est l'ordre ?

On ne sait pas. Il est impossible de démêler, dans l'abondance des témoignages, comment les exécuteurs se partagèrent le travail ; on ne se représente pas ce que pût être, en ce moment tragique, l'attitude de ces hommes, arrivant là, de sang-froid, sans mandat, pour commettre, sur ce troupeau de vieillards, de malades et d'estropiés, qu'aucun jugement ne condamnait à la mort, le plus sournois, le plus étudié des assassinats. Un geôlier devait se trouver à bord de la galiote ; de quel prétexte envers lui usèrent-ils pour obtenir qu'il livrât les prisonniers ? D'un ordre fictif de déportation, sans doute. Qui eût l'audace de descendre le premier dans l'entrepont où gisaient les malheureux, de les réveiller, de les avertir ? On sait seulement que, d'avance, pour parer à toute résistance, bien improbable, ils avaient reçu, en prévision d'une nouvelle translation, l'invitation de déposer, entre les mains du commandant, leurs montres, leur argent, et ce qu'ils avaient de plus précieux ; ces objets, assurait-on, devaient leur être restitués au château de la Musse, en Chantenay, où on allait les conduire. Ainsi prévenus, quand ils virent entrer dans l'entrepont Lamberty et ses aides, les détenus se persuadèrent-ils que le transfèrement allait s'effectuer » (1).

Puis, ce transfèrement s'opère.

Lamberty tire de l'entrepont les prisonniers, deux par deux ; on les fouille ; on les dépouille de tout objet présentant une valeur quelconque, on les lie l'un à l'autre, et le couple, ainsi paré, est descendu dans la gabarre amarrée au flanc de la galiote. Puis, on appelle deux autres. Cela s'opère poliment, avec excuses, « seulement par précaution », disait-on, et « nullement pour les gêner ».

Dans la gabarre, ils se placent sur trois rangs, docilement ; aucun n'a la prévision de la mort imminente.

(1) G. Lenôtre, *op. cit.*, p. 42.

Pourtant, quand l'un d'eux (1) prend sa place, il fait remarquer à ses voisins que les pierres plates et blanches, disposées au fond de la sapine, en manière de lest, dissimulent des trous par où entre l'eau. Un autre observe que l'embarcation, paraissant peu sûre, ils doivent se donner l'absolution ; tous alors, se mettent en prières et se bénissent l'un l'autre, pieusement (2).

Le chargement était complet. Ceux qui y avaient présidé, pour faire escorte à la gabarre, s'embarquèrent dans un bachot, pendant que d'autres restaient dans la galiote. Les amarres furent rompues, et la lourde sapine, portée par la marée descendante, se mit en mouvement, au fil de l'eau, remorquant la barque où, pour diriger la manœuvre finale, se tenaient les noyeurs (3).

Il était environ minuit et demi.

On passa sans encombre devant la batterie flottante de la Samaritaine. Le maître canonnier du ponton, Vailly, vit la gabarre passer lentement dans la pénombre, près de sa batterie (4).

« Aucun bruit ne sort de cette grande boîte, glissant dans l'eau vagabonde ; sans doute, les prêtres, liés, se recueillent et prient ; portée par le courant, elle descend le fleuve, de conserve avec le canot des exécuteurs. » Elle laisse Trentemoult, Chantenay et « entre dans ce vaste bassin, précédant l'île de Cheviré, où le fleuve, étalé en bras de mer, a dix-sept cents pieds de large. C'est l'endroit favorable » (5).

« Les hommes de Lamberty, à grands coups de marteau, ouvrent les sabords ; l'eau frémissante entre par larges

(1) M. Hervé de la Bauche, curé de Machecoul.

(2) G. Lenôtre, *op. cit.*, p. 46. Voir les références nombreuses qu'il apporte au soutien de sa thèse.

(3) *Nouvelles Politiques*, 27 brumaire an III ; *Pièces remises à la Commission des vingt-un et imprimées par ordre de la Convention*, p. 24.

(4) *Ibid.*

(5) G. Lenôtre, *op. cit.*, p. 48.

lampées dans le gabareau, en même temps qu'elle commence à sourdre par le fond en dérangeant les tuffeaux qui servent de lest. De la cargaison, jusque-là silencieuse, une rumeur s'élève ; on entend les malheureux s'agiter, réclamant du secours ; un des soldats qui montent le canot, un loustic, escalade la gabarre, se glisse à l'intérieur ; les victimes, debout, se bousculent, ayant de l'eau à mi-jambes ; soucieux d'insulter à l'affreuse agonie qui commence, cet homme fait mine de vider l'eau en se servant, comme écope, d'une poêle à chataignes, percée de trous. La farce jouée, il remonte et regagne le canot qui s'écarte, pour ne pas être entraîné dans le tourbillon imminent ; et la gabarre, isolée maintenant, alourdie par le flot envahissant, poursuit sa route dans la nuit, à la dérive, s'enfonçant peu à peu ; elle est déjà hors de vue, quand, dans le grand silence, vers l'horizon où sa noire silhouette s'élève, une clameur d'effrayante angoisse, qui, tout-à-coup, s'apaise, se tait, interrompue, engloutie.

« C'est fait » (1).

Le martyre était consommé.

La Loire rejeta bon nombre de cadavres, qui furent enterrés sur ses rives (2). Les bourreaux organisèrent une fête sur la galiote quittée par leurs victimes, et, dans un banquet qu'il y présidait, Carrier lut à ses complices ce qu'il venait d'écrire à la Convention :

« Un événement d'un genre nouveau semble avoir voulu diminuer le nombre des prêtres. Quatre-vingt-dix de ceux que nous désignons sous le nom de réfractaires étaient renfermés dans un bateau sur la Loire. J'apprends à l'instant, et la nouvelle en est très sûre, qu'ils ont tous péri dans la rivière » (3).

(1) G. Lenôtre, *op. cit.*, p. 48-49, d'après de nombreux documents qui attestent l'authenticité de son récit.

(2) *La Chronique de l'Ouest*, dans son n° du 16 août 1856, relatait une découverte d'ossements, faite sur les bords de la Loire.

(3) *Les Nouvelles Politiques*, 27 brumaire an III.

Mis à mort pour leur foi, ces malheureux prêtres furent de véritables martyrs. Je n'en veux donner pour preuve que ce passage de Goullin qui, lors de sa défense, compara les noyades de Nantes aux massacres de septembre :

« Il faut apprendre au tribunal qu'à cette époque les prisons étaient remplies de brigands, et que le dessein d'immoler tous les prévenus étoit suffisamment justifié par les circonstances puisqu'on ne parlait que de conspirations dans les prisons ; je soutiens que ces mesures, tout extrêmes qu'elles paroissent, étoient inévitables. Parisiens ! si vous avez jugé nécessaire la journée du 2 septembre, notre position étoit peut-être encore plus délicate que la vôtre ; ces noyades, toutes révoltantes qu'elles vous semblent, n'étoient pas moins indispensables que le massacre du 2 septembre auquel vous vous êtes livrés » (1).

La nouvelle de cette exécution en masse ne parvint au Mans qu'à la fin du mois. Voici comment un journal local, *Le Défenseur de la vérité*, dirigé par Philippeaux, en informait ses lecteurs, à la date du samedi 30 novembre : « Les autorités constituées de Nantes sont régénérées . . . le fanatisme dans ce pays, comme ailleurs, cède ses temples à la raison et à la liberté . . . Un vaisseau qui étoit à la voile sur la Loire, a coulé bas ; il étoit chargé de 90 prêtres refractaires qui ont péri. Ces faits sont contenus dans une lettre de Carrier, représentant près l'Armée des Côtes de Brest » (2).

• II. — DEUX VICTIMES

Au nombre de ces quatre-vingt-dix prêtres, morts ainsi dans les eaux de la Loire, se trouvaient, avons-nous dit,

(1) *Bulletin du Tribunal révolutionnaire*, 6^e partie, p. 227.

(2) *Le Défenseur de la vérité ou l'Ami du genre humain*, n^o 48, 1^{re} décade de frumaire an II, p. 788. Bibliothèque de la *Société des Arts du Mans*, n^o 1330. — (Philippeaux, II.) Aimable communication de M. R. Triger.

deux prêtres manceaux, deux chanoines de la cathédrale Saint-Julien : MM. Nicolas Huet et Michel Jupin. Nous donnerons maintenant leur biographie, dans l'espoir qu'un jour, s'il plaît à Dieu, elle serve à leur cause de béatification.

1^o Nicolas Huet.

« Le dernier jour d'avril 1725, par nous, curé soussigné, a été baptisé Nicolas, fils légitime de Julien Huet et de Catherine Métérie, son épouse. Son parein, mesire Nicolas Jarry, prêtre et vicaire de ce lieu, et pour marenne Marie Poillier [ou Pillier ?], qui ne signe, enquis » (1).

C'est en ces termes que M^e Boulard, curé de Saint-Thomas-de-Courceriers (2), au Bas-Maine, inscrit l'acte de baptême de notre martyr, sur ses registres paroissiaux. Nous lui connaissons un frère, Jean-Alexis Huet, qui épousa Marie-Jacquine Anjubault, proche parente de M^e Sébastien Anjubault, curé de Saint-Jean-d'Assé qui, lui aussi, fut un confesseur de la foi (3).

Nous ne savons rien des jeunes années de M. Huet. Aux Quatre-Temps d'automne, le 23 septembre 1746, il reçoit la tonsure cléricale des mains de M^{sr} de Froullay, évêque du Mans (4). En 1750, il est maître ès-arts en l'Université d'Angers, ce qui dénote chez lui une certaine science et une bonne intelligence. Peu après son ordination, il fut

(1) Registres paroissiaux de Saint-Thomas-de-Courceriers. Acte envoyé par M. l'abbé A. Angot. Bon nombre d'auteurs se sont trompés sur le lieu de naissance de M. Huet. Dom Piolin, *Hist. de l'Eglise du Mans durant la Révolution*, t. I, p. 135 ; la *Semaine du Fidèle*, t. XVI, pp. 249-252, le font naître à Paris. Dom Piolin dit le contraire : *ibid.*, t. I, p. 491, t. II, p. 557.

(2) Saint-Thomas-de-Courceriers, arrondissement de Mayenne, canton de Bais (Mayenne).

(3) *Semaine du Fidèle*, t. XVI, p. 249-252.

(4) Archives de la Sarthe, G, (*Insinuations ecclés.*) 393, f^o 40 v^o.

nommé à Bonnétable où il exerça les fonctions de vicaire (1).

En sa qualité de gradué (docteur) en théologie, il obtint en 1759, la cure de Sargé-lès-Le Mans, et prit possession, le 13 février, succédant à M. Guillaume Sallé, inhumé dans le chœur de l'église, le 2 janvier 1759 (2).

A la mort de M. Loppé, chanoine de la cathédrale (3), en 1765, M. Huet devint chanoine de Saint-Julien et prit possession le 28 mai 1765 (4). En quittant sa cure il en résignait le bénéfice à Charles-François Hermon, curé de Saint-Rémy-des-Bois (5). Quand M^{sr} de Froullay mourut, en 1767, il fut choisi, par ses confrères, comme promoteur du chapitre (1^{er} février) (6). Cette confiance ne s'arrêta pas là. Le 20 avril 1778, en effet, lors du départ de M^{sr} de Grimaldi pour Noyon, il fut nommé, par scrutin, vice-gérant du chapitre (7).

M. Huet demeurait rue du Doyenné (8). Il y avait loué au chapitre, à vie canoniale, la maison de Saint-Christophe, qui fut au XIX^e siècle occupée par M^{lle} Thoré-Saint-Chereau (9).

Au dire de l'un de ses confrères, le bien peu charitable chanoine Nepveu de la Manouillère, M. Huet, aurait manqué assez gravement à la charité, en une circonstance toute spéciale. Un certain M. Dezile, diacre d'office, était assez mal vu du chapitre, sous prétexte que « son père avait été domestique chez un M. Fay, chanoine, que pendant le

(1) Abbé A. Angot, *Dictionnaire de la Mayenne*, t. I, p. 430, v^o Huet.

(2) Notes du cabinet de feu M. Brière.

(3) Chanoine Nepveu de la Manouillère. *Mémoires*, t. I, p. 38.

(4) *Ibid.*, t. I, p. 41, et non en 1767, comme le dit M. Angot.

(5) Dom Piolin, *Hist. de l'Eglise du Mans durant la Révolution*, t. II, p. 23.

(6) Nepveu de la Manouillère, *op. cit.*, t. I, p. 54.

(7) *Ibid.*, t. I, p. 311, et non en 1777, comme le dit dom Piolin, *Hist. de l'Eglise du Mans*, t. VI, p. 559.

(8) *Almanach du Maine*, 1782.

(9) *Manuscripts Lottin*, du cabinet de feu M. Brière.

temps de son service, il eut une place de sergent ; après cela, il eut la sonnerie, pour raison de quoi il avait les chaises de la cathédrale ». Enfin on prétendait avoir vu ce M. Dezile « nettoyer l'église ».

Ancien employé de l'église, le père de M. Dezile avait-il été l'objet de quelque juste réprimande ? Ou de voir ce prêtre parti d'assez bas, placé en si belle posture, gênait-il l'esprit hautain du chapitre ? On ne sait. Toujours est-il que le doyen du chapitre se plaignit de cette nomination à l'évêque. Il y eut alors entre le chapitre et « M. du Mans », échange de lettres plutôt aigres-douces. Il en résulta un certain nombre de commérages auxquels fut mêlé M. Huet et qui mécontentèrent à tel point l'évêque, qu'il conserva M. Dezile comme son aumônier et lui donna un canonicat à Sillé (1).

Quel fut le rôle exact de M. Huet dans cette affaire ? Il est assez difficile de le savoir. Il suivit très probablement le courant d'idées alors en vogue au chapitre.

Comme contre-partie de cette appréciation nous avons celle d'un autre de ses confrères, M. François Chéhère, chanoine du Mans, depuis 1787 (2), et qui, au Concordat devint curé de la Trinité de Laval. Un prêtre qui le connut alors a écrit : « Combien de fois, mon premier curé, de vénérable mémoire, M. l'abbé Chéhère m'a-t-il entretenu de la piété exemplaire de son ancien confrère, M. Huet, de son assiduité au chœur, de sa candeur et de sa droiture, et de sa bonté inaltérable » (3).

A ce témoignage en viennent s'ajouter d'autres. Celui de

(1) Nepveu de la Manouillère, *Mémoires*, édités par l'abbé G. Esnault. Le Mans, 1877, t. I, p. 156. — Ce chanoine nous apprend que M. Huet présida, dans la chapelle des Ardents du Mans, la cérémonie d'inhumation de M^{lle} Berthelot du Gage, le 9 février 1789. *Ibid.*, t. II, p. 187.

(2) Sur ce chanoine, mort à Laval en 1829, voir *Mémoires* de Nepveu de la Manouillère, t. II, p. 146.

(3) Note du cabinet de feu M. Brière.

l'abbé Théodore Perrin, qui dès 1830 écrivait : « Devenu chanoine de la cathédrale, il y édifia constamment par une rare fidélité à ses devoirs, son assiduité aux offices, la droiture et la bonté de son cœur, et par la pratique de toutes les vertus sacerdotales » (1).

Après lui, dom Piolin ajoute que notre chanoine « devenu promoteur du chapitre, mérita toujours l'affection et le respect de ses confrères. Il consacrait une partie de ses revenus à faire des aumônes, et éleva à ses frais plusieurs jeunes gens pour le sanctuaire » (2).

Une telle vie ne devait point changer quand surgirait la tourmente. Lorsque l'heure vint de prêter le serment schismatique en 1791, il s'y refusa, à l'exemple de ses confrères (3). Il signa, le 19 février 1791, l'adresse si touchante et si respectueuse que le chapitre cathédral destinait à l'évêque légitime du Mans, le surlendemain de l'élection sacrilège de l'évêque intrus, Jacques Prudhomme de la Boussinière (4).

Le département ayant décrété que les prêtres non sermentés devaient se rendre au séminaire de Coëffort, alors desservi par les prêtres de la Mission, M. Huet y fut en juillet 1792 (5).

Il fit partie du convoi des prêtres qui quittèrent Le Mans le mardi 28 août 1792, pour Angers et Nantes, à destination de l'Espagne. Le voyage, effectué très probablement à pied, avait épuisé notre chanoine qui, outre son âge de soixante-sept ans, avait de sérieuses infirmités. A son arrivée à

(1) Abbé Perrin, *Les Martyrs du Maine*. Le Mans-Paris, 1830, 1^{re} édit. p. 202. Ce témoignage est confirmé dans sa 3^e et dernière édition (1884), t. I, p. 184.

(2) Dom Piolin, *Histoire de l'Église du Mans durant la Révolution*, t. I, p. 83.

(3) Nepveu de la Manouillère, *Mémoires cités*, t. II, p. 241.

(4) Dom Piolin, *Hist. de l'Eglise du Mans durant la Révolution*, t. I, p. 135.

(5) *Ibid.*, t. I, p. 491.

Nantes, il fut conduit, avec ses collègues, au château. Le maire leur y fit servir un bon souper, dès le soir du 14 septembre. « De façon que nous soupâmes très bien, écrit le P. Camus, excepté M. Huet, chanoine du Mans, et Pâris, curé de Sainte-Sabine (1), qui se trouvèrent trop fatigués pour manger, ce qui occasionna à l'un et à l'autre une fièvre si violente pendant la nuit du vendredi au samedi 15 septembre, qu'il fut jugé à propos, par messieurs les officiers de la municipalité de Nantes, de les faire passer au couvent des Carmélites, où étaient enfermés les anciens prêtres de Nantes, afin de leur procurer tous les secours nécessaires » (2).

Dès le lendemain, Sébastien Anjubault, curé de Saint-Jean-d'Assé, qui chérissait en Nicolas Huet, son bienfaiteur, et qui avait d'ailleurs soixante ans passés, obtint d'être transféré dans le couvent des Carmélites, pour veiller sur son vénérable malade. Il écrivait le 6 octobre 1792, qu'il espérait voir bientôt son ami délivré de la fièvre, et en état de regagner son pays (3).

Avec les 29 prêtres de la Sarthe et de Mayenne-et-Loire, qui, amenés à Nantes pour être déportés, excipèrent de leur âge et de leurs infirmités, pour demeurer en France, il fut donc enfermé aux Carmélites (4) jusqu'à ce que le département l'eût fait revenir, lui et ses confrères. Le 13 novembre, un bateau fut affrété pour les emmener à Saumur, mais M. Huet, s'étant trouvé malade, ne partit pas (5).

(1) Le P. Georges Camus, gardien des Récollets de La Flèche, mort à La Flèche en 1833.

(2) Dom Piolin, *op. cit.*, t. II, p. 22; *Revue de l'Anjou et du Maine*, t. II (1853).

(3) Dom Piolin, *Hist. de l'Eglise du Mans durant la Révolution*, t. II; p. 23. La *Semaine du Fidèle* a publié cette lettre, t. XVI, p. 249-252.

(4) M. A. Lallée dit qu'ils y furent renfermés le 20 septembre.

(5) Lettre de M. A. Lallée, l'éminent historien nantais, qui a bien voulu nous communiquer quelques-unes de ses notes si érudites. Plusieurs prêtres revinrent ainsi comme MM. Fay, Bazoge etc.

Il devait rester plus d'une année à souffrir.

Il suivit le sort des prêtres âgés ou infirmes de la Loire-Inférieure et fut noyé le 16 novembre 1793 (1).

2^e Michel Jupin.

Dès le début du XVIII^e siècle, la famille Jupin était établie au petit village de Crissé (2). Michel Jupin y avait eu, de Marie Letourneau, son épouse, morte à 70 ans, le 22 septembre 1769, entre autres enfants, Michel, laboureur, époux de Marie Le Lardeux et Pierre, également laboureur. Ce dernier épousait, à Crissé, le 4 septembre 1755, Marguerite Veau, fille de Louis Veau et de Marguerite Gesline.

Leur premier enfant fut notre futur martyr. Voici en quels termes le curé de Crissé, M. Le Gendre, inscrivit, sur ses registres paroissiaux, l'acte du baptême :

« Le 21 juillet 1759 a été baptisé par nous, prêtre curé soussigné, Michel, fils, né ce jour, du mariage de Pierre Juppín, laboureur, et de Marguerite Veau, sa femme ; ont été parain et maraine Jean Veau, garçon et Marie Le Lardeux, femme de Michel Juppín, laboureur, qui a déclaré ne sçavoir signer. Le parain signe seul avec nous.

« Jean Veau, Le Gendre. »

(1) Bibliographie. — A. Angot, *Dict. de la Mayenne*, t. II, p. 400. Abbé Chambois, *Répertoire de la Semaine du fidèle*, t. I, p. 302-303 ; abbé T. Perrin, *Les Martyrs du Maine*, in loc. cit. ; dom Piolin, *Hist. de l'Eglise du Mans*, t. VI, p. 559 ; *Hist. de l'Eglise du Mans durant la Révolution*, t. II, pp. 22, 233, 507-508, 557, 563, 567, 573. — Chanoine Nepveu de la Manouillère, *Mémoires*, t. I, pp. 41, 54, 156, 311 ; t. II, p. 187. *Semaine du Fidèle*, t. XVI, p. 249-252. A. Lallée, *Les Noyades de Nantes*, 1879. Archives de la Sarthe Q 21/5 bis [où il est indiqué comme déporté]. — Abbé Guillon, *Les Martyrs de la foi durant la Révolution* (1821), t. III, p. 319.

(2) Crissé, aujourd'hui du canton de Sillé-le-Guillaume et de l'arrondissement du Mans.

Nous connaissons à Michel Jupin un frère, Etienne, né et baptisé le 20 mai 1762, une sœur, Marguerite, née et baptisée le 20 juillet 1756, et une cousine germaine, Marguerite Jupin, fille de Michel, née en 1760 (1).

Nous ne savons rien de l'enfance de Michel Jupin. Il est bien probable qu'il dût fréquenter l'école de son village, dirigée par le vicaire (2).

Quoi qu'il en soit, le 23 septembre 1780, il recevait des mains de M^{sr} de Gonssans, en l'église du Séminaire, la tonsure cléricale. Le 20 septembre 1782, le même évêque lui conférait les ordres mineurs. Un an plus tard, le 20 septembre 1783, Michel Jupin entrait définitivement dans la Sainte Église de Dieu, par le sous-diaconat. Il était diacre le 27 mars 1784 et recevait de son évêque l'onction sacerdotale le 18 septembre 1784 (3).

Peu de temps après son ordination, il fut demandé par le curé du Pré, comme vicaire ; il y remplaça M. Lamare.

Le 15 mars 1785, l'évêque du Mans le pourvoyait de la chapelle de Sainte-Barbe de Cornoué, desservie en l'église de Saint-Denis de Sables (4). Quoique vicaire au Pré, il demeurait alors sur la paroisse de Saint-Jean-de-la-Chevrie.

Son ministère au Pré fut probablement fructueux et dût lui attirer, du moins, les sympathies du clergé manceau. En 1789, en effet, M. Jupin quittait le vicariat du Pré, où venait prendre sa place, un autre futur martyr, M. Bodeureau, et, le 5 janvier, « il prenait possession, par permutation, du canonical vacant par la mort de M. de Villebalet, que M. l'Evêque avait donné à M. de la Boessière et

(1) Notes prises à l'état-civil de Crissé et au greffe du Mans. Jusqu'ici, les auteurs avaient fait naître M. Jupin au Mans.

(2) A. Bellée, *Recherches sur l'Instruction publique dans le département de la Sarthe, avant et pendant la Révolution*, p. 111.

(3) Registres d'ordinations de 1767 à 1791. — Voir aussi les *Insinuations*, aux dates indiquées. Chacune de ces ordinations se fit dans la chapelle du séminaire de Coëffort.

(4) Archives de la Sarthe, G 407, f^o 404, v^o.

dont celui-ci n'avait pas pris possession depuis plus de 18 mois » (1).

Cette permutation était le sujet de nombreuses formalités dont il est bon, pour être complet, de donner ici un bref exposé.

M^e Hyacinthe-François Traunier de la Boissière, prêtre du diocèse de Carpentras, vicaire général du diocèse de Valence, se démettait du canonicat dont il avait été pourvu après le décès de M. de Villebalet, et permutait avec M^e Michel Jupin, chapelain de Sainte-Barbe de Cornoue. En conséquence, ce dernier recevait, de l'évêque du Mans, ses provisions le 4 janvier 1789 (2), et prenait possession du canonicat le 15 janvier. Au jour de sa réception, il donna, selon l'usage, 150 livres « pro cappa et receptione », 60 livres pour le pain du chapitre, 25 livres pour le repas des enfants de la Psalette, 25 livres « pro vulgo gratis », 14 livres pour les diacres de Pâques (3).

M. Jupin pensait à cette permutation depuis quelques années déjà, puisque, le 10 juin 1786, Nicolas Ory, marchand forain, demeurant à Crissé, compatriote de notre nouveau chanoine et patron laïque de la chapelle de Sainte-Barbe, avait constitué procureur pour traiter cette affaire et consentir au changement que se proposait M^e Michel Jupin, titulaire de la chapelle « avec tel autre bénéfice que bon lui semblera » (4).

Le 28 décembre 1788, M. de la Boissière donnait procuration à M. Duperrier pour qu'il opérât en son nom la permutation projetée (5). Il recevait lui-même, quelques jours

(1) Chanoine Nepveu de la Manouillère, *Mémoires*, t. II, p. 183; notes de M. Livet, du cabinet de M. Brière.

(2) Archives de la Sarthe, G 409, f^o 88, v^o.

(3) Archives de la Sarthe, G 409, f^o 88, v^o. La date des *Insinuations* diffère de celle indiquée par le chanoine de la Manouillère; elle doit être la seule exacte, parce qu'officielle.

(4) Archives de la Sarthe, G 409, f^o 91.

(5) Archives de la Sarthe, G 409, f^o 91.

plus tard, de l'évêque du Mans, ses provisions de la chapelle de Sainte-Barbe (6 janvier 1789) (1), et, en son lieu et place, le curé de Sables en prenait possession, le 6 février de la même année (2).

Chanoine de Saint-Julien, M. Jupin conquiert l'estime de ses confrères. En avril 1789, au moment de la paralysie de M. Celier il fut choisi comme pénitencier (3). « Cet avancement rapide, remarque dom Piolin, il ne le dût qu'à ses vertus et à ses talents. Les services qu'il rendait aux âmes, et le dévouement, l'abnégation complète avec lesquels il se portait à toutes les œuvres de zèle, lui avaient gagné le respect et l'affection de tout le monde » (4).

La demeure de M. Jupin, toute proche de la cathédrale, était située au haut des Pans-de-Gorron (5). C'est là que le vinrent trouver les décrets de la Convention Nationale. Il n'y prit point garde.

A l'exemple de ses confrères du chapitre de Saint-Julien, il refusa d'abord le serment schismatique. Il se joignit à eux encore, au lendemain de l'élection sacrilège à l'épiscopat de la Sarthe, du curé du Crucifix, pour assurer l'évêque légitime de sa soumission et de son respect (6). Lorsque, contraint par les lois, ce dernier quitta le diocèse pour l'exil, il nomma un certain nombre de vicaires généraux qui devront, pendant son absence, veiller sur les intérêts religieux du Maine, et, parmi eux, M. Jupin, nouvelle preuve de la confiance qu'on lui portait (7).

M. Jupin restera dès lors à son poste. Viennent les décrets

(1) Archives de la Sarthe, G 409, f° 103.

(2) Archives de la Sarthe, G 409, f° 122.

(3) Chanoine Nepveu de la Manouillère, *Mémoires*, t. II, p. 190.

(4) Dom Piolin, *Hist. de l'Eglise du Mans durant la Révolution*, t. II, p. 308.

(5) *Affiches de la Sarthe*, 8 février 1792 ; *Almanach du Maine*.

(6) Dom Piolin, *Hist. de l'Eglise du Mans durant la Révolution*, t. I, p. 135.

(7) *Ibid.*, in loc. cit., t. I, p. 306.

de déportation, il ne s'en occupera pas, et préférera se cacher plutôt que d'abandonner les âmes qui lui sont confiées. Avec science et zèle, il continuera, dans le secret, ses fonctions saintes de 1791 à 1793 (1).

A cette époque, Yvon, notaire d'Etival-lès-Le Mans, membre du Directoire du département, lui assura qu'il pouvait se présenter à la municipalité et demander un certificat de résidence ; que n'étant pas fonctionnaire public, le serment ne le regardait pas, et qu'il lui était permis et possible de se montrer en public sans danger. Confiant, M. Jupin suivit immédiatement ce conseil.

Il se présenta donc, le 7 février, à la municipalité. On l'y attendait. Sur les ordres des administrateurs du district, il fut aussitôt constitué prisonnier, ainsi qu'en fait foi la pièce suivante :

« Je soussigné, maréchal des logis de la gendarmerie nationale, à la résidence de la ville du Mans, ai aujourd'hui constitué prisonnier en vertu du réquisitoire donné par les citoyens Yvon et Royon, administrateurs du directoire du district, le nommé Michel Jupin, et l'ai laissé à la charge du concierge desdites prisons.

« Fait le 7 février 1793, l'an II de la République française.

« Fourniole » (2).

Voici d'ailleurs comment, quelques jours après, le *Courrier de la Sarthe* racontait cette arrestation et les conséquences qui en découlèrent :

« Le sieur Jupin, ci-devant chanoine et grand pénitencier, avait trouvé le moyen de se soustraire à la loi de la déportation. Depuis cette époque, il était demeuré caché dans la

(1) Dom Piolin, *Hist. de l'Eglise du Mans durant la Révolution*, t. II, p. 251.

(2) Dom Piolin, *Hist. de l'Eglise du Mans durant la Révolution*, t. III, p. 530, d'après un registre d'écrou.

ville du Mans. Par une inconséquence inexplicable, ledit Jupin s'est présenté à la municipalité pour en obtenir un certificat de résidence. Grands débats s'élèvent à ce sujet ; le demandeur ne doit-il pas plutôt être déporté à la Guyane, puisqu'il ne l'a pas été au terme prescrit par la loi ? La municipalité ne se trouvant pas compétente a renvoyé l'affaire au département, qui a pris l'arrêté suivant :

« *Séance du 27 février.* — Le directoire, considérant que le nommé Jupin, ci-devant vice-gérant, ou vicaire de l'évêque de ce département, remplissant publiquement les fonctions de grand pénitencier, en vertu des pouvoirs généraux à lui accordés par l'évêque ; qu'il était fonctionnaire public, et, en cette qualité, obligé de prêter le serment prescrit par l'article I du décret du 26 décembre 1790, sous les peines y portées ; qu'il n'a point obéi à l'article premier de la loi du 26 août dernier, relative aux ecclésiastiques qui n'ont point prêté leur serment ;

« Arrête, après avoir pris connaissance des défenses du nommé Jupin, consignées dans la lettre de ce jour, qu'en exécution de l'article III de ladite loi du 26 août 1792, ledit Jupin sera déporté à la Guyane française ; en conséquence, qu'il sera conduit de brigade en brigade au port de mer le plus voisin qui sera indiqué par le conseil exécutif.

« Fait et arrêté . . . » (1).

Huit témoins avaient suivi le prêtre catholique à la municipalité, pour attester que sa résidence au Mans était réelle. Au cours d'un long débat, le Directoire du département, poussé quelque peu par la presse révolutionnaire, se demanda si ces témoins ne devaient point être poursuivis, pour ne point avoir, ainsi que le voulaient les lois, dénoncé le prêtre fidèle (2).

(1) *Le Courrier de la Sarthe*, 3 mars 1793.

(2) Philippeaux, *Le Défenseur de la Vérité*, 9 mars 1793. Dom Piolin, *Hist. de l'Eglise du Mans durant la Révolution*, t. II, p. 252-253.

Ce dernier partit du Mans le 2 mars, lié, garotté, conduit de brigade en brigade par La Flèche et Angers, au port de Nantes (1). D'aucuns veulent qu'il y ait été mené, attaché à la queue d'un cheval (2).

Quoi qu'il en soit, le trajet dura peu de temps, puisqu'amené à Nantes par la gendarmerie, il était emprisonné au château le 6 mars. Le 29 du même mois, il rejoignait son confrère, M. Huet, aux Carmélites, par ordre du président Phelipes et du Conseil du département du 28 mars.

Il suivit le sort des prêtres âgés ou infirmes de la Loire-Inférieure et fut noyé dans la nuit du 16 novembre 1793 (3).

Dès le mois de février 1792, sa maison avait été mise en vente par le juge Bordier (4).

(1) Le chanoine de la Manouillère écrit : « Le 2 mars 1793, on a conduit M. Jupin, grand pénitencier de la cathédrale, à Nantes, pour l'embarquer pour les îles, suivant la loi des tyrans de Paris, que ceux du Mans ont mis à exécution sans compassion. C'est le nommé Yvon, notaire d'Etival, qui est au district, qui l'a fait lier et garotter, et conduire de brigade en brigade, par la maréchaussée ou gendarmerie jusqu'à Nantes. M. Jupin à qui on avait persuadé qu'il n'était point fonctionnaire avait demandé un certificat de résidence qu'on lui a refusé et même on le fit arrêter sur-le-champ, » *Mémoires*, t. II, p. 299-300.

(2) Notes de M. l'abbé Lottin, du cabinet de feu M. Brière.

(3) Notes que m'avait communiquées, en 1912, M. A. Lallée, l'éminent historien des *Noyades de Nantes*, mort au début de 1913.

(4) *Affiches du Mans*, 8 février 1792, p. 162. — Bibliographie. Abbé Chambois, *Répertoire de la Semaine du Fidèle*, t. I, p. 321 ; t. II, p. 261. A. Lallée, *Les Noyades de Nantes*, 1879 ; notes manuscrites. T. Perrin, *Les Martyrs du Maine*, t. I, p. 199. Dom Piolin, *Hist. de l'Eglise du Mans*, t. VI, p. 135 ; *Ibid.*, *Hist. de l'Eglise du Mans durant la Révolution*, t. II, pp. 251-253, 508 ; t. III, p. 530. Chanoine Nepveu de la Manouillère, *Mémoires*, t. II, pp. 183, 190, 209. Archives de la Sarthe, G 409. Notes manuscrites du cabinet de feu M. Brière. Registres de l'état-civil de Crissé. Abbé Guillon, *Les Martyrs de la foi durant la Révolution* (1821), t. III, p. 377.

§ II

NOYADE DE LA NUIT DU 9 AU 10 DÉCEMBRE
1793

I. LE MARTYRE

Sans doute, les victimes de la noyade du 9 au 10 décembre 1793, appartenaient toutes au diocèse d'Angers, mais une dizaine d'entre elles se rattachent, par quelque côté, aux diocèses actuels du Mans et de Laval. Aussi, nous a-t-il paru utile de donner ici, de leur martyre, un bref exposé avant d'établir leur biographie elle-même.

En novembre 1793, 74 ecclésiastiques du diocèse d'Angers étaient détenus à la Rossignolerie, en dehors des remparts de la ville. Les patriotes d'Angers eurent peur que les Vendéens, repoussés à Granville vinssent attaquer à nouveau leur cité, et ouvrirent, comme en juin précédent, les portes de leurs prisons aux prêtres réfractaires ; ils résolurent donc de les déporter.

Francastel, représentant du peuple, après avoir consulté le Comité de salut public, ordonna donc de « les faire filer à Nantes ».

Seize d'entre eux étaient dans un état de faiblesse tel qu'on renonça à les faire sortir. Les 57 autres quittèrent la Rossignolerie le 29 novembre 1793. Le département faisait verser, en conséquence, par les soins du receveur des droits de l'enregistrement, 100 livres au batelier Bureau qui les avait conduits sans encombre — bien qu'on lui eût conseillé le contraire — au château de Montjean (1).

Après un court séjour à Montjean, ils repartirent, toujours par eau, pour Nantes ; le 4 décembre, ils passaient à Ance-

(1) Archives de Maine-et-Loire, I. 377.

nis, de là, ils durent continuer la route à pied ; le 5 ou le 6, au plus tard (15 ou 16 frimaire an II), ils arrivaient à Nantes, et, ce jour même, cinq d'entre eux (1) étaient envoyés, par ordre du comité révolutionnaire, à la galiote hollandaise, les autres emprisonnés à l'Entrepôt, à quelques centaines de mètres du port (2).

Dès leur arrivée, le bruit se répandit, parmi les gens soucieux d'être informés, que ces calotins étaient abondamment pourvus d'argent et d'objets précieux. Le Comité, flairant une bonne affaire, dépêcha chez Carrier un de ses commissaires, le serrurier Trappe, pour prendre les ordres du représentant : « Va-t-on laisser aux détenus une infinité de bijoux dont ils sont munis ? » Trappe ne trouva pas Carrier à l'hôtel de la Petite-Hollande, mais comme il revenait au Comité « pour rendre compte de sa mission » manquée, il rencontra le proconsul et lui posa la question :

— Emporte tout, dit Carrier ; embarque-moi tous ces bougres-là et que je n'en entende plus parler (3).

Ce simple mot était une encourageante indication et les ambitions s'en trouvèrent stimulées.

L'adjudant de la compagnie Marat, le chapelier nantais Jean-Claude Richard, soupçonnant là une avantageuse spéculation, activa l'expédition, au détriment de ses anciens complices. Il se rencontra donc avec Carrier à huit heures du soir, lui exposa doucereusement que les prêtres, enfermés à l'Entrepôt, allaient coûter en nourriture, beaucoup d'argent à la République.

De nouveau, Carrier posa la solution :

— Il ne faut pas les garder dans cette maison ; pas tant de mystère ; il faut f tous ces bougres-là à l'eau (4).

Carrier savait bien qu'en parlant ainsi, il serait obéi, car,

(1) MM. Saint-Gilles, Berard, Drouin, Suchet, Bellamy.

(2) A. Lallée, *Les Prisons de Nantes*.

(3) G. Lenôtre, *Les Noyades de Nantes*, cité, pp. 98-99.

(4) G. Lenôtre, *op. cit.*, p. 99.

le jour même, il écrivait à ses collègues du Comité de salut public :

« L'esprit public est à Nantes, depuis trois semaines, à toute la hauteur de la Révolution Les prêtres ont trouvé leur tombeau dans la Loire ; cinquante-trois autres vont subir le même sort » (1).

Lamberty reçut de Carrier, en bonne et due forme (2), la direction de l'expédition, mais il agit si lentement que Richard le devança. Dès le matin du 7, ce dernier va chez Affilé, le charpentier des navires, et l'amène au Comité où des ordres lui sont donnés pour améliorer la gabarre ; deux panneaux mobiles seront pratiqués au fond du bateau ; en s'ouvrant, ils formeront soupapes et la gabarre, envahie par le fond, coulera sûrement à pic (3).

Deux jours sont nécessaires à Affilé pour son travail à Chezine, Richard les emploiera au mieux de ses intérêts. Escorté de son ami Lebrun, de la compagnie Marat, il pousse jusqu'à l'Entrepôt, s'informe si la disposition des locaux permet de faire passer un à un les prêtres dans un cabinet où il pourrait prendre leurs noms. Dumais, le régisseur assure innocemment que rien n'est plus facile.

Sur ce, le 8, à onze heures du soir, Richard et Lebrun reviennent, accompagnés d'un sergent et de quatre soldats, requis au poste de Launay « au nom du Comité révolutionnaire ». Richard commande aux soldats de lui amener l'un après l'autre les cinquante-trois calotins dans un cabinet où il s'installe avec son compère ; et, tout de suite, l'opération commence. Richard enlève à chacun des détenus sa montre, son argent, son portefeuille, tout ce que les malheureux gardent sur eux qui ait quelque valeur. Il les fouille lui-même pour plus de sûreté et passe les objets confisqués

(1) A. Lallière, *J.-B. Carrier*, p. 121.

(2) Archives du Greffe de Nantes. Voir Lallière, *Les Noyades de Nantes*, p. 19.

(3) *Pièces remises à la Commission des Vingt-Un*, p. 101.

à Lebrun qui les entasse dans un coin ; et tout en promenant la main sous leurs vêtements, il les interroge pour la forme, sur leurs noms et qualités ; mais il ne prend pas le soin de consigner par écrit ces renseignements inutiles.

La saisie terminée — sans procès-verbal aucun — il réclame de l'obligeance de M^{me} Dumais, femme du régisseur de l'Entrepôt, une taie d'oreiller, dans laquelle il ensache montres, bagues, boucles, bijoux, charge le tout sur son dos, et s'en va satisfait (1).

Le lendemain matin, Affilé achève hâtivement ses préparatifs. Vers les onze heures, aidé du batelier Pierre Robert, il range la gabarre vis-à-vis la cale Chaurraud ; les ouvriers disposent les planches au fond du bateau, afin de dissimuler les soupapes.

A dix heures du soir, les prêtres sont enlevés, attachés deux à deux et conduits vers le port. L'un d'eux avait réussi à soustraire aux recherches de Richard 44 louis en or qu'il remit à M^{me} Dumais en la priant de faire dire des messes à son intention s'il « était sacrifié ». Elle s'y refusa prudemment et déposa le tout au Comité.

Les victimes sont entassées sur le bateau, qui est fermé et poussé au large. Affilé, avec neuf mariniers et les noyeurs Fouquet, O'Sullivan, Foucaud, Gauthier, suivent, montés sur deux barges, afin de diriger la manœuvre. Dans la nuit opaque, les petites embarcations, faisant escorte à la grande, descendent silencieusement le courant du fleuve.

Le trajet fut très long car on navigua jusqu'à Indret, vis-à-vis la Basse-Indre, à deux lieues de Nantes. Là seulement, les soupapes de la gabarre furent ouvertes ; elle s'alourdit, enfonça et, sans qu'on entendit un cri, disparut...

Dès le lendemain, 10 décembre, Carrier se hâtait d'informer la Convention de cet événement :

« Mais pourquoi faut-il que cet événement (une victoire

(1) G. Lenôtre, *op. cit.*, p. 102.

remportée sur Charrette) ait été accompagnée d'un autre qui n'est plus d'un genre nouveau. Cinquante-huit individus, désignés sous le nom de prêtres réfractaires, sont arrivés d'Angers à Nantes ; aussitôt ils ont été enfermés dans un bateau sur la Loire ; la nuit dernière ils ont été engloutis dans cette rivière. Quel torrent révolutionnaire que la Loire ! » (1).

Carrier ayant prophétisé ce naufrage trois jours auparavant, « il aurait fallu, remarque M. Lenôtre, au Comité de salut public (2), une invraisemblable dose de naïveté ou d'inattention, pour porter cette seconde noyade au compte d'un accident. D'ailleurs, à Paris, personne ne s'y trompa et la lettre lue à l'assemblée, fut accueillie par d'immortels applaudissements » (3).

Carrier, se voyant officiellement soutenu et approuvé, pouvait poursuivre ce qu'il appelait cyniquement ses « déportations verticales » (4).

II. LES VICTIMES

Les vaillants confesseurs de la foi, morts dans la nuit du 9 au 10 décembre 1793 appartenaient, avons-nous dit, au diocèse d'Angers. N'est-il pas bon que tout d'abord, nous dressions la liste de ce glorieux martyrologe ? Nous avons fait précéder d'une croix les noms de ceux dont nous don-

(1) *Moniteur*, réimpression, XVIII, p. 670 (26 frim. 16 déc. 1793).

(2) Le 11 décembre, Carrier écrivait aussi à ce Comité : « Les 58 prêtres arrivés d'Angers, ont péri sur la Loire ».

(3) G. Lenôtre, *op. cit.*, p. 107. Voir aussi : abbé F. Uzureau, *Les Prêtres Angevins morts à Nantes, 1793-1794* ; dans l'*Anjou historique*, sept. 1904, t. V, pp. 166-189 ; *Ibid.*, 57 *Prêtres Angevins, noyés à Nantes*, le 10 déc. 1793, dans *Andegaviana*, 12^e série, p. 501-507 ; *Ibid.* *Les Prêtres Angevins morts à Nantes, 1794*, dans *ibid.* p. 397. Dom Chamard, *La vie des saints Personnages de l'Anjou* (1863) ; t. III, p. 499 et sq.

(4) Berriat-Saint-Prix, *La Justice Révolutionnaire*, p. 73.

nerons tout-à-l'heure la biographie. Comme ils furent unis dans le sacrifice, nous avons cru que nous ne pouvions les séparer dans notre souvenir.

Jean-François Aubert, curé de Montguillon.

† Charles-Urbain Baudry, chapelain à Nantilly de Saumur.

† Louis Bault, curé de Saint-Laurent-des-Mortiers.

François Bellamy, ancien curé de Forges.

Jean-Baptiste-Etienne Berard, prieur curé de Jumelles.

Louis-René Bertry, curé de Louvaines.

Louis Boumard, curé de Sainte-Croix d'Angers.

Clément-Sébastien Chaillou, chanoine de Saint-Léonard de Chemillé.

Pierre Chenouard, maire-chapelain, à la cathédrale.

Charles-Gilles Cherbonnier de la Guesnerie, chanoine régulier, prieur-curé d'Aviré.

† Michel-Antoine Clavreul, ancien curé de la Trinité d'Angers.

† Guillaume Clavreul, curé de Saint-Pierre de Précigné.

Jean-Baptiste-François Coignard, chapelain à Cornillé.

Prosper-Pierre-François Collasseau, ancien curé de Chetigné.

René-Louis Dagonneau, curé de Saint-André de Château-neuf.

Roger-François Delaage, curé de Champteussé.

† Louis Diard, sous-diacre à Châteaugontier.

Julien Drouin, chapelain à Villevêque.

Louis - Jean - Baptiste Dubois, aumônier des Ursulines d'Angers.

Claude-Antoine Duhamel, chanoine régulier de Toussaint d'Angers.

Maximilien-Joseph Dupont, ancien provincial des Augustins.

Olivier-Jacques-Emmélie Faultrier, chanoine honoraire de Saint-Pierre d'Angers.

Charles-André Fontaine, chapelain à Jarzé.

† René Forget, curé de la Chapelle-sur-Oudon.
Jean Foussier, chanoine de Saint-Pierre d'Angers.
Michel Gault de la Grange, curé de Daumeray.
René Gausseuron, chanoine de la Trinité d'Angers.
René Giroust, curé de Fontaine-Guérin.
Henri-René Hauteux, curé de Meigné-le-Vicomte.
Thugal-François Hullin de la Maillardière, chanoine de la cathédrale.
† Julien-Antoine Laumaillet, récollet de la Beaumette-lès-Angers.
† Jacques-Charles Lecamus, curé de Champigné.
Joseph Lejeune, sulpicien, économiste du séminaire d'Angers.
Pierre-Jean Lemotheux, chapelain au Lion-d'Angers.
Pierre Leroyer, chapelain à Blaison.
Jacques Le Tresle, chanoine de la cathédrale.
François Louet, chapelain de Sautré, à Feneu.
Jean Maindron, chanoine de Blaison.
† Louis-René Marguerit, curé de Saint-Quentin-lès-Beaurepaire.
Jean Metayer, gardien des capucins de Saumur.
† René Moreau, curé du Pé.
Pierre Morin, chanoine honoraire de Saint-Pierre d'Angers.
Pierre Pavallier, ancien curé de Saint-Michel-du-Tertre d'Angers (1).
Jean-Baptiste Peccot, chapelain de Saint-Henri, à Andigné.
Jean-Pierre Pineau, curé de Pontigné.
Jean-Jacques Poyneau, ancien curé de Vergennes.
René Rabouan, chapelain à Saint-Georges-du-Bois.
† Jacques-Michel Rabouin, curé de Dénazé.
† Mathurin-Joseph Ribay, chanoine de Saint-Maurille d'Angers.
René Richard, maire-chapelain à la cathédrale.

(1) Nous rencontrons à St-Vincent du Lude : « P. Pavallier, prêtre, vic. de Gonnord », en octobre 1757.

Claude Robin, curé de Saint-Pierre d'Angers.

Joseph Roussel, curé de Saint-Maurille d'Angers.

† André Royné, curé de Congrier.

Jérôme Saint-Gilles, grand diacre à la cathédrale.

Jean Sauvage, chanoine de Saint-Martin d'Angers.

François-René Suchet, curé de Saint-Michel-la-Palud d'Angers.

René-François du Tremblay de Chauvigny, chanoine de la cathédrale (1).

1^o Louis Bault

M. Louis Bault était le frère de Jean Bault qui, curé de Châteauneuf-sur-Sarthe, fut nommé curé de Saint-Laurent-des-Mauvrets (Mayenne), le 3 octobre 1757, et résigna en sa faveur en 1759.

Avec son vicaire, M. Urbain Bugeot, il refusa le serment. Son dernier acte public est du 24 septembre 1791.

Interné au grand séminaire d'Angers en 1792 ; il partagea le sort des prêtres infirmes ou âgés de Maine-et-Loire et fut noyé à Nantes le 10 décembre 1793 (2).

2^o Charles-Urbain Baudry

Fils de Pierre Baudry, cordonnier et sacriste laïque du Lude et de Marie Fleury, il naquit au Lude.

Il est prêtre en 1777.

Chapelain de N.-D. de Nantilly dans la ville de Saumur.

Il obéit à l'arrêté de février 1792 et vint résider à Angers. En raison de son grand âge il avait été exempt de la déportation.

(1) Cette liste a été donnée plusieurs fois par M. Lallée et par M. l'abbé Uzureau (voir la Bibliographie ci-dessus).

(2) Sources : C. Port, *Dict. de Maine-et Loire*, t. I, p. 638. A. Angot, *Dict. de la Mayenne*, t. III, p. 612. Dom Piolin, *Hist. de l'Eglise du Mans durant la Révolution*, t. II, p. 482.

Il est noyé dans la Loire dans la nuit du 9 au 10 décembre (1).

3^e *Michel-Antoine Clavreul*

Au nombre des victimes de la seconde noyade se trouvent les deux frères Clavreul, deux vieillards dont les infirmités et les cheveux blancs auraient dû attirer la pitié des persécuteurs.

L'ainé, Michel-Antoine, était né à Sœurdres (2) le 17 novembre 1723. La sage-femme avait dû, devant un péril probable de mort, lui donner le saint baptême. Mais, comme cet acte semblait douteux, le prêtre baptisa sous condition le nouveau-né. Voici du reste l'acte baptismal :

« Le dix-septième jour du mois de novembre mil sept cent vingt-trois a été baptisé, sous condition, Michel-Antoine, né d'hier, par moy, curé soussigné, fils d'h. René Clavereul, marchand, et d'honorable femme Marie-Renée Theullier, son épouse, demeurant en cette paroisse. Ont été parain Michel Clavreul, marchand, demeurant en la paroisse de Mesnil (3), et marraine honorable femme Marguerite Boveau, femme de defunt h. Antoine Theulier, marchand, demeurante en cette paroisse, qui ont signé avec nous, fors le parain. »

Signé : Marguerite Boveau, R. Clavereul, Ménard, prêtre-curé (4).

Entré dans les ordres, M. Michel Clavereul, après avoir

(1) Sources : *Annales Fléchoises*, t. III (1904), p. 169. *Anjou historique*, 1905, p. 476. Registres de l'état-civil du Lude. Dom Chamard, *Les saints Personnages de l'Anjou*, t. III, p. 503 (il est dit l'ainé). Abbé Guillon, *Les Martyrs de la foi pendant la Révolution* (1821), t. II, p. 154-155.

(2) Sœurdres, cant. de Châteauneuf-sur-Sarthe, arrond. de Segré, Maine-et-Loire.

(3) Mênil, arrond. et cant. de Châteaugontier, Mayenne, autrefois de l'Anjou.

(4) Registres de l'état-civil de Sœurdres, communication de M. l'abbé Onillon, curé actuel.

été seize ans vicaire, était curé de la Jubaudière, près de Baupréau (1), lorsqu'en 1762, il prit possession de la cure de Crosmières. Il y remplaçait M^e Pierre Goyet, inhumé à l'âge de 69 ans, le 30 décembre 1761, dans la chapelle de Notre-Dame des Vertus. Son premier acte est du 26 janvier 1762.

M. Clavreul exerça son ministère à Crosmières jusqu'en 1769. A cette époque, il résigna sa cure à M^e Christophe Brouard qui, depuis octobre 1764, était son vicaire (2). Il devint alors curé de la Trinité d'Angers. Son dernier acte à Crosmières est du 20 janvier 1768.

« Le zèle avec lequel il se dévouait au bien, écrit M. Sébastien de la Bouillerie, ne tarda pas à nuire à sa santé peu vigoureuse et il dut se retirer, en 1785, chez les dames du Ronceray. Il ne resta cependant point inactif et continua, dans la mesure de ses forces, à seconder ses confrères, pour l'administration des sacrements » (3).

M. Gruget écrit par ailleurs dans son *Journal* : « Partout, il s'était conduit en digne ministre de Dieu On peut assurer de lui que ses jours étaient pleins » (4).

M. Clavreul était confesseur des Filles de la Charité de l'hôpital d'Angers. Dès 1791, on voulut l'empêcher d'exercer son ministère auprès des sœurs, mais celles-ci s'adressèrent au directoire du département qui leur répondit qu'elles avaient la liberté de choisir, pour directeur ou confesseur, qui bon leur semblerait (5).

(1) Le *Dictionnaire* de Port ne mentionne point M. Clavreul parmi les curés de la Jubaudière. La Jubaudière, arrond. de Cholet, cant. de Baupréau, Maine-et-Loire.

(2) M. l'abbé Nail a donné la vie de M. Brouard dans le *Bulletin Paroissial* de Crosmières, mars 1912 et numéros suivants.

(3) *Monographie de Crosmières*, Mamers, 1882, p. 9. Nous avons de lui un aveu au fief du Petit-Melinais. Arch. de la Sarthe, II 482.

(4) Cité par dom Chamard dans *Les saints Personnages de l'Anjou*, t. III, p. 505.

(5) F. Uzureau, *Les Hospitalières d'Angers pendant la Révolution*, dans l'*Anjou historique*, janvier 1905, t. V, p. 378.

Résidant à Angers, il se conforme à l'arrêté du directoire du département de Maine-et-Loire du 1^{er} février 1792, qui veut que chaque ecclésiastique vienne, à heure fixe, faire constater sa présence en ville (1). Le 17 juin, lors de l'appel nominal, il est retenu dans l'église Saint-Aubin, avec ses confrères, transféré au petit, puis au grand séminaire, convertis en prisons nationales. Il fut ensuite conduit à la Rossignolerie. « Il en sortit, écrit M. Gruget, lorsque l'armée catholique fit son entrée à Angers, et il se retira chez lui. Il était alors dangereusement atteint d'une maladie, dont il avait été attaqué vers la fin de son séjour chez les frères [à la Rossignolerie]. M. Berger, alors maire, l'ayant assuré qu'il n'aurait rien à craindre en retournant chez les frères, il crut devoir s'y rendre. »

Retiré, en effet, chez le curé de la Trinité, « Il y tomba malade. On désespérait même de sa vie, lorsque parut l'arrêté du département qui enjoignait à tous les prêtres de retourner chez les frères [à la Rossignolerie]. Sa santé s'étant un peu rétablie, il se détermina à aller rejoindre son frère et fut conduit à Montjean et de là à Nantes avec les autres. Il était âgé d'environ 68 ans » (2).

Conduit à Nantes, il est noyé dans la nuit du 9 au 10 décembre 1793 (3).

4^e Guillaume Clavreul

De deux ans plus jeune que son frère, Guillaume Clavreul était né à Sœurdres, le 27 janvier 1725 :

« Le deuxième jour du mois de mars mil sept cent vingt-

(1) *Anjou historique*, t. VI, p. 479.

(2) Manuscrit de M. Gruget.

(3) F. Uzureau, *Les Prêtres Angevins morts à Nantes, 1793-1794*, dans l'*Anjou historique*, sept. 1904, p. 166-169.

Sources : Registres de l'état-civil de Crosnières ; dom Piolin, *Hist. de l'Eglise du Mans durant la Révolution*, t. II, p. 509 ; Perrin, *Les Martyrs du Maine*, t. I, p. 203 ; S. de la Bouilleries, *Monographie de la*

cinq, ont été supplées les cérémonies du baptême par moy curé-soussigné, ayant aussi été baptisé par moy à la maison en danger de mort le vingt-sept janvier, jour de sa naissance, à Guiliaume, fils de René Clavereul, marchand, présent, et de h. femme Renée-Marie Theullier, sa femme, demeurant en cette paroisse. Ont été parrain François-Guillaume de Champagné, escuier, seigneur de Moiré, demeurant en cette paroisse, et marraine honorable femme Marie-Jeanne Desnoe, femme de Michel Clavereul, marchand, de la paroisse de Menil, qui ont signé avec nous. »

Le registre est signé : François-Guillaume de Champagné, Marie-Jeanne Desnos, R. Clavreul, Ménard, prêtre-curé (1).

Ainsi que son frère, Guillaume Clavreul suivit la carrière ecclésiastique. Le 29 juin 1759, il prit possession de la cure de Saint-Pierre de Précigné, après la résignation que lui en fit, le 18 décembre 1758, René-Symphorien Denyau (2). En cette année, il acheta une portion de jardin de son prédécesseur (3).

Le ministère de M. Clavreul à Précigné fut très actif : « il avait fait beaucoup de bien dans sa paroisse, dit de lui, dans son *Journal*, M. Gruget, il était très zélé. »

M. Clavreul était, dès 1786, titulaire du prieuré de Saint-Loup de Rillé, près Langeais, dont les revenus s'élevaient, en 1790, à 1.489 livres 15 sols 6 deniers. Le revenu net de sa cure se montait à 3.580 livres (4).

Le 29 juin 1791, il refusa de prêter le serment constitutionnel en même temps qu'Ignace Praticou, curé de Saint-Martin, Joseph Glatier, Jean Baudrier, vicaires de Saint-

paroisse et commune de Crosnières, Mamers, 1882, p. 9. Extrait de la *Revue hist. et archéol. du Maine*, t. XII, p. 162. Dom Chamard, *La vie des saints Personnages de l'Anjou*, t. III, p. 505.

(1) Registres de l'état-civil de Sœurdres.

(2) Sur ce prêtre, voir C. Port, *Souvenirs d'un nonagénaire* (Yves Besnard), t. I, p. 113.

(3) Archives de la Sarthe, G 880.

(4) Archives de la Sarthe L 433 ; V 4/4 f° 83.

Martin et Jean Chopin, vicaire de Saint-Pierre. Ils se transportent tous cinq au greffe et déclarent « que les derniers décrets de l'Assemblée défendant expressément toutes restrictions ou exceptions dans la formule du serment exigé par le décret du 27 novembre dernier », ils désapprouvent « les articles de la constitution qui portoient atteinte à la foi et à l'autorité de l'Église catholique » (1).

Cet acte valut à notre curé qui, assisté de son vicaire M. Glattier, un futur martyr également, avait été assez heureux pour écarter de l'esprit de sa population les principes révolutionnaires, cet acte, dis-je, lui valut la haine des démocrates et de nombreuses dénonciations.

Un arrêté du département de Maine-et-Loire du 1^{er} février 1792 ayant ordonné la résidence à Angers de tous les prêtres du département, il y obéit, et au lieu de s'aller enfermer à la Mission du Mans, comme les prêtres du département de la Sarthe dont était maintenant sa paroisse, il préféra se rendre près de son frère, à Angers (2). Avec lui, il fut emprisonné le 17 juin. Il fut noyé dans la Loire dans la nuit du 9 au 10 décembre 1793 (3).

La caisse départementale de la Sarthe lui avait assuré un traitement de 3.134 livres 17 sols 9 deniers jusqu'au jour où il cessa ses fonctions et depuis, son traitement s'élevait à 1.244 livres 17 sols 9 deniers (4).

A Précigné, on ne savait trop ce qu'était devenu l'ancien curé. Voici ce qu'en effet on pouvait lire dans un tableau des émigrés de Précigné du 25 ventôse an IV (15 mars 1796) : « Guillaume Clavreul, sujet à la reclusion, né à Sœurdres, département de Maine-et-Loire, ci-devant curé de la ci-devant

(1) A. Ledru, *L'abbaye du Perray-Neuf, à Précigné. Prov. du Maine*, t. VI, p. 171 ; *ibid.*, *L'Eglise Saint-Pierre et les curés de Précigné*, même revue, t. IX, p. 42.

(2) *Anjou historique*, t. V, p. 479.

(3) *Anjou historique*, sept. 1904, p. 166-169.

(4) Archives de la Sarthe, V 1/1, f^o 83.

paroisse de Saint-Pierre de Précigné, canton du même nom, département de la Sarthe, âgé d'environ 70 ans, de taille de 5 pieds 4 pouces, cheveux et sourcils gris, yeux gris, nez bien fait, aquilin, bouche grande, visage un peu long et plein, mort ou caché sur notre territoire [de Précigné] ou dans le voisinage ». Une note mieux renseignée disait : « Il avoit été reclus à Angers, quelques-uns disent qu'il est noyé. Il n'avait qu'une maison à Précigné qui avait été vendue au district de Sablé. Il avait lui-même disposé de son mobilier » (1).

En 1794, on le considère encore comme émigré et les biens qu'il possède à Précigné, mis sous sequestre, doivent être vendus (2).

Tout ceci laisse supposer que les administrations départementales étaient bien mal informées sur le sort de ceux dont elles dispersaient les biens.

5^e *Louis Diard* [ou *Guyard*]

Sous-diacre de Château-Gontier ; il ne devait pas y être né (3).

Fut compris dans les noyades du 10 décembre 1793.

6^e *René Forget*

Prêtre du diocèse d'Angers.

En 1754, il était chapelain des Courtins en la paroisse de

(1) *La Province du Maine*, t. IX, p. 42.

(2) Archives de la Sarthe, L 21 bis / 5, n° 520.

Bibliographie. — Dom Chamard, *Les vies des saints Personnages de l'Anjou*, t. III, p. 505. Perrin, *Les Martyrs du Maine*, t. I, p. 203 ; Dom Piolin, *Hist. de l'Eglise du Mans durant la Révolution*, t. II, p. 510-511 ; l'abbé Guillon, *Les Martyrs de la foi durant la Révolution* (1821), t. I, p. 438-439.

(3) Sources : Angot, *Dictionnaire de la Mayenne*, t. II, p. 39. Nous croyons, sans pouvoir l'affirmer, que Louis Diard était né à Azé en 1758.

Cosmes (Mayenne). Ce bénéfice, fondé en 1515 par Lucas Courtin, était à la présentation du procureur fabricien. Ce dernier, uni aux paroissiens, voulait, en 1773, unir les revenus de cette chapelle au vicariat de Cosmes ; M. Forget s'y opposa. La chapelle était desservie à l'autel de la Vierge de l'église.

En 1773, René Forget succède à Jean Bourguillault dans la cure de Denazé (Mayenne). Il est démissionnaire en 1780.

Il prend, en août 1788, possession de la cure de La Chapelle-sur-Oudon (Maine-et-Loire), après le décès de André Quittet, mort le 22 juin. « Il jouissait d'une excellente réputation dans tout le canton et il la méritait à tous égards ».

Il refuse le serment et quitte sa paroisse en mai 1791 « quoique infirme et avancé en âge, et sans fortune, dit M. Gruget, il préféra à l'apostasie toutes les rigueurs de la pauvreté ».

Il obéit à l'arrêté du 1^{er} février 1792, et réside à Angers. Il y est interné.

L'abbé Gruget écrit dans ses mémoires : « M. Forget, curé de la Chapelle-sur-Oudon, avait refusé le serment. Les électeurs nommèrent en sa place le sieur Dubois, son vicaire, qui fut assez téméraire pour accepter. Encore, s'il en fût resté là ! Mais, il n'est point de persécutions qu'il n'ait suscitées à son respectable curé, au point qu'il fut forcé de sortir de sa paroisse. Il ne se borna pas là ; il persécuta encore tous les fidèles de la paroisse qui refusaient de le suivre dans son schisme » (1).

(1) Abbé S. Gruget, *Mémoires*, dans l'*Anjou historique*, t. V [janvier 1905], p. 375.

Sources : Abbé Angot, *Dict. de la Mayenne*, t. I, p. 731 ; t. II, p. 27. Port, *Dict. de Maine-et-Loire*, t. II, p. 621. *Anjou historique*, t. V, p. 481. Dom Chamard, *La vie des saints Personnages de l'Anjou*, t. III, p. 506. L'abbé Guillon, *Les Martyrs de la foi durant la Révolution* (1821), t. III, p. 115-116.

Ce vicaire indélicat mourut curé de Brezé, le 31 mai 1813.

M. Forget, interné à la Rossignolerie, partagea le lugubre sort des prêtres de Maine-et-Loire et fut noyé dans la Loire, dans la nuit du 9 au 10 décembre 1793.

7^e Julien-Antoine Laumaillet

Il était né à Rennes de Nicolas Laumaillet, marchand de bois, et de Mathurine Migoue, son épouse. Ses parents y demeuraient encore, paroisse Saint-Aubin, lorsque, dans sa vingtième année, il vint demander aux R. P. Recollets de La Flèche de lui donner l'habit de saint François, le 20 avril 1741. Il prenait ce jour-là le nom d'*Anaclet*. Peu de temps après il fit profession.

Le 30 avril 1790, il était définitif, avait 70 ans d'âge et 51 ans de profession, et il déclarait « persister dans sa première intention et fait la même déclaration que le P. Chappuis, son gardien ».

A cette époque, il était au couvent de la Baumette, près Angers. C'est là qu'il demeure jusqu'à l'évacuation ; il reste ensuite à Angers, paroisse Saint-Laud, au traitement de 1.000 livres, dont on lui délivre les mandats en 1791 et 1792.

Il refuse le serment constitutionnel et se trouve, dès ce moment en butte à la persécution. Le 25 août 1792, il est arrêté par un détachement de la garde nationale dans la maison de campagne du sieur Eveillon, avec neuf autres prêtres, et le P. Gibert, recollet de Nantes ; mais le Directoire du district écrit à M. de Soland, commandant de la garde nationale, de les relâcher, à l'exception du curé de Villévêque qui sera conduit au séminaire.

Le 18 février 1792, pour se conformer à l'arrêté du département du 1^{er} février, le P. Laumaillet déclare fixer son domicile en la paroisse Saint-Laud, depuis la suppression de la maison de son ordre à la Grande-Couraie en Saint-Jean-de-la-Croix.

En juin suivant, il est enfermé au séminaire puis à la Rossignolerie où il reste jusqu'en novembre 1793. A cette date, il est au nombre des 58 prêtres à demi-valides de Maine-et-Loire qui — sur les ordres de Francastel — sont embarqués d'Angers à Ancenis, et de là emmenés à pied à Nantes. Avec eux, il meurt noyé dans la Loire, dans la nuit du 19 au 20 frimaire (9-10 décembre) (1).

8^o Jacques-Charles Lecamus

La famille Lecamus était établie au Lude, dès le début du XVIII^e siècle. C'est là que naquit notre martyr.

On lit dans les registres de la paroisse :

« Jacques-Charles, né du onze de ce mois, fils de M^e Jacques Le Camus, notaire royal au Lude et de d^{lle} Helene Maussion, son épouse, demeurans en cette paroisse, a été baptisé par nous vicaire soussigné, le quatorzième jour de septembre mil sept cent vingt-cinq. Ont été parrain M^e Charles de la Motte, notaire royal à Baugé, marraine d^{lle} Marie Le Monnier, épouse de m^e Pierre Le Camus, greffier de la sénéchaussée dud. Baugé soussigné.

[Ont signé] Marie Le Monnier, de la Motte, Le Camus, Le Camus, Marie Cureau, Biard, vic. »

Son père, notaire royal et avocat au siège du Lude, mourut à 57 ans et demi, le 21 décembre 1755.

M. Lecamus, clerc tonsuré du diocèse d'Angers, prend,

(1) Bibliographie. — Archives départementales de Maine-et-Loire, *District d'Angers*, corresp. 4 ter. Archives municipales d'Angers, *Registre des soumissions*, P/I. R. P. Armel d'Etel, *Les Franciscains de Maine-et-Loire pendant la Révolution*, dans la *Revue de l'Anjou*, t. LV, (1907), p. 178-179. Dom Chamard, *La vie des saints Personnages de l'Anjou*, t. III, p. 501 et sq. Lalliée [il l'appelle Dumailé], *Les Noyades de Nantes*, t. I. p. 400 et sq. Tresvaux, *Hist. de l'Eglise et du diocèse d'Angers*, t. II, p. 454. F. Uzureau, *Les Prêtres Angevins morts à Nantes*, dans l'*Anjou historique*, t. V (1904), p. 166-171. L'abbé Guillon, *Les Martyrs de la foi durant la Révolution* (1821), t. III, p. 41 (au mot Dumailé).

en 1742, possession de la chapelle de la sacristie de Saint-Vincent, que lui présente la duchesse du Lude.

Vers 1760, il est vicaire de Cheffes ; il succède, en juillet 1762, à Charles-François Delabarre, curé de Champigné, décédé le 11 février.

Il refuse le serment. Son vicaire, Jacques-Étienne Chentrier, l'imita et sera déporté en Espagne. Tous deux obéissent à l'arrêté du 1^{er} février 1792 et résident à Angers. Ils y sont incarcérés.

M. Lecamus, demeuré avec les prêtres infirmes et âgés de Maine-et-Loire, meurt avec eux dans les eaux de la Loire, le 10 décembre 1793. « C'était, dit M. Gruget, un respectable prêtre qui jouissait d'une grande réputation, ainsi que M. Chentrier, son digne vicaire » (1).

9^e *Louis-René Marguerit-Rochefort*

Très probablement apparenté à la famille, sinon le fils, de Louis Marguerit, notaire royal à Parcé et receveur de Pescheseul, il était né en cette paroisse vers 1726.

Ecclésiastique en 1752, il fut, de 1755 à 1761, vicaire de Cré-sur-le-Loir.

Sa nièce, Perrine Courballay, était religieuse de la Madeleine, à La Flèche.

Il devint en 1775, curé de Saint-Quentin-les-Beaurepaire (Maine-et-Loire) près La Flèche.

Son dernier acte est de mai 1792. Il obéit alors à l'arrêté du 1^{er} février et se rend à Angers. Il y est incarcéré et partage le sort des prêtres âgés et infirmes de son diocèse. D'aucuns

(1) Sources : Archives de la Sarthe, G 838. Notes sur la famille Lecamus, de notre cabinet. Port, *Dict. de Maine-et-Loire*, t. I. *Anjou historique*, mars 1905, p. 484. Registres de l'état-civil du Lude. Dom Chamard, *La vie des saints Personnages de l'Anjou*, t. III, p. 507. L'abbé Guillon, *Les Martyrs de la foi durant la Révolution* (1821), t. III, p. 495.

ont dit qu'il avait été mis en un sac et jeté dans la Maine par Francastel. Ce récit, si vraisemblable qu'il soit, n'est point confirmé par les listes que nous avons des ecclésiastiques incarcérés à Nantes où le nom de M. Marguerit figure. Il fut noyé dans la Loire, à Nantes, à 68 ans (1).

10^e René Moreau

Nous rencontrons pour la première fois ce confesseur de la foi le 28 juin 1785, en l'église de N.-D. du Pé-Assomption. Il y succède à Joseph Gonnet, qui fut installé au Horps le 30 décembre et devait mourir, exilé, en Angleterre.

La dernière signature de M. Moreau au Pé est du 18 juillet 1791.

Il refuse le serment. Le 18 septembre 1791 « n'ayant pas cru devoir se conformer à la loi du serment et d'ailleurs, sa paroisse se trouvant réunie à celle de Précigné, il désire cesser sa fonction publique de son ministère et est dans l'intention de se retirer dans sa famille ou en son bien situé proche Saumur. ». En conséquence, ce jour-là, le directoire du district arrête que la municipalité du Pé lui délivrera un passeport pour s'y rendre.

En février 1792, il se conforme à l'arrêté départemental et réside à Angers, où bientôt on l'incarcère.

Il partage dès lors le sort de bon nombre de ses compagnons que l'âge et les souffrances retenaient à Angers, et est déporté à Nantes ; il y meurt, noyé dans la Loire, dans la nuit du 9 au 10 décembre 1793 (2).

(1) Sources : Port, *Dict. de Maine-et-Loire*, t. II. Perrin, *Les Martyrs du Maine*, t. I, p. 200. Dom Piolin, *Hist. de l'Eglise du Mans durant la Révolution*, t. III, p. 69. De Montzey, *Hist. de La Flèche et de ses seigneurs*, t. III, p. 55. *Anjou historique*, t. V, p. 170, 485. S. de la Bouillerie, *Cré-sur-le-Loir*. Notes de notre cabinet. Il signe toujours « L.-R. Marguerit ». Sa famille s'est appelée *Margril* ou *Marguerit de Rochefort*.

(2) Sources : Archives de la Sarthe, L 579, f^o 48 v^o ; 108, f^o 16 v^o. Très-

11^o *Jacques-Michel Rabouin*

Curé de Denazé, au district de Craon (Mayenne), il y succède, en 1780, à René Forget.

Son vicaire, Tijou, et lui, refusent le serment. Son vicaire reste caché à Denazé ; M. Rabouin quitte la paroisse ; son dernier acte signé est du 22 février 1791.

Il se cache, et il ne semble point s'être soumis à l'arrêté du 1^{er} février. Il est arrêté par les gardes nationaux, et interné au petit séminaire d'Angers, le 2 avril 1792. Il y est encore le 14 juin. Interné ensuite à la Rossignolerie, il est déporté à Nantes et noyé dans les eaux de la Loire dans la nuit du 9 au 10 décembre 1793 (1).

12^o *Mathurin-Joseph Ribay*

Prêtre du diocèse d'Angers.

Chapelain de la Trinité d'Angers, il recevait de l'évêque d'Angers ses provisions de curé de Saint-Mars de Cré (paroisse rattachée aujourd'hui au Lude), datées de Paris du 15 mars 1772, et prenait possession le mercredi 1^{er} avril 1772, à huit heures du matin, en présence de plusieurs habitants du Lude.

Trois mois après, il passait transaction avec M^e Branchu, son prédécesseur, pour les jouissances du bénéfice de la Pasqueraie.

vaux, *Hist. de l'Eglise d'Angers*, t. II, p. 454. *Anjou historique*, t. V, p. 486. Registres de l'état-civil du Pè. Angot, *Dict. de la Mayenne*, t. II, p. 443. *Annales Fléchoises*, t. XII, p. 29. Dom Chamard, *La vie des saints Personnages de l'Anjou*, t. III, p. 507. L'abbé Guillon, *Les Martyrs de la foi durant la Révolution* (1821), t. IV, p. 105. — Un Moreau est prêtre habitué au Lude, de 1768 à 1770.

(1) Sources : Archives de Maine-et-Loire, L. 371. Angot, *Dict. de la Mayenne*, t. II, p. 27. Dom Piolin, *Hist. de l'Eglise du Mans durant la Révolution*, t. I, p. 478. *Anjou historique*, t. V (1905), p. 471. Plusieurs religieuses de ce nom étaient cordelières aux Ponts-de-Cè, *Revue de l'Anjou*, t. LXV, p. 80, 82.

Au début de l'année 1775, M^e Ribay, qui administrait la paroisse, n'en était plus le curé. Il était, en effet, pourvu de la cure de Saint-Lambert du Lattay (Maine-et-Loire).

Il quitte cette paroisse et devient chanoine de Saint-Maurille d'Angers.

C'est là que le trouve la Révolution.

Il obéit à l'arrêté du 1^{er} février 1792, est bientôt incarcéré. Demeuré à Angers après le départ des déportés, il est envoyé à Nantes et noyé dans la nuit du 9 au 10 décembre 1793 (1).

13^e André Royné

M. Royné succède, le 21 janvier 1765, à Michel Martin, chanoine d'Angers, dans la cure de Congrier (Mayenne).

Il refuse le serment et est contraint de quitter sa paroisse en avril 1792.

« M. Royné avait été fortement engagé, écrit M. l'abbé Gruget, à faire le serment ainsi que son vicaire. Mais tous deux préférèrent les rigueurs de la pauvreté et de la persécution à laquelle ils se trouvèrent en effet exposés, plutôt que de le prêter. M. Royné était un saint et vénérable pasteur, très zélé et très rempli des devoirs de son état. Il était aimé et honoré, non seulement de ses paroissiens, mais encore de tous les honnêtes gens des environs. Il n'en fallait pas tant pour exciter l'envie et la haine des patriotes ; ils nommèrent un sujet en sa place, qui eut la hardiesse, pour ne rien dire de plus, d'accepter, et le chassa même de sa paroisse. Il fut forcé de se rendre à Angers, où il eut encore bien des persécutions à essuyer » (2).

Interné au séminaire d'Angers, il fut mis en liberté au

(1) Sources : L. Calendini, *Saint-Mars-de-Cré*, dans *Les Annales Fléchoises*, t. X, 1909, p. 244-245. *Anjou historique*, 1904, p. 170, 1905, p. 488.

(2) *Mémoires de M. Gruget*, curé de la Trinité d'Angers, édités par l'*Anjou historique*, t. V, (janvier 1905), p. 366.

passage des Vendéens en cette ville (23-24 janvier 1793). Repris, il est de nouveau incarcéré à la Rossignolerie. Lorsque, en décembre 1793, l'approche de l'armée Vendéenne semble de nouveau menacer Angers, M. Royné, avec les autres prêtres Angevins, est dirigé sur Nantes, par ordre de Francastel.

Il partage leur sort et meurt noyé dans la Loire, dans la nuit du 9 au 10 décembre. Il avait 70 ans. Sa mémoire est restée en vénération dans la paroisse de Congrier. Une plaque de marbre, posée en 1886, dans l'église, rappelle son souvenir.

Son vicaire, M. Engoulvent, fut déporté en Espagne et nommé, au Concordat, curé de Chozé-sur-Argos en Maine-et-Loire, et mourut curé de Vergonnes, le 26 juin 1826.

L'intrus dont il est question plus haut, fut Michel-Jean Deniel, du diocèse de Rennes (1).

Après le départ de M. Royné, un jeune clerc minoré, M. Baudouin, s'efforça de remplacer, à Congrier, son curé absent, en visitant les malades et les consolant, en instruisant les enfants. A ce travail pénible il gagna, lui aussi, la couronne du martyr (2).

LOUIS CALENDINI.

(1) Il était né à Coesmes, le 22 mars 1749 ; il retourna, après la Révolution, dans son diocèse d'origine. *L'Anjou historique*, t. V, p. 367.

(2) Abbé Angot, *Dictionnaire de la Mayenne*, t. I, p. 171, 708.

Bibliographie. — S. Gruget, *Hist. de la Constitution civile du clergé en Anjou*, dans *l'Anjou historique*, t. V (janvier 1905), p. 366. Dom Piolin, *Hist. de l'Eglise du Mans durant la Révolution*, t. I, p. 478 ; t. II, p. 508-509. Perrin, *Les Martyrs du Maine*, t. I, p. 201. Dom Charnard, *La vie des saints Personnages de l'Anjou*, t. III, p. 501, 508. Godard Faultrier, *Le champ des Martyrs*, p. 113.

Plusieurs auteurs affirment que M. Royné fut noyé à la Baumette.

CHRONIQUE

Notre confrère M. Rondeau du Noyer vient de nous envoyer, pour la nouvelle salle de réception de la Société, trois charmantes aquarelles archéologiques qui avaient été très remarquées l'hiver dernier à l'exposition de la Société des Amis des Arts.

Ces aquarelles représentent la jolie porte de la tourelle d'escalier du manoir de *Bernay*, à Montreuil-le-Chétif; le logis de la *Petite-Lucazière* dans la même commune, et une *vieille maison du XVIII^e siècle*, à Saint-Paul-le-Gaultier (canton de Fresnay).

Le manoir de *Bernay*, spécimen intéressant de l'architecture civile de la fin du XV^e siècle et du commencement du XVI^e, a été, comme on le sait, rendu célèbre par Maxime Du Camp qui y a passé ses vacances pendant une année de sa jeunesse et en a donné une pittoresque description dans ses *Souvenirs littéraires*. Nous lui réservons une page spéciale, ainsi qu'au logis de la *Petite-Lucazière*, dans le travail que nous préparons en collaboration avec M. Rondeau du Noyer sur les anciens manoirs du canton de Fresnay.

Très réussies au double point de vue archéologique et artistique, les aquarelles de M. Rondeau du Noyer seront non moins appréciées dans notre nouvelle collection qu'à l'exposition des Amis des Arts, et nous le prions d'agréer l'expression de nos plus sincères remerciements.

La Société française d'archéologie a tenu cette année son Congrès en Bretagne, à Brest et à Vannes, du 16 au 24 juin,

sous la présidence de son savant directeur, M. E. Lefèvre-Pontalis.

Ce Congrès a été particulièrement intéressant grâce à une série d'excursions fort bien comprises et très variées, qui ont fait connaître aux Congressistes non seulement les édifices les plus célèbres de la région, tels que la cathédrale de Saint-Pol-de-Léon, le Kreisker, l'église du Folgoët, les cathédrales de Quimper et de Vannes, les châteaux de Josselin, d'Elven, de Sucinio, mais quantité d'églises pittoresques, de calvaires bretons et les grands monuments mégalithiques de Carnac, Locmariaquer, Gavrinis, etc.

Au nombre des médailles de vermeil décernées à la fin du Congrès, nous sommes heureux de citer : une médaille décernée à M. Legué, ancien maire du Mans, pour le concours dévoué et intelligent qu'il a prêté à la conservation de la Maison dite de la Reine Bérengère en la faisant acheter par la Ville, et à la réorganisation depuis si longtemps désirée des musées du Mans ; puis deux autres médailles décernées, pour leurs travaux archéologiques, à nos confrères, MM. Aveneau de la Grancière et Lécureux.

Une subvention d'encouragement et de sympathie a été, en outre, accordée à la ville de Ballon pour l'acquisition de son vieux château.

Nous adressons à MM. Legué, Aveneau de la Grancière et Lécureux, nos plus sincères félicitations pour ces distinctions si bien méritées, qui font honneur au département de la Sarthe en prouvant l'intelligent intérêt qu'on y porte aux monuments du passé et aux études archéologiques.

R. T.

TABLE DES MATIÈRES

DU SOIXANTE-QUINZIÈME VOLUME

	Pages
Liste des Membres de la Société.	5
Un rhinocéros gallo-romain au Mans, par M. Robert Triger.	29
La paroisse de Pirmil, par MM. le chanoine L. Froger et l'abbé H. Devaux.	35, 157, 275
Guillaume de Saint-Calais, évêque de Durham, par le R. P. dom Guilloreau, bénédictin de Solesmes.	64
Les œuvres de Véron de Fortbonnais, par M. Gabriel Fleury	80, 214
Lionel Le Couteux et son œuvre artistique (1847-1909), par M. D. Mallet.	109
Le culte de saint Julien, évêque du Mans, au diocèse de Bayeux, par M. Ch. de Castilla.	137
Les fortifications du Mans : La porte du Châ- teau, par M. Robert Triger.	249
Angers contre Le Mans, par M. l'abbé Uzureau.	296
Nos prêtres noyés à Nantes, par M. l'abbé Louis Calendini.	306

CHRONIQUES ET LIVRES NOUVEAUX

Admission de nouveaux Membres.	131
Nécrologie : M. Paul Héry ; M. Adrien de Vau- blanc.	132, 133
Le nouveau Musée de la Reine Bérengère et la réorganisation des collections artistiques de la ville du Mans.	133

Un dernier mot sur la Croisade Mayennaise en 1158.	135
Les batailles du Mans (1871), conférence sur le terrain, par M. le capitaine Assollant.	136
Découverte de vases funéraires gallo-romains, au Mans.	136
Mort du général de Verdière.	136
Nouvelle admission	242
Dons à la Société, par M. G. Singher d'un portrait de M. Adolphe Singher, peint par M. Lionel Royer, et par M. et M ^{me} Bayard de la Vingtrie d'une aquarelle de M. Georges de Grandval.	242, 243
Aménagement de la nouvelle salle de réception et exposition des travaux archéologiques de la Société.	245
Le futur musée de la Reine Bérengère : MM. P. Brindeau et L. Lécureux, membres de la Commission administrative du Musée archéologique.	246
Nécrologie : M. le général de division baron de Verdière.	247
Subvention du Ministère de l'Instruction publique pour l'impression du <i>Cartulaire de Saint-Vincent</i>	248
Don fait à la Société, par M. Rondeau du Noyer, de trois aquarelles.	348
Congrès archéologique de Bretagne : médailles décernées à MM. Legué, ancien maire du Mans, Aveneau de la Grancière et Lécureux.	348

PLANCHES ET GRAVURES

Rhinocéros en bronze.	30
Pirmil. Vue de l'église.	35





The Ohio State University



3 2435 05439413 5

THE OHIO STATE UNIVERSITY BOOK DEPOSITORY



D	aisle	sect	shlf	side	pos	item	C
8	03	36	27	8	05	007	6

DC
61